

INSTITUT DE LINGUISTIQUE FRANÇAISE - CNRS  
UMR 7320 - NICE

## **LE FRANÇAIS EN AFRIQUE**

### **LE FRANÇAIS DANS LES MÉTROPOLIS AFRICAINES**

édité par Akissi Béatrice Boutin et Jérémie Kouadio N'Guessan

suite au colloque

« Les métropoles francophones en temps de globalisation »  
organisé par Françoise Gadet, Jérémie Kouadio N'Guessan  
et Hélène Blondeau (5-7 juin 2014)

**N° 30 – 2016**

INSTITUT DE LINGUISTIQUE FRANÇAISE - CNRS  
UMR 7320 - NICE

## LE FRANÇAIS EN AFRIQUE

### Responsable de la publication

Carole de Féral

### Comité scientifique

Michelle AUZANNEAU (U. Sorbonne Nouvelle-Paris 3), Fouzia BENZAKOUR (U. de Rabat), Ahmed BRAHIM (U. de Tunis I), Yasmina CHERRAD-BENCHEFRA (U. de Constantine), Claude FREY (U. Sorbonne Nouvelle-Paris 3), Moussa DAFF (U. de Dakar), Alpha Mamadou DIALLO (U. de Conakry), Françoise GADET (U. Paris Ouest Nanterre La Défense), Gisèle HOLTER (U. de Franche-Comté), Rabah KAHLOUCHE (U. de Tizi Ouzou), Alou KEITA (U. de Ouagadougou), Foued LAROUCSI (U. de Rouen), Gervais MENDO-ZÉ (U. de Yaoundé I), Mary-Annick MOREL (U. de Paris III), Papa Alioune NDAO (U. de Dakar), Mwatha NGALASSO (U. de Bordeaux), Bah OULD ZEIN (U. de Nouakchott), Gisèle PRIGNITZ (U. de Bayonne), Patrick RENAUD (U. Paris III), Ingse SKATTUM (U. d'Oslo), Jean TABI-MENGA (U. de Yaoundé), André THIBAUT (U. Paris-Sorbonne).

UMR 7320 - Bases, Corpus, Langage  
Campus Saint Jean d'Angély SJA3/MSHS  
24, Av. des Diables Bleus  
06357 Nice Cedex 4  
Tél. 0033 4 89 88 14 46

Adresse électronique de la Revue :  
[www.unice.fr/bcl/ofcaf/](http://www.unice.fr/bcl/ofcaf/)

N°ISSN : 1157 - 1454

## SOMMAIRE

Introduction	
Akissi Béatrice BOUTIN & Jérémie KOUADIO N'GUESSAN .....	7
Articles	
Aimée-Danielle LEZOU KOFFI	
Dynamique des langues et enjeux identitaires. L'exemple de la ville d'Abidjan .....	11
Rada TIRVASSEN	
Langages et urbanisation ou les difficultés du dialogue interdisciplinaire....	25
Venant ELOUNDOU ELOUNDOU	
Scripturalité automobile à Yaoundé et alterité sociale .....	41
Carline Liliane NGAWA MBAHO	
Pratiques plurilingues dans le secteur informel de la santé. Le cas de la vente des médicaments dans les bus reliant Douala et son arrière-pays .....	57
Louis Martin ONGUÉNÉ ESSONO	
Yaoundé, une métropole francophone : essai de description d'un foyer linguistique en construction.....	75
Papa Alioune SOW	
La lutte sénégalaise entre tradition et modernité : dans quelle langue ça parle maintenant ?.....	95
Amadou SAÏBOU ADAMOU	
La rumeur comme technique d'écriture de la nouvelle dans « monsieur l'inspecteur » d'Alfred Dogbe.....	107
Christian Rodrigue TIDOU	
Par l'humour et pour le rire ou les influences orales de l'humour citadin sur le français parlé à Abidjan .....	119
Julie PEUVERGNE	
Étude des processus de catégorisation dans un corpus d'entretiens à Douala.....	133
Moussa DAFF & Mamadou DRAMÉ	
Dakar, métropole et capitale de la stabilisation du plurilinguisme dominant au Sénégal.....	151
Alain Laurent Abia ABOA	
La dynamique du français en milieu urbain à Abidjan.....	163
Akissi Béatrice BOUTIN & Jérémie KOUADIO N'GUESSAN	
Abidjan, une métropole de plus en plus francophone ?.....	173
Résumés .....	187





## INTRODUCTION

**Akissi Béatrice Boutin**

CLLE/ERSS-UMR 5263, Toulouse Jean Jaurès  
& ILA, Abidjan

**Jérémie Kouadio N'Guessan**

Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan

Après la tenue du grand colloque *Les métropoles francophones en temps de globalisation* à l'université de Paris Ouest Nanterre La Défense, organisé par Françoise Gadet (U. Paris Ouest & MoDyCo), Jérémie Kouadio N'Guessan (U. Abidjan) et Hélène Blondeau (U. de Floride) du 5 au 7 juin 2014, nous avons formulé le projet de donner suite à une partie des contributions par une publication intitulée *Le français dans les métropoles africaines*.

Le volume 30 de la Revue *Le français en Afrique* qui voit le jour se penche, dans une perspective de sociolinguistique urbaine ou d'ethno-sociolinguistique, sur le plurilinguisme vécu : catégorisations et représentations des langues et de leurs locuteurs, liens entre langues et identités, métissages et hybridations, recours à l'alternance de langues...

Le cadre est la croissance spectaculaire des grandes villes africaines et de l'Océan Indien : la plupart ont connu au moins une période où leur population a doublé en quelque cinq années. Il est souvent allégué que cette croissance s'opère en grande partie grâce à l'économie informelle et dans des quartiers ou espaces construits en marge du processus légal d'urbanisation, que cela entraîne des problèmes matériels et humains considérables, difficiles à surmonter par les programmes publics. Pourtant, les villes africaines sont crucialement des outils d'échange, marchand et non marchand, des lieux de brassage social, d'innovation et d'accumulation des ressources, et des pôles de développement. Le rôle que jouent la langue majoritaire et le plurilinguisme dans ces échanges reste à étudier, non seulement en termes de normes et de variations, de domination et de discriminations, de démarcation des langues et des espaces, mais aussi d'élaboration communautaire de sens, de développement de l'urbanité et de la modernité, de nouveaux modes d'être et de nouvelles identités.

[...] l'urbanisation en matière de langage peut être décrite comme résultant de l'opération simultanée de deux ensembles de processus antagonistes : les uns sont liés à la transformation du tissu social qui réduit le domaine d'efficacité des comportements langagiers traditionnels et étend démesurément le champ de la communication interethnique ; les autres attestent la structuration de la masse cosmopolite des usagers du parler urbain en une communauté citadine où la langue redevient un moyen d'identification et de catégorisation, mais par référence à des valeurs qui ne sont plus celles de la tradition. » (Manessy 1992 : 23).

De fait, la *langue*, ou le répertoire plurilingue, de cette communauté citadine véhicule les valeurs qui lui sont propres. Cette communauté citadine étant en perpétuel renouvellement, avec une configuration elle aussi tributaire des mouvements sociopolitiques de l'ensemble du pays, la *langue*, ou le répertoire

plurilingue de la ville, participe *de* et *à* ce mouvement continuuel dans lequel forces centrifuges, ou de diversification, et forces centripètes ou d'unification (Blampain *et al.* (éd.) 1997 : 159) s'affrontent ou se conjuguent.

Le regroupement des métropoles africaines et de l'Océan Indien où le français est impliqué peut sans doute se justifier pour des raisons historiques et sociologiques (Leimdorfer et Marie (éd.) 2003), mais la francophonie, et partant le plurilinguisme, ne se vivent pas de la même façon dans chacune de ces grandes villes africaines (Bulot, 2004).

Les contributions de ce volume concourent à dresser le portrait de quelques métropoles francophones et plurilingues : Abidjan, Douala, Yaoundé, Dakar, et la conurbation mauricienne reliant Port Louis à Curepipe, en passant par Beau-Bassin Rose-Hill, Quatre-Bornes, Vacoas-Phoenix, sur une vingtaine de kilomètres (Jauze 2004). Une dernière contribution traite de la rumeur dans une capitale sahélienne fictive, à travers l'analyse d'une nouvelle d'Alfred Dogbé.

Ces douze contributions, au nombre d'une, deux ou quatre par ville, mettent en évidence quelques pratiques sociales qui se déroulent en français ou dans lesquelles le français intervient, et permettent des regards croisés sur chacune des métropoles. C'est la communication plurilingue qui a le plus retenu l'attention des contributeurs, mais les auteurs mènent tous, par ailleurs, une réflexion épistémologique sur la sociolinguistique urbaine et/ou africaine.

Aimée-Danielle Lezou Koffi se base sur une grande enquête par questionnaire pour actualiser l'analyse de la configuration sociolinguistique du district autonome d'Abidjan (plus de 10 millions d'habitants). En identifiant les fonctions assignées à chaque langue par les enquêtés, elle décrit les représentations linguistiques des locuteurs. Enfin, à l'aide de sources supplémentaires, elle montre l'incidence de ces représentations sur la dynamique des langues et des variétés de français. L'analyse actualise ainsi la configuration sociolinguistique d'Abidjan.

Christian Rodrigue Tidou explore la recherche, consciente ou non, d'une oralité des villes exploitée par les humoristes abidjanais. Dans ce secteur de l'activité urbaine, la langue apparaît comme se riant d'elle-même : les humoristes travaillent la néologie, l'hybridation, le « détournement de sens » et ce sont eux qui introduisent (ou valident) dans la communauté les procédés et expressions nouvelles. L'auteur nous donne à comprendre l'objet de ce rire et de sa dérision, et se fait le témoin de ce que l'oralité des villes ou oralité urbaine est un puissant vecteur de la dynamique des langues.

Alain Laurent Abia Aboa met en relation divers paramètres sociaux de la ville d'Abidjan (aujourd'hui plus de 6 millions d'habitants) pour éclairer le succès du français dans cette métropole. Il se penche sur les effets de l'urbanisation sur l'évolution du français à Abidjan en la comparant à d'autres métropoles africaines francophones. L'auteur s'intéresse en particulier au phénomène du nouchi, en mettant en lumière ses fonctions identitaires et sa valeur symboliques pour les jeunes Abidjanais.

Akissi Béatrice Boutin et Jérémie Kouadio N'Guessan s'attachent à mettre en parallèle le triple développement de la ville d'Abidjan, du français, et des travaux linguistiques ayant pour objet le français à Abidjan. Abidjan, au long de son développement, a été le lieu d'observation du français populaire africain, du français

pidginisé, ou véhiculaire, et de sa vernacularisation, des normes exogène et endogène, du nouchi, autrement dénommé argot, langue métisse... L'hétérogénéité linguistique a été et est toujours présente à Abidjan, sous la pression d'un environnement socioculturel très contrasté.

Pour Carline Liliane Ngawa Mbaho, le caractère cosmopolite de Douala (plus de 3 millions d'habitants) permet l'observation des croisements de toutes les langues présentes dans le paysage linguistique camerounais. Le discours hybride, qui se retrouve dans plusieurs secteurs de la vie à Douala, se reporte dans l'arrière-pays à travers des activités telles que la vente des médicaments dans les bus de transport interurbain, sur laquelle l'auteur se penche. Celle-ci dégage plusieurs enjeux de l'alternance codique pratiquée par ceux qui se sont attribué le titre de *docteur* lors de leurs offres de service.

C'est à travers un corpus d'entretiens à Douala que Julie Peuvergne s'intéresse aux désignations et aux discours relatifs à la ville, aux langues et aux locuteurs. Son approche des discours épilinguistiques basée sur l'analyse conversationnelle l'amène à distinguer des catégories des locuteurs susceptibles d'orienter leurs attitudes et comportements. Les catégorisations effectuées par les informateurs sont questionnées en tenant compte de leur interprétation éémique et de la dynamique interactionnelle particulière de l'entretien dans le but de saisir l'investissement symbolique des codes comme marqueurs territoriaux et identitaires.

À Yaoundé, capitale politique du Cameroun avec près de 3 millions d'habitants, le français a pris le dessus de l'immense hétérogénéité linguistique. Louis Martin Onguéné Essono dresse le tableau quasi exhaustif de la diversité linguistique de cette deuxième métropole camerounaise, dans une perspective socio-historico-linguistique. Yaoundé se présente comme une ville cosmopolite où cohabitent des citoyens de toutes les ethnies du pays et où seule domine la langue française, largement véhiculaire, sur les 300 langues locales, l'anglais, le pidgin english et le camfranglais.

À Yaoundé aussi, Venant Eloundou Eloundou montre, par une étude socio-pragmatique des écrits automobiles, combien les pratiques linguistiques sont révélatrices des identités individuelles et sociales. En scrutant tour à tour les différentes composantes linguistiques et les procédés langagiers mis en œuvre, l'auteur fait émerger du corpus une catégorisation des énonciateurs, et met en lumière les enjeux qui découlent de leurs messages. La forme de communication, objet de son étude, est révélatrice des indicateurs sociolinguistiques spécifiques qui émergent dans un contexte de globalisation linguistique urbaine, instrumentée par le français ou l'anglais.

Le dynamisme de l'interaction entre français et wolof dans la métropole de Dakar (plus d'un million d'habitants) est abordé par Papa Alioune Sow à travers la création lexicale dans le domaine de la lutte sénégalaise « avec frappe », qui remplace aujourd'hui la lutte traditionnelle. L'auteur examine le mode de fonctionnement des usages linguistiques et discursifs dans ce milieu ainsi que leurs répercussions au plan socio-sportif. La néologie qui s'exerce dans la dimension hautement symbolique de cette activité sportive est à l'image de l'impact de la co-présence des deux langues dans la majorité des interactions sociales des villes sénégalaises.

Pour Moussa Daff et Mamadou Dramé, la pluralité linguistique vécue à Dakar a un impact prépondérant dans l'organisation du plurilinguisme au Sénégal. Les auteurs se penchent précisément sur la portée sociolinguistique de la participation citoyenne des jeunes à travers des mouvements tels que *Set-Setal*, *Bul Fale* et *Y en a marre*, qui investissent l'espace urbain. En analysant d'une part les concepts fondateurs de ces mouvements, le métissage linguistique qu'ils produisent, d'autre part leur visibilité dans les musiques rap, hip-hop, et les graffitis urbains, ils abordent les langues en tant qu'outils d'implication dans la ville. Ils montrent aussi le rôle du wolof comme langue de communication dominante du vaste espace linguistique de Dakar, qui réduit l'espace d'utilisation des autres langues nationales sans pour autant les nier.

Dans une approche originale, Rada Tirvassen montre toute l'importance de la problématisation de la ville et de la conceptualisation de l'extralinguistique par un dialogue interdisciplinaire. Il l'illustre dans le contexte de la conurbation mauricienne (plus d'un demi-million d'habitants), faisant appel à la géographie (chercheurs locaux) et à la sociolinguistique (chercheurs de l'espace francophone). Il met en évidence la nécessité de sortir des catégories de *langues*, et d'autres catégories, pour décrire le plurilinguisme tel qu'il se manifeste dans les affiches exposées dans l'espace public. Par ailleurs ces écrits, bien qu'éphémères et sur des supports parfois fragiles, donnent à voir et à lire la ville mauricienne.

Amadou Saïbou Adamou s'est joint aux autres contributeurs pour apporter un éclairage littéraire au thème de la ville, en étudiant « Monsieur l'inspecteur » d'Alfred Dogbé. Il aborde le pouvoir dévastateur de la rumeur en contexte urbain, dans cette nouvelle qui pourrait bien avoir pour cadre Niamey ou une autre ville sahélienne. En analysant l'architecture du sens de la nouvelle et le contenu sociologique de cette forme de diffusion de l'information, le double regard que porte l'auteur met en lumière la relation structurelle de deux pratiques discursives qui constituent chacune un système signifiant : la rumeur et la nouvelle littéraire.

### Bibliographie

- BLAMPAIN, D., GOOSSE, A., KLINKENBERG, J.-M. , WILMET, M. (éd.) (1997). *Le Français en Belgique. Une langue, une communauté*. Louvain-la-Neuve, Duculot.
- BULOT, T. (2004). *Lieux de ville et identité. Perspectives en sociolinguistique urbaine*. Paris : L'Harmattan.
- JAUZE, J.M. (2004). « La pluriethnicité dans les villes mauriciennes », in *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 225, Revue de géographie de Bordeaux, pp. 7-32.
- LEIMDORFER, F. et MARIE, A. (éd.) (2003). *L'Afrique des citadins : sociétés civiles en chantier (Abidjan, Dakar)*. Paris : Karthala.
- MANESSY, G. (1992). « Modes de structuration des parlers urbains », in Gouaini, E. et Thiam, N. (éd.), *Des langues et des villes*, Actes du Colloque International de Dakar, déc. 1990, Paris, ACCT/Didier Erudition, pp. 7-23.

## **DYNAMIQUE DES LANGUES ET ENJEUX IDENTITAIRES. L'EXEMPLE DE LA VILLE D'ABIDJAN**

**Aimée-Danielle Lezou Koffi**  
Université Félix Houphouët-Boigny

### **Introduction**

La caractérisation de la ville est d'abord spatiale : une agglomération d'immeubles et de personnes plus ou moins importante qui se distingue de la campagne agricole, la ville ne s'opposant alors au village que par la taille. Puis, socioprofessionnelle : les activités sont centrées sur le commerce et les services. Enfin, démographique : la ville est un espace de rencontres. Elle attire et regroupe des populations migrantes, rurales ou étrangères, à la recherche d'un mieux-être. En cela, la ville est porteuse d'espérance. Ces populations d'origines diverses favorisent un brassage de cultures et de langues.

En Afrique, la problématique urbaine est récente. Les recherches la situent au début des années 1950. Plus récente encore est sa dimension linguistique : « les études urbaines se sont, depuis lors, multipliées ; mais le fait linguistique est rarement pris en compte » (Calvet, 1994 : 133). Or, les problèmes posés par le multilinguisme ont une forte incidence sur les pratiques langagières et la dynamique des langues. Étudier les langues dans une problématique urbaine, c'est envisager : « l'effet de la ville sur la langue et sur les rapports entre les langues [...] la ville est un lieu de gestion de la coexistence entre les langues » (Calvet, 1994 : 18). Dans le cadre de cette étude, c'est la dimension identitaire qui résulte du rapport entre l'espace de la ville et la langue que nous voulons mettre en relief. La nécessité de communiquer transforme le tissu social. Il en résulte une mutation des différents groupes ethniques : la ville devient un « facteur d'unification des langues » (Calvet, 1994 : 134).

La plupart des travaux de la dernière décennie sur le français de Côte d'Ivoire se concentrent sur le contexte urbain. D'importantes études empiriques de Suzanne Lafage, Katja Ploog, Jérémie Kouadio N'Guessan, Béatrice Akissi Boutin et Alain Aboa ont mis en évidence les particularités du français parlé par les Ivoiriens, notamment dans la ville d'Abidjan. Le développement linguistique dans cette grande métropole où le français, héritage de la colonisation, s'est imposé comme le véhiculaire interethnique, traduit l'idée que la sociolinguistique urbaine relève d'une problématisation « aménagiste » des réalités langagières (Bulot, 2001). À Abidjan, le contexte sociolinguistique présente un intérêt particulier du fait du plurilinguisme ambiant. Quelles sont les langues en présence dans la ville d'Abidjan ? Et quelles sont les représentations qu'en ont les locuteurs ? Comment se développe, dans cette ville, la dynamique linguistique ?

L'étude pose l'hypothèse du français et de ses variétés comme langue véhiculaire privilégiée. En tant que telle, la langue française devient « une langue ivoirienne », « un français acclimaté auquel les Ivoiriens ont su donner forme et contenu » (Adopo, 2009 : 5).

Inscrite dans une perspective sociolinguistique, l'analyse s'organise en quatre points. D'abord, elle expose la méthodologie de l'enquête. Puis, à partir des résultats et des réflexions de quelques auteurs, elle présente le contexte sociolinguistique de la ville d'Abidjan. Ensuite, elle met en exergue, les fonctions des langues en présence. Enfin, elle s'achève sur une mise en saillance de la dynamique des langues à Abidjan avec un accent particulier sur « le français ivoirien ».

## **1. Méthodologie de l'enquête**

Les données servant de base à l'analyse sont issues du questionnaire administré dans le cadre du projet « Dynamique des langues et des variétés de français en Côte d'Ivoire<sup>1</sup> ». L'objectif du projet était de rendre compte des pratiques et usages linguistiques en Côte d'Ivoire, d'appréhender et d'actualiser la situation sociolinguistique de la Côte d'Ivoire et enfin de recueillir les représentations linguistiques des locuteurs.

### **1.1. Le recueil des données**

Pour récolter les données et constituer le corpus, différentes techniques ont été convoquées. Après une étape de formation aux techniques de recueil de données, de recherche documentaire et d'élaboration de questionnaires, nous avons participé, au sein d'une équipe de vingt chercheurs, à une enquête sociolinguistique dans cinq zones de la Côte d'Ivoire. L'enquête a consisté en l'application de questionnaires, la conduite d'entretiens et l'observation de classes. Ces zones sont :

- Zone 1 (Abidjan\_Dabou\_Bingerville au sud de la Côte d'Ivoire)
- Zone 2 (Ferké\_Kong au nord du pays),
- Zone 3 (Yamoussoukro\_Toumodi au centre de la Côte d'Ivoire),
- Zone 4 (San Pedro\_Soubré\_Daloa à l'ouest du pays)
- Zone 5 (Abengourou\_Bondoukou à l'est de la Côte d'Ivoire)

Un logiciel de traitement de données quantitatives (Sphynx) a servi d'outil au traitement des données recueillies. Il a simplifié la saisie des réponses, les traitements quantitatifs des données et l'analyse des données qualitatives. Dans le cadre de cette étude, qui s'insère dans le thème du colloque de Nanterre portant sur les espaces urbains, seuls les résultats de la zone 1, la zone Abidjan-Dabou-Bingerville ont été exploités.

---

<sup>1</sup> Le projet « Dynamique des langues et des variétés de français en Côte d'Ivoire » a été dirigé conjointement par Jérémie N'Guessan Kouadio (Abidjan) et Béatrice Akissi Boutin (Toulouse) de 2013 à 2014. Financé par l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), il s'organise en 4 axes : enquête à grande échelle sur les attitudes linguistiques à partir d'un questionnaire ; étude de cas des discours épilinguistiques à propos de séquences préenregistrées, selon une approche sémantico-lexicale ; enquête parallèle sur le français transmis dans les différents types de formation : scolaire, technique, professionnelle, culturelle ; analyse et bilan des quelques expériences de formation en langues ivoiriennes.

## **1.2. Présentation du terrain d'étude : la ville d'Abidjan**

À l'indépendance de la Côte d'Ivoire en 1960, la ville d'Abidjan en devient la capitale. Puis en 1983, elle n'est plus que la capitale économique tandis que Yamoussoukro devient la capitale politique du pays. En 2001, Abidjan change à nouveau de statut. En effet, la loi n° 2001-478 du 9 août 2001 en fait un district. Concrètement, les localités de Songon, d'Anyama, de Bingerville, situées à la périphérie s'ajoutent aux dix communes qui composaient initialement la ville d'Abidjan. L'embellie économique et le développement des infrastructures font de la ville un pôle d'attraction, la stabilité politique d'alors jouant comme une invitation pour des populations allogènes. Des populations d'origines diverses en font un point de convergence de la sous-région ouest-africaine : des travailleurs migrants, venus surtout d'Afrique de l'Ouest mais aussi d'Afrique centrale, non scolarisés pour la plupart ; de nombreux Libanais, des cadres et enseignants africains, des experts africains ou occidentaux (Simard, 1994 : 21-22). Par ailleurs, les mouvements internes de population se sont accentués depuis 2002 avec les différentes crises armées que le pays a connues. Il s'en est suivi des déplacements massifs de populations vers la ville d'Abidjan. Ainsi 70 % des personnes déplacées internes (PDI) y ont été accueillies lors de la crise de 2002 (CGECI 2010). Il en résulte une crise urbaine qui provoque un chômage urbain en nette progression et une paupérisation grandissante.

En somme, l'attrait économique et l'afflux de personnes vers la ville d'Abidjan ont contribué à précariser les conditions de vie des populations d'un point de vue socio-économique. Mais du point de vue linguistique, Abidjan est une ville d'une grande hétérogénéité. Les migrants cohabitent avec les populations autochtones. Les langues en présence subissent alors des mutations et la ville, dans ce contexte, est un facteur d'unification linguistique, d'opposition, et de quête identitaire (Calvet, 1994).

## **1.3. Portrait des enquêtés**

Sur un total de 1 000 questionnaires administrés sur l'ensemble du territoire ivoirien, 194 l'ont été dans la ville d'Abidjan soit 19.4 % des personnes interrogées. Parmi les enquêtés, 105 sont de sexe masculin et 89 de sexe féminin. Dans cet échantillon, la population de la ville d'Abidjan est jeune, à l'instar de la population ivoirienne dans son ensemble<sup>2</sup>. Sur les 194 enquêtés :

- 21.6 % ont entre 19 et 25 ans
- 24.2 % ont entre 26 et 31 ans
- 32.0% ont entre 32 et 39 ans.

Soit plus de 75 % qui ont moins de 40 ans.

C'est une population avec un niveau d'instruction minimum. En effet, 69.1 % des enquêtés ont au moins le niveau du collège. L'école « est devenue obligatoire dans l'esprit de tous car elle permet d'acquérir des connaissances qui permettent de s'élever socialement et d'atteindre une compétence en français donnant la possibilité

---

<sup>2</sup> Une population extrêmement jeune : 22 ans d'âge moyen et 43 % de moins de 15 ans (CGECI 2010).

d'occuper des fonctions socialement valorisantes » (Simard, 1994 : 22). Malheureusement, le système scolaire ne tient pas ses promesses de prospérité future pour les élèves. Alors qu'ils sont nombreux à atteindre des niveaux d'études supérieurs, très peu d'élèves et étudiants obtiennent leurs diplômes : 30.9 % des personnes interrogées à Abidjan ne répondent pas à la question du « plus haut diplôme obtenu » contre 2.1 % de non-réponse pour le niveau scolaire. Malgré tout, 48.8 % ont obtenu au moins le BEPC. Le défaut de diplômes les installe de fait dans le secteur informel. On entend par secteur informel, « l'ensemble des activités économiques qui se réalisent en marge de législation pénale, sociale et fiscale ou qui échappent à la Comptabilité Nationale. Autrement dit, c'est l'ensemble des activités qui échappent à la politique économique et sociale, et donc à toute régulation de l'État »<sup>3</sup>. De façon usuelle, l'on classera dans le secteur informel, « les petits métiers », non déclarés et issus de la « débrouillardise », de même que les petits commerces et les activités diverses de ceux qui se disent inactifs. Le secteur informel est la conséquence d'une croissance démographique inversement proportionnelle à la croissance économique, du chômage urbain et « joue un rôle d'adoption des migrants et un rôle d'accueil des agents économiques exclus du secteur officiel »<sup>4</sup>. La moitié des enquêtés (52.2 %) a ses activités dans le milieu informel.

En somme, la ville d'Abidjan se caractérise par une population jeune, qui a vécu toutes les nombreuses turpitudes du pays depuis les années quatre-vingt-dix : d'abord la crise économique qui a entraîné des troubles sociaux, du fait des revendications syndicales et politiques. C'est la génération de l'introduction du multipartisme en Côte d'Ivoire en avril 1990, des guerres de 2002 et de 2011, des manifestations anti-Français, comme la presse les a qualifiées, de novembre 2004. C'est aussi la génération des courants musicaux comme le « Gnaman Gnaman », le « Ziguéhi » et enfin le « Zouglou » qui ont contribué à vulgariser le nouchi, le sortant des milieux de la pègre pour l'introduire dans les différentes couches socioprofessionnelles et surtout dans les écoles et les universités. Enfin, c'est la génération nourrie aux discours sur « l'ivoirité » avec ses différentes acceptions qui ont en commun le retour à soi, et péjorativement, le repli sur soi et le rejet de l'autre. On le voit, la population abidjanaise avec son histoire récente est différente de celle des indépendances ou encore de celle de l'époque du « miracle ivoirien » des années 1970 à 1977. Ces mutations sociales issues de l'altération de l'environnement ont une incidence sur les représentations linguistiques des locuteurs et secondairement sur les attitudes linguistiques dans la ville d'Abidjan.

## 2. Le contexte sociolinguistique

Les résultats de l'enquête mettent en relief quatre groupes de langues sur le marché linguistique abidjanaise. Ce sont :

- La langue française
- Les langues locales (le dioula, le baoulé, le bété...)
- Les langues étrangères africaines (le mooré, le yorouba...)
- Les langues étrangères occidentales (l'anglais, l'espagnol...)

<sup>3</sup> <http://www.africa-onweb.com/economie/secteur-informel.htm>.

<sup>4</sup> *Ibid.*



Le français est une langue bien répandue. En effet, il investit aussi bien la sphère privée que publique. C'est la langue que 31 % des locuteurs utilisent le plus souvent en famille à Abidjan. Il faut préciser que dans le questionnaire, la langue familiale doit être comprise comme celle parlée dans le cadre familial, même si l'enquêté n'est pas locuteur. En effet, l'environnement multilingue d'Abidjan et même de la Côte d'Ivoire donne à observer des familles dont les conjoints sont de groupes ethniques différents. Dans ce contexte, des langues sont parlées dans le cadre familial sans que tous les membres de la famille ne les parlent effectivement. Par exemple, alors que la langue parlée par l'ensemble des membres de la famille est le français (que nous appellerons donc langue familiale), il arrivera que la mère parle sa langue avec ses proches et que le père parle la sienne avec les membres de sa famille. En outre, le français est la langue privilégiée dans la cour ou le quartier. Le français est parlé par 78 % des enquêtés de la ville d'Abidjan et dans tous les types de relations sociales : avec les parents, le conjoint, les enfants, dans la cour, le quartier, les transports, au marché. Par ailleurs les enquêtés reconnaissent à 73.2 % que le français est une langue bien répandue<sup>5</sup>. Cette expansion en fait une langue de communication privilégiée. En effet, en l'absence d'un véhiculaire africain d'extension nationale (Queffelec, 2010 : 46), le français devient une passerelle linguistique entre les différentes communautés : 70 % des enquêtés affirment parler le français pour communiquer avec tout le monde<sup>6</sup>. Cela confirme les résultats d'enquête de Knutsen (2002) dans les quartiers de Yopougon, Abobo, Adjamé : « 77 % des personnes interrogées se servent du français dans le milieu familial au détriment d'une langue locale. Elle en déduit que le français [...] jouit d'un statut élevé [...] est une langue rentable dans le contexte urbain aussi bien dans les contextes officiels que dans les contextes non officiels » (Repris par Aboa, 2012 : 77).

La Côte d'Ivoire compte une soixantaine de langues auxquelles sont plus ou moins exposés les locuteurs mais dans l'enquête, deux parmi celles-ci se détachent. Ce sont le dioula et le baoulé qui sont des langues familiales respectivement à 11.9 % et 21.1 %. Plus encore, l'omniprésence du français n'empêche pas un désir de promotion des langues nationales. Ainsi, les enquêtés estiment à 62.9 % que le français n'est pas suffisant pour communiquer<sup>7</sup>. 86.6 % d'entre eux souhaitent voir les langues locales introduites à l'école en plus du français : 48.5 % ont une préférence pour le dioula tandis que 43.8 % préféreraient le baoulé<sup>8</sup>. Par ailleurs, voir enseigner leur propre langue ne serait pas de refus pour 83.5 % d'entre eux<sup>9</sup>.

Mais les réponses en faveur du dioula et du baoulé comme langues d'enseignement, méritent une attention particulière. En effet, les langues familiales sont au nombre de 31 à Abidjan. Ce chiffre tient compte des langues locales et des

---

<sup>5</sup> Le questionnaire demandait : « Pensez-vous que la Côte d'Ivoire est un pays où le français s'est bien répandu ? ».

<sup>6</sup> Le questionnaire demandait : « Pourquoi utilisez-vous le français ? ».

<sup>7</sup> Le questionnaire demandait : « Pour communiquer en Côte d'Ivoire le français est-il suffisant ? ».

<sup>8</sup> Le questionnaire demandait : « En plus du français, peut-on introduire les langues ivoiriennes à l'école ? Si oui, laquelle ou lesquelles ? ».

<sup>9</sup> Le questionnaire demandait : « Pensez-vous qu'on peut enseigner dans votre langue ? ».

autres langues africaines. En dehors du français, aucune langue occidentale n'a été identifiée comme langue familiale. Le baoulé et le dioula arrivent en tête pour les langues locales. Pour autant, le choix de ces deux langues comme celles que l'on devrait enseigner à l'école bat en brèche l'argument du nombre trop important de langues en Côte d'Ivoire comme un frein au choix d'une langue nationale. Dans l'enquête, ces deux langues s'imposent comme des langues transcommunautaires tout de suite après le français. En effet, elles sont spontanément utilisées par les non scolarisés ou les locuteurs en insécurité linguistique avec le français.

Les langues africaines confirment le caractère cosmopolite de la ville d'Abidjan. Ce sont surtout des langues issues de la sous-région ouest-africaine comme le wolof du Sénégal, le mooré, le bisca du Burkina Faso, l'haoussa du Niger. Elles ont également une fonction vernaculaire et sont principalement pratiquées à l'oral.

Sont considérées comme étrangères, les langues occidentales et l'arabe. Elles sont apprises à l'école (l'arabe est enseigné dans les écoles coraniques).

En somme, la cartographie linguistique de la ville d'Abidjan met en évidence un contexte particulier et propre à cette ville. On y constate la prédominance du français et chez les locuteurs, une volonté de valorisation du multilinguisme par la promotion des langues locales. Serait-ce un effet des discours et de l'ambiance politiques de ces dernières années (cf. 1.3 Portrait des enquêtés) ? L'expression de rejet d'une langue dont la maîtrise ne met pas à l'abri de tous les maux sociaux ? La manifestation d'un désir de retour aux sources par la promotion des langues locales ? Ou plutôt, un désir d'ouverture sur le monde matérialisé par les représentations sur l'anglais ? L'analyse des représentations devrait apporter des éclaircissements.

### **3. Quelles langues pour quels usages ? Enjeux identitaires des langues dans la ville d'Abidjan**

La présentation de la situation linguistique révèle le caractère plurilingue de la ville d'Abidjan : le français, les langues locales, les langues étrangères. Ces langues ont des fonctions aussi diverses que variées qui fondent les représentations linguistiques des locuteurs.

#### **3.1. Le français**

Le français est la langue officielle de la Côte d'Ivoire à l'indépendance. Très vite, elle apparaît comme « véhiculaire interethnique en l'absence d'une langue nationale » qui jouerait ce rôle et enfin en tant que langue de « l'ouverture aux autres et de la communication » (Simard, 1994 : 21). À Abidjan, la situation n'est pas différente et l'enquête le montre bien.

Le français est une langue de prestige. Sa maîtrise est synonyme de réussite sociale. En effet, c'est la langue officielle c'est-à-dire la langue de l'école, de l'administration, de l'armée, donc une langue présente dans tous les secteurs sociaux clés. Ce serait une lapalissade de dire que le français est nécessaire pour se sentir à son aise dans la ville d'Abidjan. Les enquêtés la considèrent comme nécessaire dans la circonstance (condition) où ils se trouvent à 54 %. C'est la langue qu'il faut pour

réussir<sup>10</sup>. Le caractère impératif montre l'importance de ce critère. Le français est une « langue nécessaire pour prendre une part active à la vie de la nation et de la société » (Simard, 1994 : 20). Il faut reconnaître que, langue officielle sans être autochtone, le français s'impose en termes de « nécessité historique » à Addis-Abeba en 1966 (Adopo, 2009 : 2). En effet, c'est à L. S. Senghor que l'on doit cette formule qui justifie la décision politique qui consacre le français langue officielle, pour des raisons aussi bien idéologiques que techniques.

Dans un classement par ordre de préférence des langues, la langue française arrive en première position avec 92 %. Son expansion dans la ville n'y est pas étrangère et sa maîtrise par les individus facilite grandement la vie : elle est perçue comme un facteur d'intégration dans le monde professionnel formel, gage de stabilité sociale et économique.

Mais lorsque la question est posée sous forme de vœu (« aimeriez-vous parler... »), le français arrive en septième position après les langues occidentales comme l'anglais, l'espagnol et l'allemand et des langues locales comme le baoulé, le dioula, l'akyé, etc. L'on peut supputer, vu son expansion, que les enquêtés considèrent le français comme un acquis. Soulignons que plus de 50 % des enquêtés ont au moins le niveau du collège. Dès lors l'attention se porte vers d'autres langues. Paradoxalement, 62,9 % des enquêtés le trouvent insuffisant pour communiquer. Doit-on y voir la manifestation d'une insécurité linguistique ? La réaction aux derniers événements survenus en Côte d'Ivoire et diversement interprétés par les uns et les autres ? L'on ne peut rien affirmer avec certitude. La réponse interpelle d'autant plus que seulement 11,9 % des enquêtés sont des non scolarisés et 17 % ont le niveau primaire.

Zone \ Niveau d'étude	Non-réponse	Non scolarisé	Primaire	Collège	Lycée	Supérieur	TOTAL
Zone 1 Abidjan_Dabou_Bingerville	2,1 %	11,9 %	17,0 %	12,9 %	21,1 %	35,1 %	100 %

**Tableau 1.** Pourcentages des niveaux d'étude dans la zone 1 (Abidjan-Dabou-Bingerville)

En ramenant ces résultats au modèle d'Henri Godard (1976) repris par Ngalasso (1992 : 464)<sup>11</sup>, le français dans la métropole qu'est Abidjan remplit de façon concomitante, différentes fonctions : vernaculaire, véhiculaire, nationalitaire.

La fonction vernaculaire concerne l'environnement privé de l'individu, en l'occurrence la fonction de la langue dite « maternelle ». C'est une fonction de « communion et de convivialité qui réunit, par des liens d'affectivité et au-delà de la pure volonté d'échanger des messages, les membres de la famille, les amis, les proches, les familiers » (Ngalasso, 1992 : 464). Or l'enquête montre que dans le contexte familial et proche (quartier, cour), le français arrive en première place en

<sup>10</sup> Le questionnaire demandait : « Quelles langues sont nécessaires pour réussir dans votre circonstance ? ».

<sup>11</sup> L'étude de Ngalasso concerne la composition linguistique de la ville de Kikwit.

tant que langue parlée sauf avec les grands-parents où il arrive en troisième position derrière des langues locales.

La fonction véhiculaire est celle de la sphère publique. La langue est alors utilitaire ; elle sert de passerelle interethnique entre « gens ne partageant pas un même vernaculaire dans des situations où un moyen élémentaire suffit à assurer le contact minimal » (*Ibidem*). En tant que tel, le français s'impose largement à Abidjan.

Enfin, la fonction nationalitaire qui est « une fonction de référence nationalitaire exercée par une langue officielle destinée à assurer l'unité de l'état-nation » (*Ibidem*). Encore une fois, la langue française assume, dans la ville d'Abidjan, cette fonction.

Ces fonctions classent le français comme la langue de communication quotidienne par excellence. Elle est même langue première et unique pour de plus en plus de locuteurs. Adopo (2009 : 2) qualifie cette prédominance du français de paradoxe :

[...] Et pourtant ce statut n'a jamais été un obstacle à l'évolution de la langue française dans ce pays où elle a acquis le droit de « citoyenneté », avec un statut privilégié. Ce qui lui permet d'occuper parmi les langues ivoiriennes, une place de choix, jouant ainsi bon nombre de fonctions auxquelles les autres langues sont exclues ou n'ont pas part. Ce qui conduit à cette situation pour le moins **paradoxe** : une langue officielle qui n'est pas une langue nationale ; des langues nationales qui n'ont ni le statut juridique de langues officielles ni celui de langues d'enseignement, mais celui de langues de terroir, au service de l'ethnie et/ou de la région. **Tel est l'un des paradoxes qui président le destin des langues qui couvrent la Côte- d'Ivoire**<sup>12</sup>.

### 3.2. Le nouchi

Le nouchi est une variété de français. L'analyse l'isole pourtant du français parce que les enquêtés qui y ont fait allusion le considèrent en tant que langue. Ce parler argot est la variété de français la plus récente en Côte d'Ivoire (Aboa, 2011 : 1). Il a fait l'objet de nombreuses études qui mettent en relief son contexte d'apparition, sa nature, ses particularités morphosyntaxiques et ses fonctions.

Considéré comme l'une des manifestations linguistiques destinées à pallier l'insécurité linguistique liée à la norme chez le locuteur francophone ivoirien, le nouchi arrive sur la scène linguistique ivoirienne dans les années quatre-vingt (Lafage, 1991). Il se présente comme le parler des bandes de jeunes délinquants. Mais il s'est rapidement diffusé à toute la jeunesse du pays (Lafage, 1991) poussant les chercheurs à s'interroger sur son destin : « Le nouchi abidjanais, naissance d'un argot ou mode linguistique passagère ? » (Kouadio N'Guessan, 1992) « Le nouchi a-t-il un avenir ? » (Aboa, 2011).

Les enquêtés considèrent le nouchi comme une langue dans l'espace abidjanais. La notion d'espace prend ici toute son importance. L'enquête présente le nouchi comme un phénomène avant tout abidjanais. Ainsi, à la question des langues de la cour et du quartier, 7 % des enquêtés de la Zone 1, zone d'Abidjan, le citent contre 0.0 % dans les zones 2 (Ferké-Kong), 3 (Yakro-Toumodi) et 5 (Abengourou-Bondoukou). Pourtant, le tableau 2 des résultats à la requête « langues parlées par

<sup>12</sup> C'est nous qui soulignons.

zone » montre le faible pourcentage du nouchi (8.2 %) par rapport aux autres langues dans la zone d'Abidjan.

Zone \ Langues parlées	français	dioula	baoulé	anglais	nouchi	agni
zone 1 Abidjan_Dabou_Bingerville	78,9 %	39,2 %	18,0 %	12,4 %	8,2 %	7,7 %

**Tableau 2.** Pourcentages des langues parlées dans la zone 1  
(Abidjan-Dabou-Bingerville)

Il est possible que le statut des enquêteurs ait intimidé les enquêtés et que ceux-ci n'aient pas tous « admis » qu'ils parlaient nouchi, ou qu'une éventuelle désapprobation lors de l'entretien ait suscité ce résultat que nous jugeons sous-estimé. Toujours est-il que le nouchi est parlé essentiellement avec des amis. Il arrive comme langue parlée après le français, le dioula et le baoulé. Le nouchi concurrence le français et le dioula dans les transports. C'est le parler des « cokser », des chauffeurs et apprentis de mini-cars appelés « gbakas », des chauffeurs des taxis « wôrô wôrô », ou taxis communaux. C'est également le parler des personnes évoluant dans les gares routières.

Les enquêtés à 12.4 % préfèrent le nouchi après le français (92.3 %), le dioula (55.7 %) le baoulé (24.7 %) et l'anglais (21.6 %). Ce résultat est paradoxal quand on sait qu'en moyenne 75 % des enquêtés ont moins de 40 ans et évoluent dans le secteur informel. L'on aurait pu s'attendre à une meilleure expansion du nouchi dans la ville d'Abidjan. Or, elle est partielle, avec un nombre restreint de locuteurs déclarés. D'ailleurs, à la consigne « classez par ordre de préférence les langues que vous aimeriez parler », les enquêtés ignorent le nouchi. Ils l'ignorent également dans les réponses à la question : « à votre avis, quelles langues sont nécessaires pour réussir ? » au niveau local, au niveau international. De même, l'introduction à l'école du nouchi n'est pas à l'ordre du jour. En tout état de cause, il reste un phénomène urbain et même abidjanais dans lequel les locuteurs, selon les résultats de l'enquête, ne se projettent pas. Il reste la variété du relâchement (avec les amis) et n'est pas pour l'instant dans une posture de concurrence sérieuse au français standard.

### **3.3. Les langues étrangères**

En ce qui concerne les langues étrangères, l'anglais se détache. Cette langue arrive en quatrième position quand il s'agit des langues préférées des enquêtés, après le français, le dioula et le baoulé.

Elle arrive en première position des langues que 35.6 % des locuteurs aimeraient parler ; elle arrive en deuxième position, à 28.9 %, des langues nécessaires pour réussir dans la situation dans laquelle les enquêtés se trouvent. Enfin, l'anglais arrive, avec 64.4 %, en première position des langues nécessaires pour réussir dans le monde devant le français par exemple. En effet, l'anglais est une langue commerciale. C'est la langue des affaires au niveau international. Dans un environnement de chômage chronique, elle devient un outil qui favorise l'obtention d'un emploi. Pour augmenter leurs chances d'obtenir un premier emploi, de plus en

plus d'étudiants vont au Ghana voisin pour y apprendre l'anglais en complément de leurs diplômes ou même pour y suivre des études.

L'usage des langues étrangères relève de l'apprentissage et traduit les fantasmes et les ambitions des enquêtés. Elles ont une fonction mythique. Parler anglais et d'autres langues occidentales valorise davantage l'individu dans un environnement francophone. Le caractère « isolé » de cet usage confère à ces langues une fonction « magique, une reconnaissance ou une légitimité qui l'emporte sur la volonté de communiquer » (Ngalasso, 1992 : 465).

En péroration, les locuteurs de la ville d'Abidjan ont des représentations linguistiques bien tranchées. Ainsi, la langue française assume toutes les fonctions : véhiculaire, vernaculaire. En même temps, même si cela n'est pas suffisamment perceptible dans le corpus, cette langue a aussi dans certains milieux, une fonction mythique. Le nouchi, variété de français, crée un *ethos* de proximité entre locuteurs : il brise la glace et rapproche les individus qui se reconnaissent. Les langues locales ont une fonction vernaculaire même si l'enquête montre que le baoulé et le dioula ont une dimension transcommunautaire. Ces fonctions et représentations des langues dans l'environnement abidjanais induisent des pratiques langagières qui participent du développement de la dynamique des langues.

#### 4. De la dynamique des langues dans la ville d'Abidjan

Les résultats de l'enquête et l'observation des pratiques langagières dans la ville d'Abidjan génèrent des commentaires qui seront étoffés par des études antérieures.

La migration du nouchi des milieux du banditisme vers celui des jeunes scolarisés a favorisé son expansion. Les médias et même les discours politiques en sont devenus les canaux de diffusion privilégiés. Il s'en trouve légitimé (Aboa, 2011). Mieux, l'État ivoirien, en 2009, à travers le ministère de la culture a organisé un séminaire sur le thème : « Le nouchi, mal de vivre de la jeunesse ou une alternative possible d'une identité ivoirienne en construction ? ». L'objectif majeur du séminaire était de « contribuer à réduire les stéréotypes et clichés répandus sur le nouchi et de lui négocier un statut pour l'avenir<sup>13</sup> ». Toutes choses qui concourent à envisager ce parler comme un palliatif au déficit d'une langue locale d'extension nationalitaire (Ngalasso, 1992 : 464), même si tous les acteurs admettent son caractère plus que dynamique :

le problème que pose le nouchi, c'est son foisonnement extrême, son fonctionnement qui frise l'anarchie, son extrême instabilité et son caractère éphémère (beaucoup de mots et d'expressions y ont une durée de vie très limitée). Est-il possible de suivre presque à l'infini des mots et expressions qui naissent et meurent presque aussitôt ?<sup>14</sup>.

Alors que les institutions étatiques, en l'occurrence le ministère de la culture, œuvrent à lui donner une existence officielle, les réponses au questionnaire le minimisent voire le limitent à sa fonction cryptique initiale. En effet, ne pas se reconnaître ouvertement comme un locuteur du nouchi en fait un parler marginal.

<sup>13</sup> Ministère de la Culture et de la Francophonie, Actes du séminaire « Le nouchi, mal de vivre de la jeunesse ou une alternative possible d'une identité ivoirienne en construction ? », Grand-Bassam, 17-19 juin 2009, p. 34.

<sup>14</sup> *Ibid.*

Pourtant, et des études récentes le démontrent, le nouchi revendique des fonctions identitaire et véhiculaire (Kouamé, 2013). Non seulement il est parlé par de nombreux Ivoiriens (à des degrés divers certes) mais ces derniers sont unanimes pour l'identifier comme une spécificité ivoirienne. Or, ce qui précède s'oppose aux résultats de l'enquête. De ce paradoxe, l'on peut déduire que le niveau d'étude moyen des enquêtés en fait des locuteurs qui ont conscience que le nouchi n'est pas attendu dans les réponses à donner, que s'en reconnaître locuteur n'est pas valorisant ou tout simplement, qu'ils ont conscience que le nouchi n'est finalement pas une langue : 35,1 % des enquêtés ont un niveau d'étude correspondant au cycle supérieur. (cf. tableau 1).

Toujours est-il que l'usage du nouchi s'inscrit dans une sorte de mouvement de revendication identitaire qui traduit des rapports d'oppositions à divers niveaux : identité en rapport avec la tranche d'âge, ce qui oppose jeunes et adultes ; identité par rapport au cadre de vie mettant face à face citadins et ruraux ; identité en relation avec le niveau socioéconomique qui met « pauvre et débrouillard » en contradiction avec « riche et cossu », et identité relative au niveau d'instruction opposant « illettré et déscolarisé » et « diplômé ». Le nouchi est pour ces jeunes défavorisés, cette sorte de « génération sacrifiée » par les différentes crises, cette jeunesse ivoirienne ballottée entre tradition et modernité, désarçonnée par une scolarité de plus en plus chaotique, un moyen de faire entendre leur désespoir, de faire connaître leur dénuement et de revendiquer leur place dans la société. À travers ce mode langagier, les jeunes et moins jeunes de Côte d'Ivoire traduisent leur appartenance à un groupe vivant les mêmes réalités. Dès lors, le nouchi ne règle pas un déficit linguistique mais plutôt identitaire. Il n'est plus le parler jeune. En effet, des courants musicaux ont favorisé son expansion dans les années quatre-vingt-dix. Les jeunes de l'époque sont les adultes d'aujourd'hui et aussi locuteurs du nouchi. La variable « jeune » devient désuète.

Il existe trois variétés de français parlé en Côte d'Ivoire : le français populaire ivoirien, le français des scolarisés et le nouchi (Kouadio N'Guessan, 2008). Seulement, loin de catégoriser les locuteurs du français à Abidjan et en Côte d'Ivoire en général, leur usage dépend de la situation de communication.

Dans l'exemple : « tu es **choco**<sup>15</sup> », l'attribut est un mot nouchi intégré à une phrase syntaxiquement correcte. Quelle langue le locuteur parle-t-il ? De plus en plus, les Ivoiriens s'expriment de la sorte, dans une variété hybride qui n'est ni du nouchi, ni du français mais qui traduit l'expressivité du message. Les variétés de français à Abidjan sont des outils de catégorisation non pas des locuteurs mais des récepteurs. Le même locuteur, cela s'observe de plus en plus, convoque invariablement le FPI (français populaire ivoirien), le nouchi ou une autre variété de français en fonction de l'interlocuteur. Par exemple, devant une commerçante au marché, l'on convoquera soit une langue locale (baoulé ou dioula), soit le FPI. Dans les transports notamment les minicars communément appelés « *gbaka*<sup>16</sup> » ou avec les « *djossêrs de naman*<sup>17</sup> », le nouchi interviendra. La variété est donc fonction de

---

<sup>15</sup> Terme nouchi pour dire « tu as de la classe ».

<sup>16</sup> Car de transport.

<sup>17</sup> Jeunes gens qui aident à trouver une place de stationnement.

la situation de communication. Cette situation n'est pas sans incidence sur la dynamique des langues en général et du français en particulier.

La dilution des frontières entre les différentes variétés de français, la cohabitation avec les langues locales « et le besoin de nommer les expériences nouvelles vont donner lieu à une diversification des usages. Cette diversification s'observe à travers une pluralité de formes de français dont certaines peuvent s'avérer difficiles à comprendre pour les non-initiés » (Kouamé, 2012 : 5). Ce que nous appelons ici français ivoirien, ou français local à l'instar de Kouadio N'Guessan (1998), Boutin (2003), Kouamé (2007, 2012) *inter alia*, renvoie à une norme endogène (Boutin, 2003, 2008) du français parlé en Côte d'Ivoire avec ses caractéristiques propres. Le français ivoirien se développe dans une double direction : « mouvement d'éloignement du français standard (FS) auquel il est diachroniquement lié ; et mouvement de rapprochement vers les langues ivoiriennes de souche vers lesquelles il semble tendre aujourd'hui asymptotiquement » (Adopo, 2009 : 4). Il a une structure et un fonctionnement qui lui sont propres : des modifications morphosyntaxiques, phonétiques, phonologiques et sémantiques (certains éléments du lexique français ont des connotations nouvelles). Il n'est pas le fait d'une insécurité linguistique :

les locuteurs de ce type de français sont soit des locuteurs natifs des langues ivoiriennes de souche (LIS), qui savent lire et écrire en français, soit des Ivoiriens, eux aussi sachant lire et écrire, et qui ont pour langue première le français - mais qui ne parlent pas nécessairement et couramment les langues de leurs géniteurs dont ils n'ignorent pourtant pas l'existence et la portée. (Adopo, 2009 : 5)

Pour autant, Boutin (2003) relève dans le discours de personnes enquêtées plusieurs expressions montrant comment elles se le représentent :

Techniquement, le français ivoirien est, aux yeux des témoins, une traduction des langues africaines [...] à travers des séquences comme « tordre le français pour africaniser, par exemple, le pluriel », « ils traduisent en français les expressions qui sont typiquement de leur ethnie », « des constructions qui sont typiquement de la langue, on les transpose » ou en évoquant le projet littéraire des écrivains ivoiriens : « publier la langue africaine dans le français ». (Boutin, 2003 : 76-77)

Du point de vue des attitudes des locuteurs, Boutin (2003) révèle que le français local bénéficie d'un a priori favorable de la part des personnes interrogées. Leur manière de désigner le « français ivoirien » revêt une dimension identitaire : « les termes les plus employés ont une connotation identitaire, parfois renforcée par des expressions comme : « français typiquement ivoirien » ou « le français est vraiment ivoirien » ; « typiquement ivoirien(ne) » a été employé 5 fois, accompagnant les mots *français*, *expression* ou *construction*. » (Boutin, 2003 : 76). En somme, le phénomène du français local traduit le caractère dynamique du français en Côte d'Ivoire en général et dans la ville d'Abidjan en particulier :

La description de l'évolution du français est rendue par des phrases comme : « la langue se tropicalise », « la langue est un être vivant [...] c'est un organe, c'est un corps humain qui s'adapte à la société, à l'époque, aux mutations », « c'est tellement devenu une habitude que c'est devenu maintenant une norme », « améliorer le parler par rapport au français académique » ; ou par des termes tels que : « évolution », « orientation », « enrichissement », « rajeunissement », « localisation », « renouvellement », « distorsion ». (Boutin, 2003 : 76)



## **Conclusion**

Au terme de l'analyse, l'enquête révèle la prédominance du français dans la ville d'Abidjan. Il est le véhiculaire privilégié des locuteurs matérialisé par une adhésion qui en fait pratiquement une langue maternelle dans un pays où il avait été imposé. Par ailleurs, le nouchi exprime un paradoxe. Les locuteurs n'en assument pas l'usage. Il apparaît comme un parler marginal. Par conséquent, il nous semble que les résultats de l'enquête ne reflètent pas les pratiques langagières de nouchi observables dans la ville d'Abidjan.

Deux langues nationales s'imposent comme des véhiculaires en concurrence avec le français : le baoulé et le dioula. Elles semblent faire le consensus pour le choix d'une langue nationale. Les langues étrangères africaines restent vernaculaires, confinées aux besoins de la communication communautaire. Les langues occidentales, sauf le français, sont apprises à l'école.

En l'absence d'une langue nationale qui fasse office de langue véhiculaire, le français joue le rôle de passerelle interethnique. Dans ce contexte, le récepteur, la visée et la situation de communication commandent le code et participent à la dynamique des langues. Les différentes variétés de français ont tendance à s'entremêler. Mieux, le contact des langues (français et langues nationales) produit un français ivoirien (Kouamé, 2007, 2012) qui a ses caractéristiques propres et qui tend à résoudre, dans l'imaginaire des locuteurs, la problématique identitaire posée par l'imposition du français comme langue officielle.

## **Bibliographie**

- ABOA, A. L. A. (2011). « Le nouchi a-t-il un avenir ? », in *Revue électronique internationale de sciences du langage Sudlangues*, n° 16, pp. 44-54.
- ABOA, A. L. A. (2012). « Le français en contexte urbain en Côte d'Ivoire », in *Revue électronique internationale de sciences du langage Sudlangues*, n° 18, pp. 72-84.
- ADOPO, A. F. (2009). « Le français, langue ivoirienne », in *Revue des Théories et modèles linguistiques*, n° 5. Abidjan, Université de Cocody, <http://www.ltml.ci/files/publications/francais.pdf>, pp. 1-16.
- BOUTIN, B. A. (2003). « Des attitudes envers le français en Côte d'Ivoire », in *Education et Sociétés Plurilingues*, n° 14-juin, pp. 69-84.
- BOUTIN, B. A. (2008). « Norme endogène ivoirienne et subordination », in S. Wharton, C. Bavoux & L.-F. Prudent (éd.). *Normes endogènes et plurilinguisme*, Lyon, Editions de l'ENS, pp. 61-84.
- BULOT, T. (2001). *Sociolinguistique urbaine : variation linguistique, images urbaines et sociales*, Presses Universitaires de Rennes.
- CALVET, L.-J. (1994). *Les voix de la ville. Introduction à la sociolinguistique urbaine*, Paris, Payot & Rivages.
- KOUADIO N'GUESSAN, J. (1992). « Le nouchi abidjanais, naissance d'un argot ou mode linguistique passagère », in Gouaini, E. et Thiam, N. (éd.), *Des*

- langues et des villes*, Actes du Colloque International de Dakar, déc. 1990, Paris, ACCT/Didier Erudition, pp. 373-383.
- KOUADIO N'GUESSAN, J. (1998). « Le français devant une variété autonome de français : le cas du français de la Côte d'Ivoire », in *Assises de l'enseignement du français et en français en Afrique francophone*. Paris, AUF, pp. 169-181.
- KOUADIO N'GUESSAN, J. (2006). « Le nouchi et les rapports dioula-français », *Le français en Afrique*, n° 21, Nice, ILF – CNRS, pp. 177-191.
- KOUADIO N'GUESSAN, J. (2008). « Le français en Côte d'Ivoire : de l'imposition à l'appropriation décomplexée d'une langue exogène », in *Documents pour l'histoire du français langue étrangère ou seconde*, n° 40/41, pp. 179-197.
- KOUAME, K. J-M (2013). « Vers une généralisation du parler jeune de Côte d'Ivoire », in *La revue des Lyriades de la langue française*, n° 1, Angers, pp. 70-76.
- KOUAME, K. J-M (2012). « La langue française dans tous les contours de la société ivoirienne ». Québec : Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone/Université Laval, 26 p. (Collection Note de recherche de l'ODSEF)
- KOUAME, K. J-M (2007). « Étude comparative des pratiques linguistiques en français d'élèves d'établissements secondaires français et ivoiriens », Thèse de Doctorat, Université de Montpellier 3, 562 p.
- LAFAGE, S. (1991). « L'argot des jeunes Ivoiriens, marque d'appropriation du français ? », *Langue française*, Volume 90, n° 1, pp. 95-105.
- MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE, *Actes du séminaire : « Le nouchi, mal de vivre de la jeunesse ou une alternative possible d'une identité ivoirienne en construction ? »*, Grand-Bassam, Côte d'Ivoire, 17-19 Juin 2009.
- NGALASSO, M. M. (1992). « Le kikongo, le français et les autres : étude de la dynamique des langues dans la ville de Kikwit (Zaïre) », in Gouaini, E. ; Thiam, N. (éd.), *Des langues et des villes*, Actes du Colloque International de Dakar, déc. 1990, Paris, ACCT/Didier Erudition, pp. 459-474.
- QUEFFELEC, A. (2010). « Alternances codiques et parlers hybrides en francophonie : convergences et divergences aux plans linguistique, génétique et sociolinguistique », in Martinez, P. et Blanchet, P. (éd.), *Pratiques innovantes du plurilinguisme. Émergence et prise en compte en situations francophones*, Paris : Agence Universitaire de la Francophonie et Edition des archives Contemporaines, pp. 41-50.
- SIMARD, Y. (1994). « Les français de Côte d'Ivoire ». in *Langue française*, n° 104, pp. 20-36.

## LANGAGES ET URBANISATION OU LES DIFFICULTÉS DU DIALOGUE INTERDISCIPLINAIRE

Rada Tirvassen  
Université de Pretoria

Il est assez curieux de constater l'attraction que les travaux sur le langage ont éprouvée pour l'espace géographique. On peut évoquer les dénominations de disciplines qui ont d'ailleurs eu une reconnaissance institutionnelle telles que la dialectologie rurale ou ce qu'on appelle aussi la géographie linguistique. La naissance de la sociolinguistique a entraîné un intérêt pour la ville : pour me limiter à deux exemples, Labov intitule la sociolinguistique variationniste qu'il pratique *urban sociolinguistics*, sans doute pour se démarquer davantage de la dialectologie dite rurale pratiquée surtout par des chercheurs européens, même si certains sociolinguistes considèrent qu'il poursuit une tradition de recherche amorcée par les dialectologues<sup>1</sup>. En revanche, Gumperz et Cook-Gumperz (2008) posent un rapport de continuité tant sur le plan méthodologique que théorique entre la dialectologie européenne et la sociolinguistique urbaine. Enfin, Gumperz affirme que « c'est dans le domaine de l'urbain que l'analyse sociolinguistique, celle conduite par la sociolinguistique interactionnelle, peut apporter une conception nouvelle des mécanismes du processus social » (Gumperz 1989 : 6). Alors que la ville occupe une place naturelle dans les travaux de la sociolinguistique de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, on ressent un sentiment de malaise quand on interroge les pratiques scientifiques que génèrent l'association entre la ville ou l'urbanisation (ce qui n'est pas la même chose) et le phénomène langagier. L'ouverture de la sociolinguistique vers l'espace géographique de manière générale et la ville en particulier est rarement problématisée alors que c'est sans doute le préalable à toute étude qui porte sur un tel phénomène, qu'elle soit théorique ou empirique, même s'il faut reconnaître la contribution de T. Bulot qui a jeté les bases conceptuelles de la sociolinguistique urbaine en France.

Cet article n'aborde qu'indirectement la problématique de la langue dans les métropoles africaines en traitant de la question des précautions à prendre lorsque la recherche sociolinguistique se penche sur le phénomène d'urbanisation ou sur la ville. Plus précisément, il est le fruit d'une méta-analyse de quelques travaux conduits dans le cadre d'une tentative de collaboration entre des géographes et des sociolinguistes mauriciens impliqués dans un projet qui se voulait interdisciplinaire mais qui, finalement, a montré les difficultés d'une collaboration entre chercheurs de deux disciplines ou, pour être plus précis, entre des choix épistémologiques, sans doute peu conciliables, de chercheurs qui, en plus, opéraient dans deux disciplines différentes. En raison de cette expérience, cet article souhaiterait répondre à

---

<sup>1</sup> En effet, Koerner établit un lien direct entre la recherche de Labov et « dialectological research done in the United States since the 1930s, which in turn goes back to the European traditions established during the last quarter of the nineteenth century » (1961 : 64 in Hazen, 2010 : 30).

quelques questions précises et pourrait éclairer la préoccupation d'autres chercheurs sociolinguistes qui s'intéressent aux enjeux que pose, à leur discipline, la ville.

### 1. Le contexte

Le contexte est celui d'une étude que j'ai eu l'occasion de conduire sur les parlers jeunes et les villes dans quelques communautés linguistiques de l'Océan Indien, suite à la sélection d'un projet que j'avais présenté, en 2009, à un appel à collaboration de l'Agence Universitaire de la Francophonie<sup>2</sup>. Dès que j'ai commencé à identifier les bases théoriques à partir desquelles l'équipe mauricienne, composée surtout de jeunes chercheurs dont un seul venait de soutenir sa thèse de doctorat en littérature, je me suis rendu compte qu'on identifiait un objet d'étude soulevant au moins deux questions majeures. Premièrement, cette recherche posait un regard sur la société contemporaine alors que des chercheurs avaient déjà souligné que les sociétés créoles ne se prêtent pas à une approche uniquement synchronique : parlant de l'évolution qui a marqué l'île de la Réunion pendant les dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, F. Tupin (2003) affirme que la société plurilingue réunionnaise vit une succession d'événements en accéléré et emploie le terme de *télescope* pour rendre compte du rythme et de la nature de ces mutations ; une quinzaine d'années auparavant, D. de Robillard présentait la communauté linguistique mauricienne comme « un condensé d'enjeux diachroniques perceptibles en synchronie » (de Robillard 1991 : 164).

Deuxièmement, à part cette question de découpage temporel, l'appel à collaboration, destiné à tous les pays de la francophonie, avait délimité la ville comme un espace géographique allant de soi, aux frontières nettes, et l'avait identifiée comme le lieu dont on devait analyser les rapports avec les langues et/ou les productions langagières. On partait donc du principe que la ville était une dénomination commune à toutes les communautés humaines et avait un sens universel. Pourtant, alors que le terme de *ville*, emprunté à la géographie ou au savoir partagé, est employé comme un terme transparent dans de nombreuses disciplines des sciences sociales, il est contesté par les géographes :

Le partage entre l'analyse intra- et interurbaine qui a structuré, rappelons-le, le discours des géographes sur la ville, perd une partie de son sens tant la mobilité quotidienne et les réseaux décloisonnent les bassins de vie, bouleversent les jeux d'échelle et leur appréhension. De la même manière, les clivages urbain/rural ou ville/nature ne fonctionnent plus ; les territoires urbains sont désormais hybrides et accueillent des fragments de nature ou de campagne, et même, depuis peu, des activités agricoles que l'on croyait, par essence, rurales ! (Cailly et Vanier, 2010 : 9)

Dès le départ, il m'a semblé que si l'on voulait offrir une épaisseur théorique à l'objet d'étude, parce que la sociolinguistique ne peut opérer seule pour approcher ce phénomène qu'est l'urbanisation et le langage, il fallait se tourner vers des disciplines susceptibles de fournir des outils plus adéquats, comme l'avaient fait d'autres chercheurs. Par exemple, afin de donner un aperçu des grands courants de réflexion sur l'homme urbain, Tabouret-Keller (1992) se fonde sur les avancées proposées par la sociologie et notamment les travaux de l'École de Chicago qui

---

<sup>2</sup> Colette Noyau de l'université de Paris Nanterre Ouest La Défense était associée à ce projet.

offre à la ville un statut d'objet de recherche. Ainsi dans ce colloque de 1991 auquel participe A. Tabouret-Keller, les organisateurs font appel à un démographe qui présente une communication sur la croissance urbaine et l'insertion des migrants dans les villes africaines (Antoine, 1992 : 49-67). Toutefois, il s'agit d'éclairages complémentaires juxtaposés à ceux que pouvaient fournir les sciences du langage. L'équipe mauricienne a donc considéré utile de faire appel à des spécialistes de la géographie sociale dans une approche qui se voulait interdisciplinaire. Une méta-analyse des significations construites dans le cadre de cette collaboration rend compte de quelques problèmes qui constituent, on peut le penser, des obstacles réels des recherches interdisciplinaires. J'aborderai deux types de collaboration : le premier s'effectue sur l'axe diachronique alors que l'autre est à caractère plus synchronique. Dans le premier volet, j'ai conduit une méta-analyse sur les éclairages fournis par les géographes et légués aux sociolinguistes. Leur approche se fonde sur des catégories ethniques ou « raciales<sup>3</sup> » qui ignorent les interactions humaines et les pratiques sociales en dehors des frontières étanches établies par les notions de groupes. Le second volet est consacré à une ré-analyse de l'approche adoptée des géographes qui appliquent la distinction entre le centre et la périphérie à une étude menée sur des affiches. Leur démarche pourrait sembler particulièrement commode pour des linguistes tentés par une symétrie entre l'opposition établie par les géographes et la dichotomie classique entre les langues prestigieuses et celles qui sont stigmatisées.

## **2. Une collaboration sur l'axe diachronique**

En m'appuyant sur les éclairages fournis par les géographes mauriciens, j'ai tenté de reconstituer l'histoire de l'urbanisation mauricienne dans sa dimension linguistique ou l'histoire sociolinguistique dans sa dimension spatiale, limitée ici à la ville. Je ne suis pas certain que les deux dénominations soient totalement synonymiques. Mon doute n'est pas uniquement terminologique : il doit renvoyer à un flou épistémologique. En effet, construit-on les mêmes significations dans les deux cas ? L'incapacité de répondre à ces questions en dit long sur la manière dont on identifie les phénomènes étudiés ou, pour utiliser un terme plus traditionnel, sur la construction de l'objet d'étude.

En tout cas, dans une approche plutôt empirique, j'ai signalé qu'à Maurice les distinctions entre la ville et le monde rural s'appuient sur des catégorisations ethniques et sur les occupations socio-professionnelles, limitées à une opposition entre les emplois à col blanc et les activités ouvrières. Cette analyse s'inspire des travaux conduits par les géographes. Selon eux, la première ville mauricienne<sup>4</sup>, Port-Louis, lieu de toutes les transactions administratives, et sans doute aussi commerciales, puisque c'est là que se font les activités portuaires, connaît un

---

<sup>3</sup> Qu'il soit bien clair : le terme de « race » n'est pas de moi et ne constitue pas un « outil » d'analyse de la société mauricienne. Je vais montrer comment un tel terme biaise les interprétations des chercheurs.

<sup>4</sup> Je me suis inspiré des analyses faites par C. Armoogum, P.A. Boullé et G. Ribouet et présentées lors de séances de travail qu'on a eues pour préparer les Journées d'Études qui ont eu lieu en janvier 2010.

phénomène d'étalement progressif dans la mesure où toutes les villes, Beau-Bassin/Rose-Hill, Quatre-Bornes, Vacoas-Phoenix et Curepipe sont des espaces interconnectés. Le discours des géographes sur l'histoire de l'urbanisation est structuré autour de quelques grands événements : la migration des « fonctionnaires » vers des lieux plus sécurisés pendant la période des grandes épidémies tropicales au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle ; l'infrastructure routière et, en particulier, le chemin de fer qui relie les villes et, évidemment, les activités commerciales puisque, dans un premier temps, « les villes » sont une concentration des échanges commerciaux. On se rend aussi compte du poids des catégorisations sociales sur la genèse de la ville : aux groupes sociaux identifiés ci-dessus s'ajoute l'idée que cet axe spatial prend d'abord une connotation raciale<sup>5</sup> dans la conscience collective des Mauriciens puisque les « Blancs » se réfugient à Curepipe alors que plus on descend sur Port-Louis, plus on s'éloigne de la blanchitude, terme que j'emprunte à D. de Robillard (Baggioni et de Robillard, 1990). Pour compléter l'analyse des géographes, signalons que la ville est associée aux emplois à col blanc et à l'europanisation. De manière plus générale, la géographie sociale opère à partir de catégories ethniques et raciales qui ignorent les interactions humaines qui ne sont pas formatées par l'appartenance à des groupes et qui d'ailleurs, constituent le fondement du processus de créolisation caractérisant la société mauricienne.

Le discours du linguiste vient se greffer sur cet arrière-plan social : de nombreux linguistes ont associé, un peu rapidement, la diglossie français-créole à la ville ; puisque les langues ethniques sont associées aux régions rurales, on parle d'une seconde diglossie<sup>6</sup>, celle qui existe entre le créole et les langues ethniques ou, si l'on veut être plus précis, on évoque une double diglossie enchâssée français/créole et créole/langues ethniques (Chaudenson : 1984). Enfin, alors que la ville symbolise la civilisation européenne, la campagne est organisée autour de l'industrie sucrière et des cultures vivrières, associées aux populations asiatiques. On peut alors conclure que plusieurs dichotomies se recoupent : l'opposition ville/village coïncide avec la répartition des occupations socio-professionnelles et les divisions ethniques majeures ainsi que les deux types de diglossie évoqués. La représentation qu'on offre de la ville à Maurice est celle d'un espace qui cristallise un certain nombre de connotations socio-culturelles et ethniques, du moins dans l'opposition entre les villes et les régions rurales. Le sociolinguiste qui opère aussi à partir d'une catégorisation des langues a trouvé commode cette approche de l'extralinguistique qui est cohérente avec son approche du phénomène langagier.

Cette représentation de la ville que je vais ici remettre en cause relève d'une vision stéréotypée du phénomène urbain mauricien ; ne pas en prendre conscience consiste à enfermer la recherche dite scientifique dans des préjugés sociaux. Or, justement, ces significations sont le fruit d'un type d'approche du social que je souhaiterais décortiquer. D'abord, le phénomène langagier ne peut pas s'enfermer dans des catégories rigides. Cela a d'ailleurs fait l'objet d'une réflexion justement

---

<sup>5</sup> Toutes les références aux races, aux divisions raciales, etc. renvoient aux significations sociales partagées par le commun des mortels, c'est-à-dire aux représentations identitaires.

<sup>6</sup> Le terme de diglossie renvoie à la structuration hiérarchique des langues dans la conscience collective.

sur les pratiques langagières dans les villes africaines à la fin des années 1980. Dans cette étude, Manessy se donne pour objectif de comprendre « les phénomènes communs à l'ensemble des variétés urbaines » (Manessy 1992 : 7) du point de vue sociolinguistique, c'est-à-dire qu'il veut comprendre les conditions sociolinguistiques à l'origine de l'émergence de ce qu'il appelle les *variétés urbaines* en contexte africain. La ville, selon Manessy, est confrontée à la nécessité de trouver des solutions véhiculaires *in vivo* dans une situation marquée par le contact entre des « migrants » ayant des profils sociolinguistiques divers ; c'est pour cela qu'émerge un mode de gestion spécifique du plurilinguisme urbain. Manessy part donc de l'hypothèse que le milieu urbain a ses variétés de langue caractérisées par un certain nombre de processus phonétiques, lexicaux et morphosyntaxiques ; dans la communauté citadine dense marquée par une absence de liens organiques entre les individus, les pratiques langagières participent aux fondements de l'architecture sociale parce qu'elles servent à l'identification et à la catégorisation des citoyens.

Pour rendre justice à la perspicacité de cet auteur, deux points méritent d'être soulignés. D'abord, bien qu'il utilise le vocable de *variétés urbaines* pour rendre compte de ses observations, il signale, certes de manière implicite, dans la mesure où nous sommes en 1990, les limites de cette catégorisation sociolinguistique : « Les variétés urbaines pour lesquelles nous disposons de quelque information sont de types linguistiques extrêmement divers... » (Manessy 1992 : 7). Ensuite, il effectue des rapprochements entre ses constatations au sujet des dynamiques linguistiques de la communauté citadine et les travaux des créolistes sur la créolisation. Manessy ouvre des perspectives pour une autre approche de la question du langage dans la ville mais semble ne pas se libérer totalement de courants de pensée issus d'une sociolinguistique labovienne.

Cette lecture critique des travaux de Manessy peut être soutenue par une réflexion conduite par D. de Robillard<sup>7</sup> au colloque de Libreville (Calvet & Moussirou-Mouyama (éd.), 2000), consacré, lui aussi, au plurilinguisme urbain. Il signale que si l'on a eu tendance à associer l'évolution du tissu sociolinguistique à l'urbanisation, on se rend compte que la créolisation qui présente des traits communs avec la véhicularisation est le produit de réalités sociales qui n'ont rien à voir avec le phénomène d'urbanisation. En effet, la créolisation prend naissance au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle dans des lieux coupés des grands centres urbains où les activités économiques sont limitées à l'agriculture en quelque sorte primaire, en tout cas non industrialisée, et où les interactions sont celles de ce qu'on peut appeler le monde rural par excellence. On peut alors penser que la véhicularisation n'est pas la réponse de la seule ville aux problèmes du plurilinguisme mais celle de toute situation qui crée les conditions pour l'usage d'une langue exogène par des locuteurs de « langues maternelles » différentes et qui ne peuvent pas passer par l'étape de l'acquisition plus ou moins « totale » de la langue de communication véhiculaire pour leur insertion socio-professionnelle. Suivant ce constat, le linguiste devrait

---

<sup>7</sup> Texte (inédit) qu'il avait présenté au colloque de Libreville et qui propose une analyse originale des traits communs entre les phénomènes de véhicularisation et de créolisation.

éviter une approche causale où sont associées des traits socio-économiques et politiques de la ville et des communications véhiculaires.

Les chercheurs en sciences sociales qui effectuent des études à caractère historique partent de l'hypothèse qu'il y a une opposition nette entre le monde moderne et les « vieilles formes de société ». Par exemple, Gumperz (1982) affirme que les vieilles formes de la société plurielle où les familles vivaient sur des espaces insularisés caractérisés par une ségrégation des groupes culturels et ethniques n'existent plus. Ce qui pose le plus de problème, c'est cette dichotomie entre deux univers clos et ce rapport de cause à effet entre un état d'une société et un comportement social. Cette question a d'ailleurs fait l'objet d'une réflexion d'un historien qui a rejeté les catégorisations traditionnelles de l'approche socio-historique de la société mauricienne. Vaughan (1998) affirme que la mobilité professionnelle offerte aux esclaves pour participer à la construction de l'infrastructure de l'île et la proximité des différentes populations dans l'occupation de l'espace non seulement à la ville mais aussi dans les habitations rurales renvoient à une société plus complexe que celle qu'on a tendance à dépeindre. Par ailleurs, enfermer le langage dans des catégories ethniques ou raciales, c'est oublier qu'il a sans doute permis l'émergence d'interactions humaines et de pratiques sociales en dehors des frontières étanches établies par les notions d'ethnie ou de race. Le phénomène de créolisation montre la capacité des hommes à transcender les barrières rigides du système linguistique ou des pratiques culturelles enfermées dans ces catégories. Prendre l'ordre social stable comme instrument d'observation du social, c'est donner une existence à un univers où tout est réglé à l'avance : la lecture proposée de l'évolution de la ville dans sa dimension linguistique relève d'une vision statique que dément le processus de créolisation.

### **3. L'approche plus synchronique : centre/périphérie et langues prestigieuses/langues stigmatisées**

Dans ce nouveau volet plus synchronique, il s'agira de ré-analyser l'approche adoptée par les deux géographes mauriciens, C. Armoogum et P.-A. Boullé qui, dans une étude de deux séries d'affiches (en fait la première est constituée d'un seul document), voulaient illustrer la distinction entre le centre et la périphérie. Dans leur acception, le centre est le lieu où se concentrent les pouvoirs, les richesses, etc. alors que la périphérie, en marge du centre, subit la domination de celui-ci. Leur démarche pourrait convenir à des linguistes tentés par une symétrie entre d'une part l'opposition établie par les géographes entre le centre et la périphérie et, d'autre part, la dichotomie classique des linguistes entre les langues prestigieuses et celles qui sont stigmatisées. Pour être plus précis, Armoogum analyse la production de l'identité d'un territoire à partir d'une affiche alors que Boullé étudie l'affichage public comme une manière d'établir une distinction entre le centre et la périphérie.

#### **3.1. L'analyse des géographes**

C. Armoogum s'intéresse à l'affichage public comme outil d'un processus de territorialisation ou, si l'on veut se centrer sur les résultats de ce processus, on dira qu'il rend compte d'un mode de production d'un territoire. Pour développer son



argumentation, il analyse un certain nombre d'affiches qui disent l'identité produite dans un faubourg de la ville de Rose-Hill, la deuxième plus grande ville de Maurice. En effet, Plaisance, au départ « un faubourg colonial<sup>8</sup> », évolue pour devenir « un territoire suburbain » depuis les années de l'indépendance (au début des années 1970) et présente, selon l'auteur, le profil social suivant : sa population est constituée surtout de la « classe ouvrière » et d'une « petite bourgeoisie créole » vivant en familles nombreuses. La situation sociale de cette population s'explique par ce qu'il appelle la désindustrialisation et le déclin de l'artisanat, la prolétarisation ainsi que la désaffectation scolaire. Ces processus ont créé des identités territoriales fortes et ont abouti à une sorte de « ghettoïsation » qui est confortée par les mouvements démographiques puisque Plaisance « a accueilli des Créoles » qui migraient de Port Louis, la capitale, dans les années 1960.

Je vais me limiter à l'affiche qu'il analyse (Affiche 1, voir annexe 1) pour rendre compte de son interprétation du rôle que joue l'affichage public dans le processus de production identitaire d'un territoire. Cette affiche a été repérée à Plaisance et, selon Armoogum, elle dit une des pratiques culturelles que l'on associe aux jeunes de ce territoire. Il s'agit d'une affiche les invitant à une représentation musicale mais comme on peut l'imaginer, de nombreux autres indices construisent cet univers symbolique dont rend compte le géographe. Par exemple, celui-ci est caractérisé par les intérêts musicaux des jeunes des « périphéries » : la représentation réunit des groupes que l'on associe avec les jeunes de ce qu'on peut appeler la banlieue pour rester dans la terminologie française, ou ce qu'on appelle, à Maurice, les faubourgs des villes.

Une seconde démarche est à mettre sur le compte de P.-A. Boullé qui s'intéresse, lui, à la distinction entre le centre et la périphérie. Il conduit ses observations à la jonction entre Petite-Rivière et Grande-Rivière Nord-Ouest, au cœur du territoire urbain mauricien qui a pour particularité de favoriser les ralentissements d'automobiles aux heures de pointe et qui est également un passage obligé pour se rendre dans la capitale, Port-Louis. À l'ouest de la jonction, dans un périmètre de 500 mètres se trouve le petit quartier ouvrier de Camp Benoit. Celui-ci est ceinturé par la *route Royale* (traduction littérale de l'anglais *Royal Road* : en fait le principal accès à la capitale) d'un côté et par diverses activités industrielles de l'autre. Au tout début de cette rue perpendiculaire, on trouve deux arrêts d'autobus, trois épiceries, un salon de coiffure, un resto-bar, une quincaillerie et un petit magasin de prêt à porter, un poissonnier, mais également quelques petites entreprises à l'exemple d'une usine de détergents domestiques. Le quartier semble également relativement animé avec bon nombre de passants ou d'habitants. C'est dans ce décor que l'enquête a été conduite.

L'enquête menée par Boullé lui permet de constater l'existence de trois types d'affiches dont deux nous intéressent ici. Il y a d'abord les affiches de format A4 qui s'adressent aux piétons et habitants du quartier et qui ne sont lisibles qu'à moins d'un mètre. À ce type de production s'ajoutent les écrits muraux, visibles pour qui y

---

<sup>8</sup> Tous les termes entre guillemets sont repris d'une présentation orale faite par Cadresse Armoogum en avril 2012, dans le cadre d'une demi-journée de réflexion sur les rapports complexes entre langages et urbanisation.

porte un peu d'attention. « Il s'agit soit d'un moyen pour les jeunes du quartier de s'approprier et de marquer un territoire ou alors d'une méthode commode pour véhiculer des messages reflétant le contexte social et exprimant l'urbanité ambiante du quartier. » (Boullé, 2011, *inédit*). Cet affichage, dit l'auteur, contribue à donner à ce quartier sa fonction de micro-centralité sociale. Il y a enfin les affiches des professionnels qui donnent au quartier son caractère d'espace central. Si l'on interprète les implicites du point de vue de Boullé, on peut dire que l'univers dans lequel on se situe est déterminé par les affiches que l'on se choisit.

### 3.2. Le pendant sociolinguistique

On pourrait être tenté de poursuivre l'analyse amorcée ci-dessus, en restant dans le même cadre théorique, en se centrant sur les traits sociolinguistiques que présentent ces trois affiches. De manière générale, on peut reprendre les études sur les affiches, amorcées par D. de Robillard (2005) et poursuivies par R. Tirvassen (2011 et 2014). Elles ont montré que dans ces textes qui ont pourtant une large diffusion, les productions écrites en créole oscillent entre d'une part une graphie mixte à caractère étymologisant, relevant le plus souvent d'une écriture spontanée et, d'autre part, des propositions graphiques codifiées qui se situent dans une volonté de montrer les spécificités de cette langue et qui s'inspirent, pour aller vite, de l'alphabet phonétique international. Dans la première affiche (affiche 1), la première syllabe dans *zanvier* (*janvier*) est orthographiée selon les normes officielles de l'orthographe du créole alors que la seconde relève d'une orthographe étymologique, c'est-à-dire empruntée au français. Bien évidemment, on peut aussi signaler l'usage de l'anglais, mais il s'agit de termes intégrés au créole, employés dans ce genre de manifestation culturelle. L'affiche 4 (annexe 4), très artisanale, fait de la publicité pour un match de football : l'équipe du coin va jouer un match de football contre celle d'un village du nord et les auteurs de ce texte invitent les partisans à y assister en précisant le prix du transport. Il s'agit d'un texte manuscrit : on peut signaler la graphie simplifiée de *d'Epinaï* (*dépiné* dans l'affiche), le nom du village où va se jouer le match de foot. Je peux signaler, en me limitant à ces deux exemples, la juxtaposition de l'orthographe du créole (*zot*) et du français (dans *merci*) dans une même suite syntaxique. Je peux également signaler une graphie hybride entre les graphies anglaise et française dans *corperation*. L'affiche 2 (annexe 2), toujours artisanale, est en chinois. Selon Boullé, la traduction effectuée par une spécialiste de cette langue permet de comprendre que l'on propose des chambres (à la journée), sans doute aux nombreux travailleurs chinois qui sont employés comme ouvriers non spécialisés dans le bâtiment et dans le textile. Dans les deux cas, il s'agit d'affiches de taille très réduite, avec des supports visuels rudimentaires (une photo d'un joueur de foot collé sur la feuille de papier qui sert d'affiche) destinés aux seuls piétons. À côté de ces deux textes, Boullé conduit l'étude d'une affiche géante (annexe 3) produite par des spécialistes de la publicité où l'on invite des gens à investir dans un logement de rêve que l'on associe à des sites presque paradisiaques que propose le Club Med. Sur l'affiche, on peut voir une jeune femme insouciant, inactive et plantée dans un décor où la nature est intacte. Toutes les informations sont fournies en anglais et les intéressés peuvent consulter le

site web dont l'adresse est fournie sur l'affiche. La juxtaposition de ces affiches peut donner lieu à de multiples analyses.

Si l'on reste dans une démarche qui consiste à montrer les symétries entre l'approche adoptée par les spécialistes de la géographie sociale et les sociolinguistes, on peut convoquer l'analyse traditionnelle conduite sur la situation sociolinguistique mauricienne. Les sociolinguistes posent l'existence d'une communauté linguistique plurilingue fermée (Tirvassen, 2014) mais structurée autour de deux axes majeurs. Le premier, conceptualisé par la notion de répartition fonctionnelle des langues, permet d'effectuer un tri entre les langues qui n'ont qu'une fonction emblématique (en gros les langues asiatiques) et celles qui sont employées dans la communication quotidienne (essentiellement le créole, le français et l'anglais) alors que le second les classe sur une échelle de valeurs puisqu'on part de l'idée qu'il existe des rapports inégalitaires entre des catégories de langues (langues européennes/langues populaires/langues asiatiques standardisées) avec toutefois des rapports, toujours inégalitaires, entre des paires de langues (créole/français ; créole/bhojpuri ; etc.). Le concept de diglossie (et par extension de diglossies enchâssées (Chaudenson, 1984) rend compte de la nature des rapports entre les langues ou les catégories de langues. Cette analyse offre alors une lisibilité au sujet des langues employées dans les affiches. En effet, si l'on adopte la lecture proposée, on peut penser qu'elle offre une intelligibilité pour interpréter les enjeux sociolinguistiques que disent les affiches : les langues qui ont uniquement une fonction emblématique ne sont pas employées. Reste la question de la présence du chinois : il n'est pas destiné aux locuteurs mauriciens mais aux Chinois, de passage à Maurice, qui travaillent dans le textile. S'agissant des langues employées, l'analyse conduite permet d'associer le créole à la culture des ghettos (*Ghetto vibes*), aux informations peu prestigieuses (le match de foot) et à la pauvreté, à commencer par le type d'affiche où il est employé. En revanche, l'anglais est associé à la richesse et au prestige.

Une ré-analyse des deux affiches que la représentation populaire associe le plus à la culture du ghetto montre que les producteurs ne se cantonnent pas au seul créole mais ont recours aux ressources riches, multiples et variées qui proviennent de l'ensemble des composantes du plurilinguisme local. C'est pour cette raison que je voudrais éviter le terme de *langue* et emploierai, à la place, celui de *pôle*. Le terme *pôle* signifie que dans une production discursive, une langue est dominante mais le locuteur peut avoir recours aux ressources multiples que lui offre le contexte plurilingue. Dans l'affiche 1, si le pôle créole est dominant, l'anglais et le français ne sont pas absents : le terme *billet* est emprunté au français alors que *ghetto vibes entertainment*, *sound item* sont des emprunts à l'anglais, pour utiliser la terminologie traditionnelle. Par ailleurs, la représentation a lieu dans un restaurant de luxe, le restaurant *Vue sur Chamarel* dont l'orthographe originelle, française, est bien respectée. On peut raisonnablement penser que la hiérarchie des langues établie par les sociolinguistes structuralistes et la clôture des univers sont contournées : les concepteurs de cette affiche font appel aux connaissances trilingues, aux aptitudes de lecture développées dans les trois langues. On peut en dire autant de l'affiche 4. Le rédacteur de ce texte l'encode à partir de sa maîtrise de l'anglais s'agissant de *Young Rovers Sporting Club*. Il y a aussi un usage de termes français : *transport*,

*merci et pour*. Enfin, *zot* relève du créole. Si l'encodeur a recours à ses compétences dans les trois pôles linguistiques, il fait aussi appel aux compétences linguistiques et à la capacité de lire dans les trois pôles linguistiques du plurilinguisme mauricien.

Affirmer que ces affiches sont des lieux d'interaction et donc de négociation identitaires suppose alors trois précautions : d'abord, on n'est pas dans un processus de production identitaire généralisant. Chacune des affiches est un condensé d'un univers pluriel et ouvert. Ensuite, il y a d'autres affiches, d'autres lieux d'interaction identitaires qui ont leur part d'influence dans l'émergence des composantes identitaires des acteurs sociaux même quand il s'agit de jeunes de faubourgs. Il est, à cet égard, facile de le montrer. Si l'on conclut que l'affiche 3 renvoie à un univers trop déconnecté *des jeunes défavorisés*, il faut dire que parmi les nombreuses affiches repérées par P.-A. Boullé (plus d'une dizaine) il y en a plusieurs, rédigées en français, produites par des spécialistes qui permettent de construire un autre imaginaire culturel. Enfin, le chercheur devrait éviter de se substituer aux citoyens pour se livrer à une opération de construction de significations à leur place. Il faudrait rencontrer concepteurs d'affiches et jeunes pour voir les divers types de processus de production de sens dans lesquels ils sont impliqués.

Les analyses conduites tant par les géographes que celles qu'auraient pu conduire des sociolinguistes partent du principe qu'il existe un ordre social analysé selon les outils conceptuels auxquels l'on a recours. Un des courants de la géographie dite humaine et sociale pose l'existence de territoires repérés à partir d'oppositions distinctives (centre/périphérie ; urbain/rural ; etc.) structurés à partir de facteurs dont la nature est décrite par la sociologie (zones favorisées/défavorisées ; ghetto, etc.) et à partir d'un processus de catégorisation du social qui vient alimenter le discours des géographes. La sociolinguistique opère de la même façon. Les langues sont des entités repérables, que l'on peut classer dans des échelles hiérarchiques auxquelles on attribue des valeurs, elles aussi hiérarchisées, tant communicationnelles que symboliques. Cette démarche pose l'existence d'un univers externe au chercheur marqué par une structure organisationnelle que les outils rationnels du chercheur mettent en évidence. On aurait toutefois tort de ne pas interroger la manière dont ces connaissances sociales ont été élaborées : il n'existe aucune connaissance sociale dépourvue de présuppositions anthropologiques.

#### **4. Discussion**

Les travaux conduits sur l'urbanisation par des sociolinguistes sont caractérisés par des ouvertures inévitables à des disciplines comme la géographie sociale, l'histoire, l'anthropologie, etc. Ne pas interroger les significations qui nous viennent des autres disciplines, consolidées ou non par le savoir social partagé, c'est construire un arrière-plan social tissé à partir de connaissances utilisées de manière inconsciente. C'est cela le point de départ des travaux sur l'urbanisation : il faut en effet commencer par préciser qu'elle émerge de choix théoriques et méthodologiques. Cette démarche est d'autant plus nécessaire que les géographes eux-mêmes interrogent les significations que leur discipline attribue à l'urbanisation :

Cette géographie urbaine, encore en chantier, fait surgir de nouveaux questionnements : si l'urbain est désormais partout mais suivant une intensité variable ; si la division des tâches entre les territoires s'en trouve en partie renouvelée ; si l'urbain connaît une différenciation et une complexification de ses formes spatiales ; alors comment l'appréhender ? Avec quelles approches, quels concepts et quelles problématiques ? (Cailly et Vanier, 2010 : 9)

L'interprétation fournie dans les analyses menées ci-dessus relève d'un mode de conceptualisation des rapprochements entre le linguistique et le social en sociolinguistique. Par exemple, les sociologues signalent que l'industrialisation entraîne, à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, des mutations profondes (disparition des entreprises familiales et des familles où les femmes restent au foyer ; intensification des contacts interethniques, etc.), le développement des réseaux routiers, la massification de l'éducation et celle de la télévision (toutes les familles mauriciennes sont détentrices d'un poste de télévision mis à part celles qui sont en situation de précarité extrême), etc. On considère alors qu'on est témoin d'une diffusion des normes généralement attribuées à la ville dans les régions traditionnellement associées à la notion de campagne. Une démarche semblable est adoptée dans des travaux à caractère synchronique quand ils évoquent, par exemple, les nouveaux types d'aménagement social de l'espace. Les géographes affirment que cet espace est caractérisé par ce qu'ils appellent « la contraction » du milieu rural mauricien sous l'influence de l'expansion du territoire urbain et l'adoption par le milieu rural des modes de vie du territoire urbain, ce qui, disent les géographes, était après tout prévisible compte tenu de l'évolution socio-économique. Ils signalent également la migration de citadins, en quête d'un mieux-vivre, en zone rurale, ce qui aboutit à la création de micro-tâches urbaines, terme employé par les géographes, dans des régions traditionnellement associées à la ruralité. Il est intéressant de constater que si le chercheur parle au nom des populations des faubourgs (pour rester dans la terminologie mauricienne), dans les analyses sociogéographiques et sociolinguistiques conduites sur les affiches et s'il s'appuie sur ces « données » pour théoriser les rapports entre les langues et la communauté linguistique mauricienne, il le fait sans donner la parole aux acteurs sociaux. Ce sont les chercheurs qui parlent, à partir d'ailleurs du prisme des courants théoriques dans lesquels ils se situent. Si le chercheur se contente de s'appuyer sur ces analyses pour interpréter le phénomène linguistique, il adopte alors une approche qui consiste à poser un cadre social déclencheur de comportements sociaux, comme s'il n'y avait aucune distinction à établir entre les acteurs sociaux et les animaux de Pavlov.

## **Conclusion**

Si la sociolinguistique est, par essence, une science interdisciplinaire, l'ouverture qu'elle opère vers l'espace géographique de manière générale et le phénomène d'urbanisation en particulier met en lumière une de ses faiblesses majeures. En effet, parce que les sociolinguistes n'ont pas les outils de conceptualisation pour approcher certains aspects du social qui sont en rapport direct avec le langage, sans le savoir, ils s'appuient, parfois, sur des stéréotypes et des catégorisations biaisées pour construire des significations qui finissent par obtenir la légitimité du discours scientifique. En d'autres occasions, il s'agit de connaissances fournies par d'autres

disciplines mais qui sont enracinées dans des tendances idéologiques discutables, avec pour conséquence non seulement l'enfermement du phénomène langagier dans des catégories rigides mais surtout l'incapacité de déceler des dynamiques profondes. C'est en tout cas ce qu'a montré la méta-analyse de quelques travaux conduits dans le cadre d'une tentative de collaboration entre des géographes et des sociolinguistes mauriciens impliqués dans un projet qui se voulait interdisciplinaire. Le préalable à l'ouverture vers d'autres disciplines est un questionnement des significations qu'elles nous offrent et, en particulier, des catégorisations qui sont passées dans la représentation populaire. Ceci, finalement, constitue une précaution permanente pour une discipline qui ne peut exister sans une conceptualisation de ce qu'elle nomme, de manière inadéquate, l'extralinguistique.

### Bibliographie

- ANTOINE, P. (1992). « Croissance urbaine et insertion des migrants dans les villes africaines », in Gouaini, E. et Thiam, N. (éd.), *Des langues et des villes*, Actes du Colloque International de Dakar, déc. 1990, Paris, ACCT/Didier Erudition (Coll. Langues et développement), pp. 49-66.
- ARMOOGUM, C. (2011). *La production d'une identité territoriale*, com. orale, inédite.
- BAGGIONI, D. & ROBILLARD, D. de (1990). *Île Maurice, une francophonie paradoxale*, Paris, L'Harmattan, 185 pages.
- BOULLE, P.-A. (2011). *Les affiches comme illustration de l'opposition entre le centre et la périphérie*, com. orale, inédite.
- BULOT, T., & BEAUVOIS, C. (2004). « Introduction. La sociolinguistique urbaine : une sociolinguistique de crise ? Premières considérations », in T. Bulot, (éd.), *Lieux de ville et identité, perspectives en sociolinguistique urbaine*, Paris, L'Harmattan, T. II, pp 7-12.
- BULOT, T. (2009). « La territorialisation sociolinguistique de la migration », in T. Bulot (dir.), *Formes et normes sociolinguistiques*, L'Harmattan, pp. 16-28.
- CAILLY, L. & VANIER, M. (dir.) (2010). *La France, une géographie urbaine*, Paris, Armand Colin.
- CALVET, L.-J. (2004). « La sociolinguistique et la ville. Hasard ou nécessité ? », in T. BULOT, (éd.), *Lieux de ville et identité, perspectives en sociolinguistique urbaine*, Paris, L'Harmattan, pp. 13-29.
- CALVET, L.-J. & A. MOUSSIROU-MOUYAMA (éd.) (2000). *Le plurilinguisme urbain*, actes du colloque de Libreville (25-29 septembre 2000), Paris, Didier Erudition (Coll. Langues et développement).
- CHAUDENSON, R. (1984). « Diglossie créole, diglossie coloniale », in *Études Créoles* 1-2, vol. VII, pp. 126-141.
- GADET, F. (2009). « Sociolinguistique, écologie des langues, et cetera » in *Cahier de l'Institut Linguistique de Louvain* 9, 3-4, pp. 19-29.
- GASQUET-CYRUS, M. (2004). « Sociolinguistique urbaine ou urbanisation de la sociolinguistique ? Regards critiques et historiques sur la sociolinguistique »,

- in T. Bulot, (éd.), *Lieux de ville et identité, perspectives en sociolinguistique urbaine*, Paris, L'Harmattan, pp. 31-69.
- GUMPERZ, J.J. (1982). *Discourse Strategies*, Cambridge, Cambridge UP,
- GUMPERZ, J.J. (1989). *Engager la conversation : introduction à la sociolinguistique interactionnelle*, Paris, Les Éditions de Minuit, 185 pages.
- GUMPERZ, J.J., & COOK-GUMERZ, J. (2008). « Studying language, culture, and society : Sociolinguistics or linguistic anthropology ? », in *Journal of Sociolinguistics* 12/4, pp. 532-545.
- HAZEN, K. (2011). « Labov : Language variation and language change », in *The Sage Handbook of Sociolinguistics*, R. Wodak et. Al. (éd.), Sage, New York, pp. 24-39.
- MANESSY, G. (1992). « Modes de structuration des parlers urbains », in Gouaini, E. et Thiam, N. (éd.), *Des langues et des villes*, Actes du Colloque International de Dakar, déc. 1990, ACCT, Paris, Didier Erudition, pp. 7-23.
- MONDADA, L. (2004). « La ville n'est pas peuplée d'êtres anonymes : Processus de catégorisation et espace urbain », in T., Bulot, (éd.), 2004, *Lieux de ville et identité, perspectives en sociolinguistique urbaine*, Paris, L'Harmattan, pp. 71-111.
- ROBILLARD, D. de (1991). « Développement, langue, identité ethnolinguistique : le cas de l'île Maurice », in *Langues, Économie et développement*, t. 2, Paris, IECF/Didier Erudition, pp. 123-181.
- ROBILLARD, D. de (2000). « *Villes, îles, (socio)linguistique : des fenêtres sur une linguistique chaotique ?* » communication présentée au colloque de Libreville sur les villes et les langues, inédit.
- ROBILLARD, D. de (2005). « Quand les langues font le mur ; lorsque les murs font peut-être les langues : *mobilis in mobile*, ou la linguistique de Nemo », in *Revue de l'Université de Moncton*, vol. 36, no 1, pp. 129-156, <http://id.erudit.org/iderudit/011991ar>.
- TABOURET-KELLER, A. (1992). « Des villes sans langue : un aperçu des grands courants de réflexion sur l'homme urbain au début de ce siècle », in Gouaini, E. et Thiam, N. (éd.), *Des langues et des villes*, Actes du Colloque International de Dakar, déc. 1990, Paris, Didier Erudition (Coll. Langues et développement), pp. 85-96.
- TIRVASSEN, R. (2014). *Créolisation, plurilinguismes et dynamiques sociales : conduire des recherches en contexte plurilingue mauricien*, Paris, L'Harmattan.
- TUPIN, F. (2003). « Contexte(s) sociolinguistique(s) et école à La Réunion : états des lieux », in *École et plurilinguisme*, Paris, L'Harmattan, pp. 43-66.
- VAUGHAN, M. (1998). « Slavery and Colonial Identity in Eighteenth-Century Mauritius », in *Transactions of the Royal Historical Society* (Sixth Series), 8, Cambridge University Press, pp. 189-214.

Annexe 1

Affiche 1





Annexe 2

Affiche 2



**Annexe 3**

**Affiche 3**



**Affiche 4 (texte ci-dessous)**



## SCRIPTURALITÉ AUTOMOBILE À YAOUNDÉ ET ALTÉRITÉ SOCIALE

Venant Eloundou Eloundou  
Université de Yaoundé I (Cameroun)

### Introduction

Dans son ouvrage consacré à l'étude des inscriptions sur des automobiles à Yaoundé, Limbé, Mbalmayo et Douala, Mbédé Noah (2010 : 15) constatait que les messages des « taxis-philosophes témoignent de la complexité des fonctions attribuées aux thèmes mis en valeur : la providence, la quête de l'identité, la politique ». Il explore tour à tour la fonctionnalité de ces écrits dans le champ sociopolitique du Cameroun. Selon lui (2010 : 18), ces énoncés sont un « système de symbolisation et de condensation des préoccupations existentielles des émetteurs, des cadres sociaux, qui apparemment rencontrent des difficultés avec la prise de parole publique ». Les automobiles constituent ainsi un espace propice où les marginalisés peuvent s'exprimer, car son postulat est que les artisans de ces messages sont ceux qui ont du mal à prendre la parole en public pour se prononcer au sujet des préoccupations sociopolitiques, économiques, etc. Suite à cette analyse sémiostylistique, focalisée sur les aspects politiques, nous nous intéressons au fonctionnement socio-pragmatique de ces écrits dans une perspective résolument dialogique. Cette contribution, a pour but d'interroger la portée pragmatique des inscriptions sur les taxis à Yaoundé. La question de recherche qui la structure est la suivante : quels sont les jeux et les enjeux des écrits sur des taxis dans la ville de Yaoundé ? En d'autres termes, comment sont construits socio-linguistiquement ces énoncés et quelles en sont les visées pragmatiques ? Pour examiner une telle problématique, nous commencerons par la présentation du cadre méthodologique et théorique de l'étude ; par la suite, nous examinerons les mécanismes constitutifs de ces écrits, en insistant sur leur valeurs socio-pragmatiques ou interactionnelles.

### 1. Fondements méthodologique et théoriques de l'étude

Notre étude s'appuie sur un ensemble d'observables collectées entre juin 2013 et avril 2014 à Yaoundé. Le relevé des inscriptions sur des automobiles de transport urbain, notamment des taxis, s'est effectué dans l'arrondissement de Yaoundé VI. Cet arrondissement est constitué de plusieurs quartiers. Dans certains, il existe des parkings (l'occupation anarchique de l'espace a entraîné l'exigence, pour certains propriétaires de taxis, de les garer dans des parkings payants) et des stations d'essence. La démarche consistait à parcourir ces parkings (une dizaine) et stations d'approvisionnement en carburant (une dizaine) situés aux quartiers Biyem-Assi, Mendong, Melen, Nsimeyong, etc. afin de relever ces écrits. Parfois, nous nous positionnions à certains grands carrefours où les bouchons sont constamment vécus,

pour relever des énoncés<sup>1</sup>. Nous avons obtenu 350 énoncés. Les observables relevées sont exploitées dans cette analyse sous un angle qualitatif lié à l'approche empirico-inductive consistant

à s'interroger sur le fonctionnement et sur la signification de phénomènes humains qui éveillent la curiosité du chercheur à rechercher les réponses dans les données, celles-ci incluant les interactions mutuelles entre les diverses variables observables dans le contexte global d'apparition du phénomène, dans son environnement. (Blanchet, 2000 : 29)

Cette approche, ajoute Blanchet (2000 : 30), contrairement à la quantification, permet aux « chercheurs [...] de développer une compréhension des phénomènes à partir d'un tissu de données, plutôt que de recueillir des données pour évaluer un modèle théorique préconçu ou des hypothèses a priori ». Nous avons privilégié l'exploitation systématique de ces observables.

Par ailleurs, quelques précisions en lien avec le système de communication concerné par cette étude s'imposent. Les messages étudiés sont inscrits sur les pare-chocs et les pare-brise des taxis. Leur encodage est complexe. L'encodeur peut être soit un conducteur-proprétaire « qui a acquis un véhicule [...] et s'installe lui-même au volant pour conduire son activité », soit un chauffeur titulaire, c'est-à-dire un « employé [qui dispose d'un] permis de conduire et [d'un] certificat de capacité, et satisfait les qualités d'endurance requises » (Mbédé Noah, 2010 : 46). Il peut aussi arriver que le sérigraphie propose des formules à ces deux instances. Dans cette optique, Njoke, interviewé par Mbédé Noah (2010 : 45) affirme que

les taximen<sup>2</sup> viennent dans [son] atelier parce qu'ils ont l'obligation de marquer certaines indications légales tel le nombre de places, le type de carburant, la fréquence des arrêts. C'est l'opportunité pour eux de me commander un message personnel. Le message de quatre mots coûte 3 000 francs. Les clients apportent leur message. Parfois, je leur propose une pensée.

Il faut dire que l'inscription de ces « messages personnels » n'est pas autorisée par les textes de loi qui régissent le fonctionnement des véhicules de transport au Cameroun (1982) et à la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (2001). L'arrêté n° 82/705/A/MINT du 9 octobre 1982<sup>3</sup>, portant réglementation de l'immatriculation des véhicules automobiles stipule en son article 26 que

le numéro d'immatriculation est constitué par un groupe de chiffres et de lettres. Selon la catégorie à laquelle appartient le véhicule, le numéro d'immatriculation doit recevoir les formes suivantes :  
[...] véhicules automobiles en série civile :  
le numéro est composé de :  
- deux lettres désignant la province où est domicilié le propriétaire du véhicule ;

---

<sup>1</sup> La délimitation spatiale de notre enquête est pertinente pour l'organisation de la constitution du corpus. Il était inutile de parcourir toute la ville de Yaoundé pour le relevé des énoncés, puisque les taxis circulent dans toute la capitale. Leur destination dépend de celle des passagers.

<sup>2</sup> Conducteurs de taxi.

<sup>3</sup> Il faut dire que les messages autorisés à être inscrits sur les véhicules au Cameroun sont régis par la loi de 1982 et celle de la CEMAC, car nous y retrouvons les éléments de ces deux règlements.

- un groupe de quatre chiffres constituant le numéro d'ordre dans la série ;
- deux lettres indiquant la série dans laquelle le véhicule est immatriculé.

Quant au règlement de la CEMAC n° 04/01-UEAC-089-CM-O6, portant adoption du Code Communautaire révisé de la Route, l'article 76 précise que

Le numéro d'immatriculation doit être composé soit de chiffres, soit de chiffres et de lettres. Les chiffres doivent être des chiffres arabes et les lettres doivent être en caractères latins majuscules. Le numéro d'immatriculation doit être composé et apposé de façon à être lisible de jour par temps clair à une distance minimale de 40 mètres par un observateur placé dans l'axe du véhicule, celui-ci étant à l'arrêt ou en stationnement. Toutefois, cette distance minimale de lisibilité peut être réduite pour les motocycles. La plaque portant le numéro d'immatriculation doit être plate et fixée dans une position horizontale et perpendiculairement au plan longitudinal médian du véhicule.

Dans tous les cas, la plaque minéralogique des taxis doit avoir les informations suivantes : le numéro d'immatriculation, le logo de la CEMAC, l'appartenance régionale (i. e. CE pour région du Centre) et nationale du véhicule (CMR, c'est-à-dire Cameroun). À côté, on a : le nombre de passagers, la vitesse maximale et le type de carburant. Sont mentionnés sur la portière du conducteur, le numéro et l'arrondissement d'affiliation capacitaire. Tout autre message constitue une infraction à la loi. C'est donc la « tolérance administrative » qui favorise l'émergence des messages analysés ici.

La pragmatique linguistique, cadre théorique de notre analyse est l'œuvre des philosophes du langage. Parmi ses principaux tenants, nous avons Austin (1970). Il est le premier à démontrer que les actes de langage sont dotés d'une force illocutoire, capable d'entraîner des effets perlocutoires chez le récepteur. Le mérite de ce théoricien est d'avoir proposé une taxinomie fonctionnelle des actes de langage. À la suite de ses travaux, Searle (1972), en s'inspirant de ses thèses, remodèle la théorie des actes de langage. Il propose une catégorisation fine et simplifiée et un fonctionnement pertinent des actes de parole, selon les contextes énonciatifs. Par la suite, Goffman (1974), Brown et Levinson (1987) et Kerbrat-Orecchioni (1990 et 2001) théorisent la perspective des interactions verbales à essence ethnométhodologique. Les travaux de Kerbrat-Orecchioni ont l'avantage de faire une synthèse des théories antérieures et proposer des renouvellements épistémologiques des interactions verbales. Dans cette logique, elle montre que les actes de langage constituent un paramètre nécessaire pour le fonctionnement des interactions. Selon elle,

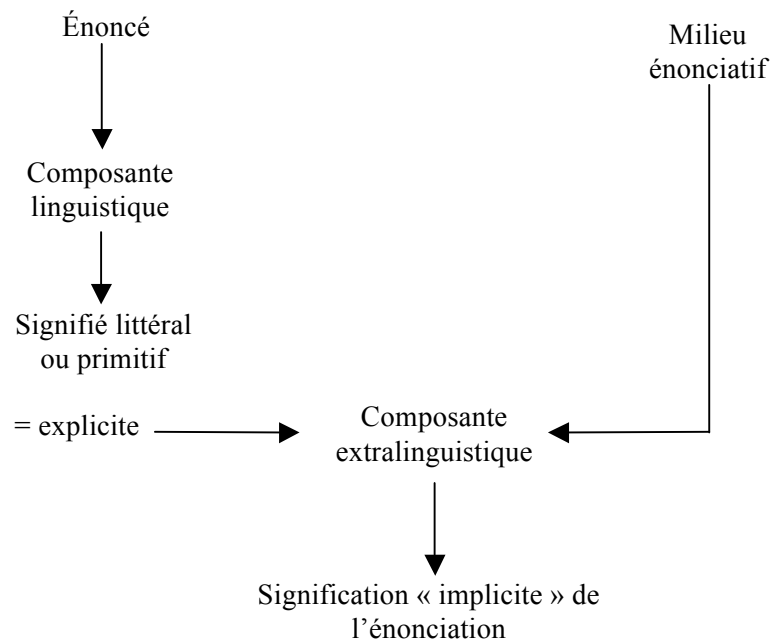
loin d'abandonner la notion d'actes de langage, la perspective interactionniste confirme et même renforce l'idée selon laquelle parler c'est agir- ou plutôt interagir, en ce sens que tout au long du déroulement d'un échange communicatif quelconque, les différents participants exercent les uns sur les autres des influences de nature diverse. (Kerbrat-Orecchioni, 2001 : 53)

C'est dans cette logique de renouvellement épistémologique que Berrendonner (1981) élabore une modélisation des actes de langue qui se résume dans ce qu'il appelle la théorie « Y », basée sur deux paradigmes :

l'un proprement linguistique, a pour tâche de représenter le signifié explicite des énoncés de la langue, et l'autre, que l'on peut qualifier d'extra-linguistique, se charge

de décrire les significations linguistiques implicites qui sont manifestées hors de l'énoncé dans l'événement de communication. (Berrendonner, 1981 : 11)

Dans ces conditions, l'interprétation ou le décodage de tout acte de langage est tributaire de deux paramètres : l'intra-énoncé qui produit un contenu propositionnel littéral et l'extra-énoncé qui favorise une interprétation émanant du contexte énonciatif. Berrendonner (1981 : 11) fait la synthèse de cette approche de la manière suivante :



**Figure 1.** Synthèse de la théorie « Y », d'après Berrendonner (1981 : 11)

Le postulat de cette théorie invalide la dimension systémique du sens d'un énoncé, elle-même liée au structuralisme saussurien. La systématique sémantique n'est plus toujours pertinente, encore moins l'immanentisme textuel. Désormais, l'on doit tenir compte des paramètres contextuels qui permettent la modélisation d'une linguistique énonciative. Pour Berrendonner (1981 : 12),

l'organisation « en Y » établit [...] une distinction claire entre, d'une part, la langue comme système de signes (c'est la composante linguistique qui la simule alors) et, d'autre part, la langue comme instrument de communication (à ce titre, c'est la composante extralinguistique qui la confronte avec ses conditions d'emploi et décrit les règles qui constituent le « mode d'emploi » de chaque énoncé.

C'est pourquoi on distingue le contenu explicite qui relève des signifiés de la langue et présents dans l'énoncé, des signifiés implicites, occasionnels, évidents dans chaque événement d'énonciation et tributaires des facteurs contextuels. Il s'agit donc de la pragmatique qui prend « en considération les actes de paroles, construits

[par des] sujets [qui s'impliquent] dans la communication, [occupent] des « places » [et jouent] des « rôles » (Fortin, 2007 : 123). Ces sujets, ajoute l'auteur

interagissent et s'obligent mutuellement ». [Leur objectif] n'est pas « tant [de] transmettre de l'information en se faisant l'émetteur d'un message mais bien plutôt construire une relation au sein de laquelle chacun s'attribue un rôle, une place et défend une certaine image de soi. (Fortin, 2007 : 123)

## 2. Distribution des langues dans les écrits automobiles

La diversité linguistique du Cameroun est observée dans les inscriptions sur les taxis à Yaoundé. On y retrouve plusieurs entités linguistiques

### 2.1. Le français, l'anglais et le pidgin-english camerounais

Les langues officielles et le pidgin-english camerounais apparaissent dans la scripturalité automobile étudiée :

- (1) *L'union fait la force* (CE, 110 : EN)<sup>4</sup>
- (2) *A tout seigneur, tout honneur* (CE, 485 : GF)
- (3) *Dieu seul suffit* (CE, 523 : CD)
- (4) *Allah takes care* (CE, 202 : EW)
- (5) *Na last time be time*<sup>5</sup> (CE, 447 : CT)

Dans une optique interactionnelle, les énoncés formulés en français peuvent avoir pour émetteur des francophones dont les mécanismes cognitifs sont élaborés ou actualisés en français, au détriment des autres langues du répertoire de ces locuteurs. De même, les énoncés en anglais, l'une des langues officielles du Cameroun, peuvent avoir pour source des anglophones ou bilingues (français et anglais). L'usage du pidgin-english camerounais serait consécutif à la connaissance ou la pratique de ce code par les émetteurs.

Ces trois codes permettent donc aux énonciateurs d'atteindre une cible vaste, dans un contexte urbain, marqué par la complexité sociolinguistique. Ceux-ci semblent privilégier les identifications – c'est-à-dire un trait identitaire qui « permet à l'individu de se conformer aux normes sociales sous l'incitation d'autrui privilégiés ou de groupes de référence » (Kanouté, 2002 : 171) – francophone, anglophone et pidgin-phone. L'environnement francophone, anglophone ou pidgin-phone et les contenus des messages à valeur universelle peuvent être les motifs fondamentaux de l'activation de ces systèmes linguistiques<sup>6</sup>.

Certains messages ont une portée quasi universelle : c'est le cas des adages populaires tels que : *l'union fait la force*, *à tout seigneur tout honneur*, etc. Il s'agit là des énoncés dont la cible n'est pas une communauté sociale spécifique, mais étendue ou même universelle, car ces énoncés véhiculent des lieux communs, « dans

<sup>4</sup> CE désigne la région d'enregistrement et 110 EN le numéro d'immatriculation.

<sup>5</sup> La fin justifie les moyens.

<sup>6</sup> Mais il n'est pas exclu que ces énoncés soient traduits en langues locales lorsqu'on souhaite s'adresser à une communauté ethnique spécifique, du moins lorsque l'*identisation* – c'est-à-dire un « processus d'individualisation, de construction de sa spécificité pour l'individu » (Kanouté, 2002 : 171) – est en jeu.

la mesure où [chacun] constitue un schème admis sur lequel on peut fonder l'accord » (Amossy, 2000 : 3).

## 2.2. Le duala, l'ewondo et le yemba

Les langues locales ne sont pas exclues des inscriptions sur les taxis à Yaoundé. Notre corpus présente les cas du duala, de l'ewondo et du yemba :

- (6) *Muna sawa*<sup>7</sup> (CE, 872 : AZ)
- (7) *Ne tente pas. Moan zamba*<sup>8</sup> (CE, 279 : GP)
- (8) *Afidi nti*<sup>9</sup> (CE, 040 : ET)
- (9) *Ndem me fo'o*<sup>10</sup> (CE, 461 : AL)

Si la ville, comme le dit si bien Calvet (1994 : 56), est « un lieu de brassage des langues, les migrants, qu'ils soient de l'intérieur (de la campagne) ou de l'extérieur (les étrangers), viennent en ville avec leurs langues et composent ainsi un milieu fortement plurilingue », il est évident que cette hétérogénéité favorise la construction/déconstruction des réseaux ou communautés de communication réduits, moyens ou larges en fonction des langues et des enjeux de l'interaction. Le duala, l'ewondo et le yemba utilisés par ces trois émetteurs dans ce type d'interaction ne peuvent pas leur permettre de toucher un public large. Dans cette optique, la cible peut donc être les communautés *dualaphone*, *ewondophone* et *yembaphone*, susceptibles de se sentir concernées par ces événements discursifs. On peut dire qu'il s'agit d'une « épaisseur identitaire » (Bulot et Tsekos, 1999) qui manifeste sa présence dans le vaste champ communicationnel complexe en milieu urbain. Les non locuteurs de ces trois langues ne peuvent pas interpréter ou décoder ces énoncés. Le principe de coopération interactive est restreint. L'usage de ces langues entraîne soit l'exclusion, soit la coopération interactionnelle des récepteurs appartenant à ces trois communautés socio-ethniques.

## 2.3. Le latin, l'espagnol et l'arabe

Considérées comme des langues étrangères, au regard de leur intégration dans le système éducatif camerounais et de leur usage, le latin (ou du grec assumé par la liturgie latine), l'espagnol et l'arabe (forme latinisée<sup>11</sup>) apparaissent dans les inscriptions sur les taxis à Yaoundé. À titre illustratif, nous avons :

- (10) *Don peri* (CE, 612 : NF)
- (11) *Deo gracias* (CE, 186 : BX)
- (12) *Kyrie eleison* (CE, 208 : BN)
- (13) *Christi dei* (CE, 514 : BV)
- (14) *Incha allah* (CE, 705 : GK)

<sup>7</sup> L'énoncé signifie en duala « enfant sawa ».

<sup>8</sup> Il s'agit de l'ewondo. L'expression signifie « enfant de Dieu ».

<sup>9</sup> Cette expression signifie en ewondo « espérance en Dieu ».

<sup>10</sup> Langue yemba : « C'est Dieu qui est le roi ».

<sup>11</sup> D'autres énoncés en arabe non latinisé existent, que nous avons exclus de cette première analyse.

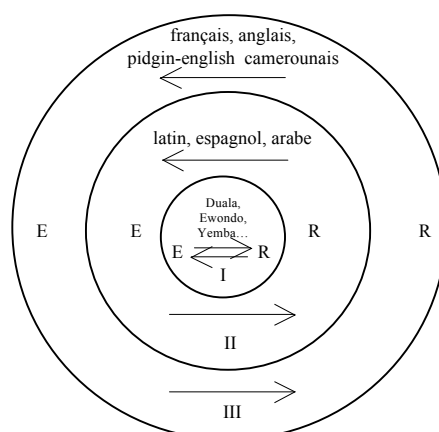


L'usage de ces trois langues peut être considéré comme un indicateur de l'*identisation* (Voir la note 6) linguistique exogène et non officielle (car le français et l'anglais sont les seules langues à garantir la communication sociale) des émetteurs qui, dans un contexte de dialogisme d'ordre cognitif, les privilégient. On peut postuler que l'émetteur a pour but fondamental d'extérioriser ses compétences, sa connaissance ou sa culture linguistique extravertie. Il peut vouloir impressionner le décodeur, habitué à l'usage du français, de l'anglais et dans une certaine mesure des langues locales.

Si l'espagnol (10) favorise l'ostentation linguistique de l'émetteur, le latin (11), (12), (13) et l'arabe latinisé (14) semblent servir à la mise en exergue de l'idéologie religieuse, au regard des contenus véhiculés. On peut donc penser que les décodeurs coopératifs sont ceux qui partagent les mêmes mécanismes cognitifs et idéologiques que les différents émetteurs. Le pôle de la réception se trouve donc réduit et sélectif, à cause de l'usage du latin et de l'arabe dont le décodage n'est pas évident pour toute la population urbaine.

Dans tous les cas, le choix des langues par un émetteur dans ce modèle d'interaction respecte le principe communicationnel : le partage des mécanismes cognitifs par les deux participants, l'émetteur et le récepteur. Sous un angle dialogique, l'option pour ces codes vise la mise en place des espaces interactifs qui se construisent « à tout moment dans et par les activités discursives [impliquant] une mise en scène de l'énonciateur et une prise en compte de l'interlocuteur, donc une mise en place de relation » (Vion, 1992 : 112).

Le principe de la coopération conversationnelle, reposant « d'une part, sur les anticipations que font les locuteurs à propos des contributions des autres et, d'autre part, sur les principes conversationnels qui fondent leurs échanges verbaux » (Gumperz, 1989 : 23), est donc respecté. Parmi ces anticipations, nous avons les langues actualisées. Les trois modalités de langues participent, à des degrés différents, à la constitution des espaces interactifs représentés par les cercles concentriques suivants :



**Figure 2.** Les langues dans les espaces interactifs

Le premier cercle (niveau I) représente une zone d'identification communicationnelle, car les locuteurs de duala, ewondo et yemba appartiennent aux entités ethniques correspondantes. Ces langues locales assurent la communication intra-ethnique<sup>12</sup>. Le cadre interactionnel est donc réduit (nombre de participants, notamment les émetteurs et les récepteurs). Le niveau II (deuxième cercle), qui intègre le latin, l'espagnol et l'arabe latinisé favoriserait (grâce à leur enseignement), l'atteinte d'une cible plus ou moins réduite en milieu urbain. Les locuteurs ayant appris le latin, l'espagnol et l'arabe sont susceptibles de décoder les messages véhiculés par ces langues. Le nombre de décodeurs des messages peut être plus élevé que ceux du premier cercle, puisque l'enseignement n'est pas tributaire de l'appartenance ethnique. Quant au niveau III, nous avons les deux langues officielles et le pidgin-english camerounais, considéré comme une langue véhiculaire ou à forte extension au Cameroun. Les décodeurs de ces messages sont plus nombreux que ceux du deuxième cercle, étant donné que les deux premières langues (français et anglais) assurent la communication sociale et interethnique au Cameroun<sup>13</sup>. Même si le pidgin n'a pas les mêmes statuts et fonctions que le français et l'anglais, il constitue une langue véhiculaire dont la pratique est fréquente dans certaines régions du Cameroun (Sud-Ouest, Nord-Ouest, Littoral et Ouest) et moins fréquente dans d'autres (Centre, Sud, Ouest, Adamaoua, Nord, Extrême-Nord).

Si les codes linguistiques sont un facteur déterminant pour le fonctionnement des interactions observées, il n'est pas sans importance de mettre en exergue les mécanismes propositionnels et les enjeux socio-pragmatiques que les événements énonciatifs génèrent.

### **3. Paradigme des actes de langage et leur fonctionnement**

Les inscriptions sur les taxis à Yaoundé présentent des actes de langage pouvant être analysés sous deux angles : l'angle explicite et l'angle implicite. Nous adoptons la taxinomie de Searle (1972), reprise par Kerbrat-Orecchioni (2001) qui fait une synthèse pertinente et remodelée des catégories élaborées par Austin (1970). En complément à cette perspective des actes de langage, nous exploiterons la catégorisation de Berrendonner (1981).

#### **3.1. Les événements énonciatifs explicites**

Plusieurs types d'actes de langage explicites sont actualisés dans les écrits sur des automobiles de transport commun à Yaoundé. Nous avons à ce sujet les énoncés directifs et expressifs.

---

<sup>12</sup> Il nous est impossible de donner le nombre exact des locuteurs de ces langues, à cause de l'absence de statistiques.

<sup>13</sup> Le Cameroun compte deux régions administratives anglophones et huit francophones. Outre l'absence des données statistiques liées au nombre de locuteurs de ces deux langues officielles, il est difficile de les attribuer aux régions, à cause du principe de mobilité sociale et du bilinguisme. Nous stipulons qu'il y a huit régions où les locuteurs sont majoritairement francophones et deux régions essentiellement anglophones, en fonction de certaines situations de communication : c'est le cas des milieux urbains, des contextes institutionnels, sociaux, etc.

### 3.1.1. Les énoncés directifs

Kerbrat-Orecchioni (2001 : 20), reprenant à son compte la définition de Searle, pose que les actes directifs « constituent des tentatives de la part du locuteur de faire faire quelque chose par l'auditeur ». Ce type d'actes de parole est attesté dans notre corpus :

- (15) *Soyons patients* (CE, 030 : EP)
- (16) *Sois sage* (CE, 923 : FS)
- (17) *Mes amis attention à la mauvaise compagnie* (CE, 972 : AQ)
- (18) *Be fighter* (CE, 111 : EG)
- (19) *Prions sans cesse* (CE, 143 : FU)
- (20) *Vivez avec l'espoir de Dieu* (CE, 369 : FB)

Ces actes de langage sont dotés de contenu propositionnel illocutoire. Ils peuvent donc agir sur les potentiels interactants ciblés. Le message (15) semble s'adresser à tous ceux qui ne respectent pas les règles de la conduite automobile et qui sont à l'origine des accidents de la circulation à cause de leur manque de patience. Les énoncés (16), (17) et (18), exhortent respectivement le public à être sage, éviter la mauvaise compagnie et être combatif et endurant au travail. Quant aux événements discursifs (19) et (20), deux préceptes chrétiens sont rappelés aux interactants : la prière et l'espérance. Toutefois, on peut postuler que ces énoncés directifs sont des émanations des expériences des encodeurs, expériences qu'ils veulent partager avec les autres. Dans ces conditions, il est possible de déterminer les sous-entendus de ces énoncés.

### 3.1.2. Les énoncés expressifs

Le corpus d'étude contient des actes de langage à contenu expressif. Selon Kerbrat-Orecchioni (2001 : 21), ces actes ont « pour but d'exprimer l'état psychologique spécifié dans la condition de sincérité, vis-à-vis d'un état de choses spécifié dans le contenu propositionnel ». Voici quelques exemples :

- (21) *Je vous aime* (CE, 822 : BK)
- (22) *Je t'aime maman* (CE, 991 : BC)
- (23) *Jesus est ma vie* (CE, 473 : DR)

Les énoncés (21) et (22) sont des actes de langage qui intègrent les fonctions expressives et impressives, dotées de valeurs affectives. Sous un angle expressif, ils ont en commun le contenu suivant : l'expression de l'amour de l'émetteur envers la population (qui peut être l'ensemble des potentiels passagers, désignés par *vous*) et la mère de l'émetteur. L'énoncé (23) permet à l'émetteur de mettre en exergue son engagement total à l'idéologie chrétienne.

Plus subjectifs sont les énoncés dont l'émetteur constitue le référent :

- (24) *Le saint* (CE, 364 : GW)
- (25) *Le sérieux* (CE 710 : MN)
- (26) *Tonton gentil* (CE, 470 : CF)

(27) *Bodos*<sup>14</sup> *le mignon* (CE, 411 : CO)

(28) *L'enfant noir de la Lekie* (CE, 563 : FA)

(29) *Le noble du Ndé Aimé* (CE, 098 : ST)

Même si l'on n'a pas de marqueurs explicites de la subjectivité langagière, ces énoncés inscrits sur les taxis prennent une allure narcissique. Il y a une symétrie entre le conducteur de véhicule et l'énonciateur. Ces messages sont centrés sur ces conducteurs-émetteurs. Les uns s'auto-caractérisent positivement et de manière subjective sur le plan chrétien : *le saint*, moral : *le sérieux* et *tonton gentil* et physique : *Bodos le mignon* ; les autres mettent sur scène leur identité ethnique ou leur origine : *l'enfant de la Lekie*<sup>15</sup> et *le noble du Ndé*<sup>16</sup>. On a donc un marquage identitaire qui constitue une fracture urbaine et montre que « les habitants d'une ville ont conscience de leur appartenance à une entité qui est uniforme et isolable mais aussi complexe » ; car ces énoncés permettent aux encodeurs de « poser leur identification à une communauté et leur propre différenciation par rapport à d'autres » (Bulot et Tsekos, 1999 : 21). Ces émetteurs présentent donc à la population de Yaoundé leur identité ethnique ou sociale.

### 3.2. Les événements énonciatifs indirects

Selon Berrendonner (1981 : 12), « l'implicite [...] c'est toutes les significations occasionnelles qui sont manifestées dans chaque événement d'énonciation, par la rencontre d'une occurrence d'énoncé avec des conditions contextuelles ». Certains énoncés comportent ce type de significations occasionnelles.

#### 3.2.1. Quand dire, c'est sous-entendre quelque chose

Dans le corpus d'étude, se trouvent des énoncés qui véhiculent des contenus sous-entendus. Selon Kerbrat-Orecchioni (1986 : 39), ils se réfèrent à « toutes les informations qui sont susceptibles d'être véhiculées par un énoncé donné, mais dont l'actualisation reste tributaire de certaines particularités du contexte énonciatif ». Les énoncés suivants sont pertinents à ce sujet :

(30) *Nul ne se suffit* (CE, 110 : FH)

(31) *All is vanity* (CE, 565 : CB)

(32) *Deux Jésus sont rares* (CE, 605 : PN)

(33) *No food for lazy man* (CE, 247 : CL)

Il est possible d'analyser ces énoncés actualisés sous un angle explicite. Mais en considérant les contextes de leur production, notamment la ville, susceptible de drainer des mythes négatifs ou positifs<sup>17</sup>, on peut dégager quelques significations latentes :

<sup>14</sup> Il s'agit du patronyme Bodo, émanant de l'aire culturelle beti-fang. La présence d'un [s] donne la forme phonétique [bodos].

<sup>15</sup> Un département de la région du Centre.

<sup>16</sup> Un département de la région de l'Ouest.

<sup>17</sup> Selon Marchal et Stébé (2012 : 74) « depuis plusieurs siècles, la ville est traversée par de nombreux mythes qu'ils soient positifs [...] ou négatifs, la ville pervertit l'homme. [Elle] est un lieu de dépravation morale... Plus généralement, la mythologie relative à la ville s'appuie

*nul ne se suffit* peut sous-entendre l'individualisme qui caractériserait le milieu urbain ; *all is vanity* traduirait implicitement la priorité accordée aux biens matériels, au détriment des vertus humaines ; *deux jésus sont rares* soulignerait indirectement la complexité ou l'ambivalence de certains chrétiens, adhérant concomitamment au christianisme et à l'ésotérisme ; *no food for lazy man* véhiculerait la paresse dont peuvent faire montre des citadins. Tous ces énoncés à contenus implicites sont corrélés aux intentions socio-pragmatiques en lien avec la socio-pédagogie. Les émetteurs veulent susciter la solidarité entre les hommes, la primauté des valeurs humaines sur le matériel, l'engagement total à une idéologie et l'effort au travail.

Moins iréniques sont des énoncés dont les sous-entendus ont des connotations négatives. Dans ce sillage, nous avons :

(34) *Laissez l'enfant tranquille* (CE, 236 : DL)

(35) *Tais-toi jaloux* (CE, 358 : BX)

(36) *Parlez encore* (CE, 477 : BA)

Ces trois énoncés situés dans un contexte énonciatif précis permettent de formuler les sous-entendus suivants : les émetteurs ont été victimes des menaces (34) et de la jalousie (35). Celui de (36) a subi la médisance dans son entourage social immédiat. En réponse à ces jaloux et médisants, ils leur adressent des *Face Threatening Acts* (Brown et Levinson, 1987) ou actes menaçants, dont le but est de tourner en ridicule, voire de provoquer les jaloux ou dissiper les préjugés des médisants. Le deuxième paradigme de l'implicite se réfère au présupposé.

### 3.2.2. Quand dire, c'est présupposer quelque chose

Certains événements discursifs sont porteurs de contenus implicites, c'est-à-dire des

informations qui, sans être ouvertement posées (i. e. sans constituer en principe le véritable objet du message à transmettre), sont cependant automatiquement entraînées par la formulation de l'énoncé, dans lequel elles se trouvent intrinsèquement inscrites, quelle que soit la spécificité du cadre énonciatif. (Kerbrat-Orecchioni, 1986 : 25)

Autant dire que la détermination des présupposés nécessite la prise en compte des facteurs intrasyntagmatiques. C'est le cas des énoncés suivants :

(37) *Merci papa* (CE, 772 : CV)

(38) *Merci maman* (CE, 915 : BT)

(39) *Merci coucou*<sup>18</sup> (CE, 897 : LE)

Si les contenus manifestes de ces trois énoncés sont l'expression de la gratitude, grâce au morphème lexical *merci*, nous pouvons déduire le présupposé suivant : les émetteurs ont été aidés par leur père, mère et amie. Ces trois énoncés sont situés dans un cadre participatif réduit. Si l'on interroge ces émetteurs, il est possible qu'ils indiquent les différents interlocuteurs de ces messages. Ils mettent donc sur scène leur face positive en formulant ces actes de remerciement ou de gratitude. Il s'agit donc des *Face Flattering Acts* (Brown et Levinson, 1987), c'est-

---

sur des images négatives nous faisant voir le monde urbain comme étant à l'origine de tous les maux dont souffre notre société ».

<sup>18</sup> Ce mot qui traduit l'amitié, constitue un relationème exprimant l'affectivité.

à-dire des actes de langage qui valorisent ou flattent autrui. Ils présentent à toute la population urbaine cette gratitude envers leur bienfaiteur. Dès lors, les destinataires, qui peuvent parfois lire ces messages, se sentent honorés. Toutefois, il y a des cas où les encodeurs ne sont pas les principaux responsables ou du moins la source des actes de parole. Ils se comportent comme des émetteurs mettant sur scène les discours antérieurs, appartenant aux autres, voire partagés socialement ou idéologiquement.

#### **4. De la voix encodante à la voix émise : un dédoublement énonciatif**

L'une des particularités observées dans les inscriptions automobiles analysées est le dédoublement énonciatif. Il arrive que l'émetteur/codeur et dans une certaine mesure, le récepteur/décodeur linguistique soient différents de la source et la destination qui partagent et interagissent grâce aux mécanismes cognitifs. Ce dédoublement est d'ailleurs théorisé par Shannon et Weaver (1949), repris par Fortin (2007 : 114). Il permet de distinguer, dans le processus communicationnel, la source de l'émetteur et le récepteur de la destination. Quelques événements discursifs de notre corpus affichent ce fonctionnement.

##### **4.1. La voix évangélique et psalmiste**

Certains énoncés sont une émanation christique ou psalmiste. C'est le cas de :

- (40) *Que ta volonté soit faite* (CE, 663 : FU : CB)
- (41) *Agneau de Dieu* (CE, 410 : NF)
- (42) *Priez sans cesse* (CE, 252 : CN)
- (43) *Aime ton prochain comme toi-même* (CE, 954 : FC)
- (44) *Mathieu 7 : 7* (CE, 118 : CG)
- (45) *Qui sème dans les larmes moissonne dans la joie* (CE, 534 : FP)
- (46) *Avec Dieu je ne manquerai de rien* (CE, 713 : FL)

On a ainsi des références ou des citations bibliques (qui ne sont pas signalées par une typographie). Les messages (40), (41), (42), (43), (45) et (46) sont tirés respectivement de *Mathieu 6 : 10*, *Jean 1 : 29*, *Luc 21 : 36*, *Mathieu 19 : 19/Mathieu 22 : 39*, *Ps 126 : 5* et *Ps 23 : 1*. Le (44) constitue une référence biblique (*Mathieu 7 : 7*) dotée d'une force illocutoire, car elle peut susciter l'acte de lecture du récepteur. Si les récepteurs de ces messages sont tous citoyens, susceptibles de les lire, on peut postuler que la destination est davantage constituée de ceux qui sont en interaction primaire avec l'émetteur ; puisque dans une perspective dialogique, « l'action suppose un faire avec, sur, ou pour un autrui qui doit la comprendre, et l'approprier ou la négocier, ou encore y adhérer par soumission, conformisme ou intérêt pour y participer, la subir, etc. » (Chabrol, 2004 : 199). La destination primaire de ces messages peut être constituée de tous ceux qui sont dans l'entourage immédiat de l'encodeur et qui auraient posé des actes contraires aux préceptes chrétiens véhiculés. Les émetteurs apparaissent donc comme des pasteurs ou annonceurs de l'évangile du Christ. La destination secondaire serait composée de toute la population urbaine pouvant adhérer ou non à l'idéologie véhiculée. Dès lors,

on assiste à une sorte d'évangélisation dans la rue. Car l'évangile sort de la bible pour se retrouver dans la rue, afin d'être lu par la population urbaine.

#### 4.2. La voix sociale

Les écrits sur les taxis de Yaoundé manifestent quelques éléments de l'esthétique de l'oralité, permettant de déboucher sur le dédoublement énonciatif. À ce sujet, nous avons :

- (47) *Qui vivra verra* (CE, 216 : EQ)
- (48) *Qui va lentement va sûrement* (CE, 254 : MN)
- (49) *L'espoir fait vivre* (CE, 014 : OX)
- (50) *Nul ne se suffit* (CE, 610 : FH)
- (51) *La vie est un combat* (CE, 913 : FQ)

Les énoncés (47), (48) et (49) constituent des structures proverbiales à valeur d'expérience, de conseil et d'espoir, même en cas de difficultés de la vie. Ces énoncés sont communs à plusieurs univers socioculturels (Afrique, Europe, Asie, Amérique, etc.). Leur pertinence est avérée universellement. Ils sont donc considérés comme des universaux discursifs. Toutefois dans le contexte énonciatif, le destinataire général peut être toute la population urbaine. Les récepteurs directs seraient tous ceux qui sont dans l'entourage immédiat des encodeurs et qui devraient coopérer ou n'orienteraient pas leurs actions grâce à leur expérience, ne suivraient pas des conseils ou seraient désespérés face aux problèmes de la vie.

Les énoncés (50) et (51) sont des adages populaires vulgarisés dans plusieurs univers socioculturels. Ils ne sont pas considérés comme des événements discursifs de l'émetteur, mais comme des énoncés sociaux, à valeur argumentative, actualisés dans des contextes énonciatifs précis. Ainsi, à travers l'événement discursif (50), l'émetteur exploite une ressource de la parole sociale pour proposer à la destination l'esprit de solidarité. En (51), l'énonciateur présente à la destination composée de paresseux, l'endurance au travail. Il est évident que les destinations directes de ces paroles sont ceux-là mêmes qui ont été focalisés par des émetteurs qui sélectionnent des propos dont ils ne sont pas des responsables énonciatifs.

#### 4.3. La voix de l'alter ego

Il arrive que des codeurs exploitent des ressources langagières individuelles, antérieures à leurs énonciations. Dans cette optique, ils se substituent aux sources et véhiculent les contenus à la destination qui sont symétriques à ceux antérieurs. C'est ce qu'on peut observer dans les énoncés suivants :

- (52) *Yes we can* (CE, 302 : GS)
- (53) *Il a fallu du temps* (CE, 858 : CL)
- (54) *La vraie magie c'est le travail* (CE, 617 : GN)

L'énoncé *Yes we can* est une formule de campagne électorale de Barack Obama, en 2008. Cet énoncé approprié par un émetteur constitue un triple emploi, car il s'agit du titre d'une chanson de Dorsey, parue en 1960. L'émetteur s'assimile à cette source pour véhiculer un message de réconfort ou d'espoir à tous ceux qui

sont impliqués dans certains processus. L'énoncé (53) est la reprise d'un spot publicitaire d'une marque de bière camerounaise : Kadji Beer. Par cet événement énonciatif, l'émetteur transmet à la population urbaine, pouvant se décourager face aux aléas de la vie, l'esprit de persévérance au travail. Enfin, l'énoncé (54) est une réactualisation consciente ou non de la parole de King Godefroy, musicien camerounais. Cette voix désigne le titre d'une de ses chansons. Il semble s'adresser, non seulement à toute la population de Yaoundé, susceptible de recevoir ce message, mais aussi à la catégorie sociale focalisée et surtout ayant stimulé le choix de son message. On peut dire que les événements énonciatifs *supra* ont trois niveaux de source : source 1 : évangélique/psalmiste, source 2 : sociale (lieux communs) et source 3 : individuelle. Ces trois instances donnent lieu à deux principales destinations : destination primaire ou immédiate, composée de tous ceux qui ont stimulé ou orienté les choix discursifs de l'émetteur, et destination seconde, formée de toute la population urbaine, pouvant adhérer ou rejeter les diverses opinions véhiculées. Dans tous les cas, les trois voix mises en exergue révèlent la mobilité discursive. Elles se déplacent et sont adoptées dans d'autres circonstances énonciatives ; grâce à leur capacité de contextualisation. Ces énoncés traduisent donc l'universalité de certains schèmes de pensées et de préoccupations humaines (à des niveaux différents) qui traversent des frontières géographiques, culturelles et sociales.

### Conclusion

Les écrits sur les taxis à Yaoundé sont consécutifs au principe de l'altérité en tant que processus qui permet de considérer « l'autre [...] comme une entité abstraite, faisant l'objet d'un traitement sociocognitif, discursif ou comportemental sur lequel se centre l'attention » (Jodelet, 2005). Les actes de parole analysés constituent donc une mise en mots de cette altérité. Ils favorisent la construction des espaces interactifs. Par ailleurs, ils montrent en filigrane les différents rapports iréniques, agonaux, ainsi que les différentes places ou rôles qu'occupent les interactants. Les messages analysés permettent de mettre en exergue quatre paradigmes d'énonciateurs : émetteur-conseiller véhiculant des messages à portée socio-pédagogique, émetteur-narcissique, exprimant son identité, émetteur en conflit avec autrui, mettant en exergue des tensions interpersonnelles et émetteur en connivence avec l'autre, exprimant la gratitude envers autrui. On obtient ainsi quatre modalités d'altérité qui se manifestent par les événements énonciatifs analysés. La première, qui est une sorte d'éducation ou sensibilisation à la rue, est dotée d'un enjeu injonctif. Cet aspect s'explique non seulement par l'actualisation des événements énonciatifs directs et indirects, mais aussi par celle des énoncés sociaux à caractère universel. La deuxième, centrée sur les émetteurs, est sous-tendue par un enjeu expressif et identitaire. Dans cette optique, Mbédé Noah (2010 : 59) conclut que « le taxi [sous-entendu les écrits sur des automobiles] semble manifester un désir fort de signaler son existence et d'affirmer son identité » ethnique et même socioculturelle. La troisième est liée à la gratitude (face positive des interactants), et la quatrième à l'impolitesse interactive (face négative des interactants). Les écrits sur les taxis à Yaoundé peuvent donc être considérés comme une tribune permettant aux énonciateurs d'exprimer leur vision, et leurs rapports au monde, mais aussi d'agir



sur la population urbaine. Dans tous les cas, l'étude socio-pragmatique de ces messages permet de dire qu'il s'agit là d'une nouvelle forme de communication consécutive aux différentes crises qui se manifestent dans les métropoles urbaines à l'instar de Yaoundé : crise morale, sociale, etc. La rue devient ainsi un cadre de formation et d'altérité à des degrés divers.

### Bibliographie

- AMOSSY, R. (2000). *L'argumentation dans le discours*, Paris, Nathan.
- AUSTIN, J. L. (1970). *Quand dire c'est faire* (trad.), Paris, Le Seuil.
- BERRENDONNER, A. (1981). *Éléments de pragmatique linguistique*, Paris, Editions de Minuit.
- BLANCHET, P. (2000). *La linguistique de terrain. Méthode et théorie : une approche ethno-socio-linguistique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- BROWN, P. et LEVINSON, S. (1987). *Politeness. Some universals in language use*, Cambridge, Cambridge University Press.
- BULOT, T. et TSEKOS, N. (1999). « L'urbanisation linguistique et la mise en mots des identités urbaines », dans BULOT, T. (dir.), *Langue urbaine et identité. Langue et urbanisation linguistique à Rouen, Venise, Berlin, Athènes et Mons*, Paris, L'Harmattan, pp. 19-34.
- CALVET, L.-J. (1994). *Les voix de la ville. Introduction à la sociolinguistique urbaine*, Paris, Payot.
- CHABROL, C. (2004). « Pour une psycho-socio-pragmatique de l'agir communicationnel », in *Cahiers de Linguistique française*, n° 26, pp. 197-213.
- GOFFMAN, E. (1974). *Les rites d'interaction*, Paris, Editions de Minuit.
- GUMPERZ, J. (1989). *Engager la conversation. Introduction à la sociolinguistique interactionnelle* (trad.), Paris, Minuit.
- FORTIN, G. (2007). « L'approche socio-pragmatique en sciences du langage : principaux cadres conceptuels & perspectives », in *Composite*, [disponible sur le site <http://www.composite.org>, consulté le 5 décembre 2014], pp. 109-129.
- JODELET, D. (2005). « Formes et figures de l'altérité », article disponible sur le site <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue>, consulté le 15 novembre 2014.
- KANOUTE, F. (2002). « Profils d'acculturation d'élèves issus de l'immigration récente à Montréal », in *Revue des sciences de l'Éducation*, 28(1), 171-190.
- KERBRAT-ORECCHIONI, C. (1986). *L'implicite*, Paris, Armand Colin.
- KERBRAT-ORECCHIONI, C. (2001). *Les actes de langage dans le discours. Théorie et fonctionnement. Quand dire c'est faire : un travail de synthèse sur la pragmatique conversationnelle*, Paris, Nathan.
- MARCHAL, H. et STÉBÉ, J.-M. (2012). « Quand cités H L M paupérisées et jeunes sont enfermées dans le même mythe », in Turpin, B. (dir.), *Discours et sémiotisation de l'espace. Les représentations de la banlieue et de sa jeunesse*, Paris, L'Harmattan, pp. 61-76.
- MBEDE NOAH, D. A. (2010). *Écrits dans la ville. L'imaginaire politique des Camerounais à travers les messages inscrits sur les taxis et les motos-taxis*, Yaoundé, Editions CIE.

- SEARLE, J. A. (1972). *Les actes de langage. Essai de philosophie du langage* (trad.), Paris, Hermann.
- SHANNON, C. and WEAVER, W. (1949). *The mathematical theory of communication*, Urbana, Illinois, University of Illinois.
- VION, R. (1992). *La communication verbale. Analyse des interactions*, Paris, Hachette.

# PRATIQUES PLURILINGUES DANS LE SECTEUR INFORMEL DE LA SANTÉ. LE CAS DE LA VENTE DES MÉDICAMENTS DANS LES BUS RELIANT DOUALA ET SON ARRIÈRE-PAYS

**Carline Liliane Ngawa Mbaho**

Bayreuth International Graduate School of African Studies  
Université de Bayreuth, Allemagne

## Introduction<sup>1</sup>

Le secteur de la santé au Cameroun se compose de trois sous-secteurs. Le sous-secteur public, le sous-secteur privé et celui de la médecine traditionnelle (Beyeme Ondoua 2002). La troisième catégorie n'a pas encore été homologuée par l'État. C'est en l'absence de ce cadre juridique que nous parlons de secteur informel de la santé. Nous parlons aussi de secteur informel parce que le cadre où se déroule notre investigation fait partie du circuit alternatif informel de vente des médicaments au Cameroun. En attendant l'homologation des pouvoirs publics, les acteurs, tous autoproclamés *docteur*<sup>2</sup> ou *docta* (Voir, par exemple, l'annexe 1), exercent leurs activités dans des espaces qu'ils appellent laboratoires, cliniques traditionnelles, univers santé ou GIC (Groupe d'initiatives communes) santé. Avant d'aller plus loin, il est nécessaire de clarifier le terme *docteur* ou *docta* que nous employons dans ce travail. Dans le secteur informel de la santé au Cameroun, *docteur* ou *docta* renvoie à une auto-catégorisation des membres, une *membership categorisation* (Sacks 1972). Ces derniers se sont eux-mêmes attribués le titre et n'ont pas suivi une formation préalable à l'exercice de cette profession. *Docteur* ou *docta* (désormais *doc*) dans le contexte de notre étude fait donc référence à toute personne qui soigne ou qui vend des médicaments.

Dans le but de faire de la publicité, et surtout vendre leurs produits, les *docs* vont à la rencontre du public dans les espaces ouverts (rues, marchés, carrefours à grande fréquentation, bus, trains). En plus des rencontres en face à face avec le public, certains *docs* au Cameroun offrent aussi leurs services à travers des consultations par le canal de la radio (Drescher 2014). Afin de convaincre les passagers de l'achat des médicaments qu'ils proposent, ils élaborent plusieurs stratégies discursives parmi lesquels le mélange des langues. L'objectif de cette réflexion est d'interroger les configurations linguistiques et langagières de cette pratique discursive et les enjeux qui en découlent. Il s'agit pour nous de voir comment les interactants exploitent les ressources linguistiques présentes au Cameroun pour communiquer dans les bus reliant Douala et son arrière-pays. Ces pratiques sont très hétérogènes sur le plan linguistique, c'est pourquoi elles ont suscité notre intérêt et sont au centre de notre analyse. Les questions qui sont à la

---

<sup>1</sup> Je remercie Martina Drescher de l'université de Bayreuth. Les orientations données à ce projet de recherche tiennent de la pertinence de ses remarques.

<sup>2</sup> *Docteur* (*Dr.*) est l'appellation indiquée sur les pancartes placées à l'entrée des cliniques traditionnelles que nous avons rencontrées sur le terrain.

base de cette réflexion sont les suivantes : comment les *docs* manipulent-ils les langues de l'écologie linguistique du Cameroun pour communiquer ? En quoi cette pratique constitue-t-elle une stratégie discursive efficace pour la promotion des produits de la pharmacopée camerounaise ? Après la présentation du contexte linguistique puis social de l'étude (1), nous apporterons des détails sur la démarche méthodologique et le cadre théorique (2). Nous terminerons par une analyse des données au cours de laquelle nous dégagerons les enjeux discursifs des pratiques plurilingues servant à la promotion des produits de la pharmacopée camerounaise (3).

### 1. Contexte linguistique et social de l'enquête

Avec sa diversité linguistique et climatique, sa faune et sa flore, le Cameroun est considéré comme une *Afrique en miniature*. Du point de vue linguistique, « le Cameroun est le pays le plus multilingue de l'Afrique francophone » (de Féral, 2004 : 584). Avant 1884, le bulu, le duala, le bali, le basaa et l'ewondo étaient les langues d'enseignement et d'évangélisation (Echu (1999 : 99) ; Bitjaa Kody (1999 : 81)), tandis que le fulfulde était la langue d'islamisation dans la partie septentrionale depuis le XVII<sup>e</sup> siècle (Bitjaa Kody, 1999 : 81). Au lendemain des indépendances, le français et l'anglais (héritages de la colonisation) ont été adoptés comme les langues officielles d'égales valeurs. Il s'agit d'« un bilinguisme qui ne concernerait que les langues officielles et relevant d'une politique officielle de l'État » (Echu, 1999 : 97). Le français et l'anglais au Cameroun cohabitent avec environ 250 langues locales (Essono (2001 : 61) ; Mendo Ze (2009 : 23)). Sur le terrain, on peut observer qu'il n'est pas facile de faire une démarcation entre langue et dialecte (Essono, 2001 : 62). À côté des langues locales d'origine camerounaise, il y a le pidgin-english, dont l'apparition au Cameroun remonterait à l'époque des échanges commerciaux avec les Portugais et les Anglais sur les côtes camerounaises. Malgré les efforts fournis par l'administration coloniale allemande, puis française pour empêcher son utilisation au Cameroun, le pidgin-english va s'étendre vers l'intérieur avant de s'installer définitivement dans les provinces du sud-ouest et du nord-ouest (Bitjaa Kody, 1999, 94). Cette langue joue aujourd'hui « un rôle important dans la communication interrégionale et interethnique » (Drescher, 2014 : 65). Plus proche de nous dans le temps, le camfranglais est le dernier né de l'acclimatation du français au Cameroun. Parti du « français makro », ce parler a évolué et tend à devenir « le symbole identitaire d'un groupe plus large, composé non seulement d'adolescents et de jeunes adultes sortis du circuit scolaire, mais aussi d'élèves et d'étudiants » (de Féral, 2004 : 586). Le brassage linguistique du Cameroun nous offre donc un cadre adéquat pour l'étude des langues en situation de contact.

Le secteur sanitaire du Cameroun traverse une crise depuis 1985 et est confronté à plusieurs problèmes : équipements, procédure des soins, influence de la médecine traditionnelle, crise économique, corruption, etc. Ces difficultés dont fait état Gruénais (2002) sont encore d'actualité, en dépit des efforts d'amélioration fournis par l'État. Un bref aperçu historique permettra de comprendre la genèse de l'activité de vente ambulante des médicaments au Cameroun.

De 1960 à 1987, le système de soins au Cameroun était caractérisé par la gratuité des médicaments essentiels dans les formations sanitaires du secteur public. La dévaluation du franc CFA et la crise économique qui s'en est suivie ont obligé le

gouvernement à suspendre la subvention des médicaments essentiels. Comme mesure de compensation, le gouvernement a lancé en 1996 la promotion des médicaments génériques essentiels. Lorsque nous essayons de recouper les débuts du circuit alternatif de vente des médicaments au Cameroun, cette activité aurait commencé par la vente des médicaments pharmaceutiques dans les kiosques (Sopca (2011), Monteillet (2005) et Fodzo (2001)). Les médicaments proposés dans ces espaces étaient le produit des détournements faits par des agents de la santé (personnels traitants, délégués médicaux, vendeurs en pharmacie) dans les pharmacies des hôpitaux d'État ou des dons humanitaires (Fodzo (2001) et Nodem (2009)).

Du point de vue juridique, l'État camerounais a pris des dispositions qui encadrent les activités dans le secteur de la santé. D'après l'article 42 de la loi de 2007, la publicité est interdite dans le secteur de la santé au Cameroun. Bien plus, selon l'article 53 de la loi 90/035 du 10 août 1990, portant sur l'exercice de la profession de pharmacien au Cameroun, « l'étalage ou la distribution des médicaments sur la voie publique, dans les foires ou les marchés est interdite à toute personne, même titulaire du diplôme de pharmacien ». Sopca (2011) fait état de ce que

le marché camerounais des produits pharmaceutiques en général et des médicaments en particulier échappe depuis plusieurs années aux professionnels de ce secteur. Pour ces produits, il n'est plus nécessaire de se rendre dans une pharmacie ou dans un centre de soins. À l'origine de cette situation, la pharmacie de rue a droit de cité, aussi bien dans les grands centres urbains que dans les villages les plus pauvres et reculés de l'arrière-pays. (Sopca, 2011 : 285)

C'est dans cette mouvance de crise économique qu'est née la vente ambulante des médicaments dans les bus qui aurait commencé, selon nos témoins, avant le début des années 2000. Sous prétexte de donner des conseils en rapport avec les problèmes de santé, les *docs* s'introduisent dans les bus de transports interurbains. Ce moyen de transport public est devenu au regard de l'ampleur que prend cette activité de véritables pharmacies ambulantes. On y assiste régulièrement à des entretiens mettant en scène un *doc*, qui vient vers les passagers pour donner des conseils et en profite pour vendre des médicaments.

À la différence des médicaments proposés dans les kiosques, les *docs* qui sont au centre de notre étude proposent des produits de fabrication traditionnelle à base de plantes, racines et écorces d'arbres. Ces médicaments sont présentés sous formes de sirops, pommades, comprimés et gels. Ils sont conditionnés dans des sachets en plastiques ou en papiers, dans des flacons et des tubes. En plus des produits de fabrication traditionnelle, les *docs* vendent des médicaments d'origine chinoise<sup>3</sup>, indienne et nigériane. Les produits pharmaceutiques proposés dans les bus sont généralement destinés aux traitements de la faiblesse sexuelle, la stérilité de l'homme et de la femme, le diabète, l'hypertension artérielle, les infections sexuellement transmissibles (IST), les produits d'entretien des reins et les thés amaigrissants, etc. Au début de cette activité illégale, les lieux de ventes ambulantes

---

<sup>3</sup> Ces médicaments sont entrés sur le marché camerounais par le biais des centres de médecine chinoise, dont les plus anciens sont basés à Douala, Yaoundé et Mbalmayo.

de médicaments au Cameroun étaient appelés *gazon* ou *poteau* (Fodzo, 2001 : 170). Signalons au passage que, dans la deuxième moitié des années 1980, était effectuée une vente ambulante des médicaments à travers les villes et villages au Cameroun. Les vendeurs, appelés à cette époque « haoussa » parcouraient les marchés à pieds ou à bicyclette. L'activité de vente ambulante des médicaments est connue aujourd'hui sous les appellations pharmacie du poteau, de la rue, du trottoir, à la sauvette, du panier, illégale, clandestine, souterraine, officieuse et parallèle (Sopca, 2011 : 288). Les produits qui nous intéressent dans cette contribution sont ceux de fabrication traditionnelle, d'origine camerounaise ou africaine.

Les conversations naturelles entre les *docs* et les passagers dans les bus de transport interurbain au départ ou à destination de Douala sont particulièrement intéressantes. Douala est la capitale économique du Cameroun et le chef-lieu de la région du Littoral. Sa situation géographique fait d'elle la porte d'entrée et le centre des affaires du Cameroun où activités formelles et informelles se partagent l'espace urbain. À cause des migrations des populations de l'arrière-pays survenues longtemps avant les indépendances (Mainet 1989), Douala se démarque par son caractère cosmopolite. Cette hétérogénéité de la population favorise la rencontre de différentes ethnies et par conséquent, des cultures et des langues. Cela contribue, au regard des pratiques, à rendre les langues instables dans le processus de communication. Cette dynamique peut être observée dans plusieurs espaces : rues, marchés, campus universitaires, affiches publicitaires, médias, presse écrite, etc. Le secteur informel de la santé participe de cette dynamique, comme nous le constaterons à travers les prestations discursives que nous avons enregistrées.

Une promotion des produits dure entre quarante et cent cinquante minutes à la convenance du *doc* et, avec la complicité du chauffeur. À l'entame de la communication, les échanges apparaissent comme un monologue. Par la suite, les passagers interviennent selon leurs intérêts et aussi selon l'approche discursive adoptée par le *doc*. Le jeu de question-réponse semble être l'approche la plus efficace, surtout s'il y a promesse de récompense en cas de réponse juste. La taille de la cible de la communication oscille entre trente et soixante-dix personnes selon la capacité du bus. Le corps de l'interaction des discours de vente des médicaments dans les bus se divise en trois parties (tâches) : l'offre de service, la publicité du/des produit(s) en vente et la transaction financière. Les extraits que nous analyserons dans cet article sont tirés de la tâche « offre de service<sup>4</sup> ».

Au cours des échanges, la position du *doc* dans le bus dépend de la nature du véhicule. Lorsqu'il s'agit des bus de petite capacité, le *doc* se tient debout derrière la portière côté passagers. Dans les grands bus (appelés *gros porteurs* au Cameroun), il se tient dans le couloir au début du trajet et, par la suite, il fait des va-et-vient dans tout le couloir de façon à être écouté par tous. Lors des fréquents contrôles de sécurité routière, la promotion est interrompue et le *doc* se réfugie au niveau de l'escalier du bus avant le passage au poste de contrôle. Les chauffeurs constituent un

---

<sup>4</sup> Dans cette tâche, les *docs* (dans la position d'expert) donnent des conseils concernant les problèmes de santé et la prise en charge des maladies à base de produits naturels. Il est important de souligner que les passagers n'interviennent dans cette rubrique que lorsqu'ils ont des questions à poser ou lorsque les conseils sont prodigués dans un jeu de questions-réponses.

maillon très important dans le bon déroulement des échanges. Même si nos informateurs disent au cours des échanges avoir des partenariats avec les agences de voyages, tout se négocie avec les chauffeurs avant le départ du bus. Ceux-ci collaborent en facilitant très souvent le premier contact entre les *docs* et les passagers. En effet, ils les laissent effectuer des remboursements aux passagers. Avant le début des échanges, le chauffeur se charge de couper le son de la radio afin d'éviter toute nuisance sonore. Côté vestimentaire, nos témoins n'ont pas un uniforme standard comme c'est le cas avec la blouse blanche chez les professionnels de la biomédecine. Les *docs* que nous avons rencontrés sur le terrain portent des tenues ordinaires et présentables. Ils ont toujours avec eux une valise ou un sac communément appelé au Cameroun *sac mbandjock* ou *ghana must go* dans lesquels les médicaments à vendre sont soigneusement rangés.

## 2. Démarche méthodologique et cadre théorique

La population de notre étude est composée de vingt-et-un *docs*, parmi lesquels vingt hommes et une femme. Dans le cadre de notre recherche, nous avons enregistré un total de dix-sept heures de conversation dans les bus et réalisé quinze interviews avec les *docs*. La collecte des données empiriques sur le terrain a eu lieu entre 2011 et 2014. Trois approches ont été mises à contribution : l'observation participante, l'enregistrement audio et l'interview. La posture d'enquêteur-passager que nous avons adoptée pendant notre travail de terrain a créé des conditions favorables pour la collecte. Comme un passager, nous avons assisté à toutes les interactions qui composent notre corpus, même si nous n'avons pas activement pris part aux échanges. La collaboration d'un membre actif dans ce secteur d'activité a facilité notre intégration dans le milieu. Au cours des observations, nous avons fait des enregistrements à l'aide d'un dictaphone ordinaire sans l'usage d'un microphone extérieur.

Si nous laissons de côté les agences de voyages installées en dehors des espaces destinés à cette activité, il existe dix gares routières à Douala. Pour notre enquête, nous avons emprunté les bus au départ de six gares routières : Bépanda (Douala 5<sup>e</sup>), Mboppi (Douala 2<sup>e</sup>), Madagascar, Village et Yassa (Douala 3<sup>e</sup>) et Bonaberi (Douala 4<sup>e</sup>). Les enquêtes ont été réalisées sur les deux grands axes routiers qui relient Douala à la région du centre et de l'ouest. Sur la route nationale numéro trois, nous avons emprunté des bus à destination de Yaoundé ; les points d'arrêts étaient Edéa, Puma et Mboumnyebel<sup>5</sup>. Sur la route nationale numéro cinq, nous avons emprunté les bus à destination du grand ouest Cameroun (Bafang, Bafoussam, Dschang, Bangangté et Mbouda). Les points d'arrêt sur cet axe étaient Mbanga, Loum et Nkongsamba<sup>6</sup>.

Passée cette étape, nous avons réalisé quinze entretiens avec les *docs* de janvier à mars 2014 à Douala<sup>7</sup>. Les entretiens ont été conduits selon les principes de

---

<sup>5</sup> La ville d'Edéa est située dans la région du littoral alors que Puma et Mboumnyebel sont dans la région du centre.

<sup>6</sup> Ces trois localités sont situées dans le département du Mounjo, région du littoral.

<sup>7</sup> La formation académique/professionnelle, la pratique des langues en général (en famille, avec les amis, avec les collègues), la pratique des langues spécifique à la vente des

l'entretien compréhensif tel que présenté par Kaufmann (1996), pendant lesquels « on bavarde autour du sujet » (Kaufmann 1996 : 47). Dans cette perspective, nos entretiens n'étaient donc pas des jeux de questions-réponses mais des causeries autour de notre sujet de recherche. Les questions nous servaient de déclencheur et les réponses quelquefois nous orientaient vers de nouvelles questions. Cette démarche suppose un engagement mutuel des deux parties (enquêteur et témoin) pour le bon déroulement des échanges.

La graphie utilisée pour la transcription des données est basée sur les correspondances phoniques qui obéit au système des langues romanes/latin. L'orthographe qui existe pour certaines langues camerounaises qui ont été standardisées est ignorée de la population. Aussi, l'orthographe que nous utiliserons pour la transcription des termes empruntés aux langues locales est celle des notices et autres prospectus distribués dans les bus. En ce qui concerne les emprunts qui ne relèvent pas du domaine de la médecine traditionnelle, nous avons utilisé dans ce texte les orthographes usuelles, intégrées dans le français du Cameroun. Les conventions du *Gesprächsanalytisches Transkriptionssystem 2* (Selting & al. 2009) sont celles qui ont été retenues pour la transcription des données<sup>8</sup>.

Du point de vue théorique, nous situons la présente réflexion en partie dans le champ de la sociolinguistique interactionnelle. Pour Gumperz (1989 : 21),

quelle que soit la situation, qu'il s'agisse d'une entrevue formelle ou d'une rencontre informelle, le problème essentiel pour tous ceux qui ne connaissent presque pas et qui doivent entrer en contact est de réussir à établir une "flexibilité communicative", c'est-à-dire à adapter leurs stratégies à leur auditoire et aux signes tant directs qu'indirects, de telle manière que les participants soient capables de contrôler et de comprendre au moins une partie du sens produit par les autres.

La sociolinguistique interactionnelle a pour but de « montrer comment l'idéologie imprègne les pratiques discursives en situation de face à face et produit un espace interactionnel dans lequel les processus sociolinguistiques inconscients

---

médicaments dans les bus, les motivations du choix des langues dans un bus, les rapports avec les professionnels de la médecine conventionnelle et les passagers sont les thématiques que nous avons abordées avec nos témoins.

<sup>8</sup> Conventions du GAT 2 (Selting & al. 2009) :

(...)	Commentaires du transcripteur.
((rire))	Rire.
(.)	Pause inférieure à 01 seconde.
(0.2)	Pause de 02 secondes.
très::	Étirement vocalique.
FORmidable	Accentuation vocalique.
,	Intonation montante.
;	Intonation descendante.
-	Intonation constante.
/	Rupture de construction.
=	Enchaînement rapide.
(xxx)	Une syllabe inaudible.
(xxx xxx)	Plus d'une syllabe inaudible.
[ ]	Signification du mot qui précède.
PAS	Passager.
PAS 2	Passager 2 (lorsqu'il y a plus d'une intervention).



d'interprétation et d'inférence conduisent à des conclusions différentes et rendent problématiques les interprétations » (Gumperz, 1989 : 9).

C'est dans cette optique que nous voulons comprendre et analyser le mélange des langues observé dans les discours que nous avons enregistrés. Sur la base des énoncés tirés de notre corpus, nous décrirons les formes d'alternances codiques et dégagerons quelques enjeux qui en découlent. Parce que les stratégies discursives varient d'une étape de l'interaction à une autre, nous avons limité notre champ d'étude dans cet article aux discours tirés d'une seule composante (l'offre de service).

### **3. Les Productions discursives *doc*/passagers : une complexité socio-langagière**

La communication entre les *docs* et les passagers dans les bus se particularise par son caractère hybride. Cette hybridité se matérialise sur le plan discursif par la combinaison des discours sur la santé et du discours commercial, et sur le plan linguistique par l'alternance du français et des langues locales. Nous focaliserons notre analyse sur l'hybridité du point de vue linguistique. Il s'agit ici plus précisément du phénomène de l'alternance codique. Dans le cadre de la communication décrite plus haut, les *docs* mettent en œuvre plusieurs stratégies discursives. L'une d'entre elles, et d'ailleurs la plus prisée par ces derniers, est l'intégration des langues locales au français à travers les procédés d'alternance codique et de mélanges divers.

Appelée *code-switching* dans la terminologie américaine, l'alternance codique est définie par Gumperz (1982 : 59) comme étant « the juxtaposition within the same speech exchange of passages of speech belonging to two grammatical systems or sub-systems ». Barillot (2001 : 119) présente l'alternance codique comme l'usage d'« au moins deux langues en alternance ». L'alternance codique est d'après Tsofack (2010 : 252) « l'une des formes évidentes du contact du français avec les autres (variétés de) langues camerounaises, en ce sens qu'il s'agit, dans une séquence en français, de l'intégration des portions appartenant à d'autres codes linguistiques ». Ce phénomène en soi n'est pas nouveau dans les pratiques du français au Cameroun. Feussi (2006, 2007, 2008 et 2009) voit en ces pratiques, un processus de construction identitaire des locuteurs. Au regard de notre corpus, nous pouvons distinguer deux formes d'alternance codique : les alternances bilingues et les alternances plurilingues. Sur la base de quelques morceaux choisis seront décrites les formes d'alternance codique qui apparaissent dans notre corpus.

#### **3.1. Les alternances codiques bilingues**

Par alternance codique bilingue, nous faisons référence aux mélanges qui portent sur deux langues. Il s'agit des alternances français/langue locale ou français/pidgin-english, telles qu'elles apparaissent dans l'exemple (01).

(01) IMO, 11 février 2014 sur l'axe Douala- Nlohé

01 IMO bon, (.)

02 =quand vous avez ce problème, (.)

03 vous connaissez ce qui va vous aider ; (0.3)

- 04 allez utiliser la racine du *sissongho*, [Penisentumpurpueum] (0.2)  
 05 vous connaissez le *sissongho* ; (.)  
 06 vous ne connaissez pas ;  
 07 PAS le *sissongho*,  
 08 IMO le *ka'a*, (0.3)  
 09 hein tu connais le *sissongho* ; (.)  
 11 qui peut l'expliquer (sic) en patois ;  
 12 (rire dans le bus)

Dans cet extrait, IMO voudrait répondre à la requête d'une passagère qui lui a demandé un médicament pour le traitement des œdèmes. Pour lui indiquer une recette à base de la plante dont le nom scientifique est « Penisentumpurpueum », IMO utilise dans un premier temps le terme *sissongho*, qui est la forme francisant de « essong » en ewondo. Notons au passage que le terme *sissongho* signifie aussi par métonymie « cachette » ou « endroit suspect ». Parce que son interlocutrice ne retrouve pas le sens du mot, il alterne à nouveau le français et un mot tiré du yemba (*ka'a*). On peut constater à la fin de cet extrait que, malgré les efforts fournis par IMO pour rendre l'information accessible à son interlocutrice, il se trouve qu'il ait encore besoin de l'intervention d'un passager pour lui indiquer la plante en question dans une autre langue. Dans cette perspective, l'alternance codique vise la recherche du mot juste (pour son interlocutrice).

Dans l'exemple (02), NAR entretient les passagers sur le thème de la nutrition et plus précisément, la pratique des régimes amaigrissants.

(02) NAR, 29 décembre 2013 sur l'axe Douala- Nkonsamba

- 01 NAR imaginez vous en train de faire un régime alimentaire, (.)  
 02 qu'est ce qui se passe ici ; (.)  
 03 euh :: en rentrant un jour qu'on a fait un plat de d/(.)  
 04 = de *mbongotchobi*, [sauce noire épicée faite à base de poisson] (.)  
 05 un bon plat de *ndolè* [mets préparé à base de *vernonia amygdalina* et  
 06 d'arachide] miroir, (.)  
 07 un bon plat de dégé, [poulet rôti avec des frites de plantain] (.)  
 08 un bon plat de banane malaxée, (.)  
 09 l'arachide aux (xxx xxx) (.) trop d'huile, (.)  
 10 trop de graisse, (.)  
 11 = de viande à l'intérieur, (.)  
 12 voilà trop de cube, (.)  
 13 = voilà, (0.2)  
 14 oui trop de cube trop de sel, (.)  
 15 maintenant qu'est ce qui se passe ici ; (.)  
 16 le corps ici amasse tous les (xxx xxx) (.) tous les huiles, (.)  
 17 et le soir de ton retour on a fait le *koki*, [gâteau à base de haricot  
 et  
 18 d'huile de palme] (.)  
 19 tu manges, (.)  
 20 au lendemain encore on fait ici un bon plat, (.)  
 21 je ne sais pas, (.)  
 22 de *kondrè* [met fait à base de banane, de viande et d'épices]  
 23 tu ramasses avec la viande et beaucoup d'huile, (.)  
 24 tu manges, (0.2)  
 25 voilà trois jours que tu as boycotté le régime alimentaire

Dans ce deuxième exemple, NAR présente des arguments en défaveur des régimes amaigrissants à base de produits pharmaceutiques. Pour illustrer l'inadéquation de cette méthode, il évoque des mets traditionnels (très appétissants) qui se particularisent par un taux de calories très élevé. Il s'agit du *mbongotchobi*, du *ndolè*, du *koki* et du *kondrè*. Ces mots sont actualisés dans les pratiques langagières ewondophones, bassaphones, pidginophones, etc.

Dans son exposé sur les pathologies dentaires, ROB met à contribution les termes tirés du yemba, une langue du répertoire linguistique camerounais comme nous pouvons le voir dans l'extrait (03).

(03) ROB, 4 janvier 2014 sur l'axe Douala- Mbanga

- 01 ROB les aliments, (0.3)
- 02 chacun ici se brosse le matin, (.)
- 03 c'est la première des choses, (.)
- 04 on se brosse dès qu'on se lève, (.)
- 05 = parce que les aliments ont laissé ce que au village, (.)
- 06 on appelle le *pa'a* -[rouge, signifie ici les débris d'aliments]
- 07 = non, (.)
- 08 dans le *mesok* [dent] non ; (.)
- 09 hein, (.)

Ici, ROB entretient les passagers sur la nécessité de procéder à un nettoyage systématique du corps humain qu'il compare à la dent. Pour parler des débris d'aliments restés sur les dents, il alterne le français et le yemba (*pa'a*). Il en est de même pour la dent où nous avons une fois de plus le schéma français et yemba (*mesok*). Dans cet exemple, la langue locale choisie est celle parlée dans la ville de destination du bus (Dschang).

Le dernier extrait que nous avons choisi d'analyser dans cette section est tiré des échanges entre OIS et les passagers :

(04) OIS, 22 janvier 2013 sur l'axe Douala- Mbanga

- 01 OIS Je vous rappelle qu'une rate négligée,
- 02 = et une splénomégalie négligée peut développer une
- 03 inflammation du foie, (.)
- 04 c'est pourquoi il faut donc éviter l'hépatosplénomégalie- (.)
- 05 pour traiter la rate,
- 06 = vous allez chercher trois noix de kola, (.)
- 07 la kola bamiléké,
- 08 = et trois noix de *bitakola*- [variété de *garcinia kola*]
- 09 et vous écrasez, (.)
- 10 et vous ajoutez à cela de l'huile de palmiste noir- (.)
- 11 le *menyanga*, [huile de palmiste] (.)
- 12 et on doit lécher cela matin midi soir pendant trois jours

Dans l'exemple (04), OIS parle de la maladie dont le nom scientifique est « hépatosplénomégalie ». Cette maladie est plus connue sous le nom *rate*, désignant ainsi le nom de l'organe touché par la maladie. Comme dans les extraits que nous avons déjà analysés, l'indication du traitement se fait par des alternances français/pidgin english pour *bitakola*. *Bitakola* est composé de la forme altérée de « bitter » et « kola » qui signifie « kola amère ». Dans le même extrait, le *doc* utilise

le terme *menyanga*<sup>9</sup>. Au regard de ce qui précède, l'alternance codique permet non seulement de résoudre la difficulté d'accès au lexique (recherche du mot juste), mais aussi d'exprimer son appartenance à une communauté socio-culturelle qui est aussi celle de l'auditoire. On peut aussi voir en ce phénomène linguistique, une stratégie d'amadouement de la cible dans le but de rompre la relation fonctionnelle (vendeur/client) qui est supposée exister entre eux, au profit d'une relation de proximité (parents, amis). À titre de rappel, les *docs* sont des intrus dans le bus et l'obtention de la collaboration de l'auditoire est un facteur capital pour la bonne marche de l'interaction. Toujours dans l'optique d'obtenir la collaboration de la cible, les *docs* alignent des synonymes dans plusieurs langues locales. Les énoncés que nous analyserons ci-dessous rendent compte de cette autre forme d'alternance codique qui émerge de nos données.

### 3.2. Les alternances plurilingues

En observant notre corpus, on peut constater que dans certaines situations, les *docs* actualisent des alternances plurilingues. Il s'agit là de celles qui sont construites autour d'un même mot, et qui mettent en présence le français et plusieurs langues locales et parfois étrangères.

(05) NAR, 28 décembre 2013 sur l'axe Douala- Nkongsamba

- 01 NAR pour faire sortir le poison de nuit, (.)
- 02 les cicatrices, (.)
- 03 les blessures internes, (.)
- 04 tu me cueilles seulement trois feuilles, (.)
- 05 = du roi des herbes, (.)
- 06 le *tchouptou*, (.)
- 07 le *tchouptchouin*, (.)
- 08 le *veündjoui*, (.)
- 09 le *kapkenon*, (.)
- 10 *nitendeng*, (.)
- 11 *toumâmo*, (.)
- 12 *nieronieraroé* à l'est, (0.2)
- 13 alors, (.)
- 14 plus un morceau de l'écorce *essok*, (.)
- 15 plus trois grains de *sokwa*, (0.2)
- 16 le *sokwa* c'est quoi ; (0.2)
- 17 le *sokwa* ici, (.)
- 18 c'est comme le *mbongotchobi*-(.)
- 19 quand on mange, (.)
- 20 ça pique beaucoup-(.)
- 21 (...) il y a le *sokwa* et le *sokteng* qui se ressemblent

Dans le discours (05), NAR donne un traitement à base de la plante connue au Cameroun sous le nom *roi des herbes*, « *ageratum conizoïdes* » en latin. Pour le faire, il alterne successivement le français et sept langues locales. Parmi ces langues, on peut citer le medumba (*tchouptou*, *tchouptchouin*), le fe'fe (*veündjoui*), le yemba

<sup>9</sup> Il nous est difficile d'attribuer l'origine de cet item à une langue locale spécifique. En effet, il est utilisé dans plusieurs langues locales au Cameroun avec des prononciations qui diffèrent d'une région à une autre.

(*nitendeng*, *toumâmo*), *ghômala* (*kapkenon*) et le *gbaya* (*nieronierarocé*). Ensuite, afin de présenter l'écorce *essok* qui sera associée à la préparation, il alterne le français et trois langues locales : le *medumba* (*sokwa*), le *basaa* (*mbongotchobi*) et le *ghômala* (*sokteng*). Emprunté de la langue *ewondo*, l'*essok* est une écorce qui soigne plusieurs maladies (mal de dent, mal d'estomac, intoxication, etc.). Cette écorce est aussi présentée comme un puissant contrepoison, ce pourquoi elle est utilisée pour la fermentation du vin de palme en pays *béti* au Cameroun. Il faut préciser que la cible est très hétérogène et le *doc* voudrait accrocher l'attention du plus grand nombre possible. Il en est de même dans l'extrait qui va suivre où JDM, pour préconiser la même plante, alterne le français et douze langues locales.

(06) JDM, le 12 février 2014 sur l'axe Edéa- Douala

- 01 JDM chez nous en latin,
- 02 = on l'appelle *ageratum conizoides*, (.)
- 03 en *bamenda*<sup>10</sup> on appelle *king grass*, (.)
- 04 en anglais c'est le *king of the plants*, (.)
- 05 les *ewondos* l'appellent *ngnanelog*, (.)
- 06 les *bulus* l'appellent *okwate*, (.)
- 07 les *bassa* l'appellent *katoro*, (.)
- 08 les *duala* l'appellent *ewundanyo na nyo*, (.)
- 09 quand je suis arrivé chez les *bamilékés*, (.)
- 10 les *bamilékés* les *bafang* l'appellent *fègi*, (.)
- 11 les *bagangté* l'appellent *choutou*, (.)
- 12 les *bafoussam* l'appellent *meugeuofa*, (.)
- 13 les *dschang* l'appellent *chouamouo*, (.)
- 14 les *mbouda* l'appellent *choubamouo*, (.)
- 15 les *bamoum* l'appellent *mejouteufeu*, (.)
- 16 je m'arrête à ce niveau (rire dans le bus)
- 17 j'ai oublié, (.)
- 18 chaque fois on me dit chez les *nordistes*

Le sujet de la communication de JDM est identique à celui de NAR. L'alternance des langues par JDM donne le schéma suivant : français/anglais (*king of the plants*), français/pidgin-english (*king grass*), français/*ewondo* (*ngnanelog*), français/*bulu* (*okwate*), français/*basaa* (*katoro*), français/*fè'fè* (*fègi*), français/*medumba* (*choutou*), français/*ghômala* (*meugeuofa*), français/*yemba* (*chouamouo*), français/*ngomba* (*choubamouo*) et français/*shupamem* (*mejouteufeu*). Dans cet extrait, les lignes 16 à 17 ouvrent une piste sur les enjeux des alternances plurilingues au cours de la communication dans les bus. À la ligne 16, JDM déclare « je m'arrête à ce niveau ». Et à ce moment, des rires éclatent dans le bus. Ce qui pourrait nous faire penser qu'il s'agit d'une pratique qui est utilisée pour jouer avec la cible, pour établir une sorte de connivence avec elle. Outre les fonctions que nous avons relevées jusqu'ici, l'alternance des langues peut aussi être considérée dans le contexte de notre recherche comme une stratégie d'accroche et surtout de crédibilité dans le cas où il s'agit d'une plante utilisée dans plusieurs communautés sociales au Cameroun. Grâce à l'usage de ces multiples langues dans sa présentation, le *doc*

<sup>10</sup> La ville de Bamenda est le chef-lieu de la région du Nord-Ouest et du département de la Mezam au Cameroun et n'est en aucun cas le nom d'une langue.

peut alors obtenir un effet perlocutoire sur les passagers et, en même temps, les impressionner par ses compétences linguistiques. Le jeu avec les synonymes dans plusieurs langues est aussi mis à contribution par NDI dans l'exemple (07) qui suit.

(07) NDI, le 28 décembre 2013 sur l'axe Douala- Edéa

- 01 NDI avec le gui d'Afrique,
- 02 = la plante qui tue les avocats, (.)
- 03 vous savez un peu ce que je veux dire,
- 04 = le gui là, (.)
- 05 le *ketou* non ; (.)
- 06 le *sapla* non ; (.)
- 07 le *koulmatougo* non ; (.)
- 06 *pouom* (.) ça c'est en bamoum ça,
- 07 = *pouom*,
- 08 = c'est très important,
- 09 c'est une recette qui ne blague pas

Dans la même logique qu'en (05) et (06), l'extrait (07) présente un autre cas d'alternance codique plurilingue. NDI alterne successivement le français et : le medumba *ketou*, le ngomba *sapla*, l'ewondo *koulmatougou* et le shupamem *pouom*.

La dernière illustration des alternances plurilingues est tirée du discours de NAR qui présente une écorce très connue dans la région du Sud au Cameroun.

(08) NAR, le 29 décembre 2013 sur l'axe Douala- Nkongsamba

- 01 NAR nous allons actuellement parler, (0.2)
- 02 d'un produit en écorce qui nous provient -(0.2)
- 03 à la zone frontalière, (.)
- 04 cameroun congo-(.)
- 05 en langue lingala,
- 06 = on appelle ce produit le *guti*-(.)
- 07 le *guti* qui veut dire le roi des écorces -(.)
- 08 au cameroun, (.)
- 09 dans le département de dja et lobo, (.)
- 11 chef lieu sangmélina, (.)
- 12 on appelle ce produit l'*essok*, (0.2)
- 13 chez l'homme bamenda,
- 14 = le *man pass man*-(0.2)
- 15 chez l'homme banganté *me kekhwade u*, (0.2)
- 16 chez les bamoum le *gangwedju*, (0.2)
- 17 dans le nord, (.)
- 18 on appelle ça le *kunfayakun*-(0.2)
- 19 si quelqu'un n'a pas compris, (.)
- 20 euh :: le nom du produit dans sa langue -(.)
- 21 c'est qu'il n'y a pas son nom dans l'ordinateur -(0.2)
- 22 alors l'écorce de *essok man pass man*, (.)
- 23 je vous en prie mesdames et messieurs,
- 24 = est un contrepoison

Dans ce dernier morceau choisi pour notre analyse, NAR présente un produit en écorce appelé *essok*. Contrairement aux discours (01) à (07) qui se situent dans la rubrique des conseils gratuits, en (08) NAR tient l'objet au centre de la communication en main à ce moment précis. Si pour les premiers cas, les plantes/écorces, référents communicationnels sont absents au moment de

l'interaction, nous sommes tentée de dire que l'exploitation de l'alternance codique plurilingue remplit aussi une fonction commerciale. On peut voir dans cet exemple que notre interactant construit une fois de plus sa présentation sur l'alternance codique plurilingue. Il commence par une alternance français/lingala (*guti*). À ce niveau, on peut constater qu'il fait intervenir une langue non camerounaise (le lingala, langue véhiculaire parlée en Afrique centrale). Ce choix pourrait être fait afin de montrer l'efficacité de l'écorce qui va au-delà des micro-cultures camerounaises évoquées plus bas ; marquées par des alternances français/ewondo (*essok*), français/pidgin-english (*man pass man*), français/medumba (*me kekhwade-u*), français/shupamem (*gangwedju*), français/fulfulde (*kunfayakun*). L'attitude de NAR à la fin de sa présentation soulève une fois de plus la question des fonctionnalités de l'alternance codique au cours des interactions dans les bus et les pratiques des langues par nos interactants :

- |    |  |
|----|--|
| 19 | si quelqu'un n'a pas compris, (.)                      |
| 20 | euh ::: le nom du produit dans sa langue -(.)          |
| 21 | c'est qu'il n'y a pas son nom dans l'ordinateur -(0.2) |

Au cours des entretiens avec nos témoins, nous avons essayé de comprendre le rôle, ou mieux les facteurs, qui favorisent le recours au discours mixte dans les bus. Les *docs* parlent-ils toutes les langues locales qu'ils alternent au quotidien ? À cette question, la totalité des réponses que nous avons reçues est « non ». Il est important de noter ici que les codeurs de ces discours ne parlent pas toutes les langues locales qu'ils alternent au quotidien. De notre enquête, il ressort plutôt que ces derniers apprennent uniquement certains noms des plantes ou d'écorces qu'ils utilisent au cours de la promotion des produits afin de remplir les besoins de la communication dans un pays plurilingue comme le Cameroun. C'est ce qui aurait poussé consciemment ou inconsciemment JDM en (06) à dire « *j'ai oublié/chaque fois on me dit chez les nordistes* ». NAR dans l'extrait (08) compare sa mémoire à un ordinateur, pris ici comme un lieu de stockage de données.

La nécessité d'apprendre les noms des plantes ou écorces se justifierait par le souci d'efficacité de la rhétorique commerciale. Ainsi, qu'il soit locuteur du duala, du basaa, de l'ewondo, du medumba, du fulfulde, etc., aucun passager ne se sent exclu de l'interaction et chacun trouve une motivation supplémentaire pour acheter les médicaments qui seront mis en vente plus tard. Bien plus, au cours des interactions dans les bus, les *docs* voudraient montrer qu'ils sont détenteurs d'un savoir-faire en matière de santé. Lorsqu'on sait que les noms scientifiques des plantes sont très peu connus du grand public, donner le nom d'une plante dans plusieurs langues pourrait aussi être considéré comme une stratégie mise en œuvre par nos acteurs pour étaler leurs connaissances et, par la même occasion, dominer l'interaction en tant qu'expert.

En outre, pour comprendre les fonctionnalités des pratiques plurilingues dans les bus, il est indispensable de prendre en compte le contexte de la communication. Étant donné que la cible dans un bus pourrait refléter le caractère cosmopolite d'une grande métropole du Cameroun comme Douala, nos interactants sont dans une situation où il faut communiquer face à un auditoire hétérogène. Parce que les discours dont il est question dans ce travail visent la vente des médicaments, la prise

en compte de la diversité linguistique de la cible s'impose comme la condition à remplir pour intégrer toutes les parties prenantes aux échanges. Cette situation émane du fait que la ville « *est un facteur d'unification linguistique, c'est-à-dire qu'elle fonctionne comme un homéostat, sur le modèle cybernétique de l'autorégulation relevant de la façon métaphorique le défi de Babel* » (Calvet 1994 : 15). Les alternances codiques plurilingues ou *poly alternances codiques* si nous pouvons les appeler ainsi, pourrait donc traduire une sorte de *recipient design*, surtout qu'il s'agit comme nous l'avons souligné plus haut, d'un discours commercial. Tsofack (2002) a d'ailleurs montré que la publicité au Cameroun est un terrain fertile où se manifeste le plus la *plurivocalité* qu'impose le plurilinguisme camerounais.

### **Conclusion**

Au vu de ce qui précède, deux formes d'alternances codiques, axées sur la vulgarisation des produits de la médecine traditionnelle camerounaise et africaine, émergent au cours des interactions dans les bus : les alternances bilingues et les alternances plurilingues. S'il est vrai que les pratiques plurilingues au Cameroun en général sont la conséquence du brassage linguistique, dans le secteur informel de la santé, ce phénomène présente une touche particulière. Dans ce contexte précis, « certains termes et segments d'énoncé semblent être meilleurs candidats au changement de langue, et fonctionnent d'autre part, comme des passeurs pour introduire des changements de langue » (Bensalah 1998 : 43). Les exemples analysés montrent que le nom est la catégorie concernée par l'alternance codique. Il s'agit dans notre corpus des noms de plantes, d'écorces, dont le nom scientifique est en latin, ainsi que des réalités culinaires propres au Cameroun en particulier et à l'Afrique en général.

Les enjeux de l'alternance codique sont multiples au regard de notre corpus. Cette pratique linguistique dans les bus pourrait être liée à quatre facteurs : le souci d'intégration dans la cible, le brassage linguistique de l'auditoire, la situation de communication (médecine traditionnelle) et l'enjeu commercial des interactions. Les pratiques plurilingues dans les bus fonctionnent comme un choix discursif stratégique. Cette stratégie de communication est aussi exploitée dans le cadre des consultations de nos témoins (*docs*) lorsqu'ils interviennent à la radio (Drescher 2014). L'alternance codique plurilingue pourrait-elle être caractéristique de la communication publicitaire dans le secteur de la pharmacopée traditionnelle au Cameroun ? Cette question mérite d'être analysée sur la base d'un corpus un peu plus élargi, qui intégrerait les interactions dans d'autres espaces publicitaires de nos témoins (rue, marchés, etc.).



### Bibliographie

- BARILLOT, N. (2001). « Codeswitching arabe marocain/français : remarques générales et aspect prosodique », in Canut, C. & Caubet, D. (éd.), *Comment les langues se mélangent, code switching en francophonie*. Paris, L'Harmattan, pp. 119-133.
- BENSALAH, A. (1998). « L'alternance des langues comme marqueur du changement des genres discursifs et l'accentuation de l'intersubjectivité », in Queffélec, A. (éd.), *Alternances codiques et français parlé en Afrique*. Publication de l'Université de Provence, pp. 39 – 50.
- BEYEME ONDOUA, J.-P. (2002). « Le système de santé camerounais », in *adsp*, n° 39, pp. 61- 65.
- BITJAA KODY, Z. D. (1999). « Problématique de la cohabitation des langues », in Mendo Ze, G. (éd.), *Le Français langue africaine : enjeux et atouts pour la francophonie*. Paris, Publisud, pp. 321 – 330
- CALVET, L.-J. (1994). *Les voix de la ville, introduction à la sociolinguistique urbaine*. Paris, Payot.
- DRESCHER, M. (2014). « La dimension pragmatico-discursive du français en contact. L'exemple des consultations à la radio camerounaise », in *Journal of language contact*, n° 7, pp. 62- 92.
- ECHU, G. (1999). « Historique du bilinguisme officiel au Cameroun », in Mendo Ze, G. (éd.), *Le français langue africaine. Enjeux et atouts pour la francophonie*. Paris, Publisud.
- ESSONO, J.-M. (2001). « Le Cameroun et ses langues », in *Cameroun 2001. Politique, langues, économie et santé*. Paris, L'harmattan, pp. 61- 87.
- FÉRAL, C. de (2004). « Français et langues en contact chez les jeunes en milieu urbain : vers une nouvelle identité », in *Penser la francophonie. Concepts, actions et outils linguistiques, Actes des Journées scientifiques communes AUF*. Paris, Editions des archives contemporaines/AUF, pp. 583- 597.
- FEUSSI, V. (2009). « La mise en mots des exclusions/intégrations sociales à Douala (Cameroun) : (re)configurations évolutives de l'espace urbain par les jeunes de la rue », in Bastian, S., Bulot, Th. & Burr, E. (éd.), *Sociolinguistique urbaine et développement durable urbain. Enjeux et pratiques dans les sociétés francophones et non francophones*. Munich, Martin Meidenbauer, pp. 73- 89.
- FEUSSI, V. (2008). *Parles-tu français ? Ça dépend- Penser, agir, construire son français en contexte plurilingue : le cas de Douala au Cameroun*. Paris, L'Harmattan.
- FEUSSI, V. (2007). « À travers textos, courriels et tchats : des usages du français au Cameroun », in Pierozak (éd.), *Regard sur l'internet, dans ses dimensions langagières. Penser les continuités et discontinuités. Glottopol*, n° 10, pp. 70- 85.
- FEUSSI, V. (2006). *Une construction du français à Douala- Cameroun*, Thèse de doctorat, Université François Rabelais de Tours.
- FODZO, L. (2001). « La santé au Cameroun en 2000 », in *Cameroun 2001. Politique, langues, économie et santé*. Paris, L'Harmattan, pp. 165-174.
- GUMPERZ, J. (1989). *Engager la conversation. Introduction à la sociolinguistique interactionnelle*. Paris, Les éditions de Minuit.

- GUMPERZ, J.J. (1982). *Discourse Strategies*. Cambridge University Press. Extrait disponible sur <http://créoles.frce.fr/cours/alternance.htm>.
- KAUFMANN, J.C. (1996). *L'entretien Compréhensif*. Paris, Nathan.
- MENDO ZE, G. (2009). *Insécurité linguistique et appropriation du français en contexte plurilingue*. Paris, L'Harmattan.
- MONTEILLET, N. (2005). *Le pluralisme thérapeutique au Cameroun. Crise hospitalière et nouvelles pratiques populaires*. Paris, Karthala.
- NODEM, J.-E. (2009). *Vente de médicaments à la sauvette à l'Ouest-Cameroun*. Paris, L'Harmattan.
- SACKS, H. (1972). « An initial investigation of the usability of conversational data for doing sociology », in David Sudnow (éd.), *Studies in social interaction*. New York, Free press, pp. 31- 74
- SELTING, M. & al. (2009). « Gesprächsanalytisches Transkriptionssystem 2 (GAT 2) », in *Gesprächsforschung- Online-Zeitschrift zur verbalen Interaktion*, Ausgabe 10, 353-402 ([www.gespraechsforschung-ozs.de](http://www.gespraechsforschung-ozs.de)).
- SOPCA, A. (2011). « La « friperie » des médicaments au Cameroun : une panacée dangereuse ? », in Koum Benjamin Alexandre (éd.), *Santé plurielle en Afrique : perspective pluridisciplinaire*. Paris, L'Harmattan, p. 285-300.
- TSOFACK, J.-B. (2010). « Le français langue pluricentrique : des aspects dans quelques PRATIQUES à l'Ouest- Cameroun », in *Le français en Afrique*, n° 25. Nice : ILF – CNRS, pp. 243-258.
- TSOFACK, J.-B. (2002). « Publicité, langues et plurivocalité au Cameroun », in *Sudlangues*, n° 1, pp. 22-36.

Annexe 1



Photo 1. Clinique traditionnelle, Quartier New-Bell (Douala), 10 septembre 2012



Photo 2. Clinique traditionnelle, Quartier Bépanda (Douala), 10 septembre 2012



**YAOUNDÉ, UNE MÉTROPOLE FRANCOPHONE :  
ESSAI DE DESCRIPTION  
D'UN FOYER LINGUISTIQUE EN CONSTRUCTION**

**Louis Martin Onguéné Essono**

Centre de Recherche et d'Études du Français de Scolarisation (Crefesco)  
Université de Yaoundé 1, Cameroun

### **Introduction**

Fondée par les Allemands le 30 novembre 1889, Yaoundé, la ville aux sept collines, compte aujourd'hui près de deux millions et demi d'habitants. La capitale politique du Cameroun, érigée en cité cosmopolite, héberge des citoyens issus de toutes les ethnies du pays. L'Unesco, comme l'Unicef, atteste de la bonne scolarisation de cette population, instruite à 88 % et estime que le Camerounais sait lire et/ou écrire en français et en anglais. Toutes les principales villes, comme Yaoundé, comptent en effet au moins un lycée classique et un lycée technique par Département.

Les écoles primaires et les collèges sont disséminés dans toutes les régions favorisant la large expansion du français. Au niveau tertiaire, le Cameroun compte huit universités d'État et une centaine d'établissements d'enseignement supérieur privés. Près de 400 000 étudiants sillonnent les amphithéâtres de plus en plus étroits. Deux universités nationales anglo-saxonnes, Buea et Bamenda, côtoient l'université bilingue de Yaoundé I qui, avec 70 000 Étudiants, loge une université numérique. Au total, le Cameroun, malgré ses 300 langues identitaires, parle français pour l'intercompréhension endogène et ses relations avec l'extérieur. Cette présentation nécessite d'abord l'examen du paysage linguistique camerounais, puis celui de Yaoundé qui en est le fidèle reflet.

### **1. Bref aperçu du Cameroun linguistique**

Le Cameroun est linguistiquement riche. Cette diversité reflète l'image du pays, constitué du Sahel au Nord, de hautes montagnes à l'Ouest et de la forêt dense qui borde l'Équateur au nord du Gabon, couvre l'ensemble du Sud, et se raréfie au Nord de Yaoundé. Yaoundé a connu une nette évolution sociale et linguistique qui préfigure le développement social du Cameroun, pays à configuration linguistique complexe. Outre les 73 langues transnationales parlées au Cameroun, ainsi qu'au Nigéria (46), en Guinée Équatoriale (5), au Congo Brazza (3), au Gabon (4), en RCA (6) et au Tchad (17), des langues véhiculaires, en usage hors de leur aire linguistique propre, servent de langues de communication à des locuteurs dont elles ne sont pas la L1 (Boum Ndongo Semengue (2012 : 28-29)).

Il s'agit des langues véhiculaires nationales et des langues véhiculaires parlées comme L1 dans un pays voisin, mais débordant sur le Cameroun comme véhiculaire. C'est le cas du hausa et de l'arabe. Apparaissent aussi dans ce paysage 24 langues résiduelles, i. e. des langues parlées dans un pays voisin et débordant sur des villages frontaliers où vivent peu de locuteurs au Cameroun, notamment à

l'Extrême-Nord, au Sud-Ouest, au Nord-Ouest et à l'Est. Le dernier visage comporte les 9 langues en danger, dont les locuteurs sont en nombre déjà très réduit, qui sont en voie de disparition ou d'extinction, la transmission intergénérationnelle n'étant plus assurée. Signalons enfin les 14 langues éteintes de l'Extrême-Nord, du Nord et de l'Adamaoua.

## 2. Aperçu géolinguistique du Cameroun et de Yaoundé

La population camerounaise est essentiellement jeune. Selon les données actuelles, l'âge moyen des Camerounais est de 19 ans, et près de 60 % d'entre eux ont moins de 25 ans. Une grande partie de cette strate sociale vit au village. À cause de la pauvreté se met en branle un exode rural massif et permanent. Le territoire camerounais s'apparente par conséquent à un jardin linguistique que fleurissent ses 300 langues différentes les unes des autres. Elles se répartissent sur trois des quatre grands phylums présents en Afrique : les phylums nilo-saharien, afro-asiatique et niger-kordofan. Ce dernier, qui rassemble les langues d'une grande partie de l'Afrique noire, est le plus représenté au Cameroun avec 180 langues. Dans ce dense jardin linguistique domine, seule, et en véritable *lingua franca*, la langue française. Celle-ci demeure largement véhiculaire, malgré la présence des langues locales dont aucune n'atteint 20 % d'usage national. Les échanges, on l'a dit, s'effectuent essentiellement en français et dans une proportion couramment estimée à 80 %.

Ce paysage diversifié convient très bien à Yaoundé et un peu moins aux autres métropoles camerounaises, dont Douala, dans le Littoral, Bafoussam à l'Ouest et Limbe dans le Sud-Ouest. Néanmoins, ces villes créent, pour leur opportunité économique, commerciale et éducative, des milieux où se regroupent des ethnies et des citoyens d'origines multiples.

Yaoundé et Douala sont les principales villes où bouillonnent nos langues. Sur les 300 évoquées, 238 d'entre elles, dites langues nationales, sont parlées par les citoyens camerounais. 224 sont vivantes. On y ajoutera, outre le français et l'anglais, le pidgin, une langue non camerounaise, et enfin le camfranglais, mélange détonnant de toutes les langues en présence.

À la lumière de ces données, il y a lieu de prétendre que Yaoundé couve une cohabitation pacifique de nos langues puisque toutes ces langues s'utilisent sans heurt, ni manifeste, ni visible, ni explosif, au sein de la communauté linguistique urbaine. Cohabitation administrativement et socialement pacifique, mais linguistiquement conflictuelle comme on le verra tout au long de notre réflexion ci-dessous.

À en croire Giacalone Ramat (1983), Calvet (passim) et Fernandez Garay (1984), la cohabitation linguistique est généralement conflictuelle et glotticide. Ces conflits sont plus criants encore dans l'espace urbain. Les espaces et les langues développent une activité sociolinguistique qui transforme et influence l'environnement étant donné l'importance des langues sur le milieu de vie. Si l'on peut affirmer que les langues locales partent défavorisées du fait de leur faible statut et de l'absence notoire de leurs fonctions sociales, il n'en demeure pas moins vrai que les transformations opérées entraînent un adstrat qui modifie, à des degrés divers, chacun des items en présence.

À Yaoundé, très souvent, au plan pratique et psychologique, des interlocuteurs subissent des sarcasmes pour avoir eu recours, chacun, à la langue du village. Ils s'entendent alors demander si *c'est la langue nationale*. L'échange endogène s'interrompt alors au profit du français pour permettre la participation de tous à l'échange. Sauf cas de regroupement linguistique avéré, ces langues, parlées par des locuteurs issus de toutes les Régions du Cameroun, sont inégalement réparties dans la ville et servent presque toutes dans la plupart des villes comme dans Yaoundé.

Cette concurrence se perçoit surtout à l'oral où chaque item essaie minimalement de s'imposer, étouffant les autres lors des regroupements de toutes natures (fêtes, deuils, meetings politiques, marchés périodiques, etc.) Toutefois, malgré l'indiscutable prédominance du français, la compétition entre toutes ces langues apparaît également dans les médias (cf. Onguéné Essono, 2008), dans la musique et dans les graphies dans la ville (Lucci, 1998).

Les médias constituent en effet une autre facette du paysage linguistique camerounais. L'on dénombre à ce jour 600 journaux écrits dont 99 % paraissent chaque jour ou chaque semaine en français. Très peu diffusent en anglais et seuls deux ou trois paraissent en langues camerounaises. Contrairement à la radio et la télévision d'État qui n'utilisent qu'exceptionnellement les langues locales, l'audiovisuel privé recourt, bien souvent, aux langues camerounaises, donnant la préférence linguistique au propriétaire de l'organe d'information. Les radios régionales, greffées sur la radio d'État, émettent dans la langue locale de la Région en distribution équitable avec les langues officielles.

Un autre domaine enrichit l'écheveau linguistique du Cameroun. Il s'agit de la musique qui se joue dans les langues locales, en français, en pidgin, en anglais ou en camfranglais. L'alternance codique y est fréquente et les chanteurs, locuteurs d'une langue donnée, exécutent leurs prestations dans d'autres langues camerounaises que les leurs. La programmation des émissions use d'astuces linguistiques permettant aux langues nationales d'être présentes sur les ondes pendant les programmes en français ou en anglais. Pour préserver le patrimoine culturel national, les chansons en langues camerounaises sont prévues à la radio et à la télévision selon une programmation bien déterminée. Toutefois, cette disposition réglementaire connaît des relâchements selon les organes d'information.

La mémoire historique participe à la bataille linguistique, s'essayant à favoriser le maintien de la langue locale dans la ville. À ce sujet, l'histoire des écrits informels et les différentes graphies urbaines attestent les compétitions auxquelles se livrent les langues urbaines. L'une des preuves les plus patentes de cette concurrence à Yaoundé concerne la disparition presque totale des inscriptions et des écriteaux en langue locale. Pour m'en tenir à mon dernier recensement, le système graphique de la ville, recueilli et analysé, fait conclure que, à des distances considérables, seuls dix écriteaux en ewondo survivent dans toute la ville. Les panneaux qui indiquaient les noms des lieux ou des bars ont été remplacés par d'autres, rédigés en français ou en anglais.

Il en est de même des cars de transport qui, autrefois parés des messages en L1 : ngòn nnàm (« la fille du peuple »), àkàb ésònó (« la générosité de la fourmi »), àdzimbí èkùmú (« cogne-tout »), comportent majoritairement maintenant des

inscriptions en français, en anglais, en pidgin ou en camfranglais. La défaillance de la mémoire historique a aussi contribué à éclipser les noms initiaux des différentes localités urbaines de l'époque. Tel est le cas de ñkód màkàndà (« la morue fumée »), òngòón wàà (« le torse du chimpanzé »), ñdzóŋ ñkòól (« la route du téléphone filaire »).

L'arrivée des migrants nouveaux contribue, elle, à la déformation phonétique des noms locaux, les rendant presque indéchiffrables. Mvog Da, Mvog bi, Biem Assi, Elig Sono, Kom Kana, en lieux et places de : Mvog Ada, Mvog Mbi, Biyem Asi, Elig Essono, Nkom Kana, etc. La désignation des lieux s'effectue en français et sur des critères nouveaux. L'on recense par exemple : *dernier poteau, fin goudron, Shell Nsimeyong, les trois statues, carrefour de la Poste, etc.*, même si des résistances sont enregistrées dans certains cas : *Elig Belibi, Olézoa, Nkol Eton, Nkol Ndongo, Étam Bafia, Messa me Ndongo, etc.*, qui ont encore une résonance sémantique vivante. Le français subit lui aussi ce type d'altération phonétique et même lexicale qui est examiné ailleurs. Il apparaît donc évident que la cohabitation entre les langues en présence est en défaveur de la ville d'accueil, qu'il n'est pas tard de présenter dans le détail.

### 3. Brève Présentation de la ville de Yaoundé

La métropole de Yaoundé s'étend sur près de 15 000 ha et est entourée d'un réseau de collines qui influencent son climat doux qui change dangereusement pour les 2 600 000 âmes réparties sur sept municipalités et huit arrondissements administratifs. Historiquement, la région de Yaoundé, celle des Èwòndò, existe depuis près de 6 000 ans si l'on tient compte des indications archéologiques de P. de Maret (1986) que confirme Essomba (1992). Pour lui, Yaoundé existe depuis le néolithique avec les peuplements successifs des Pygmées et des autres tribus tels les Ñtúmù, les Fàŋ, les Fòŋ ou les Bákókò. Géographiquement, écrit Kengne Foduop, Yaoundé est bâti sur un site profondément raviné et découpé en collines aux versants convexes et en vastes vallées marécageuses. « L'ensemble, situé à une altitude moyenne de 750 m et incliné vers le sud, est drainé par la rivière mfúndi et un réseau de ruisseaux à écoulement permanent » (Kengne Foduop, 2001 : 11-13).

Les natifs ewondo s'expriment en une langue éponyme véhiculaire qui sert d'acrolecte à une quinzaine de dialectes du groupe A70. Cette langue, anciennement expansive pour des raisons d'évangélisation, se pratique encore hors de Yaoundé, dans les églises notamment à Bafia, à Douala, à Bertoua et en zone fàŋ, en l'occurrence, à Ebolowa, Zoéaté, Sangmélina, Akonolinga, Ayos. Les médias audio continuent d'émettre en cette langue dans certaines de ces agglomérations.

Cette langue, l'une des plus décrites de la Région du Centre, s'utilisait il y a peu dans tous les marchés de Yaoundé. Le terme qui indique aujourd'hui la capitale politique du Cameroun, Ewondo, porte toute une histoire. Ce vocable, *Yaoundé*, provient d'une déformation phonologique des Allemands, soucieux de désigner leur nouveau site. Chez les Fàŋ-bàti, les noms de tribu commencent par le son/j/(Yétenga, Yétudi, Yébekolo, Yekombo, Yengono, Yemekak, Yézum, etc.) « Yèwòndò » est donc probablement le terme initial devenu *Yaunde* par altération phonétique allemande, puis *Yaoundé* avec les Français. Polysémique, il désigne l'actuelle circonscription administrative.



Yaoundé réfère aussi à l'étendue cosmopolite jadis habitée par les Èwòndòs. Cette aire couvrait la zone investie non seulement par les autochtones désormais minoritaires dans le centre de la ville et refoulés dans les zones rurales les plus reculées, mais aussi par les allogènes à la recherche du bien-être, de l'école, du commerce ou du travail.

Yaoundé est ensuite un ethnonyme, un ensemble d'individus formant une communauté soumise aux mêmes traditions et à la même culture. Terre d'accueil de tribus diverses, cette localité abrite, outre les étrangers, près de deux cents ethnies camerounaises qui fonctionnent par des regroupements associatifs et culturels visant l'importation, le maintien et la survie des coutumes de leur village sur le nouveau site. En effet, siège des institutions, Yaoundé attire des milliers de citoyens qui s'imposent par leur culture, leur nombre et la pratique régulière de leurs propres langues.

Ces associations territoriales, culturelles ou économiques (Park, 1990) jouent un très grand rôle dans la préservation de leur patrimoine linguistique et culturel. La préservation linguistique signifie, à Yaoundé par exemple, que chaque communauté présente dans la ville doit continuer à pratiquer sa langue et, éventuellement, à s'imposer. Des rencontres hebdomadaires initient alors les enfants, les adultes voire les volontaires aux mœurs, aux cultures et surtout à la langue du village. À Yaoundé, les 250 associations recensées ont les mêmes objectifs, chacune visant, on l'a dit, la pratique linguistique quotidienne et en dehors des situations formelles, l'utilisation presque exclusive de sa langue. À ce rythme, se mène un combat linguistique sourd opposant, outre toutes les autres langues camerounaises, l'ewondo, langue des autochtones, le français, l'anglais, le pidgin et le camfranglais. Face au sort des populations natives, l'extension de l'ewondo s'amenuise au point que cette langue tend imperceptiblement à disparaître au bénéfice presque exclusif du français.

Comme le notait Park, que cite Calvet (2011 : 28), pour la constitution des villes, à Yaoundé, avec l'insertion des migrants et le flux sans cesse renouvelé des nombreuses langues, la compétition entre les langues en présence via « les populations différentes mises en relation par l'immigration, l'adaptation aux conditions nouvelles et enfin l'assimilation » favorisent l'émergence des langues exogènes, l'amuïssement de la langue locale et surtout l'adoption d'une langue étrangère véhiculaire et unificatrice. Survient aussi la superposition parallèle d'une langue pratiquée par la population la plus nombreuse. L'urbanisation, les migrations, la scolarisation, le brassage entre les ethnies ravivent ce volcan linguistique et étouffent l'épanouissement de l'ewondo, ainsi que celui des autres langues locales.

L'idée autrefois émise par Fasold (1984) sur la fonction de la langue semble se réaliser dans notre contexte. Face au français, au camfranglais et à l'anglais, quelles fonctions remplissent nos langues pour supporter une bataille qu'elles sont en train de perdre ? Sont-elles, comme le souhaite Calvet (2011 : 159), suffisamment équipées pour soutenir ce conflit interne et externe ? L'utilisation permanente, mais toujours menacée des L1 entre elles face aux langues internationales constitue un affrontement qui se déroule à la fois par l'alternance codique déjà signalée, et par la résistance qu'affichent quelques personnes en ressuscitant les cadres culturels en vue de prolonger la vie des L1.

Le bouillonnement culturel et linguistique de Yaoundé amène les langues concurrentes à prendre l'une le dessus sur l'autre, transformant Yaoundé en un foyer de bataille linguistique qu'alimentent les utilisateurs désireux de continuer à se sentir chez eux mais hors de leur aire naturelle en s'exprimant par la pratique de chaque langue en présence. Ce conflit feutré éteint globalement quelques L1 encore pratiquées dans les zones urbaines. Mais, pour les jeunes citadins, le français demeure « la seule langue » qu'ils « maîtrisent », i. e. qu'ils parlent pour se faire comprendre.

La présente contribution, bien qu'actuelle, a été, depuis longtemps, l'objet de l'analyse des multiples formes d'expression des populations urbaines. Par ses infrastructures, le brassage populaire dont elle est le cœur, les technologies avancées et le commerce des personnes qu'elle abrite, par son cosmopolitisme croissant, la ville, on l'a vu, fossoie les langues locales souvent minoritaires. Calvet (1991 : 413), en écho à l'école de Chicago, dresse un état des lieux presque complet. Il rappelle que, au plan sociologique ou linguistique, la ville est à la fois un « point de convergence des migrations donc des différentes langues d'un pays [et] un lieu d'observation privilégié pour le linguiste ». Il n'est pas exclu que ces aspects s'appliquent à Yaoundé.

#### **4. Yaoundé ville des jeunes, des autochtones et des migrants : la diversité linguistique en question**

Cet espace crée l'urbanité langagière que Bulot (2004) caractérise comme

fonctionnellement empreinte du rapport aux langues... effectivement présentes dans l'espace perçu comme propre à la ville. [L'urbanité langagière] signifie l'intégration dans le rapport à l'organisation sociocognitive de l'espace de ville non seulement des pratiques linguistiques mais aussi des pratiques discursives et notamment des attitudes linguistiques et langagières. (Bulot 2004 : 1)

Au plan linguistique, Yaoundé ne se perçoit plus comme il y a 50 ans. Cette bourgade tranquille aux ruelles poussiéreuses s'est développée, logeant des quartiers huppés et de multiples bidonvilles populaires, peuplés, et dont certains sont parfois dangereux. Avec Simonin (2008 : 74), on dira que cette ville évolue

dans un contexte socio-historique, selon une morphologie socio-spatiale définie. Elle concrétise une cosmogonie qui constitue, pour les groupes sociaux qui vivent et qui font cette histoire, leur manière propre « d'habiter ce lieu », de se l'approprier, de la transformer.

La cité capitale change radicalement, perd et génère des valeurs, invente des comportements expressifs capables, d'après Simonin (*op. cit.* : 73), de créer à la longue « une sociogénèse de l'urbanité langagière » qui interpellent « certains modes communs d'appréhension sociolinguistiques et des phénomènes socio-langagiers ». Yaoundé foisonne de mille diversités sociologiques, ethniques et tribales qui couvent dans un nid idéal et attrayant pour les jeunes certes majoritaires, mais peu représentatifs de la cartographie linguistique. Aussi est-on tenté de suivre Liogier (2002 : 52), pour qui il devient facile, dans ces conditions, d'« associer à un groupe un usage sociologiquement marqué de la langue ». En effet, la population

camerounaise compte plus de 70 % de jeunes vivant dans des conditions très difficiles. Leur arrivée à Yaoundé s'explique par la vie facile, l'école, le travail.

La population estudiantine de la plus grande ville universitaire augmente. Chaque année, au Département de Français où me sont confiés les enseignements de français, j'observe dans les sondages réguliers que j'effectue, que, sur 100 étudiants inscrits en 1<sup>re</sup> année de Lettres, 60 à 65 % « comprennent la langue camerounaise » de leurs parents et 70 à 75 % « ne la parlent pas du tout ». Le chômage est criant et les diplômés s'engagent, quand faire se peut, dans des activités commerciales informelles. L'Armée, la Police, la Douane et l'administration pénitentiaire absorbent un bon nombre à la faveur des recrutements. Le gros effectif s'investit dans la friperie et le transport ou exerce de petits métiers : laveurs, vendeurs et restaurateurs ambulants, casseurs de pierres, répétiteurs, etc.

Majoritaire, toute cette jeunesse impose une langue complexe qui fusionne constitutivement, outre le français et l'anglais, divers éléments lexicaux, syntaxiques et morphologiques des langues locales. Le camfranglais, qui en découle, semble n'obéir à aucun type de règle puisqu'il évolue et s'enrichit tous les jours, excluant de son champ de communication les personnes âgées et les communications formelles (cf. Biloa (2003), de Féral (2006), Mendo Ze (2009), Onguene Mete (2012), ou Eloundou (2011) qui ont examiné la situation, le rôle et l'impact de ce nouvel item au Cameroun).

En l'état actuel, cet interlecte, vieux de 25 ans à peine, vient complexifier le paysage linguistique de Yaoundé. Voilà sans doute pourquoi, dans les travaux sur l'usage des langues de la ville, les jeunes occupent une grande place (Ledegen, 2007 et *passim*). Des travaux réservés aux langues et à l'espace urbains courent depuis des années. Calvet (2011 : 133-135) les rappelle pour les villes africaines et entreprend (2011 : 161) d'analyser le problème des langues dans quelques cités africaines. Vincent (1998), Bulot et Tsekos (1999), Ledegen et Bulot (2008), Bulot et Feussi (2012), etc. abordent également cette problématique, même si le plurilinguisme urbain a intéressé les chercheurs pour quelques-unes de nos villes où sévit la compétition linguistique : Mbodj *et al.* (1990), Manessy (1994), Holtzer (2005), Calvet et Moussirou (2000), Bitjaa Kody (2000), Julliard (2007), etc.

Cette problématique perdure à Yaoundé et les travaux sur le sujet abondent, cette cité se révélant atypique. En effet, si l'on s'arrime à sa jeunesse, on verra les cours de récréation, le marché, la rue et les maisons devenir le foyer d'une langue dynamique mais sans règle d'usage particulière qui gagne progressivement les salles de classes, les amphis, les copies d'élèves et divers espaces publicitaires.

Si cette jeunesse s'identifie par son mode d'expression, celui-ci n'est qu'un fragile vernis qui cache et fusionne des similarités et des dissemblances bien plus profondes des locuteurs, constitués de scolarisés et de non scolarisés, de pauvres et de riches, des urbains et des ressortissants des villages. L'urbanité langagière comprend alors toutes les langues de la cité. Cette urbanité est à considérer, rappelle Bulot (2004 : 133) comme

l'intégration dans le rapport à l'organisation socio-cognitive de l'espace de ville non seulement des pratiques linguistiques mais aussi des pratiques discursives et notamment des attitudes linguistiques et langagières.

On les macère dans le même moule linguistique, y compris les cultures sous-jacentes ainsi que les modes de vie propres à chaque communauté. Les modifications subséquentes de cette décoction linguistique sur le français, l'inévitable réceptacle gagnant, aboutissent à une modification substantielle de ses structures morphosyntaxiques et sémantiques. Le système d'emprunt se montrant évident, la désémantisation et la resémantisation deviennent des exercices communs des locuteurs de la ville comme on le verra plus bas.

Face à cette cohabitation, Yaoundé devient glottocide pour les langues mineures, mais expansive pour les langues dominantes. Le plus grand perdant est l'ewondo lui-même, victime de sa mutilation linguistique vu la diminution de ses locuteurs en ville, obligés de replier au village ou dans des quartiers nouvellement créés. Dans ces zones de « recasement », bien que résistantes grâce aux locuteurs volontaires et motivés des L1, il se meurt toutes les langues mineures qui y sont implantées. En effet, selon les enquêtes récentes conduites à Yaoundé, les autres langues locales, en situation plurilingue, subissent la domination des LE. Ainsi 55 % de parents communiquent en français alors que 67 % de jeunes disent mieux ce qu'ils pensent en français.

Dans ma propre enquête (avril 2013-Juin 2014), j'ai interrogé 1 800 étudiants de l'université de Yaoundé I (Départements de Français, d'Études bilingues et de Lettres Classiques) à la faveur de mes enseignements de français. Ils vivent à Yaoundé, leur lieu d'études depuis au moins un an. Pour eux, la L1 signifie « la langue des parents ou des grands parents ». Moins de 10 % la parlent « bien » et 70 % « la comprennent sans la parler » et exécutent les commissions émises en L1.

Pourtant, 80 % des répondants estiment qu'ils s'expriment « mieux en français » car ils vivent à Yaoundé depuis longtemps. Le reste vient des autres cités où les langues locales disparaissent aussi au profit du français. L'application de la loi de Zipft et l'analyse croisée des différentes données permettent de conclure à l'extinction inexorable des langues locales à Yaoundé confirmant ainsi qu'il s'agit des pratiques réelles énoncées par les enquêtés.

Les causes sont multiples. Les parents eux-mêmes, parfois de L1 différentes (3 %), l'utilisent, ils vivent en ville (Yaoundé, Douala, etc.) et toutes leurs activités s'effectuent en français (30 %), ils ne connaissent que le français « depuis depuis » (66 %). Afin de pondérer les résultats, j'ai étendu l'enquête auprès des 300 locuteurs autochtones des villages et quartiers de la proche périphérie de Yaoundé : Mbankolo, Mont-Fébé, Etetak, Oyom Abang, Nkoabang, Nkolondom, Meyo, Ahala. Nos entretiens se sont déroulés en ewondo aussi bien avec les jeunes, scolarisés ou non, qu'avec les personnes âgées. Dans ces zones, la tradition et la culture locales semblent encore respectées.

Pour 95 % de ces répondants, la mort de l'ewondo est une catastrophe. En effet, déplorent quelques hommes mûrs, « c'est regrettable que la langue de nos ancêtres disparaisse ». « Les enfants ne parlent plus notre langue ; la radio, la télévision, l'école, tout est en français ; « même le marché ici-là » ce sont les « étrangers »<sup>1</sup> qui font déjà ça. Les enfants mêmes, est-ce qu'ils veulent encore nous suivre, c'est fini comme ça, l'ewondo, mon frère, l'ewondo, c'est fini ».

---

<sup>1</sup> Ressortissant d'une autre tribu.

Cette langue, selon 70 % des jeunes, ne mène à rien, n'a aucun avenir, n'ouvre aucune perspective favorable car « est-ce que tu peux avoir le travail parce que tu parles ta langue-là. No, le pater, béta, le français ». Cependant, 10 % révèle que la culture est perdue, qu'on ne sait plus dire ni les contes ni les proverbes et qu'on ne sait plus s'identifier dans le quartier, tout le monde parlant français. Ces réponses confirment Calvet (2011) et reprennent Simonin (2008). Pour Simonin (*op. cit.* : 73), en effet, la ville est un phénomène qui caractérise « une culture, un fait de société, qui donne forme et sens à son environnement physique et qui présente un caractère foncièrement situé dans les historiques et géographiques », Yaoundé demeure finalement un cas atypique, aucune langue nationale en particulier ne dominant, même pas la langue du lieu.

Si la ville favorise et provoque les migrations, la ruée vers la ville modifie les représentations initiales des locuteurs natifs. L'école et la vie active achèvent, elles, d'étouffer les derniers sentiments de fierté d'une communauté linguistique homogène et solide. Ces institutions valorisent le français aux fonctions sociales plus étendues et plus fortes que la simple communication. Mais Yaoundé conserve son homogénéité complexe. Aucune des langues qui s'y pratiquent à une échelle moyenne ne domine. Seul émerge le français, devenu médium « idéal » pour les échanges formels avec les inconnus, avec le monde institutionnel et avec la société en général. Sans quartiers réservés à la pratique du français seul, à Yaoundé, on utilise toutes les autres langues en présence dont principalement le français et davantage encore le camfranglais chez les locuteurs jeunes.

## 5. Évolution linguistique de Yaoundé

Depuis avant les indépendances, le chaudron linguistique de Yaoundé s'enrichit de migrants internes avec leurs cultures et leurs langues. Des migrants venus de tout le Cameroun avaient alors investi la nouvelle ville. Le quartier Yambassa qui a accueilli les Mbamois, la Briqueterie, fief du clan Mvog Ada, a surtout reçu les « Nordistes ». Madagascar et Mokolo ont abrité les « Bamilkés » et Mvog Ada nord a servi de résidence aux Bassa, militants de l'Union des Populations du Cameroun (UPC) tandis qu'Efoulan a logé les Bamoun et tous les autres ressortissants nationaux auxquels le Chef des Ewondos a offert l'hospitalité.

La dénomination du quartier Efoulan, troncation de Efùlàn-màjòh (« brassage des peuples »), indique l'esprit d'ouverture de l'époque. De même, le quartier *Obili*, aphérèse de l'adjectif français *obligatoire*, rappelle pareillement le « recasement » obligatoire des populations sur ce site par l'administration coloniale française. Après les indépendances et selon Harter (2005 : 94), Yaoundé, alors petit village ewondo, « est devenu, en quelques décennies, une capitale qui avoisine des millions d'habitants » et qui déconcerterait Zenker, le fondateur allemand de la ville<sup>2</sup>.

Ces néo-arrivants, accueillis par les membres de leur communauté qui les y ont précédés, acquièrent des terrains et créent de nouveaux quartiers de regroupements ethniques et y consolident la pratique de leurs langues. Très souvent

<sup>2</sup> Voir le lien <http://www.zenker-cameroun.com/georg-august-zenker-et-le-cameroun.html> et lire, si possible. *Laburthe-Tolra Philippe (1970) « Yaoundé d'après Zenker, 1895 » Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Yaoundé, Université de Yaoundé, n° 2.*

éloignés du centre de la ville, ces nouveaux sites urbains s'agrandissent et deviennent des pôles de développement où résident les ressortissants d'un même village. Une telle situation rappelle la description de Calvet (2011 : 27) d'espace urbain aux quartiers peuplés, sales, mal famés, animés et cosmopolites.

S'éteint alors progressivement l'ancienne suprématie de l'idiome d'accueil. Si le territoire urbain initial de Yaoundé s'en trouve désorganisé comme on le voit dans tous ces nouveaux sites qui ont maintenant perdu toute leur originalité culturelle, cultuelle, et linguistique, un conflit larvé, impliquant tous ces aspects, grandit avec le temps, détruisant les us et coutumes locaux, ceux d'une même tribu délimitant leur zone pour s'y installer et créer un marché, pratiquer à souhait leur langue doublée de l'incontournable français. Yaoundé se reconfigure sociologiquement, socialement et linguistiquement. En général, ces migrants, plus nombreux et plus commercialement entreprenants, « prennent le dessus » et pilotent tous les échanges dans leurs langues ou en français.

« La ville aux sept collines » s'est transformée en une cité hétérogène hébergeant, dit Kengne Fodouop (2001), « 179 ethnies sur 200 que compte le Cameroun ». Ce flux migratoire interne et ses nouveaux quartiers ont drainé une pléthore de langues cohabitant avec l'ewondo qu'elles menacent. Yaoundé s'appréhende donc, de nos jours, comme un lieu d'interaction et de brassage des peuples et de cultures appartenant à des groupes socio-ethniques différents. Il convient à présent de livrer les cinq formes de conflit linguistique endogène. L'ewondo, langue d'accueil, ploie désormais devant :

**a) les différentes autres langues nationales voisines**, l'ètón, le màngisà, l'ètàngà, le bònè, le mvèlè, le búlù, le fón, le ntúmù avec lesquelles est établie une totale intercompréhension. Même si les locuteurs de ces langues reconnaissent une certaine ascendance fonctionnelle de l'ewondo, ils réagissent très souvent violemment pour affirmer leur identité et leur autonomie linguistique. Ils ont, argumentent-ils, des problèmes spécifiques que l'ewondo ne peut pas résoudre.

**b) les langues de la région du Centre**, le gùnù, le bafia, le yambassa, le banen et le bassa, géographiquement proches de Yaoundé, mais linguistiquement éloignées et sans aucune intercompréhension. Plusieurs familles locutrices de ces langues ont passé près de 50 ans à Yaoundé sans jamais prononcer un seul mot local, par réaction, par refus, par rejet de la domination de l'ewondo et soucieuses de conserver leurs propres langues ;

**c) les langues des régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême nord**, en l'occurrence, le fulfuldé qui se parle entre les ressortissants de cette aire linguistique dite « nordiste ». Le fulfuldé est véhiculaire dans ces trois Régions, mais à Yaoundé, on l'entend surtout dans les zones où sont confinés ces « Nordistes » et dans les marchés. Le fulfuldé est réservé à ces ressortissants généralement confondus aux Haoussas et aux musulmans. Identifiables par leur habillement, ces Camerounais, pour des raisons commerciales, utilisent presque tous un ewondo bien déformé et d'autres langues du nord en usage à Yaoundé : le tupuri, le mada, le musgum, etc.

**d) les langues des autres régions**, principalement les langues bamiléké, nombreuses et pratiquées sans complexe à Yaoundé, en même temps que leurs

locuteurs s'efforcent, pour des raisons commerciales aussi, de parler la langue locale.

e) **le pidgin-english ou pidgin** est pratiqué par les commerçants nordistes, les bamilékés et les anglophones dont le nombre croît de plus en plus à Yaoundé. Ils ont investi des quartiers entiers (Obili, Damase, Nkolmesseng, Etoug-ébé, etc.). Outre les commerçants, les chaînes de télévision et de radio privées diffusent des émissions entières en pidgin, élargissant l'auditoire anglophone. Les étudiants, les élèves, voire les enseignants anglophones utilisent le pidgin, lorsqu'ils se retrouvent ensemble. Sa forte vitalité présage son développement ultérieur. L'enquête déjà présentée confirme sa bonne santé. D'ailleurs, en section bilingue, 30 % d'étudiants anglophones avouent qu'ils s'expriment en pidgin au marché, dans le taxi et en privé.

Yaoundé rencontre un autre type de langue en construction et qu'on a rapidement évoqué supra. Il s'agit du camfranglais, mélange de trois types de langues. Le camfranglais est en effet composé des langues camerounaises, du français, du pidgin et de l'anglais. On n'évoquera plus dans cet espace ni la description syntaxique, ni la structure morphologique, ni les particularités lexicales de cette nouvelle entité. Les discussions actuelles portent sur sa nature, sur ses fondements sociaux ou sociologiques, sur ses objectifs et aussi sur son avenir. Alors qu'il faisait peur il y a 25 ans, le camfranglais se révèle être le seul lien commun visible qui rassemble, par leur jeunesse, les travailleurs et les chercheurs d'emploi, les autochtones et les migrants, les urbains et les villageois. Il inonde la ville via les chansons à la mode, les plaques publicitaires, les affiches murales, la radio, les journaux, les inscriptions sur les taxis et les bus. Parfois, la limite entre le français ludique, le camfranglais, l'inobservance des règles scolaires et les erreurs réelles sont ténues. C'est ce que visualisent les illustrations 1 et 2 ci-dessous où interviennent le camfranglais, le code switching et le français.

#### Images 1 et 2



1. Code switching sur une pancarte de Société      2. Banderole dans un quartier de la ville

Les opérateurs téléphoniques recourent fréquemment à cet interlecte. Les affiches, en images 3 et 4, collectées par J-B. Tsofack en sont une preuve.

#### Images 3 et 4



3. Usage du camfranglais chez un opérateur téléphonique      4. Usage du camfranglais chez un opérateur téléphonique

Les vieilles réticences à sa reconnaissance tombent, obligeant à revisiter cette nouveauté qui s'impose et qu'adoptent les parents jeunes comme l'atteste cet échange entre une mater de 35 ans et sa fille :

(1) M. Ne vas pas dans les *mapans*, il faut vite rentrer//

(2) F. No, *la mère-ci*, tu aimes le *sissia*, (Yaoundé, quartier Mokolo Elobi, 12 avril 2014)<sup>3</sup>

Le camfranglais n'est pas pour tous une langue, vu son évolution permanente, son instabilité, sa non-systématicité, sa construction lexicale essentiellement variable et son absence de norme. Au départ le camfranglais ressemblait à une espèce de pidgin moderne aux grandes proportions. Parlé par la plupart des jeunes urbains, il s'assimile aujourd'hui à un repli identitaire, une sorte de refuge linguistique tutélaire à l'endroit des institutions. Il est surtout l'expression innocente de la contestation sociale, il est l'expression de la désespérance des jeunes, nombreux, énergiques, volontaires, impulsifs, mais sans travail malgré leurs qualifications. Il est la langue de ralliement de toute cette juvénile marée bloquée par la société.

C'est pourquoi, des plus jeunes aux plus vieux, petits commerçants de tous les marchés, des chauffeurs de taxi aux conducteurs des mototaxis (les motaximens ou bendskinners), des élèves de l'école primaire aux étudiants, des élèves de l'École normale supérieure à ceux de l'École polytechnique, de l'École de police ou de la faculté des sports, tous ceux qui « font les bancs » et qui sont âgés de moins de 40 ans sont de réels locuteurs du camfranglais, devenu un vrai fait de société reflétant l'écologie urbaine telle que la décrit Calvet (2000) et inspiré de l'École de Chicago. Si le marché et la cour de récréation sont un terrain privilégié, la maison tolère et abrite cette façon de parler même en présence des parents qui ne comprennent rien au début, mais arrivent ensuite à déchiffrer quelques mots et finissent par les utiliser. Mais la question fondamentale concerne la capacité linguicide de ce nouveau champ linguistique autrefois considéré comme ponctuel et sporadique. De nos jours, il manifeste ouvertement mais subtilement le rejet de la jeunesse de pratiquer les langues classiques, en les fondant toutes dans une même marmite.

Se superposant au français qui est compliqué par ses règles de grammaire et d'orthographe mais que l'on s'évertue à corriger en classe, exploitant les langues maternelles qui se parlent rarement, difficilement et assez mal, paternaliste envers le pidgin devenu vieillot pour ses locuteurs, le camfranglais, sans être la grande langue de communication entre les citadins, fédère solidairement anglophones, francophones, chômeurs, élèves, étudiants, commerçants, pour qui le français et l'anglais ne sauvent plus les gens du chômage et bloquent la ruée vers l'Europe. Il importe davantage pour eux d'être ensemble et de se fabriquer un item qui console des déboires de la vie quotidienne que de parler une langue sans intérêt pour eux.

Le dernier élément de ce puzzle linguistique de Yaoundé concerne le français. Voici 15 ans, Onguéné Essono (1999), décrivant les statuts du français au Cameroun, attirait les foudres de quelques chercheurs, en assumant que le français

---

<sup>3</sup> Ne vas pas errer chez tes copains// Non, maman, toi aussi, tu aimes les menaces !



est « notre langue nationale ». À Yaoundé, comme au Cameroun, on l'a dit, aucune langue camerounaise ne sert à l'intercompréhension des vingt millions de Camerounais. Ce rôle échoit au français doté de fonctions sociales diverses et inconnues des langues locales : langue de scolarisation, langue d'enseignement et langue véhiculaire, qui s'ajoutent à celles de langue seconde, langue maternelle et langue étrangère.

C'est le français basilectal que le camfranglais concurrence véritablement. Il est parlé et compris de tous et se prête facilement à la néologie la plus productive. À ce titre, Yaoundé s'érige en une riche pépinière lexicale qui génère les mots les plus variés et relatifs à la situation environnante dont les motivations sont à rechercher dans la « sociolinguistique des locuteurs » que présente Gadet (2000). D'où des mots tels que *convillageois* (du même village), *dépigmenter* (changer la couleur de la peau, se décaper), *disparaisseur de sexe* (qui fait disparaître le sexe d'un homme par salutation), *durer* (mettre du temps), *compétir* (rivaliser surtout au plan sportif), *maintenancier* (agent chargé de la maintenance), *boutiquier*, (épicier), *tôler* (couvrir une maison d'une toiture de tôles), *traverseur* (qui aide à traverser les mares d'eau profondes qui inondent les routes), *malaxé* (purée de féculent), *rationner* (donner l'argent de la ration), *garde-prisonnier* (gardien de prison), *géant/grand de taille* (de grande taille), *dérangeur* (fauteur de trouble).

(3) Il était allé solliciter les suffrages de ses *convillageois* (*Le Messenger*, 1992, n° 252, p. 1)

(4) L'intention est incontournable, au vu de la *tétutesse* des faits. (*Mutations*. 11/04/2005)

(5) Sa profession originelle, c'est *maintenancier*... (*Cameroon Tribune*, 02/04/2007)

(6) Les *garde-prisonniers* qui étaient déjà sur les dents, les ont abattus. (*Cam Trib.* 01/07/2008, p. 18)

Il est courant, à Yaoundé, de voir les mots changer de sens : *brun* signifie « de teint clair » ; *saisir* signifie « s'adresser à quelqu'un », *doigter* et *indexer* signifient « montrer du doigt » ; *coefficier* est « multiplier par un coefficient », *anonymer* : « mettre sous anonymat », *chauffer* renvoie à « avoir de la température » ; *fauteur* « auteur d'une faute », un *troubleur* est une « personne qui trouble, qui sème du désordre », le *pousseur* est le « conducteur de pousse-pousse », un *pain chargé* n'est en réalité qu'une « tartine ».

À Yaoundé, le français est devenu langue maternelle, caractérisant Yaoundé (comme d'autres villes). Nos dernières enquêtes conduites dans le cadre de l'Initiative ELAN, « Écoles et langues nationales » (Onguéné Essono et Nikiéma 2015), indiquent que 35 % des jeunes de moins de 30 ans vivant à Yaoundé, toutes ethnies confondues, tous niveaux d'études confondus, ne savent pas parler « la langue du village », celle des parents. Le français actuel semble toutefois subir des modifications sur son système linguistique tout en servant d'outil de communication exclusif à la maison et dans tous les lieux. Il semble pourtant très difficile de lui appliquer rigoureusement à Yaoundé les caractéristiques de la langue maternelle (désormais LM).

Le lexique, la syntaxe, la morphosyntaxe restent trop proches des spécificités d'une langue seconde, voire étrangère, pour caractériser une LM. Ainsi, il est

significatif que, sur les 35 % de cette population, seule la prosodie les rapproche véritablement du français, leur LM.

Ces jeunes, élèves des établissements les plus prisés de la ville, proviennent de familles riches (75 %). Certains viennent cependant des lycées et des écoles publics (20 %) ; d'autres sont de petits chômeurs, anciens élèves ou anciens étudiants qui s'expriment aussi avec un fort accent français. Cette influence provient probablement des films, des dessins animés et des sitcoms diffusés en français. Beaucoup de ces jeunes citoyens, très assidus à l'Institut français François Villon et qui y rencontrent des ressortissants français, coopérants dans la ville, imitent l'accent, la gestuelle vus continûment à la télévision. Ils sont enfin en rapport avec des correspondants français par webcam ou par skype. La (morpho) syntaxe et le lexique demeurent néanmoins ceux du « Camerounais normal » dont le système a déjà été largement étudié. Les citoyens de Yaoundé présentent, en fait, deux types d'accent : d'une part, l'accent purement français qu'on vient d'évoquer, d'autre part, l'accent substratique des langues en présence : l'ewondo, le fulfulde, le bamileké, le bassa, etc. similaires à celui d'un locuteur natif d'une de ces langues. À preuve, un même locuteur, élève ou étudiant, enseignant, journaliste ou médecin, policier ou militaire alternent inconsciemment dans le discours oral le/r/dental propre aux langues bantoues et le/ɾ/guttural qui y est inconnu. Par ailleurs, les procédés prosodiques dans les envolées lyriques dénotent une bonne maîtrise du français mais l'argumentation cartésienne faillit devant la résurgence du raisonnement camerounais.

(7) Je te dis *d'abord* *premièrement* hein, tu dois me déposer

(8) Pulcherie ma petite sœur *qui me suit me tourne les yeux qu'elle croit qu'elle qui même*

(9) Tu pourrais s'il te plaît pardon m'aider avec 200 F

(10) Le boss arrive toujours en retard *or qu'il est bien véhiculé de plusieurs voitures*

Outre l'aspect chantonnant qu'impose l'ewondo au français et la particule *hein* ajoutée en finale de chaque proposition, le bassa lui transmet le remplacement du/o/en lieu et place de/ɔ/, du/e/en lieu et place du schwa/ə/, du phonème/ɛ/ à la place de/ø/, etc. Les langues de l'Ouest empreignent aussi le français de leurs particularités, tels l'emploi de/k/à la place du/r/et l'oralisation systématique des voyelles finales muettes qui sont prononcées en même temps que s'allonge l'avant-dernière syllabe. Les locuteurs de Yaoundé adoptent généralement cette dynamique lexicale et expressive. La dialectalisation du français est analysée par Mendo Ze (2009) et Biloa (2007).

Les langues nationales s'enrichissent mutuellement et certaines expressions, originaires d'une langue quelconque, sont indifféremment utilisées dans toutes les autres langues présentes, y compris le français. L'ewondo a ainsi offert l'interjection polysémique *ékiéé* ou celle de mépris *aka*. Cette langue est aussi à l'origine des expressions assimilées à du français standard à l'exemple de *être en haut* (« avoir les honneurs »), *faire la propreté* (« nettoyer »), *lancer le maïs* (« faire la cour »), *macabo râpé* (pâte de macabo), *demander le changement/la différence* (« demander la monnaie » ou « le reste d'argent »), *manger midi* (déjeuner) *viande de brousse* (gibier), etc.

- (11) *Aka*, dis-donc, laisse-nous ça. (oral, très fréquent)  
 (12) *Kai!* C'est sûr qu'il m'emmène enterrer la démocratie! (*La Nouvelle Expression*, n° 036, 1992, p. 15, cité par Nzesse 2009 : 12)  
 (13) Tu gifles ton mari? *Banaloba!* Où va le monde? (*Le Popoli*, n° 260, 2005, p. 2, cité par Nzesse 2009 : 58)  
 (14) Les responsables des détenus ont reçu des consignes pour faire la propreté à l'intérieur des locaux (*Le Jour*, 24/03/2011)  
 (15) Depuis l'Europe, Poupoul lance le maïs aux yoyettes» (*Le Popoli*, n° 251, 12/02/1998)

Le bassa a introduit *lancer le ver* (« jeter un mauvais sort »), tandis que les divers dialectes bamiléké fournissent le *famla*, l'interjection *maalé!* le fulfuldé a imprimé *kā!*, *walā!* et le duala a inséré le *kaba ngondo*, l'interjection *wèèèè!* ou *banaloba!* Biloa (2007), Onguéné Essono (2003 et 2013) ont examiné et décrit cette influence dans les romans et dans les journaux. Les langues bantoues classées A70 ont par exemple vulgarisé les expressions de leur patrimoine basées sur le mot *bouche*. On donnera les quelques illustrations suivantes : *avoir deux bouches* (« trahir »), *avoir la bouche* (« être une grande gueule »), *avoir la bouche trop longue* (« divulguer les secrets »), *avoir une longue bouche* (« être indiscret, incapable de garder un secret, trop parler »), *avoir une seule bouche* (« être crédible »), *casser la bouche* (« rebattre les oreilles »), *donner la bouche* (« promettre »), *envoyer la bouche* (« commander quelque chose »), *faire la bouche* (« être arrogant »), *parler la même bouche* (« être d'accord »), *pisser dans la bouche des gens* (« mépriser les gens »), *prendre dans la bouche de quelqu'un* (« tirer les vers du nez »), *sortir la bouche* (« faire du bruit pour rien »), *taper* ou *manger la bouche* (« bredouiller »), etc.

La perte de sa vitalité d'antan dans les marchés locaux et le déclin de l'ewondo s'expliquent encore par la forte scolarisation et la rapide expansion démographique, l'arrivée massive des allogènes et des jeunes villageois attirés par la ville. Par ailleurs, la transmission intergénérationnelle des langues est bloquée par les intérêts et le contexte urbain. De même, dans toutes les réunions familiales, les participants s'expriment tous ou presque en français au détriment des LM locales. Cette pratique est systématique dans la ville et s'étend au village. Les églises de la ville recourent au français même si des tranches horaires sont réservées aux différentes langues recensées dans la même paroisse.

## 6. Une victime victorieuse : le français

Le français pourrait donc être le gagnant incontestable de la cohabitation des langues à Yaoundé. Les chercheurs camerounais parlent à ce sujet d'appropriation et concluent sur la vitalité de cette langue que la presse francophone contribue à renforcer (Onguéné Essono 2013). Le français de Yaoundé s'imbibe de caractéristiques qu'il absorbe des langues locales présentes, faisant ainsi penser à l'effet des poulets regroupés dans le même panier, qui finissent par voir les motifs de leurs plumes s'échanger. Quelques aspects de la modification du système linguistique du français ont été ici abordés. La prosodie et la lexicologie ne sont que les aspects les plus visibles. La syntaxe et la morphosyntaxe du français sont aussi calquées sur les langues locales.

La langue maternelle exerce par ailleurs une influence considérable dans le transfert linguistique. On peut presque retrouver l'origine des locuteurs à partir de leurs prestations orales révélant ainsi que Yaoundé demeure une véritable source de dialectalisation du français comme l'attestent les exemples suivants. Chaque ethnie transpose en français les structures morphosyntaxiques du village d'origine : *mettre long, assois-toi à terre, sortir dehors, entendre l'odeur, entendre la faim, venir d'abord avant que + verbe conjugué au passé*.

Plusieurs expressions camerounaises enrichissent et redynamisent la langue française. On rencontrera à cet effet : *serrer* ou *attacher le cœur* qui réfèrent au courage ; *pleurer le deuil* signifie « porter le deuil » et *manger la terre* correspond à jurer ». Le verbe *attacher* est la tête lexicale de plusieurs locutions : *attacher la figure ou la bouche* (« être fâché ») ; *attacher quelqu'un au village* renvoie à une malédiction reçue au village. Pour s'en débarrasser et pour se purifier, au prix de quelques sacrifices, la personne attachée ou bloquée va *se laver au village*.

Ce renouvellement structurel et lexical, caractéristique du français de Yaoundé, préside au changement du comportement langagier et dévoile également la notion de subgrammaires. La présence des lexèmes, des expressions et de la dynamique lexicale émane de la description de nos *realias*. Les locuteurs raisonnent initialement dans leurs langues dont ils s'imprègnent inconsciemment et procèdent à leur expression en langue seconde. La correspondance entre ces *realia* et leur désignation entraîne des lexèmes inédits, relevant parfois de l'imaginaire littéraire. Certaines autres *realia*, absentes de l'univers des locuteurs, ne peuvent pas être désignées convenablement d'autant que, selon *le Cratyle*, on ne nomme pas ce qui n'est pas.

Cette hypothèse est-elle généralisable ? Pourquoi *brun, pousseur, bipeur, garder, démarcheur*, etc. sont-ils désémantisés ? Pourquoi se diffusent-ils ? Yaoundé construisant lui-même la langue, on ne pourra jamais le contraindre à une loi linguistique. Cette caractéristique prévaut le plus, car là où le français basilectal, le camfranglais et le FLM2 se rejoignent, c'est dans la volonté commune de leurs locuteurs de rejeter la norme de l'école, les prescriptions grammaticales, lexicales, etc. C'est la construction du vernaculaire urbain, c'est la démocratie linguistique qui traduit la manière dont cette notion est perçue par la jeunesse urbaine : faire ce que l'on veut, comme on le veut et se soustraire à toute norme qu'enseignent inutilement l'école et la société.

Dans ce cas, l'école doit se repenser, se remettre en question, non pour enseigner le bon français, mais pour permettre que, en francophonie, un francophone comprenne un autre francophone en ne parlant qu'en français. L'une des solutions serait d'enseigner les langues camerounaises à l'école, produire les bi-grammaires, insérer à nouveau les apprenants dans leur contexte culturel et naturel auquel ils sont supposés être familiers et réinventer le transfert linguistique et culturel d'une L1 à une L2. La didactique du français est alors interpellée, non pas pour détruire les langues urbaines dynamiques, provocatrices, constructives et révolutionnaires, mais pour consolider l'acquisition d'une seconde langue nationale ou internationale et en favoriser la manipulation. La survie de la langue française dépend probablement de ce prix. Elle doit contribuer à la fixation, à la normalisation et l'expansion des langues locales pour que le partenariat entre le français et les langues locales

aboutissent à une cohabitation où chaque langue assume des fonctions d'égale valeur, contribuant en cela à l'épanouissement, à la dynamique et à la vitalité des villes. Un autre défi se déclencherait alors, celui de la formation des formateurs et de la sensibilisation. Il y en a encore de l'espoir.

### Bibliographie

- BILOA, E. (2003). « Le bilinguisme officiel au Cameroun est-il un facteur d'intégration nationale ou de fragmentation ? », in *Intel'Actuel*, n° 2, Dschang, Dschang University Press.
- BILOA, E. (2007). *Le français des romanciers négro-africains : Appropriation, variationnisme, multilinguisme et normes*. Paris, L'Harmattan.
- BITJAA KODY, Z. D. (2000). « Vitalité des langues à Yaoundé : le choix conscient », in Calvet, L.-J. et Moussirou-Mouyama, A. (éd.). *Le plurilinguisme urbain*. Paris, Didier Érudition, pp. 163-182.
- BOUM NDONGO SEMENGUE, M.-A. (2013). « Le paysage linguistique du Cameroun », in Mendo Ze, G. et Onguéné Essono, L. M., *Langues nationales en situation. Réflexion pour la revalorisation des langues premières*. Yaoundé, Clé, pp. 27-36.
- BULOT, T. (2004). « Les parlers jeunes et la mémoire sociolinguistique » Questionnements sur l'urbanité langagière, *Cahiers de sociolinguistique*, n° 9, pp. 133-147.
- BULOT, T. et FEUSSI, V. (2012). *Normes, Urbanités et Émergences Plurilingues (Parlers (de) jeunes francophones)*. Paris, L'Harmattan.
- BULOT, T. et TSEKOS, N. (1999). « L'urbanisation linguistique et la mise en mots des identités urbaines », in *Langue urbaine et identité*. Paris, L'Harmattan, pp. 19-34.
- BULOT, T. (2004). « Les parlers jeunes et la mémoire sociolinguistique » Questionnements sur l'urbanité langagière, in *Cahiers de sociolinguistique*, n° 9, pp. 133-147.
- CALVET, L.-J. (1991). « Le facteur urbain dans le devenir linguistique des pays africains Le facteur linguistique dans la constitution des villes africaines », in *Cahier des Sciences Humaines*, n° 27 (3-4), 1991, pp. 411-432.
- CALVET, L.-J. (2000). « La ville et la gestion *in vivo* du plurilinguisme in Calvet, L.-J. et Moussirou-Mouyama, A. (éd.), *Le plurilinguisme urbain*. Paris, Didier Érudition.
- CALVET, L.-J. (2002). « La sociolinguistique et la ville. Hasard ou nécessité ? », in *Marges-linguistiques*, n° 3 (en ligne), Université de Provence : M.L.M.S éditeur, pp. 47-53.
- CALVET, L.-J. (2011). *Les voix de la ville*. Introduction à la sociolinguistique urbaine. Paris, Payot.
- ELOUNDOU ELOUNDOU, V. (2011). *Étude des pratiques linguistiques en camfranglais dans les centres urbains camerounais : le cas Yaoundé*. Thèse de Doctorat, Univ. de Provence Aix Marseille.
- ESSOMBA, J.-M. (1992). *L'archéologie au Cameroun*. Paris, Karthala.
- FASOLD, R. W. (1984). *The Sociolinguistics of Society*. Blackwell Publishers.

- FÉRAL, C. de (2006). « Décrire un “parler jeune” : le cas du camfranglais (Cameroun) », in *Le français en Afrique*, n° 12, pp. 212-240.
- FERNANDEZ GARAY, A. (1984). « El mapuche ranquelino en via de extincion ». Temuco, Universidad de la Frontera, pp. 139-152.
- GIACALONE RAMAT, A. (1983). « Language shift and language death : a view of Nancy C. Dorian Language Death and Susan Gal, Language Shift ». *Folia Linguistica*. XVII/1, 4. The Hague, Mouton, pp. 495-508.
- GOUAINI, E. et THIAM, N. (éd.), (1992). *Des langues et des villes*, Actes du Colloque International de Dakar, déc. 1990. Paris, ACCT/Didier Erudition (Coll. Langues et développement).
- HARTER, A.-F. (2005). « Cultures de l’oral et de l’écrit à Yaoundé », in *Glottopol* n° 5. <http://www.univ-rouen.fr/dyalang/glottopol>
- HOLTZER, G. (2005). « Plurilinguismes urbains. Le cas de la ville de Conakry », in Paulin (dir.), *Multiculturalisme, multilinguisme et milieu urbain*, pp., 139-152.
- JULLIARD, C. (2007). « Le plurilinguisme, objet de la sociolinguistique descriptive », in *Langage et société* 3/n° 121-122, pp. 235-245.
- KENGNE F. (2001). « Présentation géographique de Yaoundé », in *Yaoundé, Une grande métropole africaine au seuil du troisième millénaire*, S.E. Belinga et J-P. Vicat (éd.) Les classiques camerounais, pp. 11-21.
- LEGEDEN, G. et BULOT, T. (2008). *Normes identitaires et urbanisation. Des catégories discursives et des villes. Cahiers de sociolinguistique*, n° 13. Presses universitaires de Rennes.
- LEGEDEN, G. (2007). *Pratiques linguistiques des jeunes en terrains plurilingues*. Paris, L’Harmattan.
- LIOGIER, E. (2002). « Quelles approches théoriques pour la description du français parlé par les jeunes des cités ? », *La linguistique*, 1, vol. 38, pp. 41-52.
- LUCCI, V. (1998). *Des écrits dans la ville*. Paris, L’Harmattan.
- MANESSY, G. (1992). « Modes de structuration des parlers urbains », in Gouaini, E. et Thiam, N. (éd.), *Des langues et des villes*, Actes du Colloque International de Dakar, déc. 1990. Paris, ACCT/Didier Erudition (Coll. Langues et développement), pp. 7-23.
- MARET, P. de (1986). « The Ngovo group : an industry with polished stone tools and pottery in Lower-Zaire », in *The African Archaeological Review*, 4, pp. 103-133.
- MENDO ZE, G. (2009). *Insécurité linguistique et appropriation du français en contexte plurilingue*. L’Harmattan Cameroun.
- NZESSE, L. (2009). « Le français au Cameroun : d’une crise sociopolitique à la vitalité de la langue française (1990-2008) », *Le français en Afrique*, n° 24.
- ONGUÉNÉ ESSONO, L.-M. (2003). « L’écriture francophone : enrichissement ou appauvrissement du français ? L’exemple francophone », in *Zeitschrift für Französische Sprache und Literatur nach Stimm und al.* Franz Steiner Verlag, Band 113. Heft 3, pp. 225-238.
- ONGUÉNÉ ESSONO, L.-M. (2008). « Problématique des langues dans les médias africains », in A. Lenoble-Bart et A.-J. Tudesq (dir.), *Connaître les médias d’Afrique subsaharienne : Problématiques, sources et ressources*. Paris, Karthala, pp. 35-14.
- ONGUÉNÉ ESSONO, L.-M. (2013). *Dynamique du français dans la presse écrite francophone du Cameroun*. Yaoundé, Éditions CLE.

- ONGUÉNÉ ESSONO, L.-M. (1999). « Les statuts du français au Cameroun : essai de description des situations réelles du français au Cameroun », in G. Mendo Ze (dir.), *Le français langue africaine. Enjeux et atouts pour la francophonie*. Publisud, pp. 285-299.
- ONGUÉNÉ ESSONO, L.-M. et NIKIÉMA, N. (2015). « Langue de scolarisation et école en Afrique francophone », in ELAN, *École et langues nationales en Afrique francophone : approches didactiques du bi-plurilinguisme en Afrique*. Apprendre en langues nationales et en français pour réussir à l'école. Paris, Éditions des Archives Contemporaines, pp. 161-170.
- ONGUENE METE, T. N. (2012). « Influence du lexique verbal du camfranglais dans le processus d'acquisition du français de scolarisation chez les jeunes de Yaoundé ». *Doctoriales en Sciences du Langage (DoSciLa 2012) - Linguistique et métier de la traduction*, Paris, France.
- PARK, R. (1990). « La ville comme laboratoire social », in Y. Grafmeyer, *L'école de Chicago. Naissance d'une écologie urbaine*. Paris, Aubier.
- SIMONIN, J. (2008). « Les mots de l'urbain réunionnais », in *Cahiers de sociolinguistique*, n° 13, pp. 73-91.
- TSOFACK, J. B. (à par). « Si c le Njjôh ke tu v voir ? ! », « Tu vas N'joy graave ! » Une (brève) illustration à partir du paysage linguistique urbain du Cameroun. Communication au colloque Médias et dynamique du français en Afrique subsaharienne. Univ. de Bayreuth, 7-9 nov. 2013.





## LA LUTTE SÉNÉGALAISE ENTRE TRADITION ET MODERNITÉ : DANS QUELLE LANGUE ÇA PARLE MAINTENANT ?

**Papa Alioune Sow**  
IEF Tivaouane - Sénégal

Le présent article se propose d'apporter une contribution à l'analyse des particularités lexicales découlant du plurilinguisme sénégalais et perçu à travers le prisme de la lutte sénégalaise. Ce phénomène à la fois socioculturel et sportif se déroule généralement dans les grands centres urbains du pays ; il se caractérise par des pratiques langagières spécifiques à cet univers. En effet, l'usage de mots ou expressions tels que *actionner*, *faire son bakk*, *conditionner*... constituent autant de faits de langue observables résultant de la coexistence du français et du wolof, langues sans cesse retravaillées pour donner de nouvelles unités lexicales caractéristiques d'un paysage sociolinguistique en plein dynamisme. Leurs indices syntaxiques et compositionnels révèlent ainsi « deux manières de parler, deux styles, deux “langues”, deux perspectives sémantiques et sociologiques » (Bakhtine 1978 : 125-126) qui se mélangent au gré des besoins communicatifs des locuteurs.

Sport traditionnel par excellence, la lutte jouit d'un très grand prestige au Sénégal. Considérée comme une pratique purement culturelle autrefois, ce divertissement intervenait après une récolte abondante chez les paysans qui y trouvaient un moyen d'exhiber leurs qualités morales et physiques. La lutte sénégalaise, dans sa version traditionnelle, se déroulait sous la forme de tournois qui mettaient aux prises les meilleurs combattants d'un même village ou de villages voisins. Aujourd'hui encore, à l'issue des joutes, un champion est désigné, qui inspirera le respect de tous et de chacun. La lutte traditionnelle ou lutte libre « est désignée par le terme de *mbapatt*. Ce vocable commun aux Sereer et aux Wolof est dérivé du mot *mbap*, qui renvoie à l'image de quelqu'un qui est assis à même le sol » (Faye 2002 : 312).

Mais aujourd'hui, la *lutte avec frappe*<sup>1</sup> a pris le pas sur celle dite traditionnelle et a tendance à se moderniser aussi bien dans son mode de fonctionnement que dans le dispositif socio-langagier qui semble relever d'un double ancrage culturel. Les changements lexicaux de l'univers de la lutte sénégalaise sont ainsi à l'origine d'une intense productivité/créativité<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> C'est la formule consacrée employée par les adeptes pour évoquer la lutte telle qu'elle est pratiquée sous sa forme moderne.

<sup>2</sup> Dans ma thèse de doctorat consacrée au français des footballeurs sénégalais (Sow 2013 : 321), je rappelais que la notion de créativité lexicale n'excluait pas celle de productivité. C'est pour cette raison que je prends en compte les deux procédés dans l'analyse de particularités lexicales du français au Sénégal. À propos de ces concepts, je retiens la distinction (qui me semble assez consensuelle) faite par Jaap Van Marle (1985) qui estime que la productivité lexicale recourt aux moyens formels de construction mis en place par et pour la langue alors que la créativité s'en affranchit. La première relève ainsi du quantitatif alors que la deuxième, elle, tient davantage du qualitatif.

Cette étude se propose donc d'examiner le mode de fonctionnement d'usages linguistiques et discursifs dans le milieu de la lutte mais aussi leurs répercussions au plan socio-sportif. Pour y parvenir, j'ai élaboré un plan en deux parties : la première fera une brève présentation de ce phénomène socioculturel perçu dans sa dimension symbolique ; la deuxième procédera à l'analyse d'unités lexicales nouvelles qui seront étudiées sous l'angle des modifications qui affectent le champ référentiel des items et de leurs incidences au plan social. Cette analyse prendra en compte l'environnement linguistique singulier au sein duquel le contact français/wolof semble reposer sur une vernacularité partagée mais aussi sur une double compétence des locuteurs.

## 1. La lutte sénégalaise, un vecteur identitaire

### 1.1. La dimension rituelle et symbolique de la lutte sénégalaise

La pratique de la lutte sous sa forme traditionnelle au Sénégal remonte à plusieurs siècles ; elle est régie par un certain nombre de codes socioculturels perceptibles à travers les formes de stéréotypes qui en constituent l'essence. En effet, tout un protocole est mis en branle avant, pendant et après un combat de lutte.

L'accoutrement du lutteur en lui-même constitue un puissant référent identitaire qui révèle son appartenance : il présente ainsi des différences selon les ethnies. En général, il est constitué d'un pagne traditionnel noué autour de la taille et passé entre les jambes. « Le lutteur attitré porte également des jambières faites notamment de cauris, de morceaux de peaux de certains animaux, de bouts de bois [...] fixés à de solides fils de cotons noués à plusieurs endroits. » (Ndiaye 1996 : 120). Cependant, au-delà de l'aspect esthétique<sup>3</sup> de cet accoutrement, ces éléments sont censés protéger le lutteur contre le mauvais sort.

Avant chaque combat de lutte, les protagonistes se livrent à un véritable rituel mystique et psychologique. Dans l'imaginaire collectif des amateurs de lutte, ce rituel, appelé *mystique*, regroupe l'ensemble des pratiques magico-religieuses. Cette préparation mystique est déterminante puisque « les gestes et les objets incorporés ont des fonctions de blindage, de protection, de renforcement et d'intimidation de l'adversaire, leur valeur est performative. » (Chevé *et al.* 2012 : 77) Le mot *mystique* fait l'objet d'un rétrécissement de sens dans la mesure où cette « unité lexicale voit son champ référentiel restreint à une partie des référents auxquels elle renvoyait dans un premier temps » (Sow 2013 : 262). On notera le changement de catégorie grammaticale qui fait passer le terme de la classe des adjectifs qualificatifs à celle des substantifs<sup>4</sup>. Le *mystique* reprend ainsi, dans les interactions verbales, les mots

<sup>3</sup> L'accoutrement des lutteurs, dans sa forme moderne, inspire de nouvelles danses et surtout une nouvelle tendance à la nomination. L'actuel « roi des arènes », Serigne Dia, plus connu sous le sobriquet de Bombardier, arbore, par exemple, une tenue légère sur laquelle est dessiné un B52, arme de guerre dont il porte aussi le nom. Sa chorégraphie repose, en partie, sur un échange fictif de coups de poings et de tirs en direction d'un adversaire tout aussi imaginaire comme pour justifier le choix porté sur les surnoms.

<sup>4</sup> Ce procédé, appelé hypostase, est une pratique assez récurrente dans les pratiques langagières et discursives au Sénégal.

wolofs *khon/xō*/et *khondiom/xōjom*/dont on retrouve d'autres variantes dans *kheureum/xērēm*/(ou « magie ») et *khrom/xorom*/(qui signifie « sel »).

Dans ses travaux consacrés à la *copropriété linguistique en francophonie*, Moussa Daff relève que le vocable wolof *khon* provient de la troncation grammaticale du mot *khondiom*, « pratique magique ou objet destiné à porter bonheur ou malheur ». Il aurait d'ailleurs donné, par dérivation hybride, les mots *khondiomeur* (« celui qui s'adonne à de telles pratiques »), *khondiomer* (« action de s'adonner à ces pratiques ») (Daff 1998).

Un combat de lutte perdrait assurément de sa substance sans ce cérémonial que constitue le rituel du *khon*. Force est de reconnaître néanmoins que cette pratique n'est pas l'apanage de l'univers de la lutte ; d'autres sports y ont également recours. Cela révèle que de telles coutumes, qui émanent de croyances animistes séculaires, sont des faits sociaux bien ancrés dans les pratiques et sont loin de se cantonner à un rôle de simple folklore.

Notons que la dorso-vélaire/x/wolof de *xō*, *xōjom*, *xorom*, *xērēm* « se réalise en situation de gémination comme occlusive avec fermeture de la cavité buccale par application du dos de la langue sur la partie vélaire » (Diagne 1971 : 29). Cette consonne est inexistante en français mais elle présente une contiguïté phonétique avec le/r/qu'on entend dans un usage standardisé. Ce son existe en espagnol dans *jota* (Diouf et Yaguello 2000 : 12) et est attesté dans un grand nombre de corpus à l'oral comme à l'écrit dans l'univers de la lutte.

Le rituel d'avant-combat se décline également sous la forme de paroles incantatoires et de chants de bravoure déclamés pour galvaniser les lutteurs. Ces louanges (*bakk* en wolof) chantent les prouesses passées et présentes des lutteurs et peuvent constituer des stratagèmes destinés à intimider l'adversaire tout comme elles aident à acquérir la victoire. Le terme *bakk* (« louange/louer ») est généralement employé sous la forme d'un emprunt linguistique dans un texte essentiellement en français.

## 1.2. Nomination et construction identitaire

La nomination semble constituer un véritable marqueur identitaire dans le milieu de la lutte telle qu'elle est pratiquée actuellement au Sénégal. En effet, l'analyse onomastique de certaines appellations d'écuries<sup>5</sup> a permis, d'une certaine façon, de comprendre la manière dont les logiques identitaires se traduisent en actes dans cet univers.

Les noms d'écuries ou d'écoles de lutte dont nous procéderons à l'analyse dans cet article, résultent d'un processus identitaire qui se manifeste à travers leur hybridité morphologique. Il s'agit de procédés langagiers complexes qui se singularisent par l'imbrication de segments de discours appartenant au wolof ou au français. L'hybridation résulte donc de la coexistence de deux ou plusieurs systèmes

---

<sup>5</sup> À l'instar des équipes de football, les écuries (ou écoles de lutte) réunissent en leur sein les lutteurs qui y adhèrent parce que partageant un idéal de vie commun. L'appartenance à un même quartier ou à un même village reste très déterminante dans la formation de ces groupes qui transcendent parfois les enjeux financiers pour incarner et donner corps à des sentiments collectifs.

linguistiques à l'intérieur d'une même unité linguistique ou d'un même segment de discours :

L'hybridation revient à réaliser l'union de deux séquences qui présentent à la fois des sous-chaînes communes et des sous-chaînes différentielles, à la seule condition que leurs « ordres des mots » soient compatibles, et sans égard à leurs structures syntaxiques respectives. (Berrendonner 1997 : 81-82)

L'hybridation reste donc assujettie aux conditions de production des discours<sup>6</sup> qui font que « les locuteurs choisissent un nom, en créent, se positionnent socialement, discursivement » (Canut 2001 : 456). La nomination permettrait ainsi de construire le groupe d'autant plus que donner un nom résulte d'un processus constructiviste, selon Cécile Canut. Cela consiste, par ailleurs, à faire exister une réalité qui ne l'était pas auparavant.

Pour Claude Levi-Strauss, la nomination est un désir de s'identifier, de marquer une appartenance à un groupe social, à un système culturel donné (Levi-Strauss, 1962 : 218). C'est ce qu'on constate dans le choix des noms généralement attribués à la plupart des écuries ou autres écoles de lutte par les leaders, appellations partagées tous les lutteurs du groupe ainsi que par les supporters. Examinons ainsi certaines appellations dont l'onomastique transcende la simple dénomination pour révéler le protocole identitaire et homogénéisant dont résulte leur mode d'élaboration.

La dénomination des écuries ou écoles de lutte est la suivante.

L'écurie *bul faale* a été créée à Pikine (une banlieue située au nord de Dakar) par le champion de lutte Mohamed Ndao, plus connu sous le nom de Tyson (le célèbre boxeur américain). Le syntagme verbal wolof *bul faale*<sup>7</sup> signifie littéralement « ne pas s'en occuper » ; l'expression a été popularisée par le groupe de rap *Positive Black Soul*<sup>8</sup> en 1995 et reposait sur une idée de résistance à l'ordre préétabli. Il s'agissait, pour les rappers, de chanter un hymne en direction de la jeunesse sénégalaise qu'ils exhortaient à se prendre en charge et à faire fi des commérages. Cet appel à la liberté d'entreprendre sans rien attendre de l'autre a été repris par le lutteur Tyson qui est à l'origine de la grande révolution que connaît la lutte sénégalaise aujourd'hui. En effet, il a fait de ce sport un « business » comme il aime à le dire. Il a fait monter les cachets et offert l'opportunité aux jeunes issus de banlieues défavorisées de se former dans ce sport qui attire de plus en plus d'adhérents. L'esprit *bul faale* qui caractérise les lutteurs de cette écurie transparaît dans leur attitude qui diffère nettement de ce qu'on avait l'habitude d'observer dans

<sup>6</sup> Parlant des conditions de production du discours, François Rastier cite Michel Pêcheux qui, dans sa volonté de stipuler « les éléments structurants des conditions de production du discours », affirme : « il existe dans les mécanismes de toute formation sociale des règles de projection établissant les rapports entre les situations (objectivement définissables) et les positions (représentations de ces situations). » (Pêcheux 1990 : 118).

<sup>7</sup> J'ai conservé la graphie wolof puisque ce syntagme se retrouve, à l'écrit sous de nombreuses autres formes.

<sup>8</sup> Parlant de la popularité incontestable de ce groupe de rap chez les jeunes Sénégalais, Jean-François Havard soutient que le *bul faale*, chanson au slogan fédérateur de toute une génération en quête d'émancipation, s'est trouvé de nouvelles figures, y compris au sein du mouvement rap qui, en se développant, a affirmé ses spécificités et ses capacités d'innovation.

le milieu (les accoutrements deviennent plus modernes et s'inspirent de modèles occidentaux, les chorégraphies se renouvellent, l'aspect financier prend le pas sur les considérations d'ordre socioculturel, etc.)

Dans la dénomination de l'écurie *Gëm sa bopp*, le syntagme verbal wolof *gëm sa bopp* (lire *gueume sa boppe*) peut être rendu par la locution verbale *croire en soi*. Son leader, Baye Mandione, est l'un des lutteurs les plus fougueux de l'univers de la lutte sénégalaise. Il a fourbi ses armes dans la grande écurie de Thiaroye-sur-mer<sup>9</sup> ; ses nombreux revers lui ont valu des critiques acerbes qui l'ont poussé à créer sa propre écurie. C'est ce qui explique le choix porté sur le nom *gëm sa bopp*.

D'autres formes de désignations d'écuries qui s'intègrent également dans des énoncés français et procédant du même mode de fonctionnement sont relevées dans le milieu de la lutte. C'est le cas de l'écurie *sakku xam-xam*<sup>10</sup> (« s'instruire ») qui a été créée par un ancien lutteur, Birahim Ndiaye, afin d'aider les jeunes lutteurs à acquérir les fondamentaux de la discipline. L'écurie *lebu gi* (lire *lébou gui*), dont la tête de file, Amanekh, est membre de la communauté ethnique léboue, un groupe vivant principalement dans la région de Dakar. Baboye, plus connu sous le nom de Balla Bèye 2, a également donné le nom de son ethnie d'appartenance à son écurie. En effet, l'écurie *haal pulaar* (« ceux qui parlent la langue des Peuls ») est censée représenter une des ethnies du Sénégal répartie au nord du Sénégal...

Un autre mode de nomination qui a cours dans le milieu de la lutte repose sur des dérivés formés à partir de toponymes : Pikinois et Thiaroyois désignent, par exemple, les lutteurs des villes de Pikine et Thiaroye<sup>11</sup>. Ce procédé montre ainsi à quel point « les anthroponymes, de même que les autres appellations collectives comme les toponymes, supposent une faculté de classer » (Becker et Faye 1991).

Les noms de compétition dont s'affublent les lutteurs recourent généralement à la mise en apposition :

- *Bombardier, le B52 de Mbour* est l'actuel détenteur du trophée des champions ; il vient de la Petite Côte (nom donné à la ville de Mbour).
- *Balla Gaye 2, le lion de Guédiawaye* désigne l'un des champions les plus populaires de la banlieue dakaroise.
- *Yékini, l'enfant de Bassoul* est resté invaincu pendant de nombreuses années. Bassoul est le nom du village dont il est originaire.
- *Lac de Guiers 2, le puncheur du Walo* est l'actuel porte-étendard de la zone nord du pays communément appelée le Walo.
- *Gris bordeaux, le Tigre de Fass* : le titre *Tigre de Fass* est porté par le ténor de l'écurie de Fass (un des quartiers les plus populaires de Dakar).
- *Tapha Tine, le lion du Baol* représente la zone centre du pays, historiquement appelé Baol, ancien royaume issu de l'éclatement de l'empire du Djolof.

<sup>9</sup> Thiaroye est le nom d'une ville située dans la banlieue nord de la capitale, Dakar. Elle est subdivisée en deux grandes cités : Thiaroye-sur-mer (zone des pêcheurs) et Thiaroye-gare.

<sup>10</sup> La forme verbale *sakku* peut renvoyer à l'action « d'aller à la quête » (en parlant de quelque chose de difficilement accessible). Le substantif *xam-xam* signifie « savoir » ou « connaissance » ; il procède d'une réduplication totale, répétition ou redoublement « d'unités significatives généralement à des fins lexicales. Divers types ou cas de réduplication lexicale se présentent en wolof ; les plus nets et les plus nombreux produisant des noms » (Dialo 1995).

<sup>11</sup> Ce mode de désignation n'est, cependant, pas exclusif à l'univers de la lutte sénégalaise.

En définitive, on constate que les noms d'écuries sont essentiellement composés de termes wolofs qui ne sont pas nécessairement en rapport avec le champ lexical de la lutte. Par contre, les éléments techniques ainsi que l'art guerrier semblent puiser dans le lexique français (termes employés seuls ou sous formes de locutions avec des items en wolof). En tout état de cause, ces formes de désignation du groupe apparaissent ainsi comme une réelle opportunité offerte aux adhérents d'exhiber leur appartenance à une certaine organisation sociale et culturelle portée par les individus de la communauté.

Dans tous les cas, le choix de langues dans les interactions semble symptomatique d'une forme d'assumation d'un bilinguisme compris comme l'emploi alternatif de deux systèmes linguistiques par un même sujet.

## **2. De la modification du champ référentiel comme moyen d'enrichissement lexical**

Les pratiques langagières relevées dans l'univers de la lutte sénégalaise résultent de la coexistence du français, langue officielle, et du wolof, langue véhiculaire au Sénégal. Puisqu'il « n'est pas de langue que ses locuteurs ne manient [...] sous des formes diversifiées » (Gadet 2007 : 13), les locuteurs qui pratiquent au quotidien la lutte avec frappe semblent soumis à la loi presque naturelle de l'enrichissement du lexique.

Les unités linguistiques nouvellement créées procèdent donc d'une volonté de nommer des réalités jusque-là inexistantes dans cet univers (techniques de lutte, nouvelles méthodes d'entraînement, modifications apportées à l'organisation, etc.) Je me propose de les analyser sous l'angle des modifications qui affectent leur champ référentiel.

### **2.1. La dérivation dénominative**

Au rang des procédés de création lexicale dont dispose le locuteur de l'univers de la lutte figurent en bonne place les dérivés de noms qui leur permettent une productivité illimitée. La dérivation dénominative s'opère par suffixation et peut affecter aussi bien le nom que le verbe<sup>12</sup>. À partir de là, peu importe « que le radical auquel se combine l'affixe de dérivation soit d'origine française ou africaine » (Dumont 1983 : 178). L'usage des dénominatifs constitue ainsi une réponse aux besoins communicatifs des locuteurs.

- Le verbe *actionner* est un néologisme de forme qui peut intégrer la catégorie des termes qui ont fait l'objet d'un rétrécissement de son champ de référence ; lequel rétrécissement est induit par le régime désormais intransitif du verbe. Dans un usage standard, *actionner* est transitif et admet donc un complément d'objet. Il est employé, dans le milieu de la lutte, pour signifier le « fait de tenter une action », généralement rapide au cours d'un combat de lutte. Nous en retrouvons des illustrations dans les séquences suivantes :

---

<sup>12</sup> C'est par analogie avec les déverbatifs (dérivés de verbes) et les délocutifs (verbes dérivés de locutions) qu'Émile Benveniste appelle les dénominatifs qui sont des dérivés de noms (Cf. Anscombe 1994 : 71).

(1) Modou Lô, c'est la puissance à l'état pur [...] S'il attaque son adversaire, il est intenable. Comme un lion en furie, l'enfant de Ndiaye Lô s'éclate quand il *actionne*. (Abdou Latif Ndiaye, *La Voix Plus*, 5/01/2010)

(2) Boy Bambara, ancien entraîneur national de lutte : « Balla Gaye II n'a jamais reculé ». C'est un lutteur qui, depuis ses débuts, a montré beaucoup de fougue et de courage. Ce qui me plaît chez lui, c'est le fait qu'il ne recule jamais. Tout ce qu'il entreprend de faire face à un adversaire, il le fait. Il n'a jamais reculé. Son combat ne dure jamais. Il *actionne* et attaque sans ménagements. (Oumar Diarra, *Africa Top Sports*, 22/05/2013)

- *Actionner* a donné naissance, par affixation, au verbe *réactionner* qui s'emploie pour exprimer le fait de contrer une offensive comme dans « il m'a attaqué et j'ai *réactionné* ».

- Nous retrouvons le même procédé avec le verbe *rotationner* qui peut être rendu par le geste technique qui consiste, chez un lutteur, à décrire une rotation comme l'illustre la séquence ci-après :

(3) Le premier choc de lutte avec frappe aura lieu le dimanche 21 décembre ; ça craint pour Diène Kaïré de l'école de lutte Soubédioune. Il est très teigneux mais il devra faire attention à Boy Baol de l'Olympique de Ngor qui maîtrise à merveille l'art de *rotationner*. Cette affiche est à ne manquer sous aucun prétexte. (Diokel, [www.arenabi.com](http://www.arenabi.com), 10/12/2011)

Ce néologisme morphologique, essentiellement attesté dans des productions orales, est, cependant, très usité dans le domaine du photomontage pour traduire l'action de pivoter une image ou une vidéo.

- *Conditionner* est un dénominatif employé généralement par les lutteurs eux-mêmes pour évoquer l'état physique dans lequel ils se trouvent ; cet état est plutôt positif. Un usage standard l'utilise de manière transitive alors que les locuteurs de la lutte l'emploient intransitivement dans une phrase généralement déclinée en wolof. Ainsi, *man dama conditionner* (littéralement, « moi, je conditionne ») peut être traduit par « je suis dans de bonnes conditions physiques ».

- *Coffrer* est un terme qu'on relève dans le lexique des ouvriers qui l'utilisent lorsqu'ils procèdent à la pose d'un coffrage ; son régime grammatical est transitif. Il est synonyme de *conditionner* puisqu'il évoque la bonne condition physique qui caractérise un lutteur. Le verbe *coffrer* permet de faire l'économie grammaticale de la périphrase verbale « avoir un bon coffre physique »<sup>13</sup>. Les productions suivantes écrites que nous avons recueillies ne comportent que le terme *coffre*, troncation de la forme composée *coffre physique* :

(4) Je fais du physique en attendant, parce que ce qui fait la force d'un lutteur dans un combat, c'est le *coffre*, la condition physique. Je me réveille chaque matin pour m'entraîner. Sauf aujourd'hui, je ne suis pas allé m'entraîner parce que j'ai veillé chez mon marabout à Bopp, un quartier de Dakar [...]. (Saloum Saloum, *L'Office*, 14/08/2012)

(5) Je lui ai dit : « [...] tu n'as pas de *coffre*. J'ai l'impression que tu te fatigues très vite ». Il m'a répondu : « C'est toi le champion ». Ensuite, je lui ai suggéré de m'inviter à son mariage. Il m'a répondu : « Après ma victoire, je vais y penser ». À ce moment, j'ai senti que sa respiration s'accélérait à un rythme saccadé. (Gouy Gui, [www.senxibar.com](http://www.senxibar.com), 29/5/2012)

<sup>13</sup> Cet usage n'est pas exclusif au domaine de la lutte sénégalaise.

- *Décoffrer* s'emploie pour « faire chuter la bonne condition physique », volontairement ou pas. Cette acception peut s'expliquer par les nouvelles méthodes d'entraînement qui ont cours dans le milieu sportif en général. La prise d'anabolisants est une pratique très courante chez les lutteurs qui en absorbent pour accroître ou diminuer leur masse musculaire selon le gabarit de l'adversaire du moment.

- La forme verbale *muter* conserve son régime transitif mais voit son champ référentiel significativement modifié puisqu'elle s'emploie pour évoquer une technique spécifique de lutte qui consiste à prendre l'adversaire par la taille et à le projeter avec finesse du côté opposé.

- *Crocheter* est un geste technique très prisé des amateurs de lutte ; l'action consiste à faire tomber l'adversaire au sol en lui glissant entre les jambes, soit son pied, soit sa jambe. L'usage standard emploierait le *croche-pied* ou le *croc-en-jambe*.

Dans la lutte avec frappe, les coups de poing constituent une ouverture pour opérer une prise de l'adversaire. Cependant, il arrive que deux lutteurs se livrent à une véritable séance de pugilat : lorsqu'un des protagonistes retourne un coup de poing à son vis-à-vis, on dit qu'il *remise*. *Remiser* signifie donc « rendre un coup » au combattant qui a déclenché les hostilités.

## 2.2. Les locutions verbales

On retrouve dans les productions orales des locutions verbales très usuelles dans l'univers de la lutte sénégalaise : « en plus du caractère assez singulier de leur formation, ces verbes se distinguent par une autre particularité qui réside dans l'intention communicative du locuteur. » (Sow 2013 : 207) Elles sont souvent composées d'un verbe français auquel on adjoint une ou plusieurs unités linguistiques du wolof. Nous en présentons quelques illustrations.

- *KOter* : ce qui fait la particularité de la « lutte avec frappe » au Sénégal, c'est qu'elle autorise les lutteurs à se donner des coups de poing au visage et au corps comme à la boxe. Il arrive qu'un lutteur soit mis KO (knock out) par son adversaire : on dira simplement que ce dernier l'a *KOté*. Le syntagme verbal est obtenu par dérivation ; le suffixe étant formé d'une désinence verbale.

- *Aller voir Ardo* est une locution verbale à l'usage très courant dans les interactions qu'on recueille dans le domaine de la « lutte avec frappe ». La violence des coups entraîne souvent l'intervention du médecin attitré du CNG<sup>14</sup>, Abdourahmane Dia, plus connu sous le pseudonyme d'Ardo. Le médecin avoue d'ailleurs que l'intégration de ce nom dans le vocabulaire de la lutte lui fait beaucoup plaisir<sup>15</sup>. Il faut reconnaître le fait qu'un lutteur consulte Ardo au cours d'un combat de lutte est considéré comme un véritable camouflet au point qu'on peut être défait au cours d'une confrontation et se réjouir d'avoir poussé son adversaire à se rendre chez Ardo. La tournure est d'ailleurs reprise dans d'autres milieux tels ceux de la musique et du théâtre, entre autres.

<sup>14</sup> Le CNG est l'acronyme de Comité national de gestion de la lutte.

<sup>15</sup> C'était au cours de l'émission sur la lutte *Roffo* (TFM, 1<sup>er</sup> août 2013).



- L'expression *teg chaise* est une prise technique qui consiste à saisir son adversaire par le *ngimb* (pagne noué autour des reins) et à le poser sur sa cuisse avant de le terrasser. La chute renvoie à l'image de quelqu'un qu'on oblige à s'asseoir sur une chaise imaginaire avant de lui dicter sa loi. La locution se caractérise par son hybridité morphologique puisqu'elle associe le verbe wolof *teg* ou *tegal* (*poser*) au substantif français *chaise*. Son emploi peut se justifier par le fait que pareilles unités terminologiques « resteraient cependant incompréhensibles sans un détour par la vision "africaine" du monde » (Tolli & al. 2001 : 19). À la beauté de la prise s'ajoute un rapport de force évident à l'avantage du lutteur qui aura réussi une telle prise.

- *Faire son bakk*<sup>16</sup> est la locution verbale employée pour évoquer l'ensemble des pratiques autour des chants et danses d'avant-combat.

## Conclusion

En prenant le parti d'analyser les observables de l'univers de la lutte sénégalaise sous l'angle des modifications du champ référentiel de certains termes, je postule par la même occasion l'existence de pratiques langagières et discursives singulières qui découlent du contact entre le français et le wolof. L'évocation de réalités nouvelles reste ainsi fortement tributaire de « l'activation plus ou moins simultanée des deux systèmes linguistiques » (Lüdi 1995 : 152) face aux enjeux du moment.

Pour mieux appréhender les conventions (socio-linguistiques) par lesquelles les locuteurs du milieu de la lutte enrichissent leur « langue » de nouveaux items, la présentation de ce phénomène socioculturel me semble intéressante dans la perspective d'une analyse des faits de langue qu'on y observe. C'est à cela que s'est attelée la première partie de cet article qui a fait ressortir la dimension symbolique de lutte qui est passée d'un simple divertissement traditionnel à un sport à enjeux au Sénégal, notamment à Dakar, la plus grande métropole.

Les unités linguistiques nouvelles ainsi produites contribuent à enrichir de manière considérable le lexique de cet univers sportif qui est écartelé principalement entre deux langues : l'une importée parce qu'imposée par l'histoire coloniale et l'autre véhiculaire puisque dominant les transactions quotidiennes. La présence simultanée (mais nécessaire) de ces langues impactent irrémédiablement les interactions. En tant que pratique sociale partagée, la « langue » de la lutte sénégalaise « avec frappe », à travers les types de discours qu'elle génère, fait l'objet d'une réappropriation de ses acteurs qui cherchent à en adapter certains processus aux réalités socioculturelles. C'est ce qui justifie l'analyse que nous avons faite sur les néologismes dans la deuxième partie, preuve au besoin qu'une langue « enrichit continuellement son lexique afin de répondre aux exigences de l'évolution du monde » (Mejri 1990 : 11).

L'évolution que connaît la lutte aujourd'hui a donc fortement impacté la dynamique variationnelle de la langue puisque les discours des locuteurs sont empreints des marques du contexte socioculturel dans lequel se déroulent les interactions.

---

<sup>16</sup> Pour les détails concernant le mot *bakk*, cf. 1.1.

### Bibliographie

- ANSCOMBRE, J.-C. (1979). « Délocutivité benvénistienne, délocutivité généralisée et performativité », in *Langue française* n° 42, pp. 69-84.
- BAKHTINE, M. (1978). *Esthétique et théorie du roman*, Paris, Gallimard.
- BENVENISTE, É. (1966). « Formes nouvelles de la composition nominale (du français) », in *Bulletin de la Société de Linguistique de Paris*, n° 61, fasc. 1, pp. 82-95.
- BERRENDONNER, A. (1997). « Pléonasmes syntaxiques : dédoublement ou hybridation ? », in *Langue française* n° 115, pp. 75-87.
- CALVET, L.-J. (2010). *Histoire du français en Afrique. Une langue en copropriété ?*. Paris, Éditions Écriture.
- CANUT, C. (2001). « À la frontière des langues : figures de la démarcation », in *Cahiers d'Études africaines*, n° 163-164, pp. 443-463. Version électronique mise en ligne le 31 mai 2005. URL : <http://etudesafricaines.revues.org/104>. Article consulté le 21/10/2009.
- CHEVE, D. ; BARTHÉLÉMY, M. ; SECK, D. (2012). « Corps en lutte à Dakar entre tradition et modernité : une approche anthropo-bio-culturelle », in *Antropo*, n° 27, pp. 73-79. [www.didac.eh.es/antropo](http://www.didac.eh.es/antropo).
- DAFF, M. (1998). « Le français mésolectal comme expression d'une revendication de copropriété linguistique en francophonie », in *Le Français en Afrique*, n° 12. Nice, ILF – CNRS, pp. 95-104.
- DIAGNE, P. (1971). *Grammaire du wolof moderne*, Présence africaine, Paris.
- DIALO, A. (1995). *Nanu seet làkku wolof*. Dakar, EXCAF.
- DIOP, M. C. (2002). *Le Sénégal contemporain*. Paris, Éditions Khartala, pp. 309-339.
- DIOUF, J.-L. et YAGUELLO M. (2000). *J'apprends le wolof*. Paris, Karthala.
- DUMONT, P. (1983). *Le français et les langues africaines au Sénégal*, Préface de Léopold Sedar Senghor. Paris, A.C.C.T et Karthala.
- FAYE, O. (2002). « Sport, argent et politique : la lutte libre à Dakar (1800-2000) », in *Le Sénégal contemporain*. Paris, Éditions Khartala, pp. 309-339.
- PECHEUX, M. (1990). *L'inquiétude du discours*. Paris, Éditions des Cendres [éd. Denise Maldidier].
- GADET, F. (2007). *La variation sociale en français*. Gap – Paris, Éd. Ophrys (Collection « L'essentiel français »).
- HAVARD, J.-F. (2001). « Ethos "bul faale" et nouvelles figures de la réussite au Sénégal », in *Figures de la réussite et imaginaires politiques, Politique africaine*, n° 82. Paris, Éditions Karthala, pp. 63-77.
- LEVI-STRAUSS, C. (1962). *La pensée sauvage*, Paris, Plon.
- LÜDI, G. (1995). « Parler bilingue et traitements cognitifs », in *Intellectica*, n° 20, pp. 139-159.
- MEJRI, S. (1990). « Néologie et variétés lexicales », in *Visages du français. Variétés lexicales de l'espace francophone*. Paris, AUPELF-UREF, John Libbey, Eurotext, pp. 11-26.
- NDIAYE, R. (1996). « De la lutte traditionnelle chez les Sérères, fondements mythiques, techniques et langages gestuels », in *Peuples du Sénégal*. Paris, Sepia, pp. 109-138.

- SOW, P. A. (2013). *Le français parlé dans le milieu du football au Sénégal, une pratique sociolectale*. Thèse de doctorat en Sciences du langage, Université Paris 13, Villetaneuse.
- TOLLIS, F. et al. (2001). *La locution et la périphrase du lexique à la grammaire*, Actes des Journées d'étude sur la locution organisées à l'université de Pau les 16 et 17 octobre 1998 par le Groupe d'Approches du Langage de Pau. Paris, L'Harmattan.
- VAN, M. J. (1985). *On the paradigmatic dimension of morphological creativity*. Dordrecht, Foris Publications.



## LA RUMEUR COMME TECHNIQUE D'ÉCRITURE DE LA NOUVELLE DANS « MONSIEUR L'INSPECTEUR » D'ALFRED DOGBE

**Amadou Saïbou Adamou**

Université Abdou Moumouni, Niamey,  
Département Lettres Modernes/Option Sciences du langage

### Introduction

Notre étude se veut une analyse sémiotique et sociologique de la rumeur dans la nouvelle littéraire, « Monsieur l'inspecteur », de l'écrivain nigérien Alfred Dogbé<sup>1</sup>. Il s'agit d'une courte histoire, référant à une société sahélienne, qui actualise le phénomène de la corruption sous le régime de la rumeur. Dans une ville anonyme et pauvre, l'arrivée (non vérifiée) d'un inspecteur d'État, pour un contrôle des finances publiques, donne l'occasion à la rumeur de se construire et de s'amplifier, pour provoquer une folie meurtrière. La nouvelle s'achève justement sur une émeute brusque et tragique dans un lycée où, « en cette honteuse matinée d'inconscience et de démission, le surveillant général regardait les décombres de la discipline qu'il avait instaurée dans le lycée. Une colère immense étouffait son désarroi. Et il se demandait : "qui donc m'a confectionné cette merde ?" » (Alfred Dogbé, 1995 : 62). Le lycée se présente de ce fait comme l'onde de choc d'une endémique rumeur que la ville, minée par la misère et la corruption, portait depuis bien longtemps.

La nouvelle « Monsieur l'Inspecteur » met donc en relation structurelle deux genres, deux pratiques discursives qui constituent chacune un système signifiant : la rumeur et la nouvelle littéraire. C'est pour mieux expliquer le travail de "recyclage" du genre moral par l'écriture de la nouvelle que nous envisageons d'étudier cette nouvelle sous le double regard de la sémiotique et de la sociologie.

L'analyse sémiotique « vise la description de la forme du sens, non le sens mais l'architecture du sens. Le sens sera alors considéré comme un effet, comme un résultat produit par un jeu de rapports entre des éléments signifiants. » (Kerbrat-Orecchioni, 1979 : 8). Trois catégories sémiotiques intéressent notre analyse : la segmentation, la spatialisation et l'énonciation. Ces catégories nous permettent d'étudier la séquentialisation et la cohérence de la nouvelle ainsi que la territorialisation de la rumeur et son énonciation. Nous mettons ces notions en écho avec des éléments de sociologie, plus exactement avec deux conceptions sociologiques connues du phénomène de la rumeur :

- La première est celle qui considère la rumeur comme le symptôme (ou l'effet) d'une société en crise. Philippe Aldrin (2011) observe ainsi :

Il est vrai que systématiquement des rumeurs surgissent dans des moments de panique. Les instances qui œuvrent ordinairement à attester les informations ne sont alors plus en mesure de répondre à la demande urgente d'informations ou sont discréditées. La rumeur est ainsi intrinsèquement associée aux situations d'anomie

---

<sup>1</sup> « Monsieur l'Inspecteur », in *Les cauris veulent ta mort*, coédité en 1995 par les Editions du Ténére et Sépia, pp. 51-62.

sociale. D'où sa collusion traditionnelle avec la déraison et la foule, et en sinistre écho l'interminable litanie des émeutes, lynchages et hallalis qui émaillent l'histoire. (Aldrin 2011)

- La seconde, moins pessimiste, où la rumeur est perçue comme une stratégie d'interactions sociales. Dans cette optique, la rumeur s'inscrit dans

cet univers des paroles qui s'échangent, sans cesse, dans le foisonnement et la banalité des relations humaines. De multiples mini-rumeurs, qui restent confinées dans les cercles restreints de la famille, du lieu de travail, du quartier, du village, courent sans vergogne. Nous baignons tous dans un « bouche à oreille » permanent, dont certains sont particulièrement friands. (Paillard, 1990 : 131)

Nous nous évertuerons donc à joindre à l'analyse du langage de la nouvelle la signification sociale de la rumeur. Ainsi, après avoir identifié leurs différentes caractéristiques, nous essayons de dire les points communs entre rumeur et nouvelle littéraire. La segmentation de la nouvelle nous permettra ensuite de déterminer l'organisation du récit et d'établir la géographie de la rumeur dans « Monsieur l'inspecteur ». Nous tenterons enfin, après avoir étudié les modalités d'énonciation en cours dans le texte, de décrire la conscience sociale de la rumeur dans la nouvelle de Dogbé.

## 1. Nouvelle et rumeur

La nouvelle littéraire est diversement définie. On retient habituellement que c'est un récit bref, de construction dramatique, qui met en scène des personnages peu nombreux dont la psychologie n'est présentée que d'une façon fragmentaire. L'univers de la nouvelle, par les personnages, les événements, les lieux et les objets qu'il convoque, fait appel à la réalité. Le récit est en général concentré autour d'un seul événement et les personnages réagissent à cet événement qui constitue le cœur de l'histoire. En général, le dénouement de l'histoire (appelé chute), est inattendu. Toute la narration prépare alors cette chute qui constitue, du coup, pour le lecteur, une voie royale pour la réinterprétation de la nouvelle.

Quant au concept de rumeur, sa définition est aussi loin d'être précisée. Le dictionnaire *Le Petit Robert* en donne entre autres la définition suivante : « bruit<sup>2</sup> qui court, nouvelle qui se répand dans le public, dont l'origine et la véracité sont incertaines. » À partir des termes *bruit* et *nouvelle*, nous pouvons donner trois dimensions de la rumeur :

- c'est un bruit, c'est-à-dire un phénomène sensible (sonore, olfactif, tactile, visuel), un paysage complexe qui sert de toile de fond, de milieu d'incubation à la rumeur verbale habituellement connue

- la rumeur est aussi une énergie interne, latente, qui dort en chaque personne et au sein du groupe social auquel l'on appartient. Cette énergie, faite d'une mémoire fantasmatique, de pensées et de ressentiments, peut, sous les influences diverses de l'ambiance environnante (le bruit), se manifester sous des formes variées

- la rumeur est, enfin, une parole vive expansive, créatrice ; elle catalyse les deux énergies (interne et externe) précitées. Très répandue et parfois réellement prisée (Francis Gingras utilise la goûteuse périphrase « déesse aux cent bouches »

---

<sup>2</sup> C'est nous qui soulignons.

(Gingras 2004 : 88) pour la nommer), la rumeur, en tant que parole roulante, se présente comme un traitement particulier de l'information.

Chez les individus ou au sein des groupes humains, la rumeur naît et agit donc sur trois paliers : un arrière-fond (le bruit externe), un fond (le traitement subjectif et axiologique du bruit) et un premier plan (la parole et ses retombées parfois subversives). Ces paliers correspondent, dans une certaine mesure, aux trois étapes de gestation d'une rumeur établies, dans un langage métaphorique empruntée à l'entomologie, par Françoise Reumaux (Reumaux 1996) : le stade larvaire, le stade nymphal et le stade d'éclosion.

Même si la nouvelle « Monsieur l'inspecteur » privilégie le « stade d'éclosion »<sup>3</sup> (celui de l'expansion et de l'amplification de la parole), elle rend compte de façon significative des deux autres stades qui le précèdent : d'une part l'ambiance générale d'une ville pauvre, mal gouvernée, grillée par la chaleur du soleil et le feu de l'harmattan ; d'autre part les susceptibilités et états d'âme que cette ambiance soulève chez les habitants de la cité. Le tout forme un formidable terreau pour la parole rumorale.

Partant de l'acception de la rumeur comme « parole circulante » Michel-Louis Rouquette, pour sa part propose une caractérisation sociologique du phénomène, sur la base de la coalescence de quatre traits relevant de sa production et de sa réception (Rouquette, 1990 : 119-121) :

a) « L'implication des sujets transmetteurs » : la rumeur implique toujours, peu ou prou, ceux qui la relaient. « Qu'il s'agisse d'assimilation ou de différenciation sociales, d'explications sur mesure ou de visée pragmatique, les contenus produits et propagés se rapportent à des caractéristiques de l'existence actuelle des individus. »

b) Le deuxième trait est celui de « l'attribution ». La rumeur, dit Rouquette, « est un discours rapporté : non pas la signalisation d'un événement, mais le compte rendu de la signalisation d'un événement ; non pas un témoignage, mais le témoignage d'un témoignage. [...] Ainsi le contenu des rumeurs est-il invérifiable directement. » L'attribution recouvre deux formes : elle peut être générale et anonyme ou dévolue à « une personne ou un groupe dont la compétence est en principe reconnue par les partenaires de l'échange. »

c) L'autre trait de la rumeur est « la négativité. » La rumeur privilégie les perspectives négatives : « menaces, agressions, dangers, situations aversives et dégradation morale en fournissent l'ordinaire. »

d) Le dernier trait est celui de « l'instabilité » relative du message de la rumeur. « Le destinataire déforme ce qu'il a entendu par oubli, ajout ou restructuration ; il tire le message dans le sens de ses préoccupations ou de ses obsessions et lui donne une « bonne forme » cognitive grâce à diverses opérations de transformation. »

Pour Jean-Louis Dufays enfin, la rumeur, en tant que parole, relève du récit et se déploie en trois phases « à savoir la phase de production, la phase de réception

---

<sup>3</sup> C'est une des caractéristiques structurelles habituellement donnée à la nouvelle littéraire que de la commencer à partir du point culminant de l'histoire narrée (ce qu'on appelle les débuts *in medias res* des récits).

et la phase de relais » (Dufays 2004 : 28). Pour cet auteur, la rumeur se reconnaît par conséquent à travers six traits distinctifs : c'est

*une information qui est diffusée largement, sous la forme narrative et le plus souvent oralement (mais parfois aussi par écrit ou par l'image [...]), qui ne fait pas l'objet d'une attestation légitimée et qui est propagée le plus souvent (mais pas toujours) dans le but de nuire à quelqu'un ou de contester une vérité établie*<sup>4</sup>. (Dufays 2004 : 25)

Remarquons qu'en définissant la rumeur à partir des pôles de sa production et de sa réception, Jean-Louis Dufays privilégie plutôt le point de vue du déroulement social du phénomène – ce qui relève effectivement d'une narrativité – et non celui de la forme du contenu de l'énoncé, celui de sa constitution en récit. La rumeur est d'essence discursive<sup>5</sup>. Elle peut évidemment intégrer des séquences de type narratif, descriptif, argumentatif..., pour dire et faire valoir son propos.

La rumeur se distingue donc de la nouvelle. On peut néanmoins reconnaître aux deux genres des points communs : en général, ce sont tous deux des énoncés brefs dont les contenus sont étonnants et inhabituels. L'histoire qu'ils énoncent (ou ébauchent) est, en général, unique et se présente comme vraisemblable. Si la nouvelle littéraire privilégie souvent le moment le plus tendu de l'histoire correspondant au stade d'éclosion de la rumeur, les deux genres se présentent chacun comme l'énoncé d'une crise dont le dénouement est le plus souvent inattendu.

Pour croiser le genre de la nouvelle au genre rumoral, Dogbé choisit de raconter l'histoire d'un invisible héros (Monsieur l'Inspecteur), à travers les commentaires de personnages secondaires du récit et d'un narrateur dont le rôle consiste à désigner ces personnages et à les situer dans un contexte spatio-temporel donné. De ce fait, l'écriture de « Monsieur l'Inspecteur » restreint la dimension narrative de la nouvelle. Elle s'investit alors dans ce que Jean-Pierre Blin appelle un « narratexte », c'est-à-dire « l'ensemble des éléments qui concourent à enchâsser l'histoire, à l'embellir, à l'enrichir de considérations morales ou philosophiques, bref tout ce qui, intégrant et dépassant la narration primitive, lui confère une dimension irréductible aux simples données de l'intrigue.<sup>6</sup> » Cette organisation du récit et cette gestion particulière de l'intrigue par la rumeur constituent justement les deux prochaines étapes de notre analyse.

## **2. Architecture de la nouvelle et territoire de la rumeur dans « Monsieur l'inspecteur »**

« Monsieur l'Inspecteur » s'ouvre sur une formule atmosphérique que l'on retrouve (avec ses variantes) dans le texte sous forme anaphorique : « sur la ville écrasée de chaleur, les tourbillons intermittents de l'harmattan... » (Dogbé, 51). Cette formule qui donne le ton à la nouvelle remplit entre autres une fonction textuelle et une fonction référentielle.

<sup>4</sup> C'est nous qui soulignons.

<sup>5</sup> Pour rester dans la distinction opérée par Benveniste entre discours et récit.

<sup>6</sup> Jean-Pierre Blin, cité par Camélia Handfield, *Dans le vide* suivi de *Étude de l'évocation dans le recueil de nouvelles Qui a tué Magellan ? de Mélanie Vincelette*, Mémoire en études françaises soutenu à l'université de Sherbrooke, 2012, pp. 50 à 51.



Sur le plan textuel, la formule fonctionne en général comme un organisateur textuel, une sorte de démarcateur linguistique des différentes séquences du texte. Signalons que selon Jean-Michel Adam, la séquence

peut être définie comme une structure, c'est-à-dire comme :

- un réseau relationnel hiérarchique : grandeur décomposable en parties reliées entre elles et reliées au tout qu'elles constituent ;
- une entité relativement autonome, dotée d'une organisation interne qui lui est propre et donc en relation de dépendance/indépendance avec l'ensemble plus vaste dont elle fait partie. (Adam, 1994 : 111)

Pour Roland Barthes, « une séquence est une suite logique de noyaux, unis entre eux par une relation de solidarité : la séquence s'ouvre lorsque l'un de ses termes n'a point d'antécédent solidaire et elle se ferme lorsqu'un autre de ses termes n'a plus de conséquent » (Barthes, 1977 : 29).

L'analyse sémiotique du discours précise ses termes dont parle Barthes en les transformant en critères observables que sont les acteurs, le temps et l'espace dans le récit. Les séquences sont donc déterminées à partir de critères linguistiques, discursifs et narratifs.

Sur cette base, et sans entrer dans le détail, on pourrait décomposer la nouvelle « Monsieur l'Inspecteur » en six séquences :

1) La rumeur dans un marché de la ville qui annonce l'arrivée de l'inspecteur : « Sur la ville écrasée de chaleur, les tourbillons intermittents de l'harmattan... Le souffle du vent balayait le marché désormais désert (p. 51) [...] le jour de l'arrivée de Monsieur l'inspecteur. (p. 52) »

2) L'anticipation de la visite de l'inspecteur par la ville toute entière : « Depuis une semaine la rumeur annonçait cette mission (p. 52) [...] Il nous délivrera. (p. 53) »

3) La rumeur dans une rue commerciale « La ville attendait, surexcitée et explosive (p. 53). [...] ouvert les vannes du caquetage imbécile. (p. 56) »

4) La rumeur dans un bistrot de la ville : « La ville attendait, déjà repue et vengée et les souffles mesquins de la revanche réglèrent leurs comptes (p. 56) [...] Le petit vieux sentit les souffles froids et cruels de l'harmattan lui cingler le visage. (p. 59) »

5) La rumeur du festin et celle du départ de la ville de l'inspecteur : « La ville attendait, traversée par les souffles froids et cruels de l'harmattan. (p. 59) [...] Monsieur l'Inspecteur réservait la primeur de ses conclusions au chef de l'État lui-même. (p. 60) »

6) L'émeute dans le lycée : « Ce jour-là, les souffles de l'harmattan passaient sur la ville. (p. 60) [...] « Qui donc m'a confectionné cette merde ? » (p. 62) ».

Ces six scènes discursives peuvent être regroupées en trois temps forts de l'histoire : le temps de l'illusion (l'attente de la prometteuse visite de « Monsieur l'Inspecteur ») (scène 2) ; le temps des remises en cause de la mission de l'inspecteur (scènes 1, 3, 4 et 5) ; l'émeute qui suit le départ de la ville de l'inspecteur (6). Ces trois moments s'actualisent dans le texte par un parcours paradoxal entre le récit et l'histoire : alors que la narration est marquée par une gradation de la tension, les protagonistes de la rumeur (on considère la ville comme

un acteur collectif) vont évoluer entre espoir et désillusion pour les uns, entre indifférence et trouble social pour les autres (les jeunes lycéens).

Le plan référentiel est marqué par la mise en relation du texte et du dehors du texte. La formule introductive, « sur la ville écrasée de chaleur... », renvoie en l'occurrence à un dehors rappelant en toute évidence la zone sahélo-saharienne où la chaleur est parfois extrême et où, exclusivement, souffle l'harmattan. En particulier, la formule et le discours qu'elle inaugure modélisent l'expérience du contexte socio-politique du Niger, marqué par la mal gouvernance et les promesses réitérées (mais jamais satisfaites) des pouvoirs politiques successifs, de lutter contre la corruption et le détournement des deniers publics<sup>7</sup>.

À l'intérieur du texte, la formule (et ses très variables reprises) permet une contextualisation de la rumeur. Ainsi, elle permet au narrateur d'introduire les espaces de prédilection du phénomène : marché, bar, rues, école ; d'évoquer les causes réelles ou fantasmées de la rumeur : l'enrichissement et la corruption de l'élite dirigeante, le déficit d'information publique fiable et, par-dessus tout, la division de la société en deux mondes inégaux que le récit met en tension :

- un monde « populaire », concret, composite, tenu éloigné des nouvelles officielles et des fructueuses affaires, mais un monde plein de vitalité, qui prolifère en rumeur (« les rues grouillaient de l'écho de magouilles sordides. Tout le monde savait désormais où étaient passés les fonds disparus... » Dogbé, *op. cit.* : 52) ;

- un monde des élites et des décisions silencieux, fermé et opaque. Ce monde forme une société de connivence où les détourneurs de deniers publics fêtent avec ceux qui ont la charge de les contrôler : « une fête ! Il fallait voir, mon cher, hier au quartier administratif. Tous y étaient [...] Il y avait tout en abondance. Ils avaient bu, mangé et dansé. Ils avaient pris une photo de famille avec Monsieur l'Inspecteur. Une photo instantanée où tous souriaient. » *op. cit.* : 59-60).

La formule est enfin un biais pour énoncer les effets dévastateurs de la corruption sur la ville : « les bourrasques courroucées de l'harmattan passaient... et la ville vivait dans la douleur. » *op. cit.* : 60).

En filant la métaphore atmosphérique, Dogbé donne un caractère ubiquitaire à l'harmattan. Présenté au départ, comme un phénomène naturel externe, un vent sec avec ses « tourbillons intermittents » (*op. cit.* : 51), ou « ses souffles froids et cruels » (*op. cit.* : 59), l'harmattan se mue progressivement en un phénomène socialisé, en un acteur d'autorité qui agit sur les attitudes et les comportements des habitants de la ville. C'est ainsi que l'harmattan dépose sur les « peaux flasques et ridées » des vieilles marchandes, un « mélange de sueur et de poussière » (*op. cit.* : 51), rajoutant un écueil tactile aux difficiles conditions matérielles de ces femmes. Mais ce vent ne se colle pas seulement aux corps, il se mêle à la parole, comme si son dard aigu « avait libéré la bouche du commérage éhonté, enlevé le bâillon du silence intéressé, ouvert les vannes du caquetage imbécile » (*op. cit.* : 56). Ainsi, le « bruit » du contexte s'ajoute aux ressentiments des hommes pour nourrir la

---

<sup>7</sup> En écrivant sa nouvelle, Dogbé n'a certainement pas oublié toutes les commissions de lutte contre la corruption et le détournement du bien public mises en place par les régimes politiques successifs du Niger depuis 1974, les débats controversés qu'elles ont soulevés et les résultats plutôt mitigés qu'elles ont obtenus.

rumeur : de partout, « l'information court, portée par les souffles sournois du désir et de la jalousie » (*op. cit.* : 55) ; « et les souffles mesquins de la revanche réglèrent leurs comptes aux puissants... » (*op. cit.* : 56). Allant crescendo, l'harmattan se mêle même au silence, et transforme l'indifférence en une rageuse indignation : « les souffles intempestifs de l'indignation pénétraient le silence immaculé de la démission, tel le castrat qui étreint la vierge » (*op. cit.* : 57). La tension sociale atteint son sommet lorsque, après avoir fêté toute une nuit avec ceux qu'il est censé auditer, « Monsieur l'Inspecteur » repartit comme il était venu, silencieux et indifférent à la misère et surtout à la soif de justice des habitants de la ville : « le convoi passa dans les rues poudreuses de la petite ville qui se délectait des échos de la fête. [...] Le convoi de la vérité passa, qui emportait les soupçons, les craintes et les espoirs de la petite ville » (*op. cit.* : 60).

La fin de l'histoire (la chute de la nouvelle) est apocalyptique. La rumeur, transportée par les (ou transformée en) furieux souffles de l'harmattan, trouve un espace favorable fait de naïveté et de fougue, un lycée où elle installe son onde de choc : « les bruissements de la veulerie et les mirages de l'équité avaient couvé le typhon de la candeur » (*op. cit.* : 61). C'est une école en ruine, qui compte ses morts et ses blessés, que le surveillant découvre « en cette matinée où les souffles embarbouillées de l'équité avaient brisé les bornes mesquines des murmures scandalisés, rompu les digues hésitantes des chuchotements fallacieux, franchi les barrières indécises du silence véral et des indignations momentanées » (*op. cit.* : 61).

La métaphore atmosphérique est donc un moyen stylistique approprié pour configurer l'espace éclaté de la rumeur et pour structurer le récit de Dogbé. Elle insinue dès l'incipit l'ambiance de la nouvelle, préparant ainsi sa chute, comme le veut la tradition scripturaire du genre. En effet, pour Daniel Gronjwsky, cette façon de structurer la nouvelle

exige une concentration minutieuse, du fait qu'y coïncident une convergence et une maximisation des effets dramatiques ainsi que des effets pathétiques (événements, atmosphère). Le coup de théâtre qu'elle aménage ne va pas sans dissimulation, ou du moins sans une certaine rétention de l'information en vue d'un dévoilement subit [...] qui oblige le lecteur à reconsidérer l'histoire sous un jour nouveau. (Gronjwsky, 2005 : 140)

### 3. L'énonciation de la rumeur dans « Monsieur l'Inspecteur »

En tant qu'énoncé, tout texte (la nouvelle y compris) présuppose et intègre logiquement une instance et un acte d'énonciation observables par un dispositif énonciatif manifesté par les prises de parole, les dialogues, les discours rapportés, etc. Ainsi par exemple, le récit met en place une composante narrative du texte avec son univers (marqué par des indications actuelles, temporelles et spatiales) et des dispositifs énonciatifs dont l'agencement particulier modélise l'énonciation dans le discours.

L'énonciation dans la nouvelle « Monsieur l'Inspecteur » modélise la rumeur ; elle est soutenue par deux instances distinctes : le narrateur et les protagonistes de la rumeur. Le narrateur, en général, présente les lieux et les événements : « le souffle du vent balayait le marché désormais désert ; les marchands somnolaient, harassés de fatigue [...] Là-bas, sous de sordides assemblages de planches, de cartons et de

haillons, des vieilles femmes attendaient. Elles échangeaient d'amères remarques... » (*op. cit.* : 51).

Comme l'harmattan dont il décrit le vaste mouvement, ce narrateur est présent dans tous les espaces où s'énonce la rumeur. Pour en témoigner, en désignant les sources : « Les vieilles femmes annonçaient l'imminente déroute de la corruption (*op. cit.* : 51) [...] Depuis une semaine, la rumeur annonçait cette mission et devançait le déroulement (*op. cit.* : 52) ». Pour la relayer avec un certain détachement : « Et la ville avait devancé le verdict de Monsieur l'Inspecteur. De lourdes peines d'expropriation et d'emprisonnement avaient été distribuées » (*op. cit.* : 52). Enfin, pour confondre sa voix avec celle de la rumeur, sans prétention de s'en approprier pleinement. Pour cela, le narrateur a recours à des modalités de l'anonymat : des modalités totalisantes ou individualisantes (« Tout le monde savait, Toute la ville savait..., Personne, absolument personne n'ignorait que..., chacun sût... » (*op. cit.* : 52)) ; l'utilisation de l'indéfini (« on aurait entendu... » (*op. cit.* : 55), « on avait vu... » (*op. cit.* : 59)), du conditionnel (« le coordonnateur local des coopératives [...] aurait cherché... » (*op. cit.* : 56)) ou du discours direct (authentifié par la présence des guillemets mais sans que ne soit identifié le locuteur (« L'Inspecteur ne peut fermer les yeux sur leurs ignominieuses tractations. Cet authentique petit-fils d'un terrible féticheur n'a rien à craindre... » (*op. cit.* : 55)).

Mais pour donner plus de vitalité à la rumeur, le narrateur cède la parole aux personnages mêmes de l'histoire qui s'expriment directement, comme dans cet échange controversé entre les clients d'un bar (*op. cit.* : 58-59), ou dans cette altercation verbale qui a mis le feu au lycée, quand Souéba avait crié à la face de son camarade de classe Madou : « Va te faire voir, fils de voleur, va te faire voir ! ». Le discours direct intervient alors comme un propos, une information de première main, digne de foi. Comme le dit Grojnoswky (2005 : 124), le discours direct « contribue à avérer l'histoire par une authentification qui pour être conventionnelle, n'en est pas moins opératoire (de la même manière que la photographie « avère » l'information verbale qu'elle accompagne ».

À ces modalités d'énonciation, s'ajoute le ton du discours rumoral qui varie selon le contexte d'énonciation et les événements évoqués. Dans « Monsieur l'Inspecteur », le ton du discours est évidemment dramatique lorsque le récit évoque les conditions de vie des habitants de la ville ; il est rusé lorsqu'il s'agit de propos médisants que tiennent des jeunes commerçants de la rue sur les belles femmes de la pègre qui passent. Le ton est sarcastique lorsqu'il appuie le discours revanchard : « Alio [...] racontait. Il mimait les sueurs froides, les explications confuses et les justifications embrouillées de son patron [lors du contrôle de l'Inspecteur] » (*op. cit.* : 56). Le ton est même agressif quand le narrateur parle des actions de l'harmattan ou quand les élèves reprochent à certains de leurs camarades le comportement de leurs pères. Enfin, le ton devient tragique lorsque le narrateur décrit l'ambiance de la cour du lycée à l'heure de sa « folie meurtrière ».

C'est donc par cette hétérogénéité énonciatrice et tonale que la nouvelle recompose l'ambiance sociale des milieux mal ou sous informés. En refusant de confier la narration du récit à un narrateur unique, et en y multipliant les tons, en fonction des locuteurs et des circonstances, la nouvelle de Dogbé se sert de la

rumeur en tant que parole anonyme et plurielle pour déplacer l'intérêt de l'histoire du personnage de l'Inspecteur vers les personnes anonymes composant le peuple.

Ces différentes modalisations du discours rumoral sont, selon les contextes et circonstances, pour faire effet sur les acteurs en présence. D'autant que « les rumeurs apparaissent dans des situations ambiguës, menaçantes ou potentiellement menaçantes, des situations où les personnes concernées ressentent le besoin de comprendre ou de se rassurer » (Di Fonzo et Bordia, 2006).

#### **4. Les raisons de la rumeur**

Quels sont les modes de réception et les effets que la rumeur a sur ceux qui la produisent ou l'entendent ? Autrement dit, quels sont les desseins poursuivis par la rumeur ? À quoi correspond sa récupération par l'écriture de la nouvelle ? Selon Jean-Louis Dufays,

de l'adhésion à l'incrédulité, en passant par la joie secrète ou la complicité honteuse, le récepteur de rumeurs révèle et déploie toute une gamme de postures interprétatives et axiologiques qui ne diffèrent pas, pour l'essentiel, de celles qu'on peut adopter à l'endroit des stéréotypes. (Dufays, 2004 : 29)

Dufays reconnaît que la rumeur a toujours un certain pouvoir sur ses auditeurs : pouvoir cathartique, affectif, cognitif, perlocutoire, etc. ; tout pouvoir qu'on retrouve dans la nouvelle d'Alfred Dogbé.

C'est un pouvoir cathartique et affectif que la rumeur exerce sur ces vieilles femmes du marché et ces jeunes commerçants de la rue qui, loin du monde juteux et hermétiquement fermé de la « magouille » politique et financière, délibèrent sur ce qui se tramerait dans cette partie nantie de leur ville. Selon Nicholas Di Fonzo et Prashant Bordia (*op. cit.*) citant Rosnow,

les rumeurs servent à la compréhension collective dans une situation ambiguë. Dans des contextes indéfinis, les gens tentent d'abord de comprendre individuellement, en recourant à leurs paramètres personnels de compréhension. Lorsque cette stratégie échoue, ils se mettent à discuter et évaluer des hypothèses informelles, collectivement. Ce sont ces hypothèses collectives et leur discussion qui sont la rumeur. (Di Fonzo et Bordia, 2006)

Pour les milieux sociaux tenus éloignés de la gestion publique, la rumeur constitue donc un espace où l'imaginaire travaille la parole et où la parole « compense » le bien matériel dont ils sont privés. C'est ainsi que, dans « Monsieur l'Inspecteur », la ville parle :

- elle fait l'état des lieux de la corruption des fonctionnaires : « la petite ville avait recensé et évalué leurs biens réels et imaginaires [...] La ville attendait la chute de ses maîtres vomis, enviés et craints. Celle de Boukar, car on l'a vu débarquer ici maigre et affamé comme un enfant abandonné ; celle de Tinni [...] ; celle de Chani [...] ; la ville citait aussi Tanko et Komi : l'un avait envoyé six fois sa mère à La Mecque, l'autre livrait les jeunes filles de son lycée aux partouzes de ces mécréants... » (*op. cit.* : 52-53) ;

- elle décrit les objectifs de la mission de « Monsieur l'Inspecteur » : « Monsieur l'Inspecteur national devrait établir : l'origine et le volume de la fortune visible ou occulte des principaux cadres de l'État » (*op. cit.* : 52) ;

- elle dresse les qualités du personnage – virtuel mais central –, « Monsieur l'Inspecteur » : « [les vieilles femmes] vantaient la compétence vigilante et la probité indéfectible de Monsieur l'Inspecteur. [...] [L'Inspecteur est un] fonctionnaire rusé et pointilleux, inaccessible aux compromissions. [...] Il avait mis à nu tous les tripotages, toutes les magouilles abominables dans d'autres régions du pays. C'est un dur, un homme ! » (*op. cit.* : 52-53) ;

- elle connaît la destination des résultats de l'enquête : « Monsieur l'Inspecteur réservait la primeur de ses conclusions au chef de l'État lui-même » (*op. cit.* : 60) ;

- elle annonce même le verdict de Monsieur l'Inspecteur : « de lourdes peines d'expropriation et d'emprisonnement avaient été distribuées » (*op. cit.* : 52).

Devant le déficit d'informations fiables, voire le mutisme des gérants de la vie publique, l'imagination du petit peuple se déploie, les bouches se délient et le colportage entretient l'espoir, du moins il se substitue à l'explication et aide à gérer le manque. Ainsi, l'écriture de la nouvelle se saisit du puissant pouvoir fabulateur de la rumeur pour actualiser et mythifier le personnage non authentifié de « Monsieur l'Inspecteur » ; l'investissant des vertus du justicier que la ville attend depuis toujours.

Mais la rumeur peut conduire ses protagonistes à une mise à distance marquée soit par la critique négative, soit par l'indifférence. Dans « Monsieur l'Inspecteur », c'est une posture critique qu'adoptent par exemple deux enseignants, des clients habituels d'un bistrot de la ville. Ils épluchent les pratiques des détournés d'argent : « on leur demande de restituer les sous volés au peuple. C'est très simple ! Ils font appel à des amis qui vident momentanément d'autres caisses de l'État afin de régulariser la leur. Après l'inspection, tout redevient comme avant. Et le tour de passe-passe n'est même pas secret. » (*op. cit.* : 58).

Ils démasquent le double visage de « Monsieur l'Inspecteur » et la duperie politique : « ce qui me choque, moi, c'est d'entendre parler d'assainissement, de moralisation de la vie publique. Or, ce chien d'inspecteur use ouvertement de chantage et fait payer son silence en femmes, en bétail, en terres et en voitures. L'ignoble bouffon déniche les fraudes, s'en enrichit et passe pour un modèle de probité ! » (*op. cit.* : 58). « Une mascarade ! Une parodie de justice !... On se moque de nous ! », râle l'un des enseignants.

Tout le monde n'est cependant pas si passionné par la rumeur : « ragots d'aigris ! » finit d'ailleurs par se dire un autre client du bar, plus préoccupé par son jeu de billard que par le discours fielleux des deux enseignants qui lui parvenait.

Enfin, quand elle trouve un terrain fertile, la rumeur peut amener à une réponse physique et brutale à l'anomie qui l'a engendrée : « quand la rumeur désigne un coupable à la vindicte populaire, l'effervescence qu'elle génère peut conduire jusqu'au meurtre collectif » (Aldrin, 2011). C'est ce qui advient, à la fin de la nouvelle « Monsieur l'Inspecteur » : « Et la ville vivait dans la douleur en cette matinée où Taya, le meilleur de la classe succomba aux coups. Dans la classe quelqu'un l'avait traité de fils de voleur... » (*op. cit.* : 61), « La bagarre éclata, violente et confuse. » (*op. cit.* : 60), « La cour du lycée était maintenant dévastée, jonchée d'adolescents gravement blessés, filles et garçons hébétés qui baignaient dans leur sang... » (*op. cit.* : 61).

Profitant de la naïveté et de la fougue d'une jeunesse prédisposée à la violence, la rumeur désigne les coupables et appelle à leur sanction : « douloureuse matinée de mesquinerie où Diallo rapporta à ses camarades les forfaits du père de Mamane. Terrible matinée où ils refusèrent de partager les mêmes cours que les fils insolents des affameurs du peuple. » (*op. cit.* : 62).

Mais la plus angoissante des conséquences de la rumeur quand elle dégénère, est celle qui amène la conscience humaine à se poser — comme ce surveillant général de lycée devant son école dévastée — sans espoir de réponse, la question essentielle : « qui donc m'a confectionné cette merde ? » (*op. cit.* : 62).

En dernière analyse, on peut dire que la rumeur, qu'elle se présente sous la forme d'agent fabulateur, d'un point de vue critique ou d'un instigateur d'agitations sociales, apparaît comme la voie d'une quête de sens ; la quête d'intelligibilité d'un impératif vivre ensemble rendu difficile par les injustices et le cloisonnement des positions sociales. C'est sur la base de ces différentes caractéristiques du genre rumoral que s'appuie Alfred Dogbé pour structurer sa nouvelle selon les trois susmentionnées : le temps de l'illusion, le temps des remises en cause de la mission de l'inspecteur, enfin l'émeute dans le lycée.

## **Conclusion**

Alfred Dogbé a utilisé le mode particulier de communication et d'échange qu'est la rumeur, pour faire, dans la nouvelle, l'état d'une situation d'anomie sociale et ses effets. En présentant une société à double strate (celle des riches et celle des pauvres), et surtout en donnant la parole à la classe pauvre, en jouant sur la charge psychologique des acteurs mis en difficulté par la corruption et la misère ambiantes, sur la pluralité des voix et des opinions, et les possibilités subversives de la rumeur, le nouvelliste met la puissance du langage rumoral au service de l'écriture de la nouvelle.

On retient qu'Alfred Dogbé a réussi trois pirouettes scripturaires complémentaires les unes des autres :

- la première est textuelle ; c'est celle d'avoir su transplanter un genre discursif fluctuant, en l'occurrence la rumeur, dans un autre, la nouvelle, qui se veut économique et a priori normée. C'est dire que la nouvelle, comme le roman, est malgré sa concision, un genre ouvert, capable d'accueillir en son sein d'autres genres comme le conte, la légende, la rumeur, etc.

- La deuxième est discursive et référentielle. Dogbé a réussi à modéliser, dans cet architexte<sup>8</sup>, une dimension vivante de nos sociétés où l'information, soumise à des traitements variés, exaspère l'opposition sociologique entre administrateurs et administrés, entre pouvoir et peuple.

- La troisième enfin, relative à la structure profonde de la nouvelle, a une tonalité didactique : les sociétés inégalitaires font le lit à la rumeur, et qui sait, aux troubles. En effet, la rumeur, dit Bernard Paillard,

est une perturbation de la communication sociale. Infime lorsqu'elle n'est que bruit de fond, elle peut prendre des allures cycloniques lorsque nous sommes en système de

---

<sup>8</sup> Gérard Genette (1982) définit l'architexte comme un texte qui met en relation générique plusieurs textes.

dépression sociale [...] Si certaines rumeurs éclatent comme des orages, c'est parce que nous avons affaire à un climat social instable, susceptible de créer des turbulences difficilement contrôlables. Quand il se forme une zone de basse pression, selon toute une série de conditions difficilement prédictibles, il se peut que celle-ci se résorbe et soit rapidement colmatée, chassée par l'avancée de l'anticyclone. Il se peut aussi que, brutalement, arrivent les grandes tempêtes. Ce sont ces zones de basse pression qui posent problème. (Paillard, 1990 : 138)

L'harmattan continue à souffler sur le Sahel. La misère et la corruption se côtoient rageusement. Et les langues se libèrent de plus en plus. Sommes-nous, comme se le demande par ailleurs Bernard Paillard (*op. cit.*), « en zone de basse pression, en l'attente d'un cyclone ? Éclatera-t-il ou sera-t-il écarté ? ».

Dans cette perspective, la nouvelle « Monsieur l'Inspecteur » ne peut-elle pas être interprétée comme une sorte de sommation ? À moins qu'elle ne soit encore retenue que comme une de ces simples fabulations d'écrivain.

### Bibliographie

- ADAM, J.-M. (1994). *Le Texte narratif*. Paris, Editions Nathan (Fac).
- ALDRIN, P. (2011). « Rumeurs : il n'y a pas que la vérité qui compte », in *Sciences Humaines*, [http://www.scienceshumaines.com/rumeurs-il-n-y-a-pas-que-la-verite-qui-compte\\_fr\\_5199.html](http://www.scienceshumaines.com/rumeurs-il-n-y-a-pas-que-la-verite-qui-compte_fr_5199.html), consulté le 6 août 2014.
- BARTHES, R. (1977). « Introduction à l'analyse structurale des récits », in Barthes, R. et al. *Poétique du récit*. Paris, Editions du Seuil, pp. 7-57.
- BONHOMME, Julien, « Philippe Aldrin, *Sociologie politique des rumeurs* », <http://lhomme.revues.org/2584>, consulté le 13 août 2014.
- DIFONZO, N. et BORDIA, P. (2006). « Rumeurs, ragots et légendes urbaines Contextes, fonctions et contenus », in *Revue Diogène*, n° 213, 2006/1, <http://www.cairn.info/revue-diogene-2006-1-page-23.htm>, consulté le 28 août 2014.
- GENETTE, G. (1982). *Palimpsestes. La littérature au second degré*. Paris, Seuil.
- GROJNWSKY, D. (2005). *Lire la nouvelle*. Lettres sup., 4<sup>e</sup> édition. Paris, Armand Colin.
- HANDFIELD, C. (2012). *Dans le vide suivi de Étude de l'évocation dans le recueil de nouvelles Qui a tué Magellan ? de Mélanie Vincelette*, Mémoire en études françaises, Université de Sherbrooke, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Département des Lettres et Communications, <http://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/5717/MR91035.pdf?sequence=1>, consulté le 6 août 2014.
- KERBRAT-ORECCHIONI, C. (dir.), (1979). *Analyse sémiotique des textes*. Lyon, Presses Universitaires de Lyon.
- PAILLARD, B. (1990). « L'écho de la rumeur », in *Communications*, 52, pp. 125-139.
- REUMAUX, F. (1996), *La veuve noire. Message et transmission de la rumeur*. Paris, Méridiens Klincksieck (Sociétés).
- ROUQUETTE, M.-L. (1990). « Le syndrome de rumeur », in *Communications*, 52, pp. 119-123.



## PAR L'HUMOUR ET POUR LE RIRE OU LES INFLUENCES ORALES DE L'HUMOUR CITADIN SUR LE FRANÇAIS PARLÉ À ABIDJAN

**Christian Rodrigue Tidou**

Université Félix Houphouët-Boigny, Département de Lettres Modernes

### **Introduction**

Entendant par tradition orale « toute parole juridique, historique, artistique, etc., non pétrifiée par l'écriture, mais également tout discours sur la pratique scientifique, technologique, économique ou autre de [notre] société ancienne » (Zaourou, 2011 : 10-11), la littérature orale est l'un de ses aspects que Djéguéma définit, selon le mot de Fribourg, comme « cette partie de la tradition orale qui a pris une forme littéraire, une structure propre au groupe qui la produit, et qui obéit en outre bien souvent [...] à certaines règles d'expression [...] ». » (Djéguéma, 1997 : 163). Avec la linguistique, la littérature orale partage cet intérêt pour la parole et pour l'oralité, bien que leurs approches soient différentes. Ainsi, à la question « Qu'entendez-vous par oralité ? » Meschonnic (1982 : 6-23) convoque l'empirique. Son orientation éloigne l'oralité des conceptions passéistes d'autant plus que les littératures orales s'émancipent en contexte urbain dans la néo-oralité. Dans les villes, le besoin de communiquer se matérialise par diverses formes d'art ; de sorte que les milieux jeunes ont vu apparaître le rap, le slam et le zouglou, ce dernier genre spécifique à la ville d'Abidjan. De même, dans l'environnement artistique abidjanaise, les humoristes ont réussi à se faire une place. Leurs prestations, très prisées, dévoilent une langue renouvelée par laquelle ils tentent d'arracher le rire. Ainsi, Barlet (1998 : 3) peut écrire :

Pour nous qui ne croyons plus au père Noël, [...], qui n'écoutons plus nos grands-mères, qui ne nous rendons plus au bois sacré, pour nous qui négligeons tout ce qui nous permettrait de revisiter en mythe nos vieilles pulsions de mort, et qui du coup, avons tendance à les détourner sur d'autres peuples, pour nous, le rire est la dernière thérapie possible, la dernière voie de salut.

Les rapports entretenus par les locuteurs avec les langues et, partant, avec la langue française, puisent leurs ressources dans la démultiplication des réalités sociales. Les métropoles africaines illustrent cette effervescence sociale et linguistique. À l'échelle du continent noir, des pays ou même des villes, la langue française présente une dynamique manifestée par des formes de restructuration qui participe, pour certaines, de son enrichissement. En nous intéressant aux humoristes d'Abidjan, nous les percevons comme des « consommateurs » de la langue française, car ils se l'approprient en vue de l'adapter à leur art. Cette contribution a pour objectif d'interroger les pratiques langagières de cet humour et leur incidence sur la construction du français parlé à Abidjan.

Dans ces conditions, la question de la créativité linguistique des humoristes abidjanaise soulève la problématique de leur participation à la dynamique globale du français. Deux questions de recherche sont à la base de cette étude : quels procédés linguistiques les humoristes abidjanaise utilisent-ils ? Comment les spectateurs-

locuteurs se les approprient-ils pour former ce qu'on peut appeler le français parlé à Abidjan ? L'hypothèse qui sous-tend ce questionnement est que la performance humoriste est surtout synonyme de performance linguistique. Notre hypothèse est que l'humoriste procède par des créations linguistiques – procédés syntaxiques, créations lexicales, etc. – qui finissent par entrer dans la langue de la communauté des locuteurs, faisant ainsi du spectacle d'humour un point à partir duquel la marginalité « impose » ses codes.

Le corpus de cette étude est issu d'une matière essentiellement orale constituée des productions verbales des humoristes de la ville d'Abidjan, et dont nous avons transcrit les éléments les plus pertinents pour le présent article. Il s'agit précisément :

- des sketches de Toto et Dago, duo d'humoristes des années 70-80 ;
- des sketches de Wintin Wintin Pierre et Vieux foulard, duo d'humoristes des années 80-90 ;
- des prestations des humoristes à l'émission *Bonjour 2014*, une production annuelle de la Radio Télédiffusion ivoirienne (RTI) rassemblant, chaque début d'année, sur une même scène, des humoristes ivoiriens résidant presque tous à Abidjan.

La réflexion sera menée suivant « la linguistique de l'humour » (Chabanne, 1999 : 35-53), entendue comme « approche linguistique de l'humour ». En effet, comme le souligne Chabanne, cette approche « propose d'identifier les propriétés spécifiques du matériel verbal humoristique » au triple niveau des phonèmes, de la syntaxe et du lexique. En partant de la transcription de la matière indiquée plus haut, nous tenterons de retrouver les procédés de créations linguistiques les plus récurrents et ceux qui connaissent une fréquence importante dans le français ivoirien.

Trois points structurent notre analyse qualitative : après avoir établi les liens entre l'oralité et l'humour verbal, et présenté le corpus, nous analyserons quelques procédés de créations linguistiques propres aux humoristes abidjanais, avant de déboucher sur le dynamisme linguistique de leur art.

## 1. Les liens entre l'oralité et l'humour

Pour appréhender l'oralité, il faudrait non seulement l'extirper du paradigme ethnologique qui « l'identifie au parlé et l'oppose de telle sorte à l'écrit qu'elle n'a qu'une définition négative » (Meschonnic, 1982 : 16), mais aussi prendre quelque distance vis-à-vis de la vision sociologique qui la présente comme un « mode de production des textes, d'exécution et de transmission archaïque » (Meschonnic, 1982 : 16). Certes, avec la (re)découverte des littératures orales, l'oralité est présentée comme le socle du patrimoine culturel des peuples n'ayant pas privilégié l'écriture. Mais elle s'adapte aussi à l'environnement moderne. Pour Meschonnic, elle a un rapport avec l'empirique et s'analyse en terme de « discours réel en situation » (1982 : 9). Selon Chabanne (1999 : 36), l'aspect empirique de l'oralité renvoie aux « signes vocaux ou écrits que produisent les membres d'une même communauté ». Ce qui est en jeu ici, c'est le redimensionnement de l'oralité qui, pour Meschonnic (1982 : 13),

oppose le rythme au schéma, c'est-à-dire le mouvement de la parole et de la vie dans le langage, au modèle statique du dualisme, qui ne peut pas comprendre la poésie parce qu'il n'a rien à voir avec l'empirique du langage, de l'histoire, de la vie.

L'oralité comporte des aspects verbaux et para-verbaux. Elle est un « système de communication hétérogène, à la fois verbal et corporel. » Pour Mohamed Aziz Lahbabi (1982 : 42), « la parole passe par le corps, implique la participation de l'ensemble de l'être, une gamme de tonalités vocales, des gestes, des regards... ». En tant que discours en situation réelle, l'oralité participe d'une linguistique de l'individuation :

L'oralité ainsi entendue n'oppose pas plus subjectivité et collectivité qu'elle n'oppose le parlé à l'écrit. Elle est un aspect de l'historicité d'un discours, comme sa situation dans l'individuation est un autre aspect du même acte de langage. (Lahbabi, 1982 : 18)

Essentiellement basée sur les communications verbale et gestuelle, l'oralité offre plusieurs outils ayant des liens avec l'humour.

L'humour est généralement perçu par le rire et par le sourire qu'il provoque. Or tous les rires ne sont pas provoqués par l'humour (Schaeffer, 2011 : 25-26)<sup>1</sup> de même que tout humour n'est pas comédie (Steiner, 2011 : 19-20). Bien que le philosophe Bergson perçoive le rire comme propre à l'humain, des interrogations existent sur sa causalité (Smadja, 1993 : 56-90). Cette problématique n'est pas simple :

Le phénomène du rire humain recouvre un champ de comportement extrêmement vaste dont les sources sont multiples. À une extrémité, on retrouve le chatouillement, très apprécié des bébés humains dans toutes les cultures, mais tout autant des bébés chimpanzé, bonobo, gorille et orang-outan et, sans doute, des petits d'autres espèces de mammifère. À l'autre extrémité, il y a le rire provoqué par l'humour verbal, par les blagues et les plaisanteries : cette source de rire est accessible uniquement aux hommes. (Schaeffer, 2011 : 23)

Plusieurs disciplines s'intéressent à l'humour : sociologie, psychanalyse, psychologie, ethnologie... ; elles en font un champ de recherche au même titre que la linguistique (Charaudeau, 2006 : 20-21). Les uns tentent de l'expliquer, les autres d'en montrer les mécanismes. Ce regain d'intérêt n'en facilite pas pour autant la définition. On peut s'en convaincre en se référant aux quarante-six réalités auxquelles Noguez (2000 : 13-14) la renvoie. Charaudeau (2006 : 20) souligne que l'humour nous met de plein pied dans [trois] difficultés : la tendance à faire du rire le garant du fait humoristique, le choix des termes qui servent à désigner l'acte humoristique et les catégories rhétoriques liées à l'acte humoristique.

S'il n'est pas aisé de définir l'humour, c'est en partie à cause des confusions avec des notions comme l'esprit, l'ironie, le sarcasme, la satire, le caractère, la blague, la verve et la comédie, etc. Dans ce foisonnement de termes, Lecointre (1994 : 104) perçoit le lien entre humour et ironie comme étant semblable à celui

---

<sup>1</sup> Rapportant les conclusions d'une étude en vue de conforter son argumentaire, Jean-Marie Schaeffer inventorie au moins douze émotions pouvant s'exprimer par le rire : la joie, l'affliction, l'amusement, la bonne humeur, la surprise, la nervosité, la tristesse, la peur, la honte, l'agression, le triomphe, la raillerie, la Schadenfreude.

existant entre drôle et moqueur, sans toutefois en faire des termes sémantiquement figés. Selon elle (1994 : 111),

[l]a possibilité d'un jeu de coréférence entre humour et ironie par la perte de composant sémantique devenus non pertinent est envisageable. Cela signifie que humour et ironie adaptent leur sens selon les besoins du texte critique.

Les aspects socioculturels de l'humour (Smadja, 1993 : 91-123) amènent Mongo-Mboussa (1998 : 6) à le questionner en contexte africain, en réfutant la distinction senghorienne qui oppose un humour occidental intellectuel à un humour nègre affectif. Pour lui, l'humour des Noirs réside dans « la capacité des Nègres à prendre leur propre souffrance comme objet de dérision ». Au terme humour qu'il juge restrictif, Mongo-Mboussa préfère celui de « risible », emprunté à Fourastier (Mongo-Mboussa, 1998 : 7). Charaudeau parle, quant à lui, de « fait humoristique » (2006 : 20). Nous leur emprunterons cette terminologie qui présente l'humour comme une réalité dynamique. Ainsi, nous pouvons retenir que :

- 1- le rire est la réaction la plus courante suscitée par l'acte humoristique ;
  - 2- mais tout acte humoristique ne produit pas toujours le rire ;
  - 3- l'humoriste produit l'humour non seulement avec son corps, mais aussi avec la parole ;
  - 4- l'humour verbal est culturel, c'est-à-dire contextuel et identitaire.
- Ces conclusions ouvrent la voie à une analyse de l'humour verbal abidjanais.

## **2. Pratiques langagières des humoristes d'Abidjan**

L'appropriation de la langue française par les humoristes d'Abidjan est tributaire de la dynamique sociolinguistique du français tel qu'il est parlé dans cette métropole. L'humour verbal peut s'y appréhender à travers trois variétés de français (Boutin, 2008) : le français populaire ivoirien, le français standard et le nouchi. Nous n'aborderons ici que le français populaire ivoirien et le nouchi, bien que les trois soient présents chez les humoristes.

### **2.1. Discours humoristique et français populaire ivoirien**

Notre propos n'étant pas de discuter les catégorisations de français en Côte d'Ivoire, nous retenons ici que le français populaire ivoirien est défini par Lafage (1991 : 96) comme « fort approximatif, d'acquisition non guidée et peu intelligible à un francophone venu d'ailleurs ». Dans les années 70-80, la dénomination « français de Moussa » faisait référence au français du personnage ainsi nommé qui animait des chroniques dans les colonnes du magazine Ivoire Dimanche. Ce personnage représentait ceux des Ivoiriens qui pratiquaient ce français fort approximatif dont parle Lafage (1991). Zézé<sup>2</sup>, un autre personnage de bande dessinée de ce même magazine, s'exprimait dans ce même français de la débrouillardise. Son créateur, Jean-Louis Lacombe, présente ainsi la langue de Zézé :

---

<sup>2</sup> Bande dessinée d'une page présentée par le magazine ivoirien ID, Ivoire Dimanche, dans les années quatre-vingt. Le personnage éponyme de la bande, Zézé, était une création de Jean-Louis Lacombe tel que le révèle le n° 678 de ce magazine paru le 5 février 1984.

Elle s'inspire du franc-parler abidjanais. Je recherche toujours le côté phonétique et humoristique des mots. Quand on dit Zézé, on doit toujours avoir en tête l'intonation des mots. C'est le cas de l'interjection « Ziké » qui revient souvent dans la bouche du personnage. (Lacombe, ID n° 678)

Toto et Dago<sup>3</sup>, puis Wintin Wintin Pierre et Vieux Foulard, sont deux duos d'humoristes abidjanais des années 70 et 80. Tandis que Toto et Dago s'expriment tous deux dans le français populaire ivoirien, avec Wintin Wintin Pierre et Vieux foulard, il arrive que l'un joue le « bon citadin » qui parle un français standard et l'autre le « rustique » qui s'exprime en français populaire ivoirien. Les deux extraits suivants en donnent des aperçus. Nous les présentons, ainsi que les suivants, en API, tout en conservant les espaces entre les mots, et parfois la ponctuation.

**(1) Toto et Dago, sketch « La secrétaire »<sup>4</sup>**

- 1-Dago : [ty a vy dā pei la]  
2-Toto : [wei]  
3-D : [fam ke i travaj dā biro oh, il a sekreter oh]  
4-T : [wei]  
5-D : [il a sekreter partikilie oh]  
6-T : [wei]  
7-D : [eh il a kwa kwa oh ! Kā ti parti eh biro de direter il na pa la]  
8-T : [wei]  
9-D : [kan ti ganepapie laba, ti di ð na mete tō papie dā sijemā, ti va pa papie ti ferfe, ty truvepa, sekreter na pa la, ð di wei, sekreter i la mal a sō dā, ila mal a sō ne, ila gan butō]  
10-T : [wei wei i fekwa]  
11-D : [i promene]  
12-T : [promene pur fer kwa]  
13-D : [i promene dā biro]  
14-T : [pur fer kwa]  
15-D : [i promene dā biro, ivādi pap, i vādi tu keskia]

Dans cette tentative de transposition du français populaire ivoirien, l'on observe des altérations morpho-phonologiques des mots : ([biro] au lieu de [byro] pour « bureau » ; [direter] au lieu de [direktør] pour « directeur ») et des constructions syntaxiques qui s'éloignent des normes grammaticales ([ipromene] au lieu de [ɛlsəpromen] « elle se promène » ; [ivendi] au lieu de [elvā] « elle vend »). Pour ce qui est des créations lexicales, on peut lire par exemple [sijemā] au lieu de [sijatyr] pour dire « signature ».

---

<sup>3</sup> Selon le site internet [www.rezoivoire.net](http://www.rezoivoire.net), ces deux artistes sont apparus sur les écrans de la télévision ivoirienne en 1975. Dago, de son vrai nom Tanoh Kouao Steve est décédé le 24 juillet 1990 à Abidjan. Quant à Toto Bi Kacou, plus connu sous le nom de Toto, il est décédé le 28 janvier 2012. Ces deux personnes peuvent, à juste titre, être considérées comme les premiers humoristes de la Côte d'Ivoire. Ils ont été les premiers à animer une rubrique humoristique dans l'émission de Taï Benson, selon [www.gbich.com](http://www.gbich.com).

<sup>4</sup> Nos recherches ne nous ayant pas permis de trouver le titre exact de ce sketch datant des années quatre-vingt, l'intitulé « La secrétaire » que nous proposons correspond au thème des secrétaires commerçantes que critiquent les deux humoristes. Ce sketch est disponible sur internet, notamment sur le site [ww.eburnienews.net.flv](http://ww.eburnienews.net.flv).

**(2) Wintin Wintin Pierre et Vieux Foulard, extrait du sketch « La visite »<sup>5</sup>**

[À un journaliste (Vieux Foulard) qui l'interroge sur une visite qu'il vient d'effectuer, le Secrétaire Général (Wintin Wintin Pierre) répond :]

1-[ɔ̃na parti pur de reinɪ̃ɔ̃].

2-[Hã. se pur de reinɪ̃ɔ̃.]

3-[se pur de reinɪ̃ɔ̃.]

4-[se pur vwar komã afriki i va se porte devã.]

5-[se dã set kanjer dã set viabilizasjɔ̃ kɔ̃ na komãse a sə motorize.]

6-[se dã set kanjer ɔ̃na komãse a sə kɔ̃gose]

Dans ce discours, non seulement l'on observe des modifications phonologiques ([reinɪ̃ɔ̃] au lieu de [reynjɔ̃] pour « réunion ») ; ([afriki] au lieu de [afrik] pour « Afrique »), des créations lexicales (cette [kanjɛʁ] « canière ? », [sə kɔ̃gose] « se congoser ? », mais aussi des cas de réemplois lexicaux : c'est le cas de ([viabilizasjɔ̃] « viabilisation ? » et de [sə motorize] « se motoriser » qui dans ce contexte n'a aucun sens. Du coup, les phrases « C'est dans cette canière, dans cette viabilisation qu'on a commencé à se motoriser ! » et « C'est dans cette canière on a commencé eh eh eh à se congoser ! » fonctionnent comme des prototypes de ce français populaire ivoirien dans lequel certains mots – *canière*, *viabilisation*, *motoriser* et se *congoser* – sont employés parce que dans l'imaginaire du locuteur, ils appartiennent au registre de langue soutenu et sont sensés, pour cette raison, valoriser son propos et lui donner plus de crédibilité. Ce genre d'appropriation, voire de stylisation du mot, est aussi en terrain fertile dans le nouchi.

**2.2. Discours humoristique et nouchi**

Pour Lafage (1991 : 97) et Kouadio N'Guessan (2008), le nouchi se rapproche d'un parler argotique. Ce dernier écrit :

Le nouchi, l'argot des jeunes, [...] se caractérise au niveau lexical par des changements de sens et par des emprunts aux langues locales, en particulier au dioula. Ainsi des mots provenant des langues ivoiriennes sont retenus [...], modifiés, tronqués, associés parfois à des éléments d'une autre langue [...], dérivés ou composés avec changement de sens par métaphore ou métonymie. (Kouadio N'Guessan, 2008)

Dans leur appropriation ludique du français, les humoristes abidjanais actuels se répartissent en deux catégories. D'une part, les transfuges du théâtre qui travaillent dans un français standard : Zongo, Gbi de fer, etc. D'autre part, les adeptes du nouchi<sup>6</sup> dont la langue est bâtie selon les mécanismes décrits par Kouadio N'Guessan (2008). Dans l'extrait qui suit, El Professor, à *Bonjour 2014*, se met dans la peau d'un apprenti de minicar ou gbaka qui relate un accident de la circulation à un agent de police. L'apprenti parle en nouchi et la compréhension de son propos nécessite une quasi-initiation ou une certaine appartenance à son environnement social, eu égard à l'hermétisme du lexique. Sans traiter ici de la définition du nouchi que soulève un tel constat, nous retenons que le nouchi

<sup>5</sup> Extrait retranscrit du sketch « La visite », cf. [www.eburnienews.net.flv](http://www.eburnienews.net.flv).

<sup>6</sup> Adama Dahico, Digbeu Cravate, Zongo et Tao, Decothey, Chuken Pat, Commissaire Wayoro, Abass, Boukary, Manan Kampeurs et Félicia, Koro Abou, Guei Veh, Le Président Mala Adamo, les Zinzin de l'art, Bon-p, Montana, Agalawal, Le Magnific, En K2K, Abass, Ramatoulaye, Joël, El Professor, Agalawal.

accentue l'écart d'avec le français standard et convoque des segments en langues locales ivoiriennes. L'exemple suivant, extrait de la prestation de El Professor à *Bonjour 2014*, illustre ce nouchi :

**(3) El Professor, à *Bonjour 2014***

- 1-[Ha mɔ̃ vie]
- 2-[tija vi le garki ε cuʔe sir gidrɔ̃ la]
- 3-[i vule ʔe palabr ave sɔ̃ vie mɔ̃gɔ̃]
- 4-[ʔo vwar sɔ̃ pisāsɔ̃dirɛ ti va fir]
- 5-[i etekole derier le mir]
- 6-[i zɔ̃ mi derier ɛterdi dirine]
- 7-[i di n'ne na ala, žé žir]
- 8-[si ti mɛžir, žε tāvojeo ʔi]
- 9-[mea mā bā]
- 10-[ko ɔ̃ ka samā kabori ila mɛtɛ]
- 11-[ā mɛ tā lə wɛsɛ ɛrātreāže]

Les propos de l'artiste font alterner langue locale (en italiques dans l'exemple (3)) et français. Aux lignes 3, 7 et 10, on lit en effet des mots ou phrases en dioula : 3-[*mɔ̃gɔ̃*], « personne » ; 7-[*n'ne na ala*], « Au nom de Dieu » ou « entre moi et Dieu » ; 10-[*ko ɔ̃ ka samā kabori*], « Ils l'ont pris et il a commencé à courir/fuir ». Ces énoncés entrent dans des constructions où ils continuent ou débute des parties en français. À la ligne 3, on a [*vie*] pour dire « vieux » ; à la ligne 7, nous avons [*di*] pour « Il dit... » et à la ligne 10, [*ila mɛtɛ*] pour « Il le maintint ».

Par ailleurs, pour mieux représenter le personnage qu'il imite, l'humoriste stylise et stigmatise à souhait sa langue ainsi que le montrent les énoncés 8-[*si ti mɛžir, žε tāvoje o ʔi*] pour dire, « Si tu m'injuries, je vais t'envoyer au CHU » ; 10-[*ā mɛ tā lə wɛsɛ ε rātre ā že*] pour dire « En même temps, le western est entré en jeu ».

Comme El Professor, les humoristes de la génération d'Adama Dahico, de même que tous ceux qui viennent après eux, préfèrent prêter en nouchi, minimisant ainsi leur utilisation du français populaire ivoirien et du français standard.

Les pratiques langagières en français populaire ivoirien et en nouchi configurent l'univers verbal de l'humour abidjanais. L'aspect ludique de la langue passe par sa transformation, son appropriation et sa stylisation. Si les exemples donnés présentent les préférences linguistiques des professionnels de l'humour d'Abidjan, il convient alors d'étudier les procédés verbaux qu'ils mettent en œuvre pour créer l'humour et susciter le rire.

### 3. Quelques procédés du discours humoristique abidjanais

En plus des accoutrements et de la gestuelle des humoristes visant à provoquer le rire chez le public, le matériau verbal propre aux humoristes d'Abidjan est dynamique. Cette tendance appelle une analyse selon la linguistique de l'humour. Dans cette optique, Chabanne (1999) recense trois orientations : la phonologie, la syntaxe et le lexique. Suivant ces axes, nous analyserons les procédés récurrents dans les productions discursives humoristiques concernées : les créations lexicales, les déconstructions syntaxiques et les détournements de sens.

### 3.1. Les créations lexicales

Les créations lexicales sont importantes dans le discours des humoristes abidjanais. Elles se caractérisent par de nombreuses alternances codiques. En plus de ces procédés de restructuration linguistique, les humoristes jouent sur les effets de sens et les effets sonores de certains mots pour créer des mots nouveaux non seulement par contamination lexicale, mais aussi par synonymie.

#### 3.1.1. Les mots bilingues ou mots à codes multiples

Le jeu lexical des humoristes procède parfois par la formation de mots à l'aide de plusieurs codes. En convoquant des codes différents, l'humoriste compose et crée des mots bilingues ou à codes multiples. Langues issues d'Afrique, anglais ou autre se mêlent alors à un lexème français pour former un mot original. Ce collage produit des néologismes dont nous donnons ici deux exemples :

##### (4) Atalakou : atalacourt vs atalalong

À l'origine, le terme *atalakou*, venu de l'Afrique centrale, désigne les éloges adressés à une personne dans une chanson panégyrique qui vante alors les mérites du bienfaiteur. Cette pratique, courante dans les chansons congolaises, est souvent payante. Des personnes peuvent en effet payer des artistes de renom et leur demander de les célébrer. Cette culture de la célébration existe aussi chez les peuples de Côte d'Ivoire, notamment lors des cérémonies de réjouissances populaires : mariage, fête de génération, etc. Mais le mot même *atalakou* est exporté par les artistes musiciens des deux Congo.

À la faveur de l'avènement du coupé-décalé, l'*atalakou* s'est trouvé un autre terrain fertile dans la quasi-totalité des chansons issus de ce mouvement. Pour tourner en dérision cette pratique dont les artistes abusent, certains ne chantant qu'une succession de noms ou exagérant les éloges, l'humoriste Le Magnifik, au cours de *Bonjour 2014*, crée deux autres mots en lingala-français. En remplaçant la syllabe finale *kou/ku* par l'adjectif qualificatif *court/kur*, il crée un paronyme qui veut dire un bref éloge, un court atalakou dans *Atalacourt* [atalakur]. Dans le même temps, il crée *atalalong* [atalalō] pour signifier un éloge trop long, un atalakou exagéré, juste en remplaçant l'adjectif qualificatif *court* par son antonyme *long*. Il est important de noter que les adjectifs qualificatifs *court* et *long* fonctionnent dans ces exemples comme des affixes dérivationnels (Riegel *et al.*, 2009 : 897).

##### (5) breakure

Lorsqu'à cette même édition de *Bonjour 2014*, l'humoriste Ramatoulaye entre en scène, il lance à son auditoire : « Aucune breakure n'est prévue ici ce soir ». Dans le nouchi, l'emprunt du verbe *to break* à l'anglais a abouti à la formation du néologisme *breaker* qui veut dire « draguer ». Le substantif nouchi le plus connu et formé à partir de ce mot est *breakage*, « la drague ». Mais, en employant *breakure*, Ramatoulaye crée un nouveau mot anglo-français. Au suffixe *-age*, il préfère *-ure*. Cette substitution n'est possible que parce que les deux affixes *-age* et *-ure* signifient « le fait de + verbe ». Ce changement de mot est comique dès lors que l'attente de l'auditoire est brisée. En le surprenant par des mots nouveaux, l'humoriste parvient à faire rire son public grâce à l'actualisation des synonymes.



### 3.1.2. La synonymie en nouchi

Pour montrer leur compétence en nouchi, certains humoristes n'hésitent pas à se lancer dans la superposition de synonymes. Ainsi, Le Magnifik, à *Bonjour 2013*, prétend conjuguer à la voix active du présent de l'indicatif, les verbes *savoir* et *courir*. Mais à terme, plutôt que d'assister à des changements de désinences pour un même verbe, les spectateurs ont droit à un alignement de synonymes.

#### (6)-SAVOIR

1-Je suis en drap

2-Tu es au courant

3-Il a le son

4-Nous tous ici on est déjà affairé

5-Vous êtes en zôgô

6-Ils ou elles, c'est tombé dans leur youkouri

#### (7)- COURIR

7-je béou

8-tu fraya

9-il déchire

10-nous tchinguinssons

11vous vous cherchez

12-ils ou elles gagnent temps

Dans ces deux conjugaisons, on retrouve à la fois des mots français employés au sens figuré (*il déchire, vous vous cherchez*), des alternances codiques français-mooré (*nous tchinguinssons*)<sup>7</sup> et des mélanges français-nouchi (*vous êtes en zôgô, tu fraya*). L'humoriste joue sur les sonorités des mots. Mais il stylise parfois toute la syntaxe pour produire le rire.

### 3.2. Les déconstructions syntaxiques

#### 3.2.1. Les altérations morphosyntaxiques

Il se raconte à Abidjan de nombreuses histoires drôles qui prennent pour cible l'institution scolaire. Du fait de la longue crise économique des années 80, les programmes, les personnels enseignants les apprenants, ont connu une baisse de régime. Dans l'imagerie populaire ivoirienne, la qualité de l'enseignement reste à reconstruire. Et pour traduire cette préoccupation, nombres d'humoristes utilisent les procédés d'altération volontaire de la morphosyntaxe du français. Elles suscitent les rires parce que le public auquel s'adresse l'humoriste est informé du bon usage des procédés d'altération. Généralement, le discours humoristique en la matière porte sur :

-les accords entre déterminant et nom déterminé :

-*chacun connaît son travaux* au lieu de *chacun connaît son travail/ses travaux* ;

-*les cheval* au lieu de *les chevaux/le cheval*.

-les accords entre sujet et verbe :

-*Tout ce que tu as, j'a* au lieu de *j'ai* ;

-*les cheval s'en va* au lieu de *les chevaux s'en vont*

ou de *Le cheval s'en va*.

Ce jeu sur les sonorités tourne en dérision les usages déjà stigmatisés comme fautifs propres aux locuteurs peu instruits.

---

<sup>7</sup> En mooré, langue du Burkina Faso, *partir* se dit *tchingué* ou *tchinguin*.

### 3.2.2. Devinette avec présence d'un intrus

Dans les spectacles d'humour pratiqués à Abidjan, il arrive que l'humoriste engage un dialogue avec son public pour créer l'interaction. Afin d'amener le public à commettre une faute dont il devrait – en principe – rire, l'humoriste axe l'échange sur la relation acteur et acte. Il s'agit de désigner un type de personnes afin que le public en trouve le métier ou l'acte posé. En voici un exemple :

#### (8) Dialogue entre humoriste et public

<b>Humoriste</b>	<b>Public</b>
1-le coureur,	il court
2-un sauteur,	il saute
3-un nageur,	il nage
4-un danseur,	il danse
5-un joueur,	il joue
6-un tapeur,	il tape
7-un menteur,	il ment
8-un voleur,	il vole
<b>9-un bandit,</b>	<b>il bande/il bandit</b>

Le bandit ne bandit ni ne bande. On ne peut pas construire de groupe du genre « le voleur, il vole » avec le mot « bandit ». Le principe de cette interaction est de laisser le public s'installer dans une certaine monotonie, voire une certaine confiance. C'est seulement lorsqu'il croit avoir tout compris que l'humoriste peut introduire dans son champ lexical un intrus. Comme le montre l'exemple cité, un bandit n'a pas la même dérivation que tous les mots précédents. Mais la cadence imprimée au dialogue et l'effet de liste empêchent le public d'avoir le recul nécessaire pour s'en rendre compte. Dès qu'il commet la faute attendue par l'humoriste, ce dernier s'arrête et le public rit machinalement de lui-même.

### 3.3. Les détournements de sens

#### 3.3.1. Les sigles et acronymes redéfinis et resémantisés

Définir, c'est dire ce qui est. Les définitions sont de types métalinguistiques ou paraphrastiques. Dans le deuxième cas, elles portent sur des contenus. Cette catégorie est la plus utilisée. Les humoristes, quant à eux, opèrent par redéfinition, en attribuant un autre contenu au signe linguistique, de sorte que les mots perdent leur sens usuel. Ce mécanisme de re-sémantisation ou de re-définition est surtout utilisé avec les sigles. La performance des humoristes abidjanais consiste à donner au sigle un sens parallèle en rapport avec leur environnement politique ou culturel. Le sens proposé par l'humoriste diffère alors de celui communément admis. Les exemples de ce genre abondent. Le tableau suivant en présente quelques-uns énoncés lors de *Bonjour 2014*.

(9)

A-SIGLES	B-DEFINITION INITIALE	C-RE-DEFINITION DU SIGLE
<b>Humoriste : El Professor</b>		
1- <b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut, <i>Domaine économique</i>	Parti Ivoirien des Brouteurs, <i>Domaine de la cybercriminalité</i>
<b>Humoriste : Amirale en K2K</b>		
2-Dieu est <b>RDR</b>	Rassemblement des Républicains, <i>Domaine politique</i>	Roi Des Rois, <i>Domaine religieux</i>
3-Jésus est <b>FPI</b>	Front Populaire Ivoirien, <i>Domaine politique</i>	Fils du Père Incarné, <i>Domaine religieux</i>
4-L'Esprit Saint est <b>PDCI</b>	Parti Démocratique de Côte d'Ivoire, <i>Domaine politique</i>	Puissance Divine et Créatrice Invisible, <i>Domaine religieux</i>
<b>Humoriste : Ambassadeur Agalawal</b>		
5- <b>PPTE</b>	Pays Pauvre Très Endetté, <i>Domaine économique</i>	-Petit Pantalon Très Elastique, <i>Domaine de la mode</i> -Petit Pays Très Efficace <i>Allusion à la Côte d'Ivoire</i> -Premier Président Très Economiste <i>Allusion au Pr Alassane Ouattara</i> -Petit Public Très Encourageant <i>Allusion à son au public.</i> -Petite Prestation Très Enrhumée <i>Allusion de l'humoriste à lui-même</i> -Pauvre Population Très Enervée <i>Allusion à la population</i>

Tous les sigles convoqués dans la première colonne du tableau concernent initialement des domaines d'activité bien définis : RDR, FPI et PDCI sont les trois principaux partis politiques ivoiriens. Quant aux sigles PIB et PPTE, ils se réfèrent au domaine économique. Au gré de l'actualité politico-économique, chacun de ses termes est mis à la mode et évoque des représentations habituellement connues par la communauté.

Le travail de l'humoriste consiste, dans sa ré-définition des sigles, à les faire sortir de leur domaine d'origine et à surprendre son auditoire par l'ingéniosité des nouvelles définitions qu'il propose. Celles-ci correspondent certes aux sigles, mais elles se chargent de nouvelles références qu'il dévoile au public au fur et à mesure qu'il preste. Du politique, il passe au religieux, faisant correspondre les sigles de certains partis politiques à des définitions religieuses. De même, l'artiste banalise tout ce qui est sérieux. Ainsi, l'initiative économique PPTE tombe dans la banalité des multiples domaines recensés et le PIB est ramené à la cybercriminalité. Dans ce jeu humoristique, la nouveauté des définitions et l'accumulation des exemples constituent un sérieux motif de rire.

### 3.3.2. Expressions humoristiques lexicalisées dans le français parlé à Abidjan

Si l'oralité du discours des humoristes abidjanais se vérifie par la diversité des procédés mis en œuvre afin de s'approprier la langue française, leur impact sur celle-ci se perçoit mieux dans ce que la communauté conserve dans son usage au quotidien. Les Abidjanais connaissent bien ces phénomènes de mode langagière fondée sur l'actualité.

**(10) Être un Dago – Être un Toto (années 70-80)**

Cette expression est une antonomase qui fait référence aux personnages de Dago et de Toto, des années 70-80, dont les rôles majeurs étaient ceux de personnes non informées des réalités de la ville. Ces termes signifient soit l'ignorant, soit le villageois qui découvre la ville. Ce sont des boutades utilisées pour se moquer d'une personne.

**(11) Une question FRAR (années 80)**

L'expression « c'est une question FRAR » est née d'un micro-trottoir projeté par la Radio Télédiffusion Ivoirienne (RTI) dans les années 80. L'une des personnes interrogées avait avoué ne pas savoir ce que signifie le sigle FRAR (Fonds Régionaux d'Aménagement Ruraux). Mais elle l'avait dit dans le « français de Moussa » en s'exclamant devant les caméras de la RTI : « *FRAR ? Ça, c'est une question que je n'a connaisse pas !* ». En raison de la faute de conjugaison commise dans ce propos, celui-ci a été perçu comme une source de rire, avant que l'humoriste vedette de cette même période, Bamba Bakary, ne reprenne la phrase agrammaticale du célèbre inconnu dans l'un de ses spectacles pour la faire définitivement entrer dans le domaine des expressions humoristiques lexicalisées. Depuis, une *question FRAR* signifie « ce qu'on ne sait pas, une colle ».

**(12) Eh Djah (ma vieille) ! (années 90)**

L'exclamation « Eh Djah ! » ou « Eh Djah, ma vieille ! » est typique de l'humoriste Adama Dahico qui l'utilise comme expression phatique lors de ses prestations. *Djah*, en nouchi, désigne l'Être Suprême, Dieu. L'expression peut traduire autant un regret qu'une joie, un pincement au cœur, etc. Il s'agit en fait de crier à Dieu, de s'en remettre à lui ou à sa propre mère (*ma vieille*) devant une situation qui suscite de l'émotion.

**(13) Ya dé cas (années 2000)**

Lors de sa découverte sur les chaînes de télévisions ivoiriennes, l'humoriste Agalawal avait fait sensation grâce à une histoire dans laquelle il dévoilait un arbre d'interminables possibles. Pour chaque situation, dit-il, il y a toujours deux cas (*dé cas*) dont l'un est positif et l'autre négatif. Cette expression signifie dans le français populaire ivoirien qu'on a toujours le choix, que deux possibilités s'offrent à chaque individu pour chaque décision qu'il doit prendre ou pour chaque acte qu'il doit poser.

**Conclusion**

L'humour abidjanais a une dimension verbale importante que ne peut prétendre épuiser le présent article. À travers les appropriations qu'ils en font, les humoristes d'Abidjan se présentent comme des restructurateurs. Prestant en français, ils actualisent cet outil linguistique et lui donnent une tonalité comique en insistant sur son aspect ludique. Qu'il s'agisse du français populaire ivoirien, du français standard ou du nouchi, leurs pratiques langagières confirment le point de vue de Chaurand pour qui « l'un des traits du français est sa capacité d'ouverture à des apports très divers. » (Chaurand 1969 : 126).

Notre analyse des humoristes d'Abidjan permet de tirer quelques conclusions selon lesquelles la parole est l'outil majeur de l'humoriste qui est sans cesse en quête de performance verbale au moyen d'une langue donnée, en l'occurrence, la langue française. S'il trouve sa matière dans l'actualité, et s'il vise avant tout l'impact humoristique par le jaillissement du rire, il sait qu'il lui faut s'approprier la langue. Elle est pour lui un instrument de travail qu'il doit affûter, puisque le charme est d'abord produit par le stimulus auditif. On rit non de ce qu'on voit, mais de ce qu'on entend.

D'autres travaux devraient approfondir et confirmer ces résultats tant ce champ de recherche paraît riche. Mais nous sommes déjà fondé à dire que, dans la métropole qu'est Abidjan, l'humour, art éminemment verbal et oral, fonctionne comme une instance de validation des formes d'expression que l'on pourrait, a priori, traiter de marginales et classer comme telles. Les humoristes, dans leur grande majorité, travaillent dans un français hybride et stylisé qui leur permet d'introduire dans la communauté les procédés et des expressions nouvelles.

### **Bibliographie**

- BAECQUE, A. *et al.* (2011). *Pourquoi rire ?*. Paris, Gallimard, 244 p.
- BARLET, O. (1998). « Éditorial : le courage de rire », in *Africulture* n° 12, novembre 1998. Paris, L'Harmattan, pp. 3-4.
- BOUTIN, A.B. (2008). « Norme endogène ivoirienne et subordination », in S. Wharton, C. Bavoux & L.-F. Prudent (éd.). *Normes endogènes et plurilinguisme*. Lyon, Editions de l'ENS, pp. 61-84.
- CALVET, L.-J. (1976). *La sociolinguistique*. Paris, PUF (Coll. Que sais-je ?, n° 2731), 128 p.
- CHABANNE, J.-C. (1999). « Verbal, paraverbal et non verbal », in *Approche du discours comique, Actes de la journée d'étude ADISCOM*, juillet 1995, Bruxelles, Mardaga, pp. 35-53
- CHARAUDEAU, P. (2006). « Des catégories pour l'humour ? », in *Revue Questions de communication*, n° 10. Nancy, Presses Universitaires de Nancy, pp. 19-41.
- CHAURAND, J. (1969). *Histoire de la langue française*. Paris, PUF (Coll. Que Sais-je ? n° 167), 128 p.
- DERIVE, J. et DERIVE, M.-J. (2004). « Processus de création et valeur d'emploi des insultes en français populaire de Côte d'Ivoire », in *Langue française*, n° 144, pp. 13-34
- DJEGUEMA, K. (1997) « Tradition, tradition orale, littérature orale », in *En-Quête*, n° 1, Revue scientifique de la Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines (FLASH). Université de Cocody, Abidjan, PUCI, pp. 161-177.
- Ivoire Dimanche*, Magazine n° 678, 5 février 1984.
- JOUANNET, F. (1980). « À propos de la norme », in *Langage et société*, n° 11, pp. 19-31
- KOUADIO N'GUESSAN, J. (2008). « Le français en Côte d'Ivoire : de l'imposition à l'appropriation décomplexée d'une langue exogène »,

*Documents pour l'histoire du français langue étrangère ou seconde*, n° 40/41, pp. 179-197.

- LAHBABI M. A. (1982). « Quelques traits caractéristiques du personnalisme africain », *Tiers-Monde*, n° 92, vol. 23. Paris, Armand Colin, pp. 839-843.
- LAFAGE, S. (1991). « L'argot des jeunes ivoiriens, marque d'appropriation du français ? », in *Langue française*, n° 90, pp. 95-105.
- LECOINTRE, S. (1994). « Humour, ironie, signification et usage », in *Langue française*, n° 103, pp. 103-112.
- MESCONNIC, H. (1982). « Qu'entendez-vous par Oralité ? », in *Langue française*, n° 56, pp. 6-23.
- MONGA-MBOUSSA, B. (1998) « Le pleurer-rire des écrivains africains », in *Africulture*, n° 12, novembre. Paris, L'Harmattan, pp. 5-11.
- NOGUEZ, D. (2000). *L'Arc-en-ciel des humours*. Paris, Livre de Poche, 250 p.
- RIEGEL, M. *et al.*, (2009). *Grammaire méthodique du français*. Paris, Quadrige-PUF, 1107 p.
- SAYAD, A. (1985). « Du message oral au message sur cassette, la communication avec l'absent », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 59, pp. 61-72.
- SCHAEFFER, J-M. (2011). « Rire ou blaguer », in Jean Birnbaum (dir.) *Pourquoi Rire ?*. Paris : Gallimard (coll. Folio Essais, n° 555).
- SMADJA, E. (1993). *Le rire*. Paris, PUF, (Coll. Que sais-je ? n° 2766), 128 p.
- STEINER, G. (2011). « Le rire ou la sourire », in Jean Birnbaum (dir.) *Pourquoi rire ?*. Paris : Gallimard (coll. Folio Essais, n° 555), pp. 11-21.
- ZAOUROU, B. Z. (2011). *Anthologie de la littérature orale de Côte d'Ivoire, Burkina*. Paris, L'Harmattan, 307 p.

## ÉTUDE DES PROCESSUS DE CATÉGORISATION DANS UN CORPUS D'ENTRETIENS À DOUALA

Julie Peuvergne

Université Paris Ouest Nanterre – MoDyCo

### Introduction<sup>1</sup>

Le Cameroun se caractérise par un bilinguisme officiel anglais/français, le français étant de fait majoritaire (huit régions francophones et deux régions anglophones). On décompte ordinairement entre 200 et 250 langues d'origine camerounaise, dont aucune n'a de statut institutionnel. On observe également un parler hybride, le francanglais, et différentes formes de pidgin. Douala, capitale économique, se situe en zone francophone ; le français y prédomine comme langue de communication, au point qu'il est bien souvent acquis comme langue première. Il côtoie l'anglais, le pidgin et d'autres langues nationales ou de pays voisins.

À travers un corpus d'entretiens – lieu par excellence de l'émergence des représentations – nous questionnerons les catégorisations effectuées par les informateurs, en tenant compte de leur interprétation émique<sup>2</sup> et de la dynamique interactionnelle particulière de l'entretien. Les processus de catégorisation émergeant lors des entretiens illustrent les dynamiques sociolinguistiques. L'analyse sera enrichie d'observations de terrain et d'extraits de corpus écologiques<sup>3</sup> (conversations ordinaires, émissions de radio...) présentant des références à la ville et/ou aux langues.

Nous nous proposons de montrer comment une attention portée aux processus de catégorisation peut être mise à profit pour l'analyse d'un corpus d'entretiens. On s'intéressera aux désignations et aux discours portant d'une part sur la ville, d'autre part sur les langues et leurs locuteurs. Il s'agira ici non pas de décrire les pratiques multilingues, mais d'observer leur mise en mots, les catégories mobilisées en discours et les rapports que ces catégories entretiennent entre elles. Nous verrons que les processus de catégorisation reflètent d'une part les différentes sphères de communication des locuteurs, d'autre part les idéologies linguistiques en œuvre dans la construction identitaire.

---

<sup>1</sup> Je remercie Béatrice Akissi Boutin et Inge Skattum pour leur relecture minutieuse. Je remercie tout particulièrement Cécile Vigouroux pour ses commentaires sur une première version de cet article.

<sup>2</sup> L'opposition émique/étique concerne l'interprétation et/ou la catégorisation du participant à l'interaction vs. celles du chercheur. Elle a été proposée initialement par K. Pike (1954).

<sup>3</sup> Les enquêtes de terrain ont bénéficié du financement des projets PFC (<http://www.projet-pfc.net/>) et Ciel-F (<http://www.ciel-f.org/>).

## 1. Corpus et dynamique de l'entretien

### 1.1. Constitution du corpus

Ce travail se base sur un petit corpus de sept entretiens effectués au quartier de Deido, d'une durée totale de 4 heures 35 minutes. Deido est le dernier quartier de la métropole encore considéré comme à dominante ethnique douala. Cependant les participants aux entretiens ont été sélectionnés en privilégiant les réseaux d'interconnaissance, et particulièrement les personnes avec qui nous interagissons régulièrement (voire quotidiennement), et non en fonction de cette appartenance ethnique. Nous rejoignons Cécile Vigouroux sur le fait que la catégorisation a priori des participants (enquêtés comme enquêteur) « affirme sans fondement le caractère homogène d'une catégorie présumée à partir d'une base raciale, géographique ou nationale [...] et l'interchangeabilité des membres de cette catégorie » (Vigouroux, 2004 : 132).

Ce choix méthodologique relève également du fait que ces locuteurs ont été impliqués dans l'enregistrement de situations écologiques, c'est-à-dire des situations saisies dans leur mode d'accomplissement ordinaire ; sans avoir été orchestrées ou sollicitées par le chercheur<sup>4</sup>. Les discours épilinguistiques peuvent donc être mis en perspective avec des discours plus spontanés et des observations de terrain.

Les entretiens ont été menés le plus souvent au domicile des participants, ou dans un lieu de leur choix (proche de leur travail, chez un parent). Le déroulement des entretiens s'articulait dans un premier temps sur des informations biographiques (profession, situation familiale, scolarisation, langues parlées...), puis s'orientait vers des questions relatives aux langues et aux pratiques linguistiques.

La grille d'entretien élaborée pour ce travail consistait en une liste de thèmes à aborder, sans ordre particulièrement défini, afin de préserver un maximum de spontanéité, et de formuler les questions, d'alimenter la discussion en fonction des propos de l'interviewé. Au-delà des informations de base (âge, profession, langue première, langues parlées...), l'entretien permet de recueillir les discours épilinguistiques qui donnent accès aux représentations et reflètent les dynamiques sociales (et partant, sociolinguistiques). Nous nous attacherons plus particulièrement à l'émergence, l'élaboration et la co-construction des catégories par lesquelles ces représentations sont mises en discours.

### 1.2. L'entretien comme interaction

L'entretien n'est pas envisagé ici uniquement comme un moyen de recueillir des informations ou des opinions mais comme un événement interactionnel co-construit par l'interviewé et l'interviewer. Dans cette approche, qui s'appuie en partie sur l'analyse interactionnelle (cf. par exemple Traverso 2008, 2012), on portera une attention particulière au processus intersubjectif par lequel est construit le discours. Une approche interactionnelle replace les productions des locuteurs dans leur temporalité et les envisage comme co-construites par l'ensemble des participants.

---

<sup>4</sup> Ces deux corpus, corpus d'entretiens et corpus écologique, ont été constitués respectivement dans le cadre des projets PFC (<http://www.projet-pfc.net/>) et CIEL-F (<http://www.ciel-f.org/>).



L'analyse des processus de catégorisation trouve son origine dans les travaux d'Havey Sacks (1964/1972). Celui-ci propose la notion de « dispositifs de catégorisation de membres », qui permettent aux individus d'une société d'orienter leurs comportements en fonction des catégorisations des personnes, des actions et des événements. Ces savoirs font partie intégrante de la vie sociale, et participent à l'interprétation des situations. L'analyse conversationnelle s'intéresse traditionnellement aux processus de catégorisation émergeant dans l'action située, fondés sur l'interprétation de diverses ressources, verbales et non-verbales (par exemple visuelles, comme la gestuelle ou le style vestimentaire...) :

Ainsi l'apparence visuelle peut s'articuler avec et être prolongée par des manières de parler, révélant un accent, des usages linguistiques particuliers, la sélection d'une langue plutôt que d'une autre, ou des façons particulières d'interagir. L'activité catégorielle des participants s'exerce de manière globale et intégrée, ne s'arrêtant pas aux frontières disciplinaires qui distinguent entre comportements verbaux et non-verbaux. (Mondada, 2002 : 81)

Dans le cadre des entretiens, nous nous intéresserons aux catégorisations explicites formulées par les interviewés. Dans cette situation particulière d'interaction, les catégorisations sont déclarées, thématiques par les locuteurs (cette verbalisation n'étant pas non plus exclue de conversations ordinaires). La prise en compte des catégorisations émiques des locuteurs, émergeant au cours des entretiens, permet de construire ces catégories plutôt que de les postuler comme allant de soi.

L'analyse des processus de catégorisation relatifs aux pratiques linguistiques peut être prolongée à la lumière des théories anthropologiques portant sur les idéologies linguistiques :

[...] the ideas with which participants and observers frame their understanding of linguistic varieties and map those understandings onto people, events, and activities that are significant to them. (Irvine et Gal, 2000 : 35)

Ces auteurs proposent des pistes de compréhension des idéologies, partant de trois procédés sémiotiques : iconisation, récursivité et effacement (*iconization, fractal recursivity, erasure*). Nous nous intéresserons plus particulièrement à ce dernier (bien que les trois soient liés)<sup>5</sup>. L'effacement est le procédé par lequel certaines personnes, activités, ou faits sociolinguistiques sont rendus invisibles. L'idéologie linguistique, en tant que vision totalisante, ignore ou transforme les éléments contredisant sa structure interprétative (*op. cit.* : 38). L'effacement contribue à délivrer une vision homogénéisée des langues et des groupes sociaux.

Nous allons observer et analyser dans un premier temps les séquences d'entretiens relatives à la ville de Douala. Cette partie nous permettra également de montrer comment sont élaborées les catégorisations en discours. Nous aborderons ensuite les discours concernant plus précisément certaines pratiques linguistiques nommées et thématiques par les enquêtés au cours de l'interaction.

---

<sup>5</sup> Les deux premiers sont définis ainsi : « Iconization involves a transformation of the sign relationship between linguistic features (or varieties) and the social images with which they are linked [...]. Fractal recursivity involves the projection of an opposition, salient at some level of relationship, onto some other level » (Irvine et Gal, 2000 : 37-38).

## 2. Construire la dimension urbaine

### 2.1. La référence aux espaces

En entretiens, la ville de Douala se voit accoler plusieurs labels : *cosmopolite*, *melting pot*, *lieu de la diversité par excellence*, mais également *poumon économique*. Douala est effectivement réputée pour sa grande diversité, regroupant des ressortissants de toutes les ethnies du Cameroun.

(1) JU : même sur les marchés c'est le français qui domine c'est pas le douala

AL : non non euh euh puisque euh si on fait même euh la sociolinguistique le douala n'est pas la langue la plus parlée à douala pourquoi parce que **douala est une ville cosmopolite et les doualas bien qu'étant natifs euh ne sont pas nombreux en termes quantitatifs les bamiléés par exemple ont supériorité numérique** ils sont plus nombreux que les doualas <ah ouais> oui donc le douala ne peut donc pas imposer aux bamiléés de parler de lui parler douala donc le français et l'anglais [tape dans ses mains] tranchent la question<sup>6</sup>

L'exemple (1) permet non seulement l'observation des processus de catégorisation à l'œuvre dans la description de la ville, mais aussi la catégorisation des participants : la façon dont AL débute son tour de parole montre qu'il catégorise ici l'enquêtrice comme sociolinguiste (qui s'est présentée comme étudiante en linguistique). AL, enseignant, a étudié la discipline au cours de ses études. La façon dont les participants catégorisent leurs interlocuteurs et s'auto-catégorisent peut aider à une meilleure compréhension des échanges. Ces catégorisations ne sont pas fixes et sont constamment réélabores au cours de l'entretien (Voir Vigouroux, 2004).

Ce court extrait est assez représentatif des discours tenus sur la ville. Il est en effet notable que dans la majorité des entretiens, les questions portant sur la place du français à Douala sont à l'origine de la catégorisation de la ville comme *cosmopolite*. Sur la base de cette première catégorisation et de la thématization de la langue douala produite dans la question, AL va réélaborer presque immédiatement cette catégorie par l'opposition plus spécifique des ethnies douala (déjà présente dans la question) et bamiléé.

(2) JU : et c'est possible euh d'habiter à douala et de pas parler le douala

LP : c'est c'est très possible, c'est très possible [...] parce que **nous sommes dans une ville où euh où euh comment on va dire euh euh on retrouve toutes euh les les tribus ethnies machin tout le reste du cameroun** d'ailleurs on s'amuse souvent à à les taquiner en disant des doualas qu'ils ont cédé entièrement leurs terres aux **étrangers** et donc ils n'ont même plus de terres dans leur propre territoire donc c'est une ville assez particulière où on peut effectivement séjourner sans pour autant euh parler **la langue euh locale** c'est très possible <mm> c'est très possible c'est quand même le poumon économique du pays donc euh c'est c'est **douala a perdu euh**

<sup>6</sup> Les données ont été transcrites sous Praat. Les conventions, différentes selon les projets de recherche, ont été ici réduites au minimum. La transcription orthographique ne présente pas d'aménagements, ni de majuscules aux noms propres, et exclut l'utilisation de signes de ponctuation. Les interventions ponctuelles de l'interlocuteur sont données entre chevrons, les chevauchements entre crochets et les informations non-verbales entre parenthèses. Les passages omis faute de place sont signalés par [...].

**l'image totalement perdu l'image d'un village d'un village pourtant s'en est un euh et donc euh ça a perdu cette notion avec tout ce qui va avec parce que chez nous le village c'est- c'est le patois entre guillemets qu'on entretient en permanence on ne parle chez nous au village qu'en patois le village c'est un certain habillage c'est c'est une image euh qui suppose une langue qui nous unit qui qui suppose un certain nombre de comportements qu'on a en commun** et autres mais à douala c'est pas le cas douala c'est le lieu par excellence de la diversité au cameroun

On retrouve dans (2) l'idée du multiculturalisme de Douala. On constate à nouveau que c'est en réponse à une question sur l'emploi des langues qu'émerge ce discours. La question de l'utilisation du douala dans la ville renvoie à une autre entité, qui n'est présente ni dans la question, ni auparavant dans la discussion, et qui va être thématisée par LP : la dimension urbaine est construite en contrepoint par l'opposition au *village*.

LP construit ici non pas la référence à un lieu géographique, mais bien à un espace communicationnel. Les termes employés sont à ce titre très précis : *image*, *habillage* renvoient explicitement à une construction sociale, fondée sur des *comportements communs*. LP oppose Douala, lieu de diversité, au village, qui peut donc être compris comme lieu d'homogénéité. La définition qu'il donne spontanément de *village* ne renvoie pas à une opposition en termes d'urbanité/ruralité, mais à des sphères communicationnelles différentes, cette différence étant marquée particulièrement par l'emploi des langues. Le village est donné comme l'espace des langues d'origine camerounaise. On notera qu'au sein de ce tour de parole, LP emploie le terme *étrangers*, qui s'oppose ici aux *Doualans*. Nous y reviendrons en 2.2.

Si le village évoque le terroir, les traditions, il peut aussi être catégorisé de façon péjorative, en particulier par l'emploi du terme *villageois*, comme le montre cet extrait du corpus CIEL-F.

(3) EMA : c'est ebwa<sup>7</sup> alors c'est comment  
HAR : ebwa est là  
EMA : (rit)  
HAR : ebwa est là  
CRI : les gens d'ebwa les villageois d'ebwa  
EMA : (rit)  
HAR : (xx) quitte de là vous croy-  
tu crois que les gens de yaoundé sont quoi\  
[les sales personnes de yaoundé]  
CRI : [non nous on est les mbenguistes]  
HAR : [yaoundé est une ville sale]  
CRI : [nous on est les mbenguistes]

L'exemple (3) est extrait d'une situation écologique, une discussion entre jeunes de Yaoundé portant sur le récent voyage de HAR à Ebolowa, chef-lieu de la province du sud. La plaisanterie consistant à catégoriser les habitants d'Ebolowa comme villageois provoque une réaction de défense de la part de HAR (notons que le terme peut être employé dans des contextes beaucoup moins conviviaux). Cet extrait permet d'observer le processus d'élaboration des catégorisations, et en particulier les différents positionnements adoptés par les participants au fil de

---

<sup>7</sup> Diminutif désignant Ebolowa.

l'interaction. On voit comment une première catégorisation négative par CRI portant sur les habitants d'Ebolowa (*villageois*) entraîne par réaction celle des habitants de Yaoundé (*sales personnes*), puis de la ville elle-même (*ville sale*), ce qui induit une auto-catégorisation de CRI (*mbenguistes*). Le terme (construit sur *Mbeng*, « la France ») désigne les personnes qui résident ou ont séjourné en France. CRI recatégorise donc sa propre appartenance (yaoundéenne) afin d'échapper à la catégorisation *sales personnes* faite par HAR. Les catégories s'opposent successivement les unes aux autres : *ville/village*, *villageois/sales personnes de Yaoundé*, *personnes de Yaoundé/mbenguistes*.

Cet extrait de conversation montre que les processus de catégorisation sont effectués *ad hoc* et peuvent être reconfigurés très rapidement au cours de l'interaction.

## 2.2. L'altérité

La question de l'altérité, la référence aux *étrangers* jalonne les discours épilinguistiques. Nous portons un intérêt tout particulier à cette catégorie dans la mesure où elle peut renvoyer à différentes réalités.

- (4) JU : et vivre à douala sans parler le douala c'est possible  
 GR : très possible on est pas obligé de vivre à douala et parler le douala  
 JU : [c'est-]  
 GR : [d'autant] plus qu'à douala y a beaucoup les étrangers  
 JU : les étrangers d'où  
 GR : bon je veux dire les bamiléks et consorts

Si la ville s'oppose au village, elle possède également son réseau d'oppositions internes. Dans l'exemple (4), comme en (1), GR appuie son propos sur la thématisation de la langue douala dans la question, et trace une frontière parmi les habitants de la ville, matérialisée par la catégorie *étranger*. GR va rapidement spécifier son propos par une nouvelle catégorisation. Les Bamiléks font souvent office de catégorie prototypique pour renvoyer à l'autre (ce que rend explicite l'appendice *et consorts*) et sont la cible de nombreux stéréotypes. Ces discours, en entretien comme en conversation ordinaire, révèlent des tensions sociales sous-jacentes<sup>8</sup>.

Pour GR, les étrangers sont donc ici les non-Doualas. Nous avons vu en (2) que la catégorisation d'une partie des habitants de la ville en *étrangers* était également produite par LP (bien que lui-même ne soit pas de l'ethnie douala). Quelques minutes plus tard, LP va à nouveau utiliser ce terme, mais le contexte est alors différent :

- (5) LP : (...) **les bangous de la province du littoral se retrouvaient assez souvent donc en permanence on avait des étrangers à la maison donc ils parlaient forcément euh le patois** le bangou et ce n'est qu'à ces occasions que j'avais la possibilité d'entendre euh d'entendre quelqu'un parler mon patois euh et puis peut-être de tirer un ou deux mots ou alors d'entendre ma maman parler le patois encore qu'avec mes aînés euh mes grands frères je veux dire ce n'était pas forcément le

<sup>8</sup> Rappelons que les entretiens, effectués au quartier de Déido, impliquent dans une large majorité des locuteurs de l'ethnie douala. Le terme *bamiléké* est du reste assez vague et renvoie à un groupe d'ethnies originaires de l'Ouest du Cameroun (cf. Feussi 2009).

patois <ouais> **c'était beaucoup plus la langue française ou ce qu'on appelle- un argot qu'on appelle ici le pidgin**

L'exemple (5) est intéressant à plus d'un titre. Ici la question porte sur l'apprentissage de la langue bangou, que LP déclare ne parler que très peu, bien qu'il la désigne comme *mon patois*. Dans ce contexte, *étrangers* désigne les visiteurs qui font tendre les pratiques vers le bangou ; autrement dit les étrangers sont pour LP les personnes qui créent un espace discursif dont il est exclu.

Le discours de LP reflète le vécu de beaucoup de jeunes citadins, qui ont eu le français comme langue première et ont appris la langue de la famille de façon plus informelle (parfois au village, parfois à la maison, selon les foyers). À tort ou à raison, ils estiment généralement en avoir une maîtrise assez lacunaire. On observe en fin de tour de parole une réorientation thématique vers les langues effectivement pratiquées par l'interviewé : le français dans un premier temps, puis le pidgin (nous y reviendrons en 3.4.).

L'exemple (6), tiré d'une émission de radio<sup>9</sup>, illustre la double notion d'espace : spatiale et communicationnelle. On y retrouve l'opposition entre ville et village :

(6) C : [...] **les langues locales ont un rôle également je crois mais qui est limité dans leur espace** également je veux dire dans leur milieu par exemple **au village celui qui ne parle pas sa langue maternelle est regardé comme un étranger** c'est essentiel qu'il sache parler sa langue nationale parce qu'il y a parfois des des liens de complicité qui se tissent lorsqu'on parle en langue au village par exemple mais lorsque tu arrives et que tu ne comprends pas on se joue de toi moi je suis souvent victime de ça. (Sol, 2009)

Le *village* désigne ici encore une construction socio-culturelle. Le terme *espace* semble ambigu pour le locuteur qui recatégorise le village en *milieu*, renvoyant ainsi explicitement à une entité d'ordre social. La situation décrite en (6) est assez similaire à celle évoquée par LP en (5) : un individu qui ne parle pas la langue en usage est vu comme étranger, mais l'altérité est en quelque sorte inversée dans les deux propos : pour LP (5), les étrangers sont chez lui (à la maison), pour C (6), il s'agit de citadins au village.

La catégorie *étranger*, au vu de ces extraits, renvoie donc à différents groupes de locuteurs. Elle est élaborée à toutes fins utiles, en fonction des besoins communicationnels à un moment donné de l'interaction, et peut désigner des groupes de personnes opposés : les Doualais d'une ethnie non-douala en (4), les visiteurs venus de toute la Province et donc non-Doualais en (5), et les citadins en visite au village en (6). Cela s'explique par le fait que la catégorie est construite en fonction de l'espace thématique dans le discours (Douala, la maison, le village). Cette catégorisation émerge très majoritairement dans un discours portant sur les langues d'origine camerounaise. Plus qu'un groupe de locuteurs, ce que désigne *étranger* est une frontière discursive : c'est la pratique ou non des langues qui fonde l'altérité. Cela est par ailleurs bien visible dans l'extrait d'émission de radio (6), où *étranger* désigne spécifiquement *celui qui ne parle pas sa langue maternelle*. L'altérité

---

<sup>9</sup> Nous remercions Marie-Désirée Sol de nous avoir autorisée à utiliser cette transcription effectuée dans le cadre de sa thèse sur les représentations à Yaoundé.

construite par la catégorie *étranger* renvoie donc à une opposition entre espaces discursifs.

On voit que la problématique des langues locales est mise en mots par des collections de catégories formant des réseaux d'opposition (entre Doualas et Bamilékés, entre ville et village). Un foisonnement de termes désigne ces langues dans le seul extrait d'émission de radio (6) : *locales, maternelle, nationale*, ainsi que l'expression *parler en langue*. Dans l'ensemble des sept entretiens analysés ici, on relève : *patois, dialecte, langue nationale, langue maternelle, langues locales, langue traditionnelle, langue du village* (le terme *patois* étant de très loin le plus fréquent). Ceci constitue un indice des rapports ambivalents qu'entretiennent les locuteurs avec les langues d'origine camerounaise, alors que le français ou l'anglais sont généralement nommés par leur nom ou comme langue officielle (plus rarement et dans des contextes bien précis, comme langues de la colonisation).

Dans la littérature scientifique, on peut également relever tout un éventail de dénominations : langues locales, nationales, maternelles, ethniques, de substrat (mais également l'adjectif approprié au pays en question : langues camerounaises...). L'intérêt de ces termes est principalement de ramasser un ensemble de parlars sous une même étiquette, qui puisse être opposable au français (et/ou une autre langue d'origine européenne). Or, aucune de ces étiquettes ne correspond à une catégorie stable. Nous préférons la désignation langue d'origine camerounaise, également employée par V. Feussi :

Nous nous proposons de parler de langues locales, ou bien de langues d'origine camerounaise, voire de langues ethniques. C'est cela qui permet à notre avis de mettre en valeur l'ancienneté des usages des différentes langues au Cameroun. (Feussi, 2006 : 55)<sup>10</sup>

Dans les deux cas (littérature linguistique et corpus), on constate d'une part des catégories stabilisées pour les langues d'origine européenne (français, anglais, langue officielle) et une multiplicité terminologique pour les langues locales. Ces désignations, si elles renvoient aux mêmes réalités, ne sont cependant pas équivalentes. Elles sont la matérialisation de diverses représentations des langues<sup>11</sup>. La stabilité de désignation du français (ou de l'anglais) reflète une vision homogène des langues d'origine européenne, qui s'oppose à des représentations diverses et ambivalentes des langues d'origine africaine. Nous verrons que ce processus d'effacement des variations du français (*erasure*) se retrouve dans les discours épilinguistiques.

### 3. Les pratiques nommées dans l'entretien

Nous allons nous attacher à détailler quelques pratiques langagières, non exhaustives et non représentatives de l'ensemble du vécu langagier des locuteurs, mais choisies dans la mesure où leurs mentions ont émergé spontanément au cours de l'entretien.

---

<sup>10</sup> Voir également à ce propos Féral 2009a.

<sup>11</sup> On notera que les catégories proposées par les linguistes passent dans le langage courant (les deux collections ci-dessus sont quasi-identiques).

### 3.1. Le bilinguisme

Le bilinguisme officiel français/anglais du Cameroun est fondé en particulier par la création de services de traduction et d'interprétariat dans les services administratifs, et par les établissements scolaires dits bilingues (Echu, 1999). Une conséquence de cette politique active en faveur du bilinguisme officiel est un glissement sémantique du terme, qui désigne exclusivement le couple français/anglais.

(7) JU : et elle elle parle quelles langues

AK : elle parle le ma mère est bilingue hein tout tout (rires) elle parle anglais le français le douala

L'exemple (7) illustre cet emploi du terme *bilinguisme*, qui côtoie la mention de trois langues sans que l'on puisse repérer dans l'intervention de cet informateur le signe d'une quelconque inadéquation (hésitation ou réparation) dans son propos.

(8) JA : ma fille elle parle le douala elle parle le français ouais

JU : d'accord

JA : elle parle aussi un peu l'anglais

JU : ah

JA : ouais puisqu'elle est bilingue

Dans (8), on retrouve encore cette définition du bilinguisme portant uniquement sur les langues française et anglaise, mais il faut y voir encore un autre sens du terme. En effet, le développement d'établissements scolaires dits bilingues conduit à désigner les écoliers les fréquentant comme bilingues. JA sait bien, comme l'indique l'emploi de la locution adverbiale *un peu*, que sa fille n'a qu'une connaissance rudimentaire de l'anglais.

Le terme bilinguisme désigne donc la pratique de l'anglais et du français à l'exclusion des autres langues ; on ne référerait en aucun cas à la compétence, par exemple, en français et en douala chez un locuteur, en parlant de bilinguisme. Il peut également recouvrir d'autres nuances de sens : il n'est pas rare d'entendre des Camerounais se dire bilingues, sans que cela signifie qu'ils reconnaissent avoir la maîtrise des deux langues officielles ; il s'agit plutôt d'un parallèle avec l'État : le bilinguisme officiel du Cameroun fait des Camerounais des citoyens bilingues.

Contrairement aux exemples précédents, la catégorie n'est pas élaborée *ad hoc* ; les différents emplois de la notion de bilinguisme montrent au contraire qu'on a ici affaire à un terme polysémique, dont les différents sens sont stabilisés autour du couple anglais/français. La mention du bilinguisme apparaît exclusivement en début d'entretien, dans la partie biographique, en réponse aux questions concernant les langues parlées par les interviewés et les membres de leur famille. Cette position séquentielle est révélatrice du fait que *bilingue* est une catégorie typiquement institutionnelle, sans écho dans le vécu langagier des locuteurs ; très peu de personnes ont effectivement une pratique régulière des deux langues. L'appropriation du terme résulte probablement de sa forte médiatisation, révélant les intérêts politiques : d'une part le bilinguisme d'État est l'un des fondements de l'identité nationale, d'autre part la promotion de ces deux langues importées a longtemps été présentée comme un

rempart au tribalisme<sup>12</sup>. Notons néanmoins que les langues nationales font l'objet de politiques de revalorisation depuis plusieurs années.

### 3.2. Évaluation des pratiques

L'un des thèmes abordés au cours de l'entretien concerne le sentiment des locuteurs envers ce que représente pour eux l'expression « bien parler »/« bon français », et sur ce qu'ils considèrent comme étant des fautes :

(9) MA : bon tu peux- tu peux pas dire au lieu de- surtout au niveau des des articles au lieu de dire euh le tu dis la c'est pas bien  
 Ju : ça c'est pas bien  
 MA : ouais puisque ça sonne mal  
 JU : et y en a- et y en a d'autres comme ça  
 MA : oui  
 JU : y a quoi  
 MA : mais comme les anglos quand ils parlent i- i- ils balancent ça comme ça

De manière générale, les questions sur le bon français ou sur les fautes renvoient dans un premier temps à la norme prescriptive (grammaire, conjugaison). Lorsque la question porte spécifiquement sur les fautes, on relève régulièrement la mention des *Anglos*, désignant les Camerounais originaires des régions anglophones. Comme dans (9), le domaine des déterminants est donné comme un indice qui permet de reconnaître (donc de catégoriser) les *Anglos*. À Douala, où le français est le véhiculaire incontournable, l'écrit n'est pas nécessairement un corollaire du discours sur la norme<sup>13</sup>. En revanche, il est souvent fait mention de l'importance de l'éloquence, et d'une certaine simplicité :

(10) CB : et parmi ces plusieurs ethnies lorsqu'il faut s'exprimer il y a les gens qui s'expriment qui s'expriment plus ou moins bien et les gens qui s'expriment plus ou moins (xxx) et généralement **celui-ci il a plus de problèmes d'expression parce que c'est un bamiléké** <ah d'accord> l'autre c'est un bassa il est proche de nous quand il parle il parle euh d'une certaine façon mais si celui qui est RDPC là avait un bon représentant du SDF bien éloquent [...] <sup>14</sup>.

L'extrait (10) est issu d'un enregistrement écologique : la famille regarde un débat politique télévisé. Il a été fait mention auparavant (par le même locuteur) que l'un des intervenants n'est pas très éloquent. Plus que la précision grammaticale, le fait de s'exprimer avec aisance, de bien se faire comprendre et d'utiliser un style

<sup>12</sup> Cette idée très répandue est régulièrement évoquée dans les médias. Ainsi lors d'un débat télévisé portant sur la question du tribalisme, la conversation s'oriente au bout de quelques minutes vers la question linguistique : « la sauvegarde des langues locales est prépondérante », « la promotion des langues locales peut entraîner le tribalisme, [...] un fléau, une fierté excessive qui mène à appréhender négativement les autres » (ces citations sont issues de notes de terrain, prises à la volée au moment de la diffusion du programme).

<sup>13</sup> On ne trouve d'ailleurs aucune mention de l'orthographe dans les entretiens, y compris dans l'entretien avec l'enseignant AL, contrairement à ce que nous avons pu observer par exemple au Togo lors d'une enquête de terrain à Lomé (cf. Peuvergne 2008).

<sup>14</sup> La qualité sonore de l'enregistrement empêche de saisir distinctement la fin du tour de parole, mais on pourrait la gloser par « si celui du RDPC avait comme contradicteur un bon du SDF bien éloquent, il ne s'en sortirait pas aussi bien ». Les sigles RDPC et SDF renvoient à des partis politiques.



agréable sont valorisés (en particulier, pouvoir argumenter dans une conversation, bien raconter les histoires...).

Le discours sur la compétence en français est rapporté à l'appartenance ethnique. CB évalue les productions des contradicteurs du débat en fonction de leur origine ethnique et des rapports avec sa propre appartenance, douala. On note à nouveau la référence aux Bamilékés ; en entretien comme lors de conversations ordinaires, certaines pratiques dévalorisantes sont rapportées à ce groupe. De manière plus générale, il s'agit de l'association d'un trait linguistique à une catégorie d'appartenance ethnique.

En entretien, l'éloquence est souvent décrite comme n'étant pas nécessairement en lien avec la scolarisation. Outre l'éloquence, les locuteurs mentionnent également l'importance d'une certaine simplicité, en particulier le fait de ne pas rabaisser les autres en utilisant des façons de parler « pédantes »<sup>15</sup>. Le discours de LP, journaliste de profession, est sensiblement différent :

(11) LP : mais quelqu'un qui parle un bon français c'est quelqu'un qui pour moi a un vocabulaire suffisamment riche qui évidemment a réussi notamment en **afrique** a réussi à faire le pas de dépasser l'influence de **l'influence des français qu'on parle chez nous** et qui ne sont pas le français je me veux tout à fait radical à ce point je pense que **y a qu'un français qu'on puisse parler** or nous avons euh diverses façons de parler la langue française des façons qui sont pas toujours justes et qui malheureusement influencent notre quotidien parce que c'est c'est celui qu'on parle le plus à la radio **parce que tout le monde maîtrise pas forcément les rouages de la langue c'est celui qu'on parle le plus à à à la maison c'est celui qu'on parle le plus entre amis** et donc bien parler la langue française pour moi c'est arriver à un niveau où on a réussi à transcender toutes ces difficultés là à les dépasser pour maintenant **je ne suis pas en train de dire que nous ne savons pas parler votre langue** absolument pas loin s'en faut euh ce que je tente de dire c'est que **y a un certain nombre de contingences sociales sociétales même euh culturelles qui font que ben voilà on est comme euh euh confronté à la difficulté de bien parler la langue française** maintenant je sais pertinemment et mon ouverture euh me permet de savoir euh que y a bien des français qui ne parlent pas aussi bien la langue française que nous

[...]

JU : et au cameroun y a des gens qui parlent mieux le français que d'autres

LP : c'est évident c'est évident y en a qui parlent mieux la langue française dans notre pays que que d'autres d'ailleurs j'ai plutôt le sentiment que **chez nous** bien parler la langue française ça signifie autre chose parfois dans la tête de **beaucoup de personnes** souvent bien parler la langue française c'est bien parler tout simplement alors tu vois y a la nuance bien parler ou parler bien et ne pas bien parler la langue française je sais pas si tu perçois la nuance

JU : au niveau de l'éloquence en fait

LP : oui l'éloquence on peut bien parler on peut avoir l'expression facile hein mais mais ne pas être capab- et **dans la tête de beaucoup de personnes chez nous** bien parler la langue française c'est souvent parler bien c'est-à-dire que être éloquent euh bien énumérer ses ses les mots les phrases et et voilà **et moi je pense que ça devrait pas être le cas** euh maintenant y en a qui parlent mieux mieux que d'autres personnes

[...]

---

<sup>15</sup> Ce thème est largement développé dans les entretiens avec CB et AL, nous ne pouvons faute de place présenter les extraits concernés.

Dans l'extrait (11), le thème du « bon français » proposé dans la question est progressivement recatégorisé en français de France. Les deux séquences séparées par [...] sont espacées de quelques dizaines de secondes. En effet, le thème du « bon français » ou du « bien parler » va se déployer sur plusieurs tours de parole. Dans un premier temps, la réponse portait sur le respect des formes et la richesse du vocabulaire, mais la question est visiblement complexe pour LP qui y revient à plusieurs occasions, livrant tour à tour différentes prises de position. Au début de l'extrait cité, LP va spécifier son propos en construisant un discours relatif au contexte africain. L'utilisation du possessif *votre* (indexé sur l'appartenance de son interlocutrice) pose ainsi une frontière entre deux espaces discursifs : la France et l'Afrique. LP se refuse à nommer les pratiques qu'il thématise, on peut néanmoins penser que le francanglais est sous-jacent à son discours (*c'est celui qu'on parle le plus à à la maison c'est celui qu'on parle le plus entre amis*). En effet la pratique de ce parler hybride souvent catégorisé comme propre aux jeunes se généralise progressivement pour devenir une « langue d'envergure nationale », dont les emplois se sont étendus dans les médias, y compris écrits (Feussi *et al*, 2013).

Dans la séquence suivante, LP apporte une nouvelle précision. La première personne (*chez nous*) thématise le contexte proprement camerounais, mais on observe alors un désengagement de sa part, l'explicitation qu'il propose étant attribuée à *beaucoup de personnes*. Il entérinera ce désengagement en fin de séquence (*moi je pense que ça devrait pas être le cas*). L'éloquence mentionnée en entretien comme en situation écologique, incite l'enquêtrice à proposer cette catégorie, qui, sans être rejetée, ne semble pas suffisante. LP tente visiblement de formuler une distinction entre la maîtrise de la norme et une certaine facilité, fluidité d'expression.

Le jeu des possessifs reflète la complexité des processus d'évaluation et d'identification de LP. D'un côté, il s'auto-catégorise comme Africain/Camerounais (*chez nous*) par opposition aux Français, de l'autre, il ne s'identifie pas aux discours qu'il prête à ses concitoyens. Une prise de position trop « pro-française » serait en contradiction avec ses opinions sur le colonialisme<sup>16</sup>, néanmoins il se refuse à évaluer les pratiques et représentations camerounaises comme légitimes, et partant, ne s'y identifie pas. On peut interpréter le discours de LP à la lumière des processus d'idéologie linguistiques : il livre une vision du français homogénéisée (*y a qu'un français qu'on puisse parler*), et les difficultés qu'il attribue aux Camerounais sont mises en corrélation avec des contingences sociales (sans que celles-ci ne soit d'ailleurs précisées). On retrouve donc dans ce discours les processus d'effacement et de récursivité de l'idéologie linguistique.

L'exemple (12) est extrait de l'entretien avec CB qui, toujours dans le cadre des questions sur le fait de bien parler, va développer une catégorie propre au Cameroun :

(12) CB : **bien parler français parfois c'est confondu avec euh parler comme les français** oui et c'est pour cela qu'il y a une expression qu'on a inventée ici au cameroun pour lorsque quelqu'un parle en imitant la manière de parler des français

<sup>16</sup> Cette remarque découle d'observations de terrain et de discussions informelles avec LP au cours des enquêtes.

parce que ici **on remarque bien que quelqu'un n'est plus en train de parler comme un camerounais [...]** lorsque quelqu'un whitise le mot whitiser ici **c'est un c'est c'est un nouveau mot c'est un néologisme** c'est-à-dire il ne se soucie pas de parler correctement français mais il se soucie de vous donner l'impression qu'il parle comme un blanc un français alors i- il c'est-à-dire que sa façon de parler suit eh comment on peut dire ça a des courbes terribles

Le terme *whitiser* (i. e. parler comme les Blancs < *white*) est effectivement très employé, et connu de tous (on le trouve aussi substantivé en *whitisation* en 15). Parler comme les Français signifie en contrepoint qu'il existe une façon de parler camerounaise (*on remarque bien que quelqu'un n'est plus en train de parler comme un camerounais*). Cette expression très populaire révèle surtout que les locuteurs reconnaissent l'existence d'une norme endogène camerounaise (voire, de plusieurs<sup>17</sup>). Alors que pour LP les façons de parler des Français sont assimilées à la norme, on voit qu'elles sont pour CB sujettes à une catégorisation spécifique. Ces façons de parler sont donc bien identifiées, la catégorisation reposant principalement sur des indices prosodiques (*des courbes terribles*)<sup>18</sup>.

(13) GR : le camerounais parle comme un bon français mais **la différence c'est quoi c'est parce que les les blancs whitisent un peu**

JU : (rire)

GR : c'est seulement ça qui fait la différence mais le camerounais parle textuellement comme un français seulement whitiser là c'est ça qui fait la différence

On voit en que le terme *whitiser* ne désigne pas seulement l'imitation des façons de parler des Français, mais bel et bien ces façons elles-mêmes. Cette catégorisation des pratiques apparaît à plusieurs occasions en entretien, particulièrement en fin de discussion, comme c'est le cas dans (13)<sup>19</sup>. La catégorisation des façons de parler des Français relève d'une séparation entre espaces discursifs français et camerounais. Dans tous les cas, cette catégorie émerge dans un discours relatif au bon parler.

Les collections de catégories constituées dans les contextes discursifs relatifs au « bien parler » présentent des corrélations entre pratiques et ethnicité (*faute/Anglo, éloquence/Bamilékés, whitisation/Français*). De telles associations catégorielles se retrouvent également dans les discours sur le mélange de codes.

<sup>17</sup> Cela est également mentionné par LP au début de l'exemple (11) : *l'influence des français qu'on parle chez nous* (il faut noter néanmoins que le pluriel avait été utilisé auparavant dans une question de l'enquêtrice : *est-ce qu'il y a plusieurs français au cameroun*).

<sup>18</sup> S'il s'agit ici de catégoriser un certain type de pratique linguistique, il faut noter que l'accent, le « ton », est l'indice le plus souvent cité qui permet de catégoriser les personnes en fonction de leur appartenance ethnique. La plupart des interviewés déclarent reconnaître facilement les membres des différentes ethnies à leur « ton » (ce que CB décrit par ailleurs ainsi : « ce sont des identités remarquables »). Cela est également mentionné dans d'autres travaux, à Yaoundé par exemple : « Parmi les critères d'identification de l'appartenance linguistique de l'allocataire, les enquêtés placent au premier rang l'accent linguistique (55 %) » (Avodo Avodo, 2010 : 5).

<sup>19</sup> À ce moment de l'entretien, la discussion est devenue plus ordinaire et détendue. Plusieurs indices montrent que les participantes (l'enquêtrice, l'interviewée, et ses deux sœurs qui s'intègrent alors à la discussion) sont partiellement sorties du cadre de l'entretien semi-guidé : on observe de nombreux chevauchements de parole et des termes d'adresse plus fréquents.

### 3.3. L'alternance codique

Par *alternance codique*, nous renvoyons à toutes les formes de mélanges de langues sans effectuer de différenciation plus précise (*code-switching*, *code-mixing*, *crossing...*), afin de ne pas précatégoriser les pratiques thématiques par les interviewés au cours de l'entretien, mais d'observer plutôt comment celles-ci émergent en interaction, et sont mises en discours.

(14) JU : et tu crois qu'on peut vivre à douala sans parler le douala

CB : si on est pas douala on peut vivre à douala sans parler le douala

JU : et sans parler le français

CB : on peut être à douala sans parler français non les doualas parlent beaucoup français **même quand ils parlent en douala il y a des mots français qui rentrent toujours** parce que c'est pas tous les mots que nous que la plupart d'entre nous connaissent en douala <mm> donc nous faisons souvent un **mixage** comme on dit on met les mots en français et on se comprend <ouais> on peut pas automatiquement parler et éviter le français non on ne peut pas ça c'est impossible [...] y a une tribu y a une tribu ici on les appelle en douala les mbos mbos <mmm> voilà c'est des gens y a souvent un dicton qu'on aime parfois citer qui les concerne on dit on dit en douala que (xxxxxxx) c'est-à-dire que les **les mbos aiment trop le français** (rire) lorsqu'ils parlent toujours leur patois tu trouves toujours tu comprends tu trouves toujours les mots français là on dit on aime ci- citer souvent on aime citer bon c'est ironique pour se moquer un peu d'eux ils ont on a une phrase qu'on aime utiliser on dit (xxxxx) **juxtaposer** tu vois un peu on commence en patois <mm> en langue maternelle et on termine en français juxtaposer bon ils utilisent cette expression moi je sais pas comment ils l'utilisent mais **c'est pour signifier que on ne peut pas parler dans une langue côtière ou au cameroun sans parler en français ou en anglais pour les anglophones**

On voit en (14) que si la question de la nécessité éventuelle de la langue douala à Douala obtient une réponse très courte, celle de la nécessité de parler français va donner lieu à un développement thématique des pratiques d'alternance codique, et comporte une désignation émique : *mixage*. On peut penser que l'enchaînement des deux thèmes (douala et français) induit l'émergence du thème du mélange des deux langues, recouvrant ainsi les deux questions. La pratique de l'alternance codique est donc bien reconnue, et nommée. Elle est d'ailleurs souvent rapportée comme ici à une lacune lexicale<sup>20</sup>.

Dans la seconde séquence, le discours se poursuit par une autre catégorisation de la pratique de l'alternance codique, qui renvoie maintenant à un groupe ethnique (les Mbos), et à l'expression qui leur est attribuée, puis le raisonnement glisse finalement aux langues côtières qui renvoient aux Sawas (terme utilisé pour désigner la majorité des groupes ethniques du Littoral), puis finalement au Cameroun entier. Sur la base du thème de la langue douala proposé dans la question de l'enquêtrice, CB constitue localement et à toutes fins utiles une collection de catégorie (Doualas, Mbos, Côtiers) qui construit progressivement une généralisation. On voit à nouveau que le discours relatif, bien qu'il concerne

<sup>20</sup> Cette théorie populaire n'est pas spécifique au contexte camerounais (ou africain), mais se retrouve fréquemment en contexte diglossique, par exemple chez de jeunes locuteurs portoricains à New York : « [...] many children learn to see deficiency in their language skills and view the linguistic feat of their code-switching as nothing more than crutch-like compensation for their imperfect command of either language » (Kroskrity 2010 : 204).

l'ensemble du territoire, se fonde dans un premier temps sur l'attribution de spécificités à des groupes ethniques.

L'extrait suivant (15) aborde également la question du mélange de langues, cette fois en rapport avec le pidgin :

(15) JU : et l'anglais vous parlez un peu  
HE : le pidgin le pidgin (...)  
JU : le pidgin ça s'apprend où  
HE : dans la rue c'est dans la rue qu'on apprend ça  
JU : dans la rue  
HE : **dans la rue le ghetto quoi** (XXX)  
JU : et vous ça ça vous l'utilisez quand le pidgin  
HE : moi on utilise ça comme l'anglais moi je parle anglais (XXX)  
JU : mais avec qui  
HE : **tout le monde**  
AK : **entre nous** [...]  
JA : moi je me dis que tout le monde comprend parce que c'est mélangé un peu avec le français  
NA : bien sûr non c'est l'anglais  
HE : plus c'est l'anglais moi tu me parles anglais je vais dire yes no yes non c'est tout ce que je connais  
(rires collectifs)  
JU : et quand vous parlez le pidgin y a des mots de français aussi  
HE : ouais  
AK : c'est ça  
HE : c'est ça le pidgin  
NA : français et anglais

Il s'agit ici de l'une des rares mentions spontanées du pidgin. Cette séquence a lieu après la pré-clôture de l'entretien, qui permet aux interviewés de sortir partiellement du cadre contraignant de ce type d'interaction. Aux interviewés JA et AK se sont joints HE et NA, arrivés sur les lieux entre-temps. Les thèmes développés restent néanmoins les mêmes que ceux évoqués auparavant. Le thème de la question, l'anglais, est réorienté vers le pidgin, catégorisé comme un mélange. On peut noter dans certains cas une probable assimilation du francanglais et du pidgin. Ce fait est également souligné par ailleurs :

Nous comprenons donc que si le pidgin et le français des jeunes sont confondus, c'est que dans l'esprit et même dans la pratique du locuteur, l'usage de l'une ou l'autre forme pourra être désigné par l'un ou l'autre nom. (Feussi, 2006 : 292)

On observe certaines divergences dans ce court extrait. HE définit dans un premier temps le pidgin comme une pratique marginalisée, qui s'apprend *dans la rue, le ghetto*, avant de déclarer le parler avec tout le monde. Ce propos diverge également de celui d'AK, pour qui il s'agit d'un code d'emploi restreint (*entre nous*). Ceci peut être le reflet des différentes sphères de communication des deux jeunes hommes. AK est employé dans un supermarché, supervisé par un Français, et il y côtoie une couche plus favorisée de la population ; au contraire le quotidien d'HE est ancré dans le quartier.

Nous avons vu plus haut que LP (5) catégorisait le pidgin comme un *argot* et non comme langue (LP le rapprochera explicitement de l'anglais dans la suite de l'entretien). Si le pidgin est cité à quelques occasions, il peut être difficile de savoir dans quelle mesure le terme peut renvoyer au francanglais, car cette dernière

pratique n'est jamais mentionnée spontanément par les locuteurs. Rappelons que le francanglais n'est défini comme une langue ni par les linguistes ni par les locuteurs (de Féral 2009b, Feussi 2009), mais généralement assimilé à une forme particulière de français. Il est donc possible qu'il ne soit pas vu comme une catégorie pertinente dans la situation formelle de l'entretien, mené de plus par une enquêtrice française.

Nous retiendrons des exemples (14) et (15) le fait que l'alternance codique est mentionnée par les interviewés dans des séquences portant sur le français et sur l'anglais. Dans les deux cas, les interviewés re-thématisent immédiatement le discours en termes respectivement de douala et pidgin. Ces pratiques sont présentées comme ayant cours au niveau local des interactions quotidiennes entre proches (intra-ethniques pour CB (14), au sein du groupe de pairs pour HE, AK, JA et NA (15), entre frères pour LP (5).

### Conclusion

L'objectif de cette étude était de proposer une approche des entretiens épilinguistiques basée sur l'analyse conversationnelle, en s'attachant plus particulièrement aux processus de catégorisation : de la ville d'une part, des pratiques linguistiques d'autre part (restreintes à celles introduites et thématiques par les interviewés et non par l'enquêtrice). Plusieurs tendances se dégagent. L'opposition catégorielle ville/village renvoie à des espaces communicationnels plus qu'à des lieux géographiques. Dans les discours épilinguistiques, l'identité urbaine est en quelque sorte construite par défaut sur la base de cette opposition. Nous avons vu également que l'étiquette *étranger*, catégorie de l'altérité par excellence, dessine les frontières entre différentes sphères communicationnelles. Cependant, la vie urbaine est structurée par des pratiques communes, liées en partie aux processus de catégorisation qui permettent aux individus d'interpréter les situations et d'orienter leurs comportements. Certaines catégorisations concernant les pratiques linguistiques peuvent être thématiques au cours des entretiens. Nous avons vu que l'élaboration du discours sur les pratiques mobilisait plusieurs associations de catégories. La catégorie institutionnelle *bilinguisme*, bien que polysémique, est relativement stable. Les autres pratiques étudiées (alternance codique, *whitisation*, fautes...) sont mises en discours sur la base d'associations à des catégories d'appartenance socio-ethnique (*Doualas, Bamiléké, Mbos, Français, Blancs, Anglos*). L'étude des catégorisations met donc en évidence un alignement des pratiques linguistiques et de l'ethnicité. Cette dimension cruciale des représentations linguistiques peut être interprétée en termes d'idéologie linguistique.

### Bibliographie

- AVODO AVODO, J. (2010). « Choix linguistique et interactions communicatives en milieu professionnel : le cas des langues nationales au Cameroun », in *Philology Studies and Research. Romance Language Series 7*, <http://www.ceeol.com/aspx/getdocument.aspx?logid=5&id=bdc7e60d-c2ed-4b46-8499-e025cb7dc02d>

- ECHU, G. (1999). « Historique du bilinguisme officiel au Cameroun », in G. Mendo Zé (éd.), *Le français langue africaine. Enjeux et atouts pour la Francophonie*. Paris, Publisud, pp. 96-111.
- FÉRAL, C. de (2009a). « Introduction », in C. de Féral (éd.), *Le nom des langues III. Le nom des langues en Afrique sub-saharienne : pratiques, dénominations, catégorisations. Naming Languages in Sub-Saharan Africa : Practices, Names, Categorisations*. Louvain-la-Neuve, Peeters, BCILL 124, pp. 9-17.
- FÉRAL, C. de (2009b). « Nommer et catégoriser des pratiques urbaines : pidgin et francanglais au Cameroun », in C. de Féral (éd.), *Le nom des langues III. Le nom des langues en Afrique sub-saharienne : pratiques, dénominations, catégorisations. Naming Languages in Sub-Saharan Africa : Practices, Names, Categorisations*. Louvain-la-Neuve, Peeters, BCILL 124, pp. 119-152.
- FEUSSI, V. (2006). *Une construction du français à Douala – Cameroun*. Thèse de doctorat, Université François Rabelais, Tours, <http://hal.archives-ouvertes.fr/tel-00384974/>
- FEUSSI, V. (2009). « Entre catégorisations objectives et subjectives – les noms de langues comme motifs de revendication socio-identaire au Cameroun » in C. de Féral (éd.), *La dénomination des langues en Afrique sub-saharienne/Language Naming in Sub-Saharan Africa*, 2009. Louvain-La-Neuve, Peeters, pp. 77-107.
- FEUSSI, F., ELOUNDOU ELOUNDOU, V., TSOFAK, J-B. (2013). « Diversité sociolinguistique et pratiques éducatives au Cameroun », in *Repères DoRiF 3*, [http://www.dorif.it/ezine/ezine\\_articles.php?id=100](http://www.dorif.it/ezine/ezine_articles.php?id=100)
- IRVINE, J. et GAL, S. (2000). « Language ideology and linguistic differentiation », in P. Kroskrity (éd.), *Regimes of Language : Ideologies, Politics, and Identities*. Santa Fe, School of American Research Press, pp. 35-84.
- KROSKRITY, P. (2010). « Language Ideologies—Evolving Perspectives », in J. Jaspers (éd.) *Language Use and Society (Handbook of Pragmatics Highlights)*. Amsterdam/Philadelphia, John Benjamins, pp. 192-211.
- MONDADA, L. (2002). « La ville n'est pas peuplée d'êtres anonymes : Processus de catégorisation et espace urbain », in *Marges linguistiques 3*, pp. 70-90.
- PEUVERGNE, J. (2008). « Variation du groupe verbal et discours sur les langues : aperçu des représentations et pratiques d'enseignants togolais », in K. Holter et I. Skattum (éd.), *La francophonie aujourd'hui – Réflexions critiques*. Paris, L'Harmattan, collection Langues et développement, pp. 89-107.
- PIKE, K. (1967 [1954]). *Language in relation to a unified theory of the structure of human behaviour*. The Hague, Mouton de Gruyter.
- SACKS, H. (1992 [1964-72]). *Lectures on Conversation* (2 vol.). Oxford, Blackwell.
- SOL, M-D. (2009). *Imaginaire des langues et dynamique du français en contexte plurilingue. Enquête à Yaoundé*. Thèse de doctorat, Université Paul Valéry-Montpellier III.
- TRAVERSO, V. (2008). « Analyser un corpus de langue parlée en interaction. Questions méthodologiques », in *Verbum XXX*, 4, [http://www.atilf.fr/IMG/pdf/Verbum\\_XXX\\_4\\_6\\_Traverso.pdf](http://www.atilf.fr/IMG/pdf/Verbum_XXX_4_6_Traverso.pdf)
- TRAVERSO, V. (éd.) (2012). *Analyses de l'interaction et linguistique : état actuel des recherches en français*, *Langue française* n° 175. Paris, Armand Colin/Larousse.
- VIGOUROUX, C. (2004). « Rencontre(s) d'un autre type : la relation enquêteur-enquêté(s) en contexte exolingue », in *LIDL 29*, pp. 127-150.





## **DAKAR, MÉTROPOLE ET CAPITALE DE LA STABILISATION DU PLURILINGUISME DOMINANT AU SÉNÉGAL**

**Moussa Daff**

Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Laboratoire SOLDILAF

**Mamadou Dramé**

Université Cheikh Anta Diop de Dakar,  
Faculté des Sciences et Technologies de l'Éducation et de la Formation

### **Introduction**

Caroline Juillard dans son livre intitulé *Sociolinguistique urbaine* (1995) avance l'hypothèse suivante :

Dans un pays plurilingue en effet (et pratiquement tous les pays sont plurilingues) on peut rencontrer en certains points du territoire des situations de monolinguisme ou de plurilinguisme « modéré », mais le phénomène de migration vers la ville a fait de cette dernière un véritable laboratoire. Toutes les langues (ou du moins les locuteurs de toutes les langues) convergent vers la ville, et l'urbanisation galopante des pays du tiers monde, des pays africains pour ce qui nous concerne ici, crée des situations dans lesquelles la gestion du plurilinguisme est une obligation quotidienne, un défi quotidien, gestion dont les modèles le plus souvent utilisés (diglossie, véhicularisation, etc.) ne rendent compte qu'imparfaitement. (Juillard, 1995 : 12)

Nous le savons, maintenant, les langues plus que les personnes voyagent d'un territoire à un autre. Les territoires linguistiques peuvent devenir des espaces d'observation de la présence et de la dynamique des langues en contact. La ville n'est plus seulement cet ailleurs négatif de la campagne mais le lieu de construction continue de nouvelles cultures, de nouveaux modes de parler, de nouvelles modalités d'un vivre ensemble. Le positionnement d'une discipline majeure par rapport à la ville et à l'urbanisation comme la sociolinguistique donne des informations utiles sur les processus de développement de l'hétérogène linguistique comme mode de communication d'intercompréhensions dans un contexte de pluralité de possibilités linguistiques.

Nous examinerons comment Dakar, historiquement la deuxième capitale politique après Saint-Louis du Sénégal et, dès les premiers moments, la première capitale économique du Sénégal, aspire (Calvet 1994) et organise le plurilinguisme en cours au Sénégal.

### **1. Dakar, une région au plurilinguisme dynamique**

La ville est perçue de façon générale comme un véritable laboratoire des langues qui organise le métissage et le troc dans le marché linguistique, plutôt qu'un conflit (Rémy & Voyé 1992). La citadinité entraîne forcément une identité linguistique plurielle et métisse. La ville est « facteur d'unification linguistique » comme le notent Louis-Jean Calvet et Martine Dreyfus dans l'introduction du numéro 3 de la

revue *Plurilinguisme* du Centre d'Etudes et de Recherches en Planification linguistique de 1992.

Pour Mondada, le plurilinguisme fait même partie de ce qui fait vivre la science sociolinguistique parce que la coexistence de plusieurs langues fait apparaître des rapports qui peuvent être de conflit, par exemple, à cause de l'existence de diverses communautés dans les villes plurilingues :

on va se rendre compte que la ville est par définition un lieu de variation et de contacts de langues. Elle était certes à l'origine un terrain commode, elle devient avec l'urbanisation galopante un enjeu considérable, un lieu où s'expriment des conflits, où des problèmes de communication trouvent des solutions véhiculaires in vivo, et de nombreuses études vont alors la prendre comme un indicateur des mouvements en cours. (Mondada 2000 : 48)

Concernant notre terrain d'étude, on pourra souligner que la région de Dakar compte quatre départements qui sont Pikine, Guédiawaye, Rufisque et la région métropolitaine de Dakar. Dakar, cœur administratif de cet espace géographique, est une ville en rapide mutation parce que principale destination de l'exode rural sénégalais. Cette présence de populations de *langues-cultures* différentes reconfigure, par le truchement d'une culture urbaine partagée, les langues de premières communications sociales par le biais d'une forte hétérogénéité ethnique et linguistique accélérée par une grande disparité des modes de vie et des formes d'urbanisation.

La composition géographique de la communauté urbaine de Dakar analysée en territoire linguistique (Daff 2004) révélera comment cette ville est devenue le symbole vivant des langues au Sénégal. En effet, on trouve à Dakar la cohabitation du français, du wolof, du pular, du mandingue, du sérère, du diola, du soninké, et d'autres langues aujourd'hui codifiées par la direction de l'alphabétisation. Au total, 21 langues ont le statut ambigu de langue nationale. Dakar, par son cosmopolitisme socio-culturel, révèle, dans les interactions langagières quotidiennes qui se produisent dans tous les espaces sociaux, le capital linguistique du patrimoine langagier le plus significatif du Sénégal.

## **2. Espace de conflit ou espace de négociation ?**

Notre hypothèse est que le plurilinguisme dominant à Dakar, en sa qualité de capitale du travail productif et rémunéré, peut se résumer en sept langues, six nationales et le français, langue scolaire et de travail administratif sur l'étendue du territoire sénégalais. L'article 1 paragraphe 2 de la constitution du 7 janvier 2001 précise que « la langue officielle du Sénégal est le français. Les langues nationales sont le diola, le malinké, le pular, le sérère, le soninké, le wolof et toute autre langue nationale qui sera codifiée ». En fonction des espaces de production linguistique, le choix de l'une ou de deux des sept langues est prédictible par une fonctionnalité urbaine linguistique dictée par l'appartenance territoriale des langues en partage dans la narration linguistique en contexte plurilingue restreint ou étendu. Langues, espaces sociétaux de vie commune, économie, sont les facteurs de régulations des choix d'usage d'une forme linguistique de communication tirée du répertoire plurilingue urbain.

Dakar, métropole du plurilinguisme sénégalais, incite au bilinguisme minimal, wolof/français, tout en conservant dans les territoires composant la communauté urbaine un plurilinguisme avec le wolof comme langue dominante. Cela donne au wolof le rôle de langue d'intégration dans la vie quotidienne à Dakar et, partant, du travail formel et informel. Dakar, est un vaste espace linguistique qui favorise l'usage du wolof tout en réduisant l'espace d'utilisation des autres langues nationales comme première langue de communication sans les nier. La négation de la présence des langues des migrants est d'autant plus difficile que des séjours linguistiques dans la région d'origine sont souvent organisés pour les enfants afin de maintenir les liens familiaux d'origine quelle que soit la configuration du couple. En revanche, l'observation de l'évolution sociolinguistique de cette langue véhiculaire sur l'espace national permettra de rendre compte de la vitalité d'une langue urbaine en pleine effervescence, éclatée entre les dialectes et soumise aux influences des autres langues partageant le même territoire linguistique d'échanges quotidiens.

### 3. Dakar : une espace de métissage linguistique

Les groupes et les individus qui composent cette société complexe sont impliqués dans un processus d'intégration et d'élaboration d'une nouvelle culture urbaine caractérisée par un nouveau comportement linguistique. En conséquence, les modifications des modes de vie traditionnels des communautés socioculturelles d'hier, ainsi que des structures familiales, favorisent un processus de transformation des réseaux de relations interpersonnelles par l'adoption d'une *langue-outil* remodelée en fonction de la composition et de la densité des langues partageant un territoire commun, d'où sortira une langue enrichie par les autres parlers.

Dans ce cadre, le multilinguisme se présente comme un facteur déterminant de l'identité des citoyens de cette mégapole où le quartier et même la concession traditionnellement familiale ne regroupe plus simplement la famille élargie ou étendue, mais des familles de *langues-cultures*, cette fois, différentes. La rue, le quartier, l'espace public et religieux, mettent en contact les Dakarais avec d'autres langues : celles des voisins partageant la même convivialité sociale, celle des lieux de profession formelle ou informelle, et surtout celle des échanges commerciaux. C'est par ce brassage linguistique fécond que naissent des langues d'intégration qui portent dans leurs textures lexicologiques, morphologiques et parfois énonciatives, les traces des résultats de trocs linguistiques. La ville, espace urbain de rencontre des langues, est le lieu privilégié d'observation du métissage linguistique en action. C'est cela qui fonde la force du wolof au Sénégal, dans lequel on retrouve les traces de toutes les langues du Sénégal et même celles des pays partageant la même frontière terrestre ou maritime. Le plurilinguisme de voisinage et de proximité est dynamique en milieu urbain sénégalais.

Présentement, à l'heure où le département de Dakar apparaît comme un carrefour melting-pot où différentes langues-cultures se croisent et entrent en contact, il est urgent de penser à l'inauguration d'une nouvelle approche de la recherche en s'investissant dans la perspective d'une sociolinguistique du melting-pot, de l'hétérogène accéléré par la reconfiguration des territoires linguistiques qui ont rompu, de nos jours, avec le monolinguisme total, jusqu'à présent base de la stabilité et la normalisation d'une langue d'usage commun.

La pluralité linguistique, considérée hier comme une malédiction, devient aujourd'hui une chance et un moteur de convivialité toujours réinventée. Les langues, comme les monnaies, ont chacune son poids et son utilité alors que d'autres langues partageant le même territoire linguistique sont déficitaires. C'est cela qui fonde notre idée que l'espace ATL (Appartenance territoriale des langues) est un cadre d'échange, de troc, et pas seulement de conflit. Il s'agit bien d'un partenariat gagnant-gagnant que la ville se charge d'organiser dans une dynamique d'altérité partagée et vécue consciemment ou moins consciemment. Les modes de survie dans une grande mégapole comme Dakar incitent la population à s'approprier de toutes langues porteuses de bien-être social. L'apprentissage de la langue de l'autre est un puissant moyen d'accès au partage du bien-être enviable de l'autre. C'est aussi en cela que la ville peut être un espace de motivation pour l'accès au plurilinguisme dominant, et partant au plein exercice du rôle de citoyen urbain. Le monolinguisme peut devenir un véritable handicap politique et les élections municipales et rurales en cours au Sénégal en sont une belle illustration. Parler wolof seulement ou français seulement ne suffit plus pour attirer la sympathie des populations urbaines. En revanche s'exprimer même passablement dans la langue dominante de chacun des espaces urbains constitutifs de la communauté urbaine de Dakar est un atout politique majeur. Le bilinguisme minimal wolof/français est un passeport linguistique d'urbanité à Dakar et même dans toutes les grandes villes du Sénégal.

#### **4. Les langues comme moyen d'appropriation de l'espace pour les jeunes**

Pour cette présente étude, nous avons choisi de changer de paradigme d'investigation linguistique en proposant une unité d'analyse sociolinguistique plus pertinente, selon nous, que la description et l'identification de la composition du plurilinguisme des familles urbaines issues de l'immigration ou de l'exode rural. Nous pensons que le territoire urbain de communication collective et socialisante est une unité d'analyse descriptive qui donne les indicateurs des voies plurielles qui disent leur mal-être urbain. Dans quelles langues s'expriment des milliers de jeunes qui quittent l'espace familial pour investir l'espace urbain comme une plate-forme commune d'expressions de messages qui rendent compte de leur volonté de changer l'ordre des choses en milieu urbain ? Ces mouvements, au Sénégal, et plus précisément à Dakar, portent comme noms d'identification *Set-Setal* (« rendre propre » ou « être propre et rendre propre »), *Bul Fale* (« ne t'occupe pas » ou « t'inquiète pas ») et aujourd'hui *Y en a marre*. Ces mouvements de jeunes urbains occupent totalement l'espace urbain et trouvent un relais fort avec la musique par le biais du hip-hop et du rap.

Tous ces trois mouvements se caractérisent par un investissement inédit de l'espace urbain comme territoire de création et de conscientisation, tout en convoquant des registres d'expression diversifiés (les arts plastiques, la lutte, la musique). Au cours des deux décennies 1990-2000, la musique rap a pris une grande ampleur, au point de devenir l'un des phénomènes socio-culturels majeurs du pays.

L'analyse des langues de revendications socio-politiques en milieu urbain de ces groupes sociaux représentatifs d'une société en pleine mutation linguistique et politique, nous donne une image plus nette des langues urbaines qui portent ces

préoccupations. C'est ainsi que nous pouvons analyser l'évolution du réglage du sens de l'appellation de ces trois mouvements urbains.

#### 4.1 Le set setal

Le *Set Setal*, une expression wolof qui signifie « rendre propre », est né en 1991. Il est, selon Diouf et Fredericks (2013) un concept qu'on peut comprendre de deux manières différentes : si l'on considère la formule comme une seule proposition phrastique, l'on comprendra seulement en signifié transparent « rendre propre l'espace urbain » et revendiquer l'intégrité morale du citoyen ayant en charge une responsabilité politique ou administrative. En deuxième lecture, l'on peut comprendre deux séquences phrastiques composées comme suit *set* (« être propre soi-même », c'est-à-dire sans reproche de détournement de deniers publics) pour exiger *setal* le rendre propre, c'est-à-dire le citoyen modèle. C'est pourquoi Mamadou Diouf considère le *set setal* comme un mouvement de lutte contre la « dégradation de l'environnement urbain, dégradation des mœurs politiques » : Le mouvement a pour vocation d'aménager le cadre de vie dans le quartier, d'enlever les saletés et les détrit. Il est aussi une opération d'assainissement des mœurs (politiques, mais aussi sociales) » (Diouf 1994 : 42)<sup>1</sup>.

On voit donc très nettement que ce mouvement en apparence anodin qui semble s'occuper de la propreté environnementale du territoire urbain est un mouvement de revendication urbaine d'une autre façon de gérer la cité urbaine.

#### 4.2 Le Bul fale

Cette revendication juvénile qui pousse à une prise en charge de soi au lieu de l'attente de solutions venues d'ailleurs se précisera des années plus tard par le mouvement *Bul Fale*<sup>2</sup> qui est une affirmation d'une force physique (notamment dans la lutte traditionnelle sénégalaise) qui sait vaincre tout adversaire. Tyson, nom emprunté par un lutteur devenu « Roi des arènes » en est le modèle de référence. Il importe ici de souligner que le mot *Bul fale* est devenu le mot d'ordre de toute une jeunesse de la banlieue populaire (Pikine<sup>3</sup>) ainsi que le nom de guerre et le nom d'une écurie qui a dominé la lutte sénégalaise pendant une décennie. Seulement, le titre a été emprunté aux rappers du *Positive Black Soul* « PBS »<sup>4</sup> qui, dans le premier album qu'ils ont produit, ont chanté un morceau qui a le même titre. Dans

---

<sup>1</sup> Mamadou Diouf note bien : « Les auteurs du premier ouvrage sur le mouvement indiquent très clairement cet enchevêtrement de motivations : "Février 1988 - avril 1989. La jeunesse sénégalaise fait irruption au pas de charge sur la scène politique. Personne ne l'attendait mais elle n'en a cure. La peur de l'avenir s'exprime par une formidable rage de détruire. Entre deux jets de pierre un lycéen de 17 ans lâche : 'nous allons tout casser pour mieux reconstruire'. Paroles en l'air ? Voire. Depuis juillet 1990, la violence juvénile a passé le relais à une sorte de folie dense restée jusque-là une énigme. Sous les yeux des adultes médusés, les ci-devant chasseurs de Mauritaniens, des groupes de jeunes mettent en œuvre leur nouveau credo : ordre et propreté" » (Diouf 1994 : 42).

<sup>2</sup> Expression wolof qui signifie « t'occupe pas ».

<sup>3</sup> Banlieue populaire de Dakar.

<sup>4</sup> Groupe de rap de Dakar, composé de Didier Awadi et Amadou Barry si Doug e Tee. Ils sont considérés comme les pères du hip hop sénégalais.

ce morceau, ils s'adressent à ceux qui critiquent leur option de faire de la musique leur métier, principalement le rap considéré comme une musique de voyous. D'ailleurs dans le refrain, on pouvait entendre :

No bul fale/Xalebile/yaw bul fale/Positive black soul nena bul fale/Topal sa yon bul fale gni lay sale (Non, t'en occupe pas/mon petit/t'en occupe pas/positive Black Soul dit de ne pas t'en occuper/poursuis ton chemin et t'occupe pas de ceux qui te font chialer) (Réf chanson, album)

Ainsi était né un mouvement qui allait se prolonger jusque dans les années 2000. Le *Bul fale* étant une philosophie de vie fondée sur le fait de ne pas écouter les ragots, les personnes qui retardent les autres et les font douter, mais d'avoir son projet de vie et de le mener jusqu'au bout. Le maître-mot était que « être jeune » ne signifiait pas « être incapable de se prendre en charge et de prendre en charge son propre destin ». Et la réussite sociale était possible, surtout à travers le sport, principalement la lutte traditionnelle ou encore la musique, spécialement le rap.

Nous pouvons constater que des mouvements jeunes urbains *Set Setal*, *Bul fale*, en wolof, on passe vite vers la déclinaison synonymique en français *Y en a marre* et *NTS (Nouveau Type de Sénégalais)*. La revendication sociétale urbaine est, de fait, bien portée par les trois principales langues d'urbanité linguistique que sont dans l'ordre d'importance le wolof, le français et éventuellement le pulaar.

#### 4.3. Le mouvement « Y en marre »

Traduction dans la langue des jeunes du slogan wolof *Dafa doy* (« ça suffit »), le mouvement *Y en a marre* va prendre le relais avec le rap et le hip-hop comme support musical pour passer des messages de conscientisation citoyenne sur la situation politique du pays en langues wolof et française et plus modestement en pulaar. En fait, il s'agit ici aussi de constater que, dans le hip hop, le marché des langues est déterminé par plusieurs facteurs. Il y a tout d'abord la taille du groupe, ensuite les destinataires des chansons et, pour ne pas être exhaustif, entre autres raisons, le désir de conquérir le monde qui pousse à s'ouvrir à des langues comme l'anglais. En effet, plus le groupe est ancré dans les mentalités sénégalaises, et plus il a un message qui s'adresse en priorité aux Sénégalais, plus les langues sénégalaises dominent. C'est ce qui explique que, dans les productions des groupes qui se définissent comme hardcore et underground, le wolof domine toutes les autres langues. Et les fondateurs du mouvement sont essentiellement de la catégorie des rappers qui disent faire du rap hardcore : il s'agit du groupe Keur gui, de fou Malade, du groupe Bat'haillons Blin D et de Simon de Bisbi Clan.

Naturellement, leur langue ne sera pas du wolof académique mais un mixing dans lequel on retrouve des mots, des expressions ou même parfois (ou rarement) des couplets relevant du français, de l'anglais, de l'arabe mais aussi des langues africaines, notamment du pulaar et du mandingue. En réalité, c'est plutôt le langage de la rue ou le langage des jeunes (Dramé 2013) qui est utilisé pour s'adresser à eux. C'est ce qui ressort de leur slogan comme « dox ak sa gox » (« marcher avec sa

commune ») : « le jury populaire »<sup>5</sup>, « Buléen Ñu Yokk Mar », (« n'aggravez pas notre soif »)<sup>6</sup>, « Foire aux Problèmes vs Foire aux Solutions/Luuma Jafé Jafé yi vs Tabakh Euleuk », Xam Sa Wareef (« connaître son devoir civique »). Ici, les expressions en wolof sont immédiatement traduites après l'expression en français ; les discussions se font dans les langues africaines, principalement en wolof, pour démocratiser le savoir et permettre à tous d'y avoir accès. Mieux encore, cela permet à chaque participant de s'exprimer dans la langue qu'il maîtrise le mieux sans avoir peur d'être sujet à des critiques à cause de son niveau de maîtrise du français, habituellement employé dans des interactions de ce type.

Un mouvement à forte connotation politique, nouvellement créé à Dakar, dénommé « code citoyen », qui se décline ainsi : « sa wareef, sa yeleaf, comportement défi citoyen », constitue une autre illustration de la mise en évidence de la relation entre les droits citoyens et les devoirs du citoyen. C'est donc, visiblement, un mouvement politique qui a pour vocation de rassembler tous les regroupements urbains qui revendiquent une meilleure implication dans la gouvernance politique et administrative de leur territoire de socialisation.

## 5. Les langues, un outil d'implication dans la marche citoyenne

Les groupes musicaux de grande renommée comme le Dande Lenol de Baba Maal (comprendons : la voix de la communauté hal pulaar) installé à Dakar chante en pulaar et en wolof et invite souvent des groupes de rap dans ses soirées urbaines. Il en est de même pour Bidew bu bees (« la nouvelle étoile » en wolof), un groupe de rap internationalement connu qui chante en pulaar et en wolof ses déclinaisons rapologiques pleines de messages de sensibilisation. Des groupes plus jeunes et modestes comme « Annore leenol » (« Lumière de la communauté », en pulaar) se font remarquer par le rap en pulaar. Cependant, le nombre de groupes de rap en wolof et français est nettement supérieur à ce qu'on pourrait dénombrer dans toutes les autres langues de Dakar et du pays.

C'est ainsi que le rap a été largement impliqué dans la mobilisation des jeunes en faveur d'une alternance démocratique lors des élections présidentielles de 2000 ; puis à l'occasion de la campagne présidentielle de 2011-2012, les rappeurs se sont faits les porte-parole de la population à travers des initiatives citoyennes telles que *Y en a Marre*, dont le slogan est *NTS* (Nouveau Type de Sénégalais).

Les autres territoires urbains de Dakar se font aussi l'écho de ce mouvement citoyen par des slogans muraux qui rappellent le prolongement de cette revendication de la jeunesse.

---

<sup>5</sup> Autrement appelé Observatoire de la démocratie et de la bonne gouvernance, il s'agit d'inviter les membres de chaque commune à décliner leur projet et à contrôler l'état d'avancement des engagements qui ont été pris.

<sup>6</sup> C'est une action de soutien au combat des villageois de Pout, situé à environ 60 km de Dakar, sur la route de Thiès et l'ONG ARAN (Association des Ruraux Agriculteurs de Notto) contre la cimenterie Dangote dont les installations nuisent fortement sur la qualité de l'eau mais aussi sur l'agriculture qui est la principale activité de ces zones.

## 6. Les langues des murs urbains : quelques exemples

Les murs ont toujours constitué des espaces d'expression privilégiés dans la mesure où ils ont le pouvoir de faire durer un message. Avec le mouvement Set Setal, il y avait toujours une fresque qui était l'aboutissement d'une action de salubrité. À l'avènement du hip hop, cette fonction dévolue aux murs s'est accentuée avec la nécessité de rendre les murs propres et d'empêcher qu'on les transforme en urinoirs. C'est aussi un lieu où les langues se côtoient puisque, pour éviter de tomber dans l'illisibilité pour les non-initiés, le contenu qui a été crypté est toujours décliné au bas de la fresque. D'un entretien avec Docta, le précurseur du graffiti au Sénégal, on peut souligner ceci :

La plupart se trouvent au niveau de la Médina : au stade Iba Mar Diop, où une grande partie a été graffée, et en face de la maison d'un lutteur, Gris Bordeaux, où la population nous a donné un espace, l'a nettoyé pour nous, a dégagé tout ce qui était autour pour qu'on puisse venir faire notre graff. Aussi au lycée Maurice Delafosse : les gens avaient transformé le mur de l'établissement en urinoir. On est venu, on a nettoyé, on a mis des graffitis et ça a réglé le problème. On est allé aussi à Pikine, au stade Alassane Djigo où on a graffé les murs. Le directeur veut qu'on revienne maintenant graffer les loges des footballeurs. On a eu également la chance cette année d'avoir comme sponsor la société Rapido qui gère l'autoroute à péage. Ils nous ont offert un long mur de 60 mètres, pour réaliser un graff sur la thématique des transports, une « autoroute de l'avenir » qui fluidifierait le trafic routier sénégalais, car les embouteillages dans une ville comme Dakar sont un véritable fléau. (Nimis 2012)

Plus tard, leur talent fut reconnu et les murs furent employés comme des supports de communication puissants, comme l'illustrent les quelques exemples suivants des images 1 et 2 ci-dessous.

Sur l'image 1, le français domine, en orthographe standard (*embellissons le Sénégal*) ou en orthographe SMS (*puisk'il, Pour k, 100gé*), avec un slogan fort en faveur de la localité d'origine de graffeurs (Nioro<sup>7</sup>) (*Pour k Nioro soit 100gé*). Il y a aussi la présence de l'anglais qui prouve l'ancrage dans le hip hop (*Keep relations*).

Sur l'image 2, nous avons la cohabitation du français *Pour la protection de l'environnement et de l'enfance* et du wolof *Xeex* (« Lutter »).

---

<sup>7</sup> Département situé dans la région de Kaolack à 250 km au sud de Dakar.





**Image 1.**

(Source : <http://africanurbanism.net/tag/dakar/>)



**Image 2.**

(Source : <https://marcowerman.wordpress.com/2012/03/08/tagging-dakar/>)

D'autres exemples peuvent être rapportés, notamment :

« Sama loxo, sama Goox » est le slogan qu'on retrouve dans tous les quartiers de la communauté urbaine de Dakar. Ce slogan qui signifie mot à mot en wolof « ma main sur mon espace social » est une revendication d'actions citoyennes sur l'espace de vie de la jeunesse et sa détermination à ne pas laisser aux partis politiques la liberté d'actions sur les choix de gouvernance urbaine.

« And tekki sama Goox » est un autre slogan mural, qui signifie toujours en wolof « ensemble délivrons notre espace urbain », sous-entendu : de la gouvernance politique urbaine en cours.

### Conclusion

Pour conclure, nous donnons le dernier mot à l'éminent professeur Assane Seck, dans son ouvrage posthume intitulé *De l'obscurité aveugle à la lumière du savoir* (2014). Nous soutenons que ce qu'il dit propre à Ziguinchor est caractéristique de Dakar aussi :

Oui la spécificité majeure de cette cité, aujourd'hui d'environ deux cent mille habitants, est son mélange de populations unique au Sénégal ; car si notre capitale nationale, Dakar, est également un lieu de mélange rassemblant toutes les ethnies du pays, avec cependant une langue dominante, le wolof, qui tend à s'imposer à tous, à Ziguinchor, par contre, la tolérance est si ancrée dans les esprits qu'il n'est pas aisé de savoir qui est qui, quelle ethnie, quelle langue y domine ; le créole portugais ? le diola ? le manding ? le wolof ? chacun s'y faisant le devoir de s'enrichir, après sa langue maternelle, d'une, de deux, parfois de trois ou quatre autres langues choisies parmi celle de ses voisins. (Seck 2014 : 41-42)

C'est cela qui fonde le plurilinguisme urbain et tous les immigrants vers Dakar subissent la loi de l'implacable règle de l'assimilation recherchée et la volonté d'éviter le monolinguisme sclérosant. Les urbains de Dakar maîtrisent au moins plusieurs langues dont le wolof, le français et la langue des origines. La configuration en milieu urbain dakarois des quartiers et des familles dans les maisons est un puissant régulateur pour la conservation passive au moins familiale de la langue des origines face à la menace d'un monolinguisme qui intègre toutes les langues et variétés de langues parlées au Sénégal.

### Bibliographie

- CALVET, L.J. et DREYFUS, M. (1992). « La famille dans l'espace urbain : trois modèles de plurilinguisme », in *Des villes plurilingues, Plurilinguisme* n° 3, ville, CRPL, pp. 29-54.
- CALVET, L.J. (1994). *Les Voix de la ville, Introduction à la sociolinguistique urbaine*. Paris, Essais Payot.
- DAFF, M. (2004). Vers une francophonie africaine de la copropriété et de la cogestion linguistique et littéraire, in *Glottopol, La littérature comme force glottopolitique : le cas des littératures francophones*, Université de Rouen, pp. 99-96. [http://glottopol.univ-rouen.fr/telecharger/numero\\_3/gpl307daff.pdf](http://glottopol.univ-rouen.fr/telecharger/numero_3/gpl307daff.pdf).

- DIOUF, M. (1994). « Fresques murales et écriture, de l'histoire ; Le Set/Setal à Dakar », in *L'Histoire face au politique, Politique africaine* n° 46. Paris, Karthala.
- DIOUF, M. et FREDERICKS R. (2013). *Les arts de la citoyenneté au Sénégal*. Paris, Karthala.
- DRAMÉ, M. (2013). Langage de la rue et transgression langagière : Une étude du discours hip hop sénégalais. Thèse de doctorat d'État, Dakar, UCAD.
- JUILLARD, C. (1995). *Sociolinguistique urbaine : la vie des langues à Ziguinchor*. Paris, CNRS.
- MONDADA, L. 2000, *Décrire la ville*, Economica. Paris, Antropas.
- NIMIS, É. (2012). Le graffiti : un art contestataire au service des populations : Entretien d'Érika Nimis avec Docta, <http://www.nrgui.com/109-opinions/liberez-votre-genie/2526-le-graffiti-un-art-contestataire-au-service-des-populations-entretien-d-erika-nimis-avec-docta>, Visité le 12 janvier 2015.
- RÉMY, J., VOYÉ, L. (1992). *La ville : vers une nouvelle définition ?*. Paris, Editions l'Harmattan.
- SECK, A. (2014). *De l'obscurité aveugle à la lumière du savoir suivi Rassemblement consensuel des peuples, facteur fécond de développement*, (textes proposés par Makhily Gassama, Mamadou Mané). Dakar, Abis éditions.

**Discographie :**

Positive Black Soul, *Salaam*, Mango (1995)

**Sites Internet :**

<https://marcowerman.wordpress.com/2012/03/08/tagging-dakar>.

<http://africanurbanism.net/tag/dakar/>



## LA DYNAMIQUE DU FRANÇAIS EN MILIEU URBAIN À ABIDJAN

Alain Laurent Abia Aboa

Université Félix Houphouët Boigny, Cocody-Abidjan

### Introduction

Les caractéristiques du français parlé par les différentes communautés qui l'ont en commun sont souvent le reflet de toute la complexité des phénomènes inscrits dans les rapports entre langage et identité sociale. Dans les États où le français sert, en plus de sa fonction de langue officielle, de véhiculaire interethnique et où il est utilisé dans les domaines occupés auparavant par les langues endogènes, le français se différencie dans la pratique linguistique des locuteurs.

C'est le cas en Côte d'Ivoire, principalement en milieu urbain à Abidjan où l'appropriation du français, entièrement acquise par la population donne lieu à l'émergence de variétés endogènes, caractérisées par des restructurations dans différents domaines du système linguistique du français. Ces variétés tendent à s'éloigner plus ou moins du français standard, qui sert toujours de norme de référence dans ce pays, mais dont la pratique s'amenuise chez les locuteurs. À Abidjan, la métropole économique de la Côte d'Ivoire, on observe un recul des langues ivoiriennes dans la communication familiale et encore plus dans celle des jeunes. Le français sert de langue véhiculaire et vernaculaire à des populations d'une grande hétérogénéité ethnique.

Cette prédominance du français influence sensiblement les représentations et les pratiques linguistiques des locuteurs. Pour les citoyens abidjanais, le français est, en effet, « un moyen incontournable d'insertion à la ville et jouit en plus d'un statut élevé du fait de son image moderne. Le français étant la langue rentable dans le contexte urbain tant dans les domaines officiels que non officiels » (Knutson 2002 : 556). Comment le contexte sociolinguistique abidjanais a-t-il impacté le destin du français dans cette grande métropole de l'Afrique francophone ?

Cet article essaie de décrire la dynamique actuelle du français dans l'espace urbain abidjanais et les facteurs et éléments qui rendent imprédictible l'évolution de cette langue. L'objectif est de contribuer à la réflexion sur la variabilité du français dans les grandes métropoles francophones et sur la manière dont on peut l'appréhender dans un contexte linguistiquement et culturellement diversifié comme celui de la ville d'Abidjan.

### 1. Dynamique urbaine et contact de langues à Abidjan

L'espace urbanisé est bien souvent le lieu de tensions sociales, identitaires, et de dynamiques linguistiques. Pour rendre compte de l'émergence des identités urbaines et de la conscience discursive des langues et des parures, il y a lieu de répondre aux questionnements issus de l'accroissement général des villes et de l'urbanité langagière. Définie selon Wirth (1979 : 258) « comme un établissement relativement important, dense et permanent d'individus socialement hétérogènes », la ville est

une véritable constellation sociale. Pour Auzanneau (2001 : 701), la ville qui tend à une certaine uniformisation des comportements se présente aussi comme un lieu de distinctions sociales.

Lieu d'hétérogénéité culturelle et linguistique, la ville favorise la pluralité de l'appartenance des individus à des groupes sociaux, de même que la variabilité de leurs positionnements sociaux et de leurs identités. Les contacts de langues du fait notamment des populations migrantes, les brassages culturels, les tensions sociales et identitaires sont des signalétiques linguistiques et culturelles de l'espace urbanisé. Cette description s'adapte parfaitement au contexte urbain abidjanais.

En effet, à l'origine petit village de pêcheurs, Abidjan devient la capitale de la République de Côte d'Ivoire, et reste capitale économique jusqu'à aujourd'hui. Carrefour culturel et surtout plaque tournante de l'Afrique de l'ouest, Abidjan exerce, sans aucun doute, un vif attrait économique et touristique sur les populations de la Côte d'Ivoire et sur celles des autres contrées de la région ouest-africaine. Avec une population estimée aujourd'hui à plus de 6 millions d'habitants (environ 25 % de la population totale du pays), Abidjan est assurément la ville la plus peuplée de l'Afrique de l'ouest francophone.

Principale ville de la Côte d'Ivoire, Abidjan est l'archétype même de la mégalopole africaine contemporaine. « Cosmopolite, portuaire, unissant "la vitrine" de la modernité aux banlieues tentaculaires et aux *habitats spontanés*, elle n'a cessé de s'étendre » (Lafage 1998 : 138). Comme ailleurs, dans d'autres villes africaines, on constate, à Abidjan, des disparités sociales importantes. L'un des aspects tangibles de ces disparités, est la diversité des types d'habitats ; le critère d'identification le plus évident étant la différence de qualité et de conditions d'hygiène.

À l'instar de bien d'autres villes africaines, Abidjan n'a pas été épargnée par la crise multisectorielle sans précédent de ces dernières décennies qui a fragilisé le tissu social et entraîné le développement de la violence urbaine. Comme le souligne K. Biaya (2000), cette crise a également eu des contrecoups très importants sur les solidarités traditionnelles, familiales, claniques ou ethniques, favorisant, en retour, les regroupements associatifs. L'urbanisation et la croissance économique particulièrement rapides de la ville d'Abidjan dès les deux premières décennies après l'indépendance de la Côte d'Ivoire favorisèrent d'importants mouvements migratoires : « Les nouvelles grandes villes du pays et surtout Abidjan accueillirent une population pluriethnique et plurilingue » (Kube 2005 : 10). Le déferlement des populations rurales du pays, de même que celui de nombreux migrants en provenance des pays voisins, entraînèrent une explosion démographique.

Dans un tel contexte, la variété parlée, particulièrement le français populaire d'Abidjan (FPA) s'éloignait considérablement de la variété exogène de France. Nombre de locuteurs du français populaire d'Abidjan acquéraient les connaissances linguistiques hors de l'école d'une manière non structurée au contact d'autres francophones, comme le rappelle Kouadio N'Guesan (2006) :

Au même moment et de façon corrélative, le français, en tant que moyen de communication interethnique de cette population urbaine, se répandait rapidement « tandis que sa qualité normative allait en s'affaiblissant » (Lafage 1998 : 137) l'acquisition de cette langue ne se faisait plus exclusivement par l'école qui, secouée par les grèves à répétition des enseignants et des élèves, a perdu son prestige et son attrait. (Kouadio 2006 : 178)

Les prévisions des linguistes selon lesquelles cette pratique linguistique disparaîtrait progressivement grâce à une amélioration du système éducatif favorisant l'accès à un apprentissage guidé de la langue française, ne se sont pas réalisées (Duponchel 1979 : 410).

L'avènement plus récent du nouchi, parler jeune créé dans les faubourgs et les « glôglô »<sup>1</sup> d'Abidjan a, de toute évidence, rendu plus complexe la donne linguistique dans cette agglomération (Aboa 2012). Selon Queffelec (2007), le français, surtout dans sa variété ortho-épique, étant incapable, aux yeux des jeunes abidjanais, de traduire leurs besoins identitaires, le nouchi apparaît pour eux comme une sorte de parler syncrétique, qui s'accompagne de l'intention de répondre à leurs propres besoins linguistiques et identitaires.

Sans que l'on établisse clairement une corrélation avec le succès du nouchi, on assiste, en revanche, à une régression des langues locales dans les conversations familiales, et encore plus entre les jeunes. Les langues ivoiriennes, notamment le baoulé, le bété et surtout le dioula, sont cependant très utilisées sur les marchés des quartiers populaires d'Abidjan, en particulier les communes d'Adjamé, d'Abobo, de Treichville et de Yopougon. Si l'on considère la ville d'Abidjan comme le carrefour où quasiment toutes les langues du pays se retrouvent, il faut considérer également les marchés de cette métropole comme les espaces où, quotidiennement, le contact de langues se fait. Une enquête de Calvet (1992) au sujet des langues parlées dans les différents marchés d'Abidjan montre que le bilinguisme français-dioula vient en tête (58,96 %), suivi du français (22,16 %), et du dioula (7,6 %).

Le bilinguisme français-dioula s'explique par le fait que le commerce est en général détenu par les Dioula. Les locuteurs qui n'ont pas le dioula pour langue d'usage utilisent le français sur les marchés. Le dioula relevant du point de vue typologique du grand ensemble des langues mandé, est vernaculaire et véhiculaire dans le nord du pays, mais il a tendance à se développer aussi dans les villes du sud, particulièrement à Abidjan. Queffelec, observe cependant que la perception du dioula comme « langue des Nordistes musulmans » ou des émigrés venus du Burkina ou du Mali en limite l'extension dans le sud, chrétien ou animiste, d'autant plus que les tensions ethniques ont été exacerbées par les différentes crises militaro-politiques de ces dernières années.

## **2. Les effets de l'urbanisation sur l'évolution du français à Abidjan**

Nombre d'études empiriques présentent des différences importantes dans l'usage du français entre les centres urbains et les zones rurales. Les bases théoriques de la sociolinguistique urbaine, développées par Bulot (2001) et Calvet (2002), qui proposent des approches intéressantes pour l'étude des rapports entre la ville et les langues, pourraient permettre de présenter l'impact de la citadinité sur le destin du français à Abidjan. Calvet (2002), évoquant l'exemple des villes africaines, souligne qu'un critère déterminant du développement du français dans le contexte urbain africain est la place des langues africaines à ses côtés. Dans la ville d'Abidjan, métropole africaine francophone où aucune de la soixantaine de langues locales n'a pu s'imposer pour devenir la langue de la majorité des Abidjanais, le français sert de

---

<sup>1</sup> Mot nouchi qui désigne les habitats précaires dans les zones urbanisées.

véhiculaire urbain. À la différence de ce qu'on peut observer dans des métropoles comme Dakar et Bamako, où une langue africaine, le wolof ou le bambara, joue le rôle de langue véhiculaire, on assiste à Abidjan à un recul des langues ivoiriennes et à une émergence des variétés endogènes du français.

Le français se développe à Abidjan dans une dynamique de brassages linguistiques, culturels et identitaires. Pour les populations urbaines qui viennent généralement de diverses origines et qui ne parlent pas tous la même langue, le besoin de communication produit une sorte d'unification linguistique. En effet, la coexistence même des nombreuses langues dont les migrants sont les vecteurs pose un problème de communication que la pratique sociale résout de diverses façons : adoption d'une des langues en présence comme langue véhiculaire, création d'une langue *ad hoc*, etc. Or, la domination par les locuteurs de cette langue urbaine, est l'un des signes d'intégration à la ville, en même temps que le choix collectif de cette langue préfigure l'avenir linguistique du pays. (Calvet 2002 : 135). Ainsi, le français populaire d'Abidjan (FPA) est, à l'origine, dans les années 1970, directement lié à la grande vague de migration vers Abidjan après les indépendances. Les principaux locuteurs étaient des adultes arrivés en Côte d'Ivoire qui ont dû communiquer en français, sans avoir appris cette langue de manière structurée (Boutin 2002 : 43-61).

L'appropriation vernaculaire du français par les Abidjanais en fait un moyen de communication désormais indispensable aux locuteurs, qui est utilisé dans des domaines traditionnellement réservés aux langues locales. On aurait pu imaginer que s'il existait une langue locale susceptible d'être utilisée comme langue véhiculaire, en ville, dans les domaines non officiels, l'appropriation du français aurait été moins spectaculaire. Le français, ou plus exactement, les variétés locales de français, gagnent des parts de terrain à Abidjan, notamment dans certains domaines informels. Le facteur urbain joue un rôle flagrant dans « le succès » que connaît le français à Abidjan. Kouadio (2006) fait observer que l'urbanisation massive des populations ivoiriennes et immigrées (au bénéfice des grandes agglomérations, surtout Abidjan) et le brassage qui en résulte sont des facteurs potentiels favorisant l'expansion des variétés locales de français. On peut certainement trouver, dans la vernacularisation du français à Abidjan, la preuve d'une certaine vitalité des langues locales qui, mises provisoirement en situation de faiblesse par le français, ressurgissent avec force pour y laisser leurs marques.

Les effets de l'hybridation sur la morphosyntaxe de l'énoncé en français abidjanais sont assez importants. On peut citer, par exemple, une certaine tendance à l'effacement des déterminants et la restructuration du système de détermination nominale (Knutsen 2002, Boutin 2007, 2010), le changement de la valence verbale (Kouadio 1999, Boutin 2005), etc.

Un autre paramètre de l'impact de l'urbanisation sur l'évolution de la situation linguistique du français à Abidjan est la concentration du pouvoir politique et économique dans cette grande ville. Généralement, dans les pays où le pouvoir politique ou économique se trouve dans une seule ville, la forme linguistique dans cette ville tend alors à s'imposer comme norme linguistique à l'ensemble du pays, les autres formes locales ayant bien souvent du mal à résister à cette norme. Du fait qu'Abidjan abrite quasiment toutes les institutions de la Côte d'Ivoire et concentre la grande majorité des activités économiques du pays, l'expansion du français est



favorisé sur l'ensemble du pays. La scolarisation joue également un rôle central dans le développement du français en milieu urbain abidjanais. Principale ville du pays, Abidjan a bénéficié, depuis les Indépendances, bien plus que d'autres régions, de financements importants, en matière d'infrastructures scolaires et universitaires. Le français, unique médium de scolarisation, est longtemps apparu comme le moyen le plus sûr d'accès à la promotion sociale.

Le caractère de nécessité du français a suscité un vif attrait des populations urbaines pour cette langue. Mais, face à un système scolaire en crise permanente depuis des années, qui n'est pas en mesure d'accueillir un nombre sans cesse croissant d'élèves ni d'assurer un enseignement de qualité, une grande désillusion s'est installée. Selon Kouadio (2006), le chômage d'un certain nombre de diplômés a mis fin aux espoirs d'une vie meilleure dont l'école était jusque-là porteuse. « Les jeunes déscolarisés dont le nombre croît d'année en année, se livrent à des activités plus ou moins licites pour subsister. Bien sûr, il n'est pas question pour ces jeunes d'un retour quelconque au village (pour ceux qui en ont encore un) avec lequel d'ailleurs ils n'ont plus aucun lien, ni culturel, ni affectif, ni familial ». (Kouadio 2006 : 187).

En milieu urbain abidjanais, comme ailleurs dans beaucoup d'autres villes, on enregistre également beaucoup de familles mixtes où les enfants grandissent soit avec la langue de leur mère, soit avec celle de leur père. L'élément décisif pour le choix de la langue est le temps que les enfants passent avec l'un ou l'autre de leurs parents. Dans une enquête de Kube (2005) réalisée en milieu scolaire abidjanais, les élèves interrogés avancent différents arguments pour expliquer le choix de la langue qu'ils parlent en famille. Certains avancent l'argument des familles mixtes.

(1) Moi dans mon cas, c'est que je vis avec des parents qui ne sont pas de la même langue, qui n'ont pas la même langue maternelle. Je ne sais pas quelle langue parler, donc on parle le français. (Kube 2005 : 105)

D'autres élèves évoquent la vie dans la métropole où la langue du milieu exercerait une influence sur le choix de la langue au sein de la famille.

(2) On parle français parce que mon père a grandi à Abidjan donc c'est le français il parle. Il ne nous laisse pas aller au village donc on ne sait pas parler bété.

(3) C'est la ville quoi, donc en ville, on parle souvent le français.

(4) On n'était pas ici avant, on était à l'intérieur, bon, ma sœur, elle a un peu appris à deux ans, elle savait bien s'exprimer dans la langue maternelle. Mais arrivée à Abidjan, avec le français et puis l'école, elle a tout oublié. Moi, je ne comprends pas le bété parce que j'ai pratiquement grandi à Abidjan. (Kube 2005 : 105)

Il apparaît de ces propos des élèves, qu'en ville, ils seraient influencés par le français, puisqu'ils l'entendraient du matin au soir et qu'ils l'apprendraient ainsi, même en dehors de leurs familles, en jouant avec d'autres enfants dans la rue, etc. Calvet (2002) évoque également l'évolution générale vers une situation où les enfants de couples mixtes n'apprennent plus la langue de l'un de leurs parents, mais la langue du milieu dans lequel l'enfant grandit. Il fait observer qu'à Dakar et à Bamako, le wolof et le bambara se seraient imposés comme moyen de communication interethnique et que ces langues seraient devenues langues premières de beaucoup d'enfants dont les parents ont d'autres langues primaires (Calvet 2002 : 165).

### 3. Le nouchi, le parler urbain des jeunes abidjanais

La ville est généralement le lieu où viennent se fondre les différences. D'un point de vue linguistique, cette fusion est productrice de langues à fonction véhiculaire, comme une centrifugeuse qui produit des formes hybrides, principalement en milieu jeune.

C'est alors que se développent des codes métissés, résultats du croisement de plusieurs langues, en particulier chez les jeunes qui espèrent ainsi répondre à un besoin identitaire. Selon Kube (2005 : 25), la ville est le cadre dans lequel s'identifient les jeunes africains. Les parlers mixtes que créent les jeunes et qui sont non connotés régionalement ou ethniquement, mais qui paraissent correspondre parfaitement à la réalité nationale semblent plus à même de satisfaire ce besoin identitaire. Queffelec (2007) souligne que la première caractéristique des productions qui en résultent est l'intelligibilité très réduite voire nulle des énoncés par les non-initiés. Pour lui, « les parlers jeunes qui constituent la face linguistique la plus saillante du multiculturalisme et du métissage des sociétés africaines, au moins urbaines, constituent pour les chercheurs, de par leur singularité, un champ difficile, complexe, mais très passionnant » (Queffelec 2007 : 281).

Véritable phénomène linguistique à Abidjan et dans bien d'autres villes de la Côte d'Ivoire, le nouchi est un parler jeune encore en construction et dont l'identité échappe à tous les paramètres normatifs (Aboa 2011 : 45). Certes, comme le souligne Lafage (1998), le nouchi a été, à l'origine, un argot essentiellement utilisé par des jeunes urbanisés au français souvent rudimentaire, qui y trouvaient à la fois un code cryptique et un signe de reconnaissance. Cependant, répandu par la musique (notamment le zouglou<sup>2</sup>), et la cohabitation urbaine, le nouchi a conquis bien des espaces et s'est introduit même à l'écrit, notamment dans la littérature locale récente et dans la presse écrite, comme le montrent les exemples ci-après, tirés de *la Traversée du guerrier* de Diégou Bailly et de certains journaux ivoiriens :

(5) Il faut dire *saho* ouais. (p. 12)

Madeleine, tu as déjà vu un seul journaliste dans ce monde qui n'est pas *côcô* ou *kpakpato* ? (p. 23)

Tais-toi, Madeleine. Tu es trop *gahou* (p. 25) (Diégou Bailly, *La traversée du guerrier*, 2004)

(6) Tu mets Séplou en prison, *tu prends drap* (Bôl'kotch, 15/04/2013)

(7) Dieu n'aime pas celui qui crée *les gbangban* (LG Infos, 25/10/2014)

(8) Saint Valentin ou doubling : Fête des amoureux ou saint goumin-goumin ? (Gbich, 02/06/2012)

(9) Le journalisme *wouya wouya* enfin sanctionné (L'Intelligent d'Abidjan, 14/03/2014)

(10) Le salaire du *kpakpatoya*, c'est l'humiliation, (Go Magazine, 03/01/2015)<sup>3</sup>

<sup>2</sup> Le zouglou est un genre musical urbain né en Côte d'Ivoire. Il a pour thèmes les réalités sociales diverses vécues par la jeunesse.

<sup>3</sup> - « Il faut dire prostituée ouais » (p. 12). « Madeleine, tu as déjà vu un seul journaliste qui ne mange pas à tous les râteliers ? » (p. 23). « Tais-toi, tu es trop niais ».

- « Tu mets Séplou en prison, tu vas voir ce qui va t'arriver »

Le nouchi est bien un parler urbain. La plupart de ses locuteurs se comptent parmi les jeunes « victimes de l'exode rural, des échecs scolaires ou de la désagrégation de la cellule familiale, qui vivent dans les quartiers périphériques d'Abidjan, rebus du développement économique et industriel d'Abidjan ». (Grékou 1987 : 17). Goudailler voit dans l'émergence de ce parler jeune, l'expression d'un mécontentement. Pour lui, les jeunes abidjanais se sentent exclus par la culture dominante. L'accès au monde du travail, dominé par la langue standard leur serait fermé. Ils réagissent donc à « cette fracture sociale » par « une fracture linguistique ». (Goudailler 2002 : 11).

Pour des jeunes abidjanais, parler le nouchi, c'est « être branché », être à la mode, c'est donc se différencier des « vieux », c'est-à-dire les gouvernants, les parents, les professeurs, de ceux qui véhiculent des normes sociales et linguistiques rigides que les jeunes maîtrisent mal. Par-delà la dimension d'une identité générationnelle, le nouchi traduit implicitement le désir d'une langue commune à tous, dépassant les clivages ethniques, géographiques et même sociaux, puisqu'il tend à devenir un bien partagé entre jeunes scolarisés et jeunes peu ou non scolarisés, entre jeunes désœuvrés et jeunes appelés à occuper des fonctions prestigieuses (Boutin et Kouadio N'Guessan 2013).

L'observation de la pratique linguistique quotidienne des Abidjanais montre que des éléments du lexique nouchi font maintenant partie du langage courant, ce qui implique que la majorité des Abidjanais pourrait être considérée comme étant formée de locuteurs du nouchi ou du moins de personnes en ayant des connaissances passives. Cela pose aussi la question des frontières du nouchi (Boutin et Kouadio N'Guessan 2013).

L'urbanité des parlers jeunes est également observable dans plusieurs villes africaines hors de Côte d'Ivoire. C'est par exemple le cas du camfranglais qui s'est développé dans les rues, les centres commerciaux, les stades de football, les salles de cinéma des grandes villes du Cameroun (Dassi 2002 : 49). Caractérisée par la jeunesse et l'urbanité de sa population, la ville de Yaoundé est présentée comme le cadre d'émergence de cette forme linguistique (Harter 2007 : 259). Il y a également l'exemple de *l'indoubill*, variété linguistique particulière du lingala qui avait émergé dans la ville plurilingue de Kinshasa et *l'iscamto*, moyen d'expression et de communication de jeunes sud-africains sous le poids de la mondialisation dans la grande ville de Johannesburg (Mouss 2003 : 158).

## Conclusion

Les langues sont un révélateur des tensions que connaît la ville. L'avenir de la ville se joue, en partie, dans la cohabitation entre les locuteurs de différentes langues. Le linguiste ne saurait se contenter de décrire les langues en faisant abstraction du terrain dans lequel elles vivent. L'environnement urbain est donc, sans aucun doute, un déterminant important dans la vie des langues qui évoluent sur cet espace. Selon Calvet (1992 : 216), « on a souvent présenté le plurilinguisme africain comme

- 
- « Dieu n'aime pas celui qui crée les troubles »
  - « Le journalisme irresponsable sera sanctionné »
  - « Le salaire des ragots, c'est l'humiliation »

l'addition de situations monolingues, le seul lieu vraiment plurilingue étant la ville, vers laquelle convergent et dans laquelle s'additionnent ces monolinguismes ».

À Abidjan, ville où le français domine largement le paysage linguistique, en l'absence d'un véhiculaire local, les divers modes d'appropriation de cette langue par les locuteurs sont le signe que l'espace urbain a, d'une certaine façon, pesé sur le destin du français dans cette grande agglomération d'Afrique. Les différentes variétés de français qui émergent ne remplissent pas uniquement une fonction communicative. Elles représentent en même temps, un moyen d'expression de l'identité ivoirienne.

Le nouchi qui dérive du français populaire d'Abidjan montre bien que, du fait de la dynamique urbaine, les langues prennent parfois des chemins tout à fait inattendus. À l'origine langue de la pègre et des enfants de la rue abidjanaise, le nouchi est très vite devenu la variété privilégiée des jeunes de Côte d'Ivoire qui le revendiquent comme moyen d'affirmation de leur esprit créatif et de leur volonté de liberté.

Cependant, le fait que la langue française apparaisse aujourd'hui en Afrique francophone comme la langue première d'une bonne partie de la jeunesse urbaine est beaucoup plus un choix pragmatique que le signe d'une identité francophone partagée.

### Bibliographie

- ABOA, A.A.L. (2011). « Le nouchi a-t-il un avenir ? », in *Sudlangues*, n° 16, pp. 44-54.
- ABOA, A.A.L. (2012). « Le français en contexte urbain en Côte d'Ivoire », in *Sudlangues* n° 18, pp. 72-85.
- AUZANNEAU, M. (2001). « Identités africaines : le rap comme lieu des expressions », in *Cahiers d'études africaines*, n° 163/164, pp. 701-734.
- BIAYA, K.T. (2000). « Jeunes et culture de la rue en Afrique urbaine, Addis-Abeba, Dakar, Kinshasa », in *Politique africaine*, n° 80, pp. 12-31.
- BOUTIN, B.A. (2002). *Description de la variation : Etudes transformationnelles des phrases du français de Côte d'Ivoire*. Thèse de doctorat, Université de Grenoble 3.
- BOUTIN, B.A. (2005). « La variation dans la construction verbale en français de Côte d'Ivoire », in *Revue Québécoise de Linguistique*, n° 32.2. Montréal, UQAM, pp. 15-45.
- BOUTIN, B.A. (2007). « Déterminant zéro ou omission du déterminant en français de Côte d'Ivoire », in *Le français en Afrique*, n° 22. Nice, ILF – CNRS, pp. 161-182.
- BOUTIN, B.A. (2010). « Syntagmes nominaux et syntagmes adpositionnels dans trois langues en contact en Côte d'Ivoire », in *Journal of Language Contact*, Varia 3, pp. 66-83.
- BOUTIN, B. A. et KOUADIO N'GUESSAN, J. (2013). « Citoyenneté et politique linguistique en Côte d'Ivoire », in *Revue Française de Linguistique Appliquée*, XVIII-2. Amsterdam, Editions De Werelt, pp. 121-133.

- BULOT T., BAUVOIS, C., BLANCHET, P. (éd.) (2001). « Sociolinguistique urbaine (Variations linguistiques : images urbaines et sociales), in *Cahiers de Sociolinguistique*, n° 6, Rennes, Presses Universitaires de Rennes 2.
- CALVET, L.J. (éd.) (1992). *Les langues des marchés en Afrique*. Paris, Didier Erudition.
- CALVET, L.J. (2002), *Le marché aux langues : Les effets linguistiques de la mondialisation*. Paris, Plon.
- DASSI, M. (2002). « À la rescousse de la norme : l'entretien de la langue française en situation de plurilinguisme camerounais », in *Sudlangues*, n° 1, 37-50.
- DUPONCHEL, L. (1979). « Le français en Côte d'Ivoire, au Dahomey et au Togo », in Valdman, A. (éd.), *Le français hors de France*. Paris, Honoré Champion, pp. 385-417.
- GOUDAILLER, J. P. (2002). « De l'argot traditionnel au français contemporain des cités », in *La linguistique*, vol. 38, fasc. 1, pp. 5-23.
- GREKOU, Z. (1987). « Contribution à la connaissance de la physionomie du français en Côte d'Ivoire », in *Revue de l'Association des Professeurs de français en Afrique*, n° 4, pp. 14-20.
- HARTER, A.F. (2007). « Représentations autour d'un parler jeune : le camfranglais », in *Le français en Afrique*, 22, pp. 253-266.
- KNUTSEN, A.M. (2002). « Le statut de là en français abidjanais » in *Romansk forum*, n° 16, XV Skandinaviske romanistkongress, pp. 553-559.
- KOUADIO N'GUESSAN, J. (1999). « Quelques traits morphosyntaxiques du français écrit en Côte d'Ivoire », in *Langues*, vol. 2. Paris, AUPELF-UREF, pp. 301-314.
- KOUADIO N'GUESSAN, J. (2006). « Le nouchi et les rapports dioula français », in *Le français en Afrique*, n° 19. Nice, ILF – CNRS, pp. 177-191.
- KOUADIO N'GUESSAN, J. (1992). « Le nouchi abidjanais – naissance d'un argot ou mode linguistique passagère ? », in Gouaini, E. et Thiam, N. (éd.), *Des langues et des villes*. Actes du Colloque International de Dakar, déc. 1990. Paris, Didier Erudition, pp. 373-385.
- KOUAME, K.J.M. (2012). « Le français dans tous les contours de la société ivoirienne », *Observatoire démographique et statistique de l'espace africain*. AUF, pp. 4-26.
- KOUAME, K.J.M. (2013). « Vers une généralisation du parler jeune en Côte d'Ivoire », in *Revue des Lyriades de la Langue française*, n° 1. Angers, Les Lyriades, pp. 70-76.
- KUBE, S. (2005). *La francophonie vécue en Côte d'Ivoire*. Paris, L'Harmattan.
- LAFAGE, S. (1998). « Le français des rues, une variété avancée du français abidjanais », in *Faits de langue*, vol. 6, n° 11-12, pp. 135-144.
- MOUSS, M. (2003). « Loss of linguistic diversity in Africa », in Jans M. & Tol, S. (éd.), in *Languages death and language maintenance : Theoretical, Practical and Descriptive approche*. Amsterdam, John Benjamins, pp. 157-170.
- QUEFFELEC, A. (2007). « Les parlers mixtes en Afrique subsaharienne », in *Le français en Afrique*, n° 22. Nice, ILF – CNRS, pp. 277-291.
- WIRTH, L. (1938). « Urbanism As A Way of Life », in *The American Journal of Sociology*, vol. 44, No. 1, (Jul., 1938), pp. 1-24.



## ABIDJAN, UNE MÉTROPOLÉ DE PLUS EN PLUS FRANCOPHONE ?

**Akissi Béatrice Boutin**

CLLE-ERSS-UMR 5263 & ILA, Abidjan

**Jérémie Kouadio N'Guessan**

Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan

### Introduction

Abidjan est située au sud-est du territoire ivoirien, sur la lagune Ebrié qui borde de ses méandres le littoral, par 4° de longitude et 5,20° de latitude. La ville est reliée à la mer par le canal de Vridi depuis 1952. La population autochtone d'Abidjan est constituée par les Ebrié ou Tchaman, une ethnie qui appartient au groupe lagunaire, un sous-groupe du groupe kwa.

La ville d'Abidjan est un exemple de ces villes champignons postcoloniales qui ont connu en quelques années un développement prodigieux tant au niveau de leur extension spatiale que dans la densification de leurs populations. Peuplée de 185 000 habitants à l'Indépendance en 1960, Abidjan en compte aujourd'hui plus de cinq millions. Le français y avait tout pour réussir depuis sa fondation par l'Administration coloniale française : il en a été l'élément constitutif depuis sa création jusqu'à son explosion démographique, sans rencontrer beaucoup de concurrence en tant que véhiculaire urbain. C'est le français bien plus que d'autres langues qu'on entend dans les rues d'Abidjan, dans les transports, sur les marchés et même dans les foyers. Pourtant, l'Organisation Internationale de la Francophonie (l'OIF) n'estime qu'à 68,6 % le pourcentage de la population abidjanaise sachant parler et comprendre le français, contre 76,4 % à Douala, 75,6 % à Yaoundé et 76,8 % à Libreville ; elle estime aussi à 57,6 % le pourcentage de la population abidjanaise sachant lire et écrire en français contre 63,7 % à Douala, 60,5 % à Yaoundé et 71,9 % à Libreville<sup>1</sup>. Pour sa part, l'Institut de Linguistique Appliquée d'Abidjan (ILA) qui avait fait passer en 1996 le « test d'Abidjan » de Robert Chaudenson, n'avait décompté que 2 sujets (deux enfants) sur 213 sujets enquêtés ayant le « SMIC francophone, Seuil Minimal Individuel de Compétence » (Chaudenson (éd.) 1997)<sup>2</sup>. Il n'est pas certain que le score soit meilleur aujourd'hui. On peut alors se demander si c'est bien le français que l'on parle à Abidjan, ou s'il a déjà tellement changé qu'il n'est plus reconnu comme tel, du moins lorsque l'on prend pour référence un français exogène. En tout état de cause, une récente enquête menée dans le District d'Abidjan et dans quatre autres zones de la Côte d'Ivoire confirme que les langues africaines sont très présentes dans la métropole abidjanaise.

---

<sup>1</sup> Nous n'évoquons ici que les capitales les plus souvent comparées à Abidjan, le tableau complet des données par capitales se trouve à la page 30 du document de l'OIF.

<sup>2</sup> Ce test a été mis au point et utilisé en 1995 et 1996 au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Mali. Il s'inscrivait dans une recherche dirigée par R. Chaudenson, réalisée grâce à l'AUPELF-UREF et l'ACCT. Sa pertinence est discutée dans Boutin (2002 : 89-90).

Théâtre, tout comme la Côte d'Ivoire elle-même, d'un formidable brassage de populations, populations autochtones et populations immigrées, Abidjan offre le spectacle de contacts de langues et de cultures nombreux et féconds. Cette situation qui interagit sur les habitudes culturelles, a surtout engendré des pratiques langagières spécifiques, mêlant plusieurs langues à divers niveaux. Le nouchi, concentrant ces pratiques de métissage, se pose de plus en plus comme le marqueur le plus évident d'une identité urbaine conquérante, bien qu'encore en construction.

Nous proposons donc, à travers l'étude du peuplement de cette ville et de son essor socioéconomique, de montrer comment s'est forgée et se forge sous nos yeux, à force de brassage d'identités ethnolinguistiques, une identité composite autour du français, portée principalement par la jeunesse urbaine.

## 1. Abidjan, ville-champignon entre colonie et post-colonie

Au tout début du siècle dernier, Abidjan n'était qu'un hameau en bordure de lagune habité par quelques familles de pêcheurs ébriés. En 1910, elle comptait 1 000 habitants. Lorsqu'en 1934 elle devenait le siège du gouvernement territorial, chef-lieu de la colonie de Côte d'Ivoire, à la place de Bingerville (voir la Carte du District d'Abidjan, Annexe 1), elle comptait 17 000 habitants, avec un taux d'urbanisation très bas. Tout allait s'accélérer avec le percement du canal de Vridi en 1950 (voir la Carte 1, ci-dessous). Ce fut le début du démarrage économique de la ville et par voie de conséquence d'une croissance démographique particulièrement rapide. Cette forte progression de la population résultait de deux migrations concomitantes, une migration interne et une migration externe.

### 1.1. La migration interne

Par sa situation géographique (port et débouché maritime d'un pays potentiellement riche), Abidjan semblait prédestinée à être une ville d'immigration. Voici, en tout cas, ce qu'en disait le Gouverneur Reste, dans le discours qu'il a prononcé le 17 août 1934 lors du transfert du siège du gouvernement territorial de Bingerville à Abidjan :

Regardez la carte, jetez un regard sur toutes ces routes qui partant des rives de l'océan vont jusqu'à l'intérieur des terres, routes créatrices de vie, **routes porteuses de peuples** [nous soulignons]. Voyez toutes ces villes : Grand-Bassam, première capitale de la Colonie ; Bingerville, thébaïde splendide au milieu de jardins magnifiques ; Abidjan, la capitale que nous fêtons aujourd'hui, la grande ville de l'avenir, car le jour est proche où les navires mouilleront dans son port : alors elle deviendra le grand entrepôt de tout un monde ; [...] Le transfert que nous fêtons aujourd'hui est plus qu'un acte administratif ; c'est un symbole. C'est aussi un acte de foi en la pérennité de notre beau domaine. C'est une nouvelle porte d'entrée, largement ouverte à tous les hommes de bonne volonté, à tous ceux qui veulent contribuer à la grandeur de la France. (Diabaté et Kodjo 1991)

La migration interne, motivée par des raisons économiques, n'a pas bénéficié dès le début à la ville d'Abidjan. Les premiers flux migratoires se sont orientés vers certaines régions du pays selon les opportunités qu'elles offraient. Le développement de l'arboriculture du café et du cacao à partir des années 1920 a attiré la plupart des premiers migrants Ivoiriens vers le centre-est du pays qui,



quelques années plus tard sera connu sous le nom de « boucle du cacao ». À cette époque la migration des campagnes vers les villes ou exode rural était très faible, pour ne pas dire inexistante. Cette migration interne vers Abidjan est si insignifiante dans ces années-là que les premiers habitants des quartiers pour Noirs nouvellement créés (Treichville et Adjamé) étaient des étrangers. Diabaté et Kodjo (1991) rapportent les dires de André Kouassi Lenoir, premier maire de Treichville, selon lesquels l'administration [coloniale] française, après avoir suscité la création de Treichville, désigna comme chef un burkinabé du nom d'Idrissa Seydou, secondé d'Almeida, un fonctionnaire togolais. Ces deux personnes auraient procédé à la répartition des parcelles et dirigé le lotissement de Treichville.

La distribution s'est faite, poursuit Monsieur Kouassi Lenoir, entre Mauritanien, Togolais, Guinéens, Gabonais. Quant aux Ivoiriens, préoccupés surtout par la quête de ressources, **ils se considéraient tout juste de passage** [nous soulignons]. (Diabaté et Kodjo 1991)

Il faudra attendre le début des années 1960 pour voir l'exode rural des campagnes ivoiriennes aux villes s'accroître, en corrélation avec l'urbanisation dès lors rapide de la Côte d'Ivoire.

## **1.2. La migration externe**

Quant à la migration externe, elle a commencé très tôt avec la mise en valeur des ressources de la colonie. Zanou et Nyankawindemara (2001) notent que, à la suite de la raréfaction de la main-d'œuvre à cette époque au plan national, des mesures ont été prises pour favoriser la migration externe, particulièrement celle des Voltaïques et des Soudanais, ressortissants des colonies au nord de la Côte d'Ivoire<sup>3</sup>.

À partir des années 1930, l'immigration externe suscitée et voulue par les autorités coloniales s'accroît de façon exponentielle. C'est ainsi qu'entre 1930 et 1946, près d'un demi-million de travailleurs sont déplacés de l'ancien Soudan français (Mali actuel) et de la Haute-Volta (Burkina Faso actuel). Évidemment la destination première de ces migrants n'était pas Abidjan, mais plutôt les zones de culture du café et du cacao. Mais, comme au même moment, avaient débuté dans la capitale des travaux d'infrastructure à forte main-d'œuvre (construction du chemin de fer Abidjan-Niger, construction du pont flottant, etc.), une proportion non négligeable de migrants s'installent à Abidjan et dans ses environs. Les Sénégalais sont ainsi les premiers à s'installer entre l'avenue 1 et l'avenue 2 à Treichville, puis viennent les Voltaïques (Burkinabè) et les Dioula et Malinké d'Odienné, du Mali et de la Guinée.

En 1959, une enquête menée par la Société pour l'étude technique d'aménagements planifiés (SETAP) en collaboration avec l'Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN) dénombrait 90 000 étrangers sur les 185 000 habitants que comportait alors Abidjan. À cette époque, les originaires de la Côte d'Ivoire représentaient à peine 50 % de la population d'Abidjan. Cette tendance s'est poursuivie après l'indépendance du pays puisqu'en 1963 on comptait à Abidjan, pour 31 % de personnes natives de la ville, 32 % de personnes natives du reste du

---

<sup>3</sup> Boutin et Kouadio N'Guessan (2013) s'étendent un peu plus sur l'idéologie de cette période.

pays et 37 % de l'étranger. Même si, autour de 1975, cette tendance migratoire s'est inversée au profit des Ivoiriens, la proportion des migrants étrangers est restée forte. En effet, en 1975, on dénombrait 381 636 étrangers, soit 40 % de la population totale qui avoisinait le million d'habitants. Lors de la crise militaro-politique de 2002 à 2011 qui a déplacé des milliers d'Ivoiriens vers Abidjan, la migration interne a été aussi plus importante que la migration externe. De 2011 à 2015, aucune donnée officielle ne permet de connaître la répercussion des appels aux investissements étrangers sur la migration externe.

## **2. Abidjan, ville multilingue et multiculturelle**

Si Abidjan, en tant que ville coloniale, est née francophone, l'hétérogénéité linguistique y a toujours été présente. L'ampleur qu'a prise la ville en quelques dizaines d'années laisse deviner la pression d'un environnement socioculturel très contrasté. Les dix communes qui composent la ville d'Abidjan rassemblent, selon le 4<sup>e</sup> Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) communiqué le 23 décembre 2014<sup>4</sup>, 4 707 000 d'habitants, soit 20 % de la population ivoirienne (23 millions), sur un territoire de 422 km<sup>2</sup> soit 0,13 % du territoire de la Côte d'Ivoire. La métropole ne cesse de s'étendre, pour le moment à l'intérieur du territoire du District d'Abidjan<sup>5</sup> qui réunit, sur 2 119 km<sup>2</sup>, plus de 9 millions d'habitants (voir Annexe 1).

### **2.1. La diversité ethnolinguistique d'Abidjan**

Tous les recensements de la population abidjanaise, de 1975 à 1998<sup>6</sup> établissent que, grosso modo, les Ivoiriens représentent 58,04 % de la population totale tandis que les étrangers, toutes origines confondues, en représentent 41,96 %. Parmi les populations étrangères, les Burkinabè représentent 16,5 % ; viennent ensuite les Maliens (8,8 %), les Nigériens (2,6 %), les Guinéens (2,2 %) et les non-Africains (2,7 %). Ainsi toute la CEDEAO/ECOWAS (Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest/Economic Community Of West African States), particulièrement de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine), cohabite à Abidjan. Quant aux Abidjanais de nationalité ivoirienne, ils sont originaires de tous les groupes ethnolinguistiques de la Côte d'Ivoire, à savoir le groupe kwa (sud-est du pays), le groupe gur (nord-est), le groupe mandé (nord-ouest et centre-est) et enfin le groupe kru à l'ouest du pays (Voir la Carte des groupes ethnolinguistiques de Côte d'Ivoire en Annexe 2).

Ainsi donc Abidjan est devenue le réceptacle d'une forte hétérogénéité ethnique, linguistique et culturelle. Pourtant, à ses débuts, quand Abidjan ne comportait que trois quartiers, cette mixité semblait improbable. Le Plateau, le quartier habité par les colons, était isolé des quartiers des Africains : de Treichville par la lagune et d'Adjamé par le camp militaire (Voir Carte 1 ci-dessous). Dans ces

---

<sup>4</sup> Ce recensement a fait polémique et a été boycotté par une partie de la population.

<sup>5</sup> Le District d'Abidjan, créé en 2001 comprend 13 communes : celles de la ville d'Abidjan avec celles de Bingerville, Anyama et Songon.

<sup>6</sup> En 1998, Abidjan compte déjà 3,1 millions d'habitants.

derniers quartiers, les Africains, autochtones et étrangers, tentaient de recréer l'atmosphère chaleureuse des villages d'origine en se regroupant par affinité ethnique. On rencontrait alors, à Treichville par exemple, des quartiers agni, apolo (nzéma), sénégalais, daoméo-togolais, etc. (Diabaté et Kodjo 1991).

Cependant, avec l'accroissement de la population et l'extension de la ville par la création d'autres quartiers (Cocody, Marcory, Koumassi, Attécoubé, Abobo, Yopougon, etc.), il devenait de plus en plus difficile aux derniers arrivants de se regrouper par affinité ethnique pour espérer sauvegarder de la sorte leur culture et leur langue d'origine. Et la dynamique urbaine amorça un puissant processus de déculturation ou d'acculturation dont les principaux lieux de concrétisation étaient le milieu de vie (quartier, cour commune, maison), le lieu de travail (bureau, atelier), les lieux de rencontre (marché, maquis, hôpital, etc.) et surtout l'école d'où sortent depuis des années un tiers de diplômés, mais aussi d'innombrables cohortes de jeunes déscolarisés qui deviennent à la fois dépositaires et agents des nouvelles identités en construction. Ainsi Abidjan, ville cosmopolite, devint un lieu privilégié d'intenses interactions culturelles.



**Carte 1.** Les 10 communes d'Abidjan-ville  
Source : *Jeune Afrique*, 07/06/2010

## 2.2. Interculturalité et émergence d'une nouvelle identité

L'interculturalité peut s'entendre ici comme le résultat d'un processus qui, à la suite de contacts entre cultures originelles, fait émerger une culture commune et métisse toujours en mouvement. Cette interculturalité est celle de citoyens accoutumés de longue date au cosmopolitisme urbain. Souvent eux-mêmes issus d'un mariage interethnique, ils manifestent clairement la distance prise avec les références communautaires de leurs aînés lorsqu'ils proclament un certain détachement vis-à-vis de l'identité ethnique. Un jeune interrogé à ce propos déclare :

Ma mère est bété et mon père est agni. Le bété est la langue mieux connue [de moi]. Moi-même je suis agni : c'est mon père qui m'a donné son nom. Selon moi, je me sens bien dans les deux ethnies. Je suis ivoirien. (Marie 2003 : 79)

Si de nombreux Abidjanais parlent au moins une ou deux langues africaines en plus du français, un grand nombre depuis plusieurs générations<sup>7</sup>, ne connaissent pas d'autres langues que le français, à l'instar de ces deux autres jeunes :

Bon, ma langue maternelle, c'est le guéré, mais, je connais, je connais pas trop les paroles. Mais quand on me parle, je comprends. [...] Ensuite, ma langue paternelle, c'est le sénoufo, mais là, je comprends absolument rien, hein. (PFC-CI, Boutin 2004)

Et, bon j'aurais aimé apprendre l'ethnie de mes parents parce que eux deux, ils sont de la même ethnie. Mais, j'ai pas eu cette chance-là hein. Et je comprends même pas. (PFC-CI, Boutin 2004)

L'interculturalité manifestée par les jeunes (la partie de la population la plus nombreuse d'Abidjan) est le prolongement de ce que, depuis plusieurs décennies, les Abidjanais ont construit à partir des matériaux culturels de leurs terroirs respectifs. Ainsi on constate une convergence des coutumes, associée aux mariages interethniques très nombreux à Abidjan, une alimentation et des plats standardisés intégrant les différentes habitudes alimentaires et culinaires (attiéké, plakali, à base de manioc, a loco, à base de banane plantain, foutou à base d'igname ou de banane plantain et manioc, abolo et kabato à base de farine de maïs, kédjénou, plat cuit à l'étouffée, et de nombreuses sauces : graine, aubergine, djoumbélé, kopè, n'tro, arachide, pistache, kplala et autres sauces feuilles...).

Sur le plan linguistique, un dioula urbain apparaît dès les années de colonisation, très ouvert sur le monde moderne dans son vocabulaire et syntaxiquement simplifié (Partmann 1973). Il est la première synthèse des parlers locaux et extra ivoiriens du fait des emprunts au français et aux autres langues en présence. Dès la création de l'Institut de Linguistique Appliquée (ILA) à Abidjan en 1966, deux voies de recherche s'ouvrent : les chercheurs s'intéressent, d'une part, aux langues africaines dans un but descriptif et didactique (Tymian et Retord 1978, Gnahoré et Retord 1980, Dumestre et Retord 1981), d'autre part, à ce qu'ils dénomment français populaire d'Abidjan ou ivoirien (Duponchel 1974, Lafage 1979, parmi de nombreux autres). Des thèses qui continueront à faire référence sont réalisées (Hattiger, 1981 (1983), Lescutier 1985), ainsi que d'autres travaux qui se

<sup>7</sup> Le flux migratoire d'Abidjan étant très important, et très variable durant les dernières décennies, il est difficile de donner des précisions sur le nombre de locuteurs francophones monolingues.

penchent sur les questions de pidginisation, véhicularisation du français et interférences phonologiques et syntaxiques avec les langues africaines. Mais à cette époque, le français emprunte encore relativement peu au lexique des langues africaines. Le manque de travaux de recherches sociolinguistiques sur les langues africaines à Abidjan, tout comme l'engouement des chercheurs pour les travaux sociolinguistiques autour du français, ont sans doute occulté un temps le dynamisme social des langues africaines, du moins hors des interactions sociales prestigieuses dévolues au français.

Les résultats d'une enquête par questionnaires menée en 2013-2014 dans le cadre du projet « Dynamique des langues et des variétés de français en Côte d'Ivoire »<sup>8</sup> affirment la vitalité des langues africaines à Abidjan. La Zone d'enquête « Abidjan » comportait 194 personnes enquêtées dans les communes de Yopougon, Attécoubé, Koumassi, et les villes de Bingerville et Dabou : une cinquantaine de répondants, répartis dans chacun des 4 groupes linguistiques et selon le genre, le niveau d'études, l'âge, le type de travail (la majorité dans le secteur professionnel informel). Dans le tableau ci-dessous, si le français domine toutes les interactions sauf celles avec les grands parents, d'après ce que déclarent les répondants, les deux langues africaines les plus présentes sont le baoulé et le dioula. Elles se répartissent toutefois différemment les espaces communicationnels.

espace\langue	français	baoulé	dioula	autres
familles	31,40 %	21,10 %	11,90 %	27 %
grands-parents	8,80 %	19,10 %	7,70 %	29,90 %
parents	30,90 %	20,60 %	8,80 %	28,30 %
fratrie	67,00 %	13,90 %	9,80 %	14,90 %
conjoint	44,80 %	3,60 %		2,10 %
enfants	47,90 %	4,60 %	4,10 %	5,20 %
amis	83,00 %		20,10 %	3,60 %
quartier	85,60 %	11,30 %	23,20 %	14,30 %

**Tableau 1.** Répartition des langues selon les espaces communicationnels chez 194 répondants par questionnaires à Abidjan

Le français est numériquement majoritaire dans ces résultats d'Abidjan, mais il est en réalité très souvent mêlé à une autre langue. Les alternances de langues, comme les autres phénomènes dus au plurilinguisme à Abidjan, ont encore été peu explorées. En revanche, l'apparition de nouvelles variétés de français, plus ou moins marquées par le métissage, dont la plus emblématique est le nouchi, a suscité l'intérêt de nombreux chercheurs. Le nouchi est aujourd'hui l'expression achevée d'une culture urbaine composite et riche, le parler témoin de l'appropriation du

<sup>8</sup> Le projet a été financé par l'AUF et l'Université Félix Houphouët-Boigny, dirigé et coordonné par les auteurs de l'article. Cette enquête est la première du projet : elle a été réalisée auprès de 1 000 personnes sur l'ensemble du territoire ivoirien divisé en 5 zones géographiques.

français par les jeunes Ivoiriens et du brassage des différentes langues en présence. De ces phénomènes d'alternance et de métissage résultent, de façon équivoque, une facilité de communication à l'échelle nationale, mais aussi une forme d'insécurité linguistique et culturelle pour des populations qui ont de plus en plus de mal à préserver des repères normatifs en français comme dans les langues ivoiriennes.

### 3. Croisements de langues et identité urbaine à Abidjan

Malgré l'extraordinaire développement du français, les langues continuent à se croiser à Abidjan. Nous nous arrêtons à présent sur deux phénomènes nouveaux dans le paysage sociolinguistique d'Abidjan, marqué depuis toujours par l'omniprésence du français alors que la culture française n'est pas aussi présente : la consolidation du nouchi, et un regain d'attachement pour les langues ivoiriennes.

#### 3.1. Le nouchi, langue identitaire des jeunes Abidjanais

À l'origine, le mot *nouchi* désigne des personnes (Kouadio N'Guessan 1990). Plusieurs versions s'affrontent quant à l'étymologie, qui manifestent la remotivation toujours à l'œuvre dans les discours. Pour certains il serait un énoncé attribué à ses locuteurs « nous chie [sur vous] », interprété comme une attitude de défiance et d'aversion vis-à-vis d'une société qui les rejette. Selon une autre version plus répandue, le mot proviendrait du dioula *nu-si* « poil du nez » (moustache), et désignerait par extrapolation les hommes adultes et porteurs de ces traits de caractères : durs à cuire, loubards et autres gros bras. Progressivement, le mot a désigné aussi, outre les loubards, tous les petits délinquants et marginaux. Dans les années quatre-vingt, on dit volontiers « c'est un nouchi », pour un jeune déscolarisé, ou un enfant de la rue. C'est naturellement que la langue qui sert de vecteur à ces jeunes a été elle aussi ainsi nommée, au début des années quatre-vingt, à Abidjan. Si pour beaucoup le nouchi s'est d'abord et avant tout posé comme le résultat de la crise économique et de l'échec du système scolaire, il convient de relever qu'il est aussi, et peut-être même surtout, la conséquence du melting-pot que représente la ville d'Abidjan à cette époque. Soro Solo, un journaliste ivoirien, écrit :

Le nouchi est une pure invention des jeunes de la ville. Avec des mots de récupération piochés dans les grands courants linguistiques nationaux auxquels s'ajoutent des emprunts français et anglais, ils réinventent une langue propre à eux. En effet, vivant dans un univers où délation, chantage, punition corporelle et raison du plus fort constituent les règles du jeu, on a intérêt entre gens de condition égale, à échanger des fragments d'info sans que les aînés n'en comprennent rien. (Soro Solo 2003)

Si le nouchi est d'abord et avant tout le parler d'une catégorie sociale marginalisée, un code sécuritaire qui constitue un cordon de sécurité entre certaines personnes et le reste de la société, on note cependant qu'il s'étend de plus en plus dans tous les espaces sociaux, au point de devenir une langue parallèle en Côte d'Ivoire. Boutin et Kouadio N'Guessan (2015) insistent sur la difficulté à déterminer des frontières entre nouchi et français populaire ivoirien, dans les descriptions de processus de changements formels comme dans les discours ordinaires.

Même si presque tous les grands groupes linguistiques se retrouvent représentés dans ce langage qui fonctionne par intégration d'éléments lexicaux et

syntactiques, ils n'y sont pas à égalité. On constate que le lexique du nouchi est composé en très grande partie de mots empruntés au dioula véhiculaire, au français, à l'anglais, puis dans une moindre mesure au baoulé et au bété. Selon Ahua (2007), les emprunts lexicaux aux langues ivoiriennes (le dioula, le baoulé et le bété) représentent 13 %. Les mots du français peuvent être estimés à 35 %, mais ils comprennent tous les mots grammaticaux. Les emprunts aux langues européennes (l'anglais et l'espagnol en particulier) constituent à peu près 5 % du lexique, l'anglais occupant de loin la plus grande partie ; ceux d'origine inconnue sont évalués à 31 %, à côté de 16 % de mots hybrides (créés localement à l'aide d'éléments de différentes origines).

Dans le nouchi, comme dans toutes les langues, il existe une variation géographique et sociale qui touche les niveaux phonologique, syntaxique et lexical, mais aussi les procédés même des manipulations linguistiques, qui vont d'une simple adjonction de mots empruntés à diverses langues à des modes de création de plus en plus complexes. Si dans le premier cas de figure, les éléments empruntés sont laissés en l'état, dans le second, on assiste à une déconstruction quasi systématique qui fait qu'aucun élément n'est pris et laissé en l'état. Par ailleurs, l'évolution diachronique a rendu les structures plus complexes et plus difficiles à décoder aujourd'hui. Ainsi, *Il est dahi* (« il est ivre ») vient de l'anglais *to die* qui signifie « mourir », mais le substantif de sens « ivrogne » est *daïkoman*, mot composé de *die* de l'anglais, du suffixe de nominalisation *ko* du dioula et de *man* de l'anglais. Aujourd'hui *Ça dja* signifie « ça marche, ça produit de l'effet », alors qu'auparavant le mot qui vient du dioula *jà* « sécher » signifiait, en lexique nouchi, « mourir ».

On retient aussi que, sans doute dans le souci de se garantir une certaine sécurité linguistique et pour préserver l'exception qui fonde la pratique, le nouchi se caractérise par une mobilité de ses structures lexicales et syntaxiques, qui conduit ses locuteurs à un renouvellement permanent de toutes les bases lexicales et syntaxiques. De plus en plus, le nouchi crée ses propres mots (sans que l'on puisse leur découvrir une origine dans une langue quelconque), son identité linguistique se construisant en déconstruisant les structures des langues sur lesquelles il s'appuie. Il ne s'agit plus seulement de traduire une volonté de rallier toutes les langues dans un même projet identitaire communautaire, mais aussi de s'éloigner de la langue d'origine en resémantisant ses éléments constitutifs. On dit ainsi *j'ai fini avec lui* pour marquer la suprématie ou l'excellence de la personne dont on parle ; *on meurt ensemble* pour dire que l'on prend du bon temps avec une personne...

De la sorte ces jeunes qu'on disait déficitaires vis-à-vis de toutes langues, du français comme des langues nationales, manifestent une certaine maîtrise qui tend à changer leur image et par là même à se (re)construire une autre identité. Il semble qu'à mesure que le nouchi se fait un chemin vers une meilleure reconnaissance sociale (Aboa 2011), ses locuteurs bénéficient eux aussi d'une meilleure réputation, en même temps que l'image des langues ivoiriennes s'en trouve rehaussée.

### 3.2. Un nouvel intérêt pour les langues ivoiriennes

La dynamique du nouchi a précédé un regain d'attachement pour les langues ivoiriennes et les pratiques du nouchi auront certainement été un facteur de

valorisation sociale de ces langues (Kouadio N'Guessan 2006). Les résultats de l'enquête « Dynamiques des langues et des variétés de français en Côte d'Ivoire » réalisée en 2013 a donné des résultats quelque peu inattendus à Abidjan quant aux représentations du français et des langues nationales. À la question « Le français est-il suffisant pour communiquer en Côte d'Ivoire ? », seulement 36 % des répondants ont déclaré OUI, et 63 % NON. On note en outre que les réponses NON sont inversement proportionnelles à l'âge des répondants. Par ailleurs, comparées aux réponses à la même question dans les autres zones géographiques de Côte d'Ivoire, les réponses OUI ne sont pas supérieures à Abidjan comme on aurait pu s'y attendre.

Zone \ français suffisant	Non rép.	OUI	NON	Total
Abengourou/Bondoukou	2,60 %	26,00 %	71,40 %	100 %
Yamoussoukro/Toumodi	0,90 %	33,90 %	65,10 %	100 %
San Pedro/Soubré/Daloa	2,70 %	39,10 %	58,20 %	100 %
Ferké/Kong	1,40 %	60,00 %	38,60 %	100 %
<b>Total intérieur</b>	<b>1,90 %</b>	<b>38,90 %</b>	<b>59,20 %</b>	<b>100 %</b>
<b>Abidjan/Dabou/Bingerville</b>	<b>1,50 %</b>	<b>35,60 %</b>	<b>62,90 %</b>	<b>100 %</b>
TOTAL	1,90 %	38,20 %	59,90 %	100 %

**Tableau 2.** Évaluation de la suffisance du français comme langue de communication nationale chez 194 répondants par questionnaires à Abidjan

Plusieurs questions de l'enquête cherchaient à approcher les attitudes envers les langues en tant que langues d'enseignement, langues utiles quotidiennement, langues de la réussite professionnelle, langues préférées... Dans les réponses à ces questions, français, baoulé et dioula se partagent les 3 premières places à parts quasiment égales à Abidjan. Quelques discours illustrent les réponses à ces questions :

Il faut enseigner l'ethnie à l'école, c'est important. Le français est là. C'est vrai. Tout le monde connaît le français. Mais il faut apprendre à parler ton ethnie, même à l'école. C'est important. (Femme, née en 1959, sans emploi, Abidjan-ville)

Il faut enseigner les langues ivoiriennes. Ce sont nos langues. Le français ne peut pas les remplacer. Si nos langues ne sont pas enseignées, elles cesseront un jour d'exister. En tout cas, moi je suis très attaché au bété. C'est ma langue. Je serais fier qu'on l'enseigne. (Homme, né en 1970, comptable, Abidjan-ville)

Parce que moi-même là je peux dire c'est le français qui peut réussir mais moi-même là je veux même pas qu'on parle trop le français + parce que un bois dans l'eau peut jamais être caïman + on va beau parler le français mais nous sommes toujours africains + donc on doit parler notre langue maternelle + tu vois non ? quand je suis en face des gens et puis soit l'ethnie qu'on comprend on se comprend et puis on laisse cette ethnie et puis on parle le français là ! ça me ça me fait très mal hein parce que nous sommes africains donc on doit parler notre ethnie. (Femme, née en 1964, CEPE, Abidjan-district)



Nombre de répondants se disent prêts à ce qu'on enseigne une autre langue que la leur à l'école, ou dans une autre langue que la leur, ce qui représente un grand changement dans les attitudes envers les langues nationales en Côte d'Ivoire (Kouadio N'Guessan 2013). Après de multiples polémiques autour de l'enseignement en langues nationales, les opinions pourraient être en train de se modifier, en même temps que davantage d'efforts politiques sont faits en faveur des langues africaines.

### Conclusion

Le français à Abidjan est l'un des mieux implantés en Afrique, il jouit à la fois d'un *corpus* et d'un *status* élevés (pour reprendre les critères de Robert Chaudenson), mais la compétence en français est mise en cause, et les représentations du français, surtout en tant que langue-culture, ne sont toujours pas des plus positives.

La dynamique plurilingue d'Abidjan rejoint aujourd'hui d'autres dynamiques d'autres villes d'Afrique et d'ailleurs, avec la construction de nouvelles identités urbaines, et l'émergence de parlers métissés polymorphes. Le nouchi est-il la nouvelle langue d'Abidjan ? Ou l'ébauche d'une langue future ?

Il est plutôt l'un des éléments de la dynamique plurilingue urbaine de la Côte d'Ivoire, l'une des manifestations du français en contact. C'est de cette dynamique générale qu'émergeront de nouvelles langues, mais le français et les langues ivoiriennes resteront probablement encore longtemps en contact, s'influençant encore.

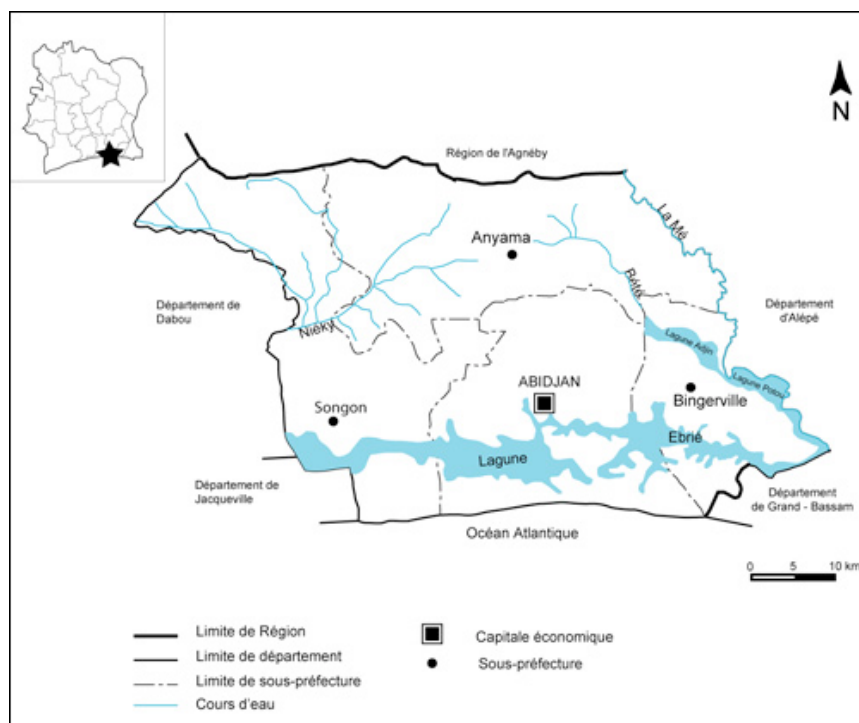
### Bibliographie

- ABOJA A. A. L. (2011). « Le nouchi a-t-il un avenir », in *Sudlangues* n° 16, Dakar.
- AHUA, M.B. (2007). « Élaborer un code graphique pour le nouchi : une initiative précoce ? », in *Le français en Afrique*, n° 22. Nice, ILF – CNRS, pp. 183-198.
- AKOU, D.F.V.L. (2010). « Les déterminants de la dynamique spatiale de la ville de Bingerville (sud de la Côte d'Ivoire) de 1960 à nos jours », *EchoGéo* [En ligne], n° 13, Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586), <http://echogeo.revues.org/12078> ; DOI : 10.4000/echogeo.12078.
- BOUTIN, A.B. (2002). *Description de la variation : Etudes transformationnelles des phrases du français de Côte d'Ivoire*. Thèse de doctorat. Université de Grenoble 3. Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion.
- BOUTIN, A.B. (2004). Corpus PFC-CIA (Phonologie du français contemporain – point enquête en Côte d'Ivoire) <http://www.projet-pfc.net/base-de-donnees/enquetes>.
- BOUTIN, A.B. et KOUADIO N'GUESSAN, J. (2013). « Citoyenneté et politique linguistique en Côte d'Ivoire », in *Revue Française de Linguistique Appliquée*, XVIII-2. Amsterdam, Editions De Werelt, pp. 121-133.
- BOUTIN, A.B. et KOUADIO N'GUESSAN, J. (2015). « Le nouchi c'est notre créole en quelque sorte, qui est parlé par presque toute la Côte d'Ivoire », in

- Blumenthal, P. (éd.), *Dynamique des français africains : entre le culturel et le linguistique*. Berne, Peter Lang, pp. 251-271.
- CHAUDENSON, R. (éd.) (1997). *L'évaluation des compétences linguistiques en français : Le test d'Abidjan*. Paris, Didier Erudition.
- DIABATÉ, H. et KODJO, L. (1991). *Notre Abidjan*. Abidjan, Mairie d'Abidjan, Ivoire Média.
- DUMESTRE, G. et Retord, G.L.A. (1981). *Kó di ? Cours de dioula*. Université d'Abidjan et Abidjan, Dakar, Lomé, NEA.
- DUPONCHEL, L. (1974). « Le français d'Afrique noire, mythe ou réalité ? Problèmes de délimitation et de description », in *Annales de l'Université d'Abidjan*, série H. Abidjan, ILA. vol. VII. 1. pp. 133-158.
- GNAHORÉ, M. et RETORD, G.L.A. (1980). *A-ayoo ! Cours de bété*. Numéro spécial des *Annales de L'Université d'Abidjan, Série H*. Vol. XIII. Abidjan, Université d'Abidjan
- HATTIGER, J.-L. (1981). *Morpho-syntaxe du groupe nominal dans un corpus de français populaire d'Abidjan*. Thèse de 3e cycle. Université de Strasbourg.
- HATTIGER, J.-L. (1983). *Le français populaire d'Abidjan. Un cas de pidginisation*. Abidjan, ILA.
- KOUADIO N'GUESSAN, J. (1990). « Le nouchi abidjanais, naissance d'un argot ou mode linguistique passagère ? », in Gouani, E. & Thiam, N. (éd.). *Des langues et des villes*. Paris, Didier Érudition, pp. 373-383.
- KOUADIO N'GUESSAN, J. (2006). « Le nouchi et les rapports dioula/français », in *Des inventaires lexicaux du français en Afrique à la sociologie urbaine... Hommage à Suzanne Lafage. Le français en Afrique*, n° 21. Nice, ILF – CNRS, pp. 177-191.
- LAFAGE, S. (1979). « Rôle et place du français populaire dans le continuum langues africaines/ français de Côte d'Ivoire », in *Le français moderne*, n° 47, 3, pp. 208-219.
- MARIE, A. (2003). « Pas de société sans démocratie. Dialectiques ivoiriennes entre identités communautaires et identifications sociologiques », in F. Leimdorfer et A. Marie (éd.). *L'Afrique des citadins : sociétés civiles en chantier (Abidjan, Dakar)*. Paris, Karthala, pp. 33-105.
- OIF, (2014). *La langue française dans le monde 2014*, Paris, Editions Nathan.
- PARTMANN, G. H. (1973). *Le dioula véhiculaire en Côte d'Ivoire. Étude comparative des jeunes locuteurs primaires et secondaires du dioula*. Ph. D. Stanford University. USA, Ann Arbor, Michigan, University Microfilms International.
- SORO SOLO (COULIBALY, S., alias), (2003). « Zougrou et nouchi, les deux fleurons pervertis de la culture urbaine », in *Africultures*, n° 56, pp. 123-124.
- TYMIAN, J. et RETORD, G.L.A. (1978). *N wan yo... Cours de baoulé*. Université d'Abidjan.
- ZANOU, B. et NYANKAWINDEMARA, A. (2001). « Migration et répartition spatiale de la population en Côte d'Ivoire ». 24e Congrès général de L'Union internationale pour l'étude scientifique de la population (UIESP), 18-24 août, Salvador, Brésil.

**Annexe 1**

**Le district d'Abidjan**

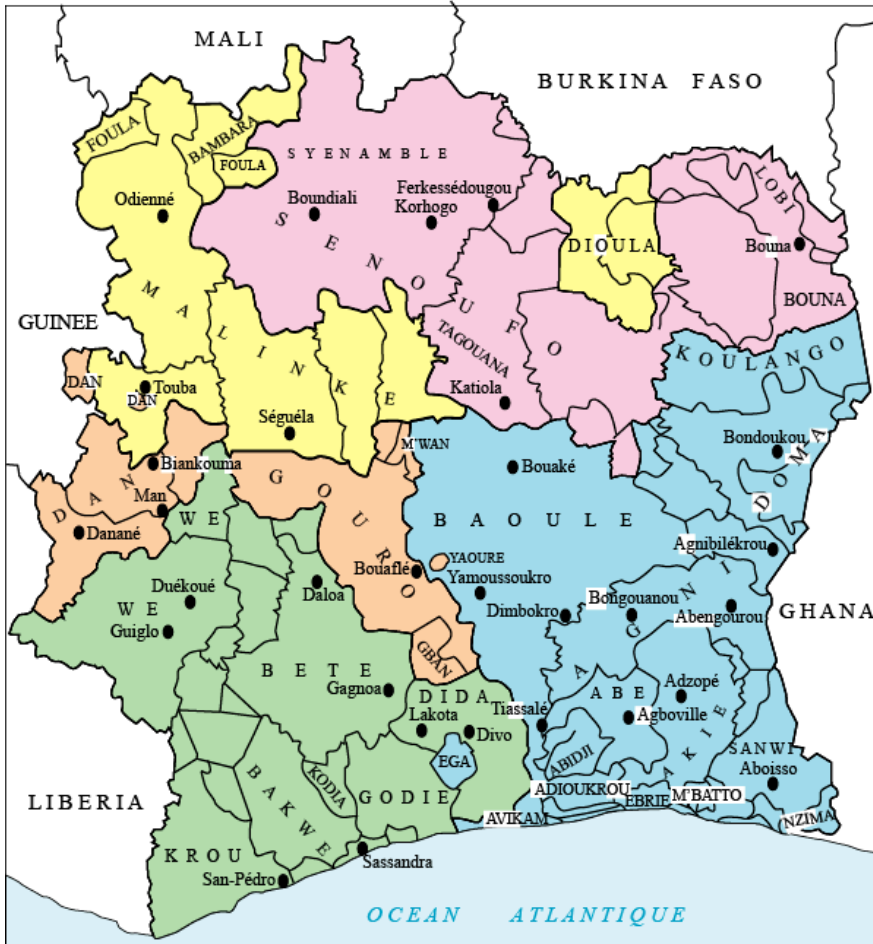


Source : Akou, Don Franck Valéry Loba (2010)

Annexe 2

Les quatre groupes ethnolinguistiques de Côte d'Ivoire

LES GROUPES ETHNO - CULTURELS DE CÔTE D'IVOIRE



Source: Atlas de C. I. planche B 12

Conception: KOUADIO N. J., réalisation: SANOGO S. IGT, juillet 2015

- Groupe Mandé du Nord
- Groupe Mandé du Sud
- Groupe Krou
- Groupe Kwa (Akan)
- Groupe Voltaïque (Gur)

Source : Atlas de Côte d'Ivoire, Conception Kouadio N'Guessan, J.  
Réalisation Sanogo, S. - IGT LATIG (juin 2007)

## RÉSUMÉS

Aimée-Danielle LEZOU KOFFI

### **Dynamique des langues et enjeux identitaires. L'exemple de la ville d'Abidjan**

La (grande) ville, du point de vue linguistique, transforme le tissu social. Abidjan, ville phare de la sous région ouest-africaine en est l'illustration. À partir d'un questionnaire administré dans le cadre du projet « Dynamique des langues et des variétés de français en Côte d'Ivoire », l'analyse actualise la configuration sociolinguistique de la ville d'Abidjan. Puis, elle décrit les représentations linguistiques des locuteurs, en identifiant les fonctions assignées à chaque langue. Enfin, elle montre l'incidence de ces représentations sur le développement de la dynamique des langues dans ladite ville.

**Mots clés** : ville, français ivoirien, représentations linguistiques, Abidjan

The (big) city, from the linguistic point of view, transforms the social fabric. Abidjan, one of the most important cities in West Africa, is a great illustration of this. From a questionnaire administered within the framework of the project « Dynamique des langues et des variétés de français en Côte d'Ivoire », the analysis updates the sociolinguistic configuration of Abidjan. Then, it describes the linguistic representations of speakers, by identifying the assigned functions in each language. Finally, it shows the impact of these representations on the development of the dynamics of languages in this town.

**Keywords** : city, Ivorian French language, Abidjan, linguistics representations

Rada TIRVASSEN

### **Langages et urbanisation ou les difficultés du dialogue interdisciplinaire**

Si la sociolinguistique est, par essence, interdisciplinaire, la conceptualisation de l'extralinguistique n'est ni aisée, ni naturelle. Les travaux sur la ville en tant qu'espace social ou sur l'urbanisation en tant que processus peuvent illustrer ce point de vue. En effet, pour approcher certains aspects du social qui sont constitutifs de cet extralinguistique qu'ils veulent interpréter, les linguistes s'appuient, parfois, sur des stéréotypes et des catégorisations biaisées pour construire des significations qui finissent par obtenir la légitimité du discours scientifique. En d'autres occasions, il s'agit de connaissances fournies par d'autres disciplines mais qui sont enracinées dans des tendances idéologiques discutables, avec pour conséquence l'incapacité de déceler des dynamiques profondes que masquent les stéréotypes. Un des préalables de l'interdisciplinarité est la nécessité de problématiser les ouvertures vers d'autres disciplines. C'est ce que cet article veut démontrer sur le terrain mauricien.

**Mots clés** : épistémologie, interdisciplinarité, extralinguistique, urbanisation/ ville, stéréotypes, méta-analyse

Sociolinguistics is, naturally, interdisciplinary. However, the conceptualisation of phenomena which do not fall within the ambit of the discipline is neither easy nor natural. This is what reveals research on language practice/language perceptions and their relationship with urbanisation as a process or urban areas as its product. While these two issues have always been central to scholarship in the discipline, a closer examination of the interpretation of these phenomena demonstrate that either sociolinguists undertake their research with stereotypes or with knowledge deeply rooted in ideological trends which are incompatible with the foundations of their research. This article concludes that one of the prerequisites to interdisciplinarity is the problematisation of knowledge offered by other social sciences.

**Keywords** : epistemology, interdisciplinarity, extralinguistic, urbanization/city, stereotypes, meta-analysis

Venant ELOUNDOU ELOUNDOU

#### **Scripturalité automobile à Yaoundé et altérité sociale**

Mettant à contribution quelques principes de la pragmatique linguistique et de la démarche empirico-inductive, cette contribution examine les écrits sur des taxis à Yaoundé. Trois axes y sont abordés : la distribution des langues utilisées, les actes de langage (explicites et implicites) et les différentes voix qui apparaissent dans ces énoncés. L'analyse de ces trois articulations nous a permis d'aboutir à la conclusion selon laquelle ces écrits ont un rôle dialogique. Dans ces conditions, quatre types d'émetteurs peuvent être identifiés : émetteur conseiller (véhiculant des messages à portée socio-didactique), émetteur narcissique (exprimant son identité), émetteur en conflit avec autrui (mettant en exergue des tensions interpersonnelles) et émetteur en connivence avec autrui (exprimant sa gratitude ou sa sympathie à l'autre). Les messages émis s'adressent respectivement à des entités sociales reflétées généralement par des actualisations langagières.

**Mots clés** : acte de langage, coopération, identité, identisation, interaction

This paper discusses the writings on taxis in Yaounde, Cameroon, drawing from some principles of linguistic pragmatics and the empirical-inductive approach. Three areas of analysis are explored namely the distribution of languages, speech acts (explicit and implicit) and the different voices that appear in such statements. The analysis of these three areas of analysis led to the conclusion that these writings have a dialogical function. Under these conditions, four types of senders can be identified : advisor senders (conveying socio-educational messages), narcissistic senders (expressing his identity), senders in conflict with others (emphasizing interpersonal tensions), and senders in collusion with others (expressing gratitude or sympathy to others). The messages issued are addressed respectively to social entities, generally reflected in language updates.

**Keywords** : Language Act, cooperation, identity, identitization, interaction

Carline Liliane NGAWA MBAHO

**Pratiques plurilingues dans le secteur informel de la santé. Le cas de la vente des médicaments dans les bus reliant Douala et son arrière-pays**

Notre contribution examine les discours produits pendant la vente des médicaments dans les bus qui relient Douala à son arrière-pays. Sous prétexte de donner des conseils en rapport avec les problèmes de santé, les docteurs élaborent des stratégies discursives et exploitent la diversité de l'écologie linguistique du Cameroun pour communiquer. Les bus de transport interurbain, sont devenus un lieu de prédilection pour la propagande des médicaments de fabrication locale et ceux d'origine étrangère (Nigéria et Chine notamment). Les discours produits dans ce contexte sont élaborés autour de plusieurs tâches conversationnelles. Nous focaliserons notre attention sur les formes d'alternance codique et dégagerons quelques enjeux de ce phénomène linguistique lorsqu'il s'agit de donner des conseils en rapport avec la santé.

**Mots clés** : multilinguisme, alternance codique, discours sur la santé, vente des médicaments dans les bus, Douala

Our contribution investigates interactions between drug sellers and passengers in public transport vehicles. Since counseling serves to convince passengers to buy drugs, *doctors* employ a huge array of discursive and persuasive strategies in their use of French, embellished with features supplied by the local multilingual ecology. Public transport vehicles have become a space for the promotion of traditional drugs as well as those coming from Nigeria and China. Discourse produced by the participants is organised into conversational activities. Our investigation focuses on forms and impacts of code-switching on counseling discourses.

**Keywords** : multilingualism, code-switching, health discourse, drugs selling in buses, Douala

Louis Martin ONGUÉNÉ ESSONO

**Yaoundé, une métropole francophone : essai de description d'un foyer linguistique en construction**

La ville de Yaoundé compte aujourd'hui près de trois millions d'habitants et est devenue une ville cosmopolite où domine seule la langue française, largement véhiculaire, malgré la présence des 300 langues locales. L'extension de la ville et la croissance du nombre d'habitants étrangers entraînent la disparition de l'ewondo. Le bouillonnement culturel et linguistique qui en découle bénéficie au français basilectal. En outre, la jeunesse impose le camfranglais, une langue complexe... La présente contribution analyse non seulement les sources de cette langue, mais aussi les causes, endogènes ou non, l'évolution, les mutations diverses et les formes qu'elle s'approprie en permanence pour s'étendre, féconde et fertile, de façon massive et dense, dans la ville, au village et dans le pays à l'heure de la mondialisation.

**Mots clés** : conflits linguistiques, urbanité, politique linguistique, aménagement linguistique

Yaoundé, the political capital of Cameroon has since become a cosmopolitan city where citizens of all ethnic groups live together in one nation and where only French dominates mainly as a lingua franca, despite the presence of 300 local languages. The geographical extension of the city and the increase in foreign inhabitants has led to the disappearance of the local language, Ewondo. In addition, the youth impose a complex language : the Camfranglais. This paper analyses not only the origins of this language, but also the endogenic causes or not, the evolution, the different changes and forms it permanently takes while spreading itself, in a fruitful and productive, so massive and dense way in the city, the village and the country in this time of globalization.

**Keywords** : linguistic conflicts, urbanity, political language, language amendment

Papa Alioune SOW

**La lutte sénégalaise entre tradition et modernité : dans quelle langue ça parle maintenant ?**

L'examen des phénomènes qui découlent du plurilinguisme sénégalais perçu à travers la lutte sénégalaise permet de constater à quel point ce milieu recèle de virtualités langagières. Sport traditionnel par excellence, cette pratique purement culturelle autrefois constituée, aujourd'hui, un terreau fertile dans l'analyse de nouvelles unités lexicales caractéristiques de cet univers. Les items ainsi obtenus sont étudiés, dans cet article, sous l'angle des modifications qui affectent leur champ référentiel mais aussi de leurs incidences au plan social.

**Mots clés** : lutte, plurilinguisme, item, particularités lexicales, champ référentiel

The examination of the phenomena which rise from the Senegalese plurilingualism perceived through the Senegalese wrestling makes it possible to note with which point this medium conceals linguistic virtualities. Traditional sport, once this purely cultural practice is now fertile ground in the analysis of new lexical items characteristic of this universe. The items thus obtained are studied in terms of changes that affect their referential field but also and their impact socially.

**Keywords** : wrestling, plurilingualism, item, lexical features, referential field

Amadou SAÏBOU ADAMOU

**La rumeur comme technique d'écriture de la nouvelle dans « Monsieur l'inspecteur » d'Alfred Dogbé**

L'article analyse comment la nouvelle, « Monsieur l'Inspecteur » d'Alfred Dogbé, met en relation structurelle deux pratiques discursives qui constituent chacune un système signifiant : la rumeur et la nouvelle littéraire. Nous étudions, sous le double regard de la sémiotique et de la sociologie, l'architecture du sens de la nouvelle et le contenu sociologique de la rumeur dans « Monsieur l'Inspecteur », pour mieux expliquer le recyclage scripturaire opéré par l'auteur de cette forme d'échange social d'informations.

**Mots clés** : rumeur, nouvelle, corruption, énonciation



The article analyzes how the short story “Monsieur l’Inspecteur” of Alfred Dogbé puts in a structural relationship two discursive practices, each of which constitutes one meaningful system : rumor and short story. We study, through a methodological perspective that draws both from semiotics and sociology, the architecture of the short story meaning and the sociological content of rumor in “Monsieur l’Inspecteur”, to better explain the scriptural recycling of this form of social exchange of information as used by the author.

**Keywords** : rumor, short story, corruption, enunciation

Christian Rodrigue TIDOU

**Par l’humour et pour le rire ou les influences orales de l’humour citadin sur le français parlé à Abidjan**

La relation entre l’oralité et l’humour est manifeste. Art de la scène ayant pignon sur rue dans une métropole africaine comme Abidjan, l’humour, par son aspect verbal et donc oral, est surtout une pratique discursive qui implique une appropriation de la langue française par les humoristes de cette ville afin de créer le rire. Les mécanismes dont ils usent sont nombreux : empruntant le mot au français populaire ivoirien et au nouchi, alternant et synthétisant les codes, les humoristes abidjanais se singularisent par des créations lexicales, des déconstructions syntaxiques et des détournements de sens qui participent de la vitalité de la langue française dès lors qu’ils donnent une seconde vie à des pratiques et procédés auparavant marginaux.

**Mots clés** : oralité, humour, français populaire ivoirien, nouchi

One of the ways in which orality is manifested is its relationship with humour. As a type of performing art that is well established in an African metropolis like Abidjan, humour, by its verbal aspect and therefore oral, is mostly a discursive practice that involves an appropriation of the French language by the humourists of that city to create the laugh. The mechanisms they use are numerous : borrowing words from the popular Ivorian French and from nouchi, alternating and synthesizing codes, the humourists from Abidjan stand out for lexical creations, syntactical deconstructions and senses misappropriations which participate of the vitality of French language because they give a second life to practices and processes previously considered as marginal.

**Keywords** : orality, humour, Ivorian popular French, nouchi

Julie PEUVERGNE

**Étude des processus de catégorisation dans un corpus d’entretiens à Douala**

Douala est la capitale économique du Cameroun ; le français y prédomine comme langue de communication. À travers un corpus d’entretiens épilinguistiques, nous questionnerons les catégorisations effectuées par les informateurs, en tenant compte de leur interprétation éémique et de la dynamique interactionnelle particulière

de l'entretien. On s'intéresse en particulier aux descriptions de la ville et des villages, ainsi qu'à la catégorisation de certaines pratiques langagières (alternance codique, bilinguisme...) et des locuteurs. Il apparaît que l'élaboration du discours sur les pratiques se fait sur la base d'associations de catégories ; on note en particulier une association fréquente entre pratiques langagières et catégories socio-ethniques. Cet aspect des représentations linguistiques peut être interprété en termes d'idéologie linguistique.

**Mots clés** : entretiens épilinguistiques, analyse conversationnelle, catégorisations émiques, idéologies linguistiques

Douala is the commercial capital of Cameroon ; French is there the dominant language of communication. Through a corpus of epilinguistic interviews, we investigate/analyse categorisations made by the informants, taking into account their emic interpretation and the particular interactional dynamics of the interview. A special interest is given to the descriptions of the city and of the villages, as well as to the categorisation of some linguistic practices (e.g. code-switching, bilingualism) and of the speakers. It appears that the discourse about practices is built on associations of categories. Notably, a frequent association is made between language practices and socio-ethnic categories. This aspect of linguistic representations can be interpreted in terms of language ideology.

**Keywords** : epilinguistic interviews, conversation analysis, emic categorizations, language ideologies

Moussa DAFF & Mamadou DRAMÉ

### **Dakar, métropole et capitale de la stabilisation du plurilinguisme dominant au Sénégal**

Le plurilinguisme dominant à Dakar peut se résumer en sept langues, six nationales et le français, langue scolaire et de travail administratif. Langues, espace sociétal de vie commune, économie sont les facteurs de régulations des choix d'usage d'une forme linguistique de communication tirée du répertoire plurilingue urbain. Dakar, métropole du plurilinguisme sénégalais, incite au bilinguisme minimal, wolof/français et conserve, dans les territoires composant la communauté urbaine, un plurilinguisme avec le wolof comme langue dominante. C'est cela qui donne au wolof le rôle de langue de Dakar et du travail formel et informel. Dakar est un vaste espace linguistique qui favorise l'usage du wolof et, partant, réduit l'espace d'utilisation des autres langues nationales comme première langue de communication mais ne les nie pas.

**Mots clés** : plurilinguisme, métropole, fonctionnalité, appartenance territoriale des langues, Dakar, communication

The plurilingualism dominating in Dakar can be summarized in seven languages, six main roads and French, school language and of administrative work. Languages, space societal of common life, economy are the factors of regulations of the choices of use of a linguistic form of communication drawn from the urban multilingual repertoire. Dakar, metropolis of the Senegalese plurilingualism,

encourages with bilingualism minimal, wolof/french and preserves, in the territories composing the urban community, a plurilingualism with the wolof like dominant language. It is that which gives to the wolof, the role of language of Dakar and formal and abstract work. Dakar is a vast linguistic space which supports the use of the wolof and therefore reduced the space of use of the other national languages as first language of communication but does not deny them.

**Keywords** : plurilingualism, metropolis, functionality, territorial membership of the languages, Dakar, communication

Alain Laurent Abia ABOA

### **La dynamique du français en milieu urbain à Abidjan**

La ville est plus que la diversité des types d'habitats et un pôle d'attraction économique. Elle est aussi le lieu de brassages culturels, de tensions sociales et de dynamique linguistique. La ville accueille des personnes de l'intérieur (de la campagne) ou de l'extérieur (les étrangers), qui viennent avec leurs langues et composent ainsi un environnement fortement plurilingue. Dans la ville d'Abidjan, métropole africaine francophone où aucune de la soixantaine de langues locales n'a pu s'imposer pour devenir la langue de la majorité des Abidjanais, le français sert de véhiculaire urbain. Le français, ou plus exactement, les variétés locales de français, gagnent des parts de terrain à Abidjan, notamment dans certains domaines informels traditionnellement réservés aux langues locales.

**Mots clés** : ville, langues, brassage, français, identité, culture

The city cannot simply be defined through the diversity of houses or as an attractive economic site. It can also be seen as a place of melting-pot, social tensions and linguistic dynamism. The city welcomes people from the upcountry (countryside) or foreigners (abroad) coming with their languages, paving thus the way for a marked plurilingual environment. In Abidjan, an African francophone metropole wherein none of the sixty or so local languages is spoken by the majority of the population, French is used as the urban vehicle. French or more exactly, the local varieties of French, are gaining ground in Abidjan, mainly in some informal areas formerly dedicated to local languages.

**Keywords** : city, languages, melting-pot, French, identity, culture

Akissi Béatrice BOUTIN & Jérémie KOUADIO N'GUESSAN

### **Abidjan, une métropole de plus en plus francophone ?**

La ville d'Abidjan est un exemple de ces villes champignons postcoloniales qui ont connu en quelques années un développement prodigieux tant au niveau de leur extension spatiale que dans la densification de leurs populations. Théâtre, tout comme la Côte d'Ivoire elle-même, d'un formidable brassage de populations, populations autochtones et populations immigrées, Abidjan offre le spectacle de contacts de langues et de cultures nombreux et féconds. Nous proposons, à travers l'étude du peuplement de cette ville et de son essor socioéconomique, de montrer

comment s'est forgée et se forge sous nos yeux, une identité composite autour du français, portée principalement par la jeunesse urbaine.

**Mots clés** : contacts de langues, français, langues mixtes, nouchi, métropole africaine

Abidjan is an example of these postcolonial boom towns that experienced, in recent years, a tremendous development both in terms of their spatial extent and the densification of their populations. A place of a formidable blending of populations, both indigenous and immigrant like Côte d'Ivoire itself, Abidjan presents numerous and fruitful contacts between languages and cultures. Through the study of the settlement of this city and its socioeconomic development, the papers aims at showing how, under our very eyes, a composite identity around the French language, mainly driven by the urban youth, has been forged.

**Keywords** : language contact, French, mixed languages, nouchi, African metropolis